LA
CROISÉE DES CHEMINS[1]

DERNIÈRE PARTIE[2]

V. — LE PASSÉ

Presque chaque jour, Laurence et Pascal se rejoignaient dans l'un ou l'autre de ces parcs de Paris où l'on est assuré de ne rencontrer personne, aux Buttes-Chaumont, à Montsouris, au bois de Vincennes. Ils exploraient la capitale comme une colonie lointaine. Quelquefois ils se hasardaient en des lieux plus fréquentés. On les vit à Bagatelle, visitant cette exposition de portraits de femmes où l'on pouvait suivre les changemens de la toilette et du visage au cours d'un siècle. On les vit encore au jardin des Tuileries, et même prenant tranquillement le thé chez le pâtissier à la mode. N'était-ce pas préférable de se montrer au grand jour? Ils étaient connus de trop de monde, elle surtout, pour passer inaperçus.

Sans cesse le docteur Rouvray aiguillonnait son chauffeur pour hâter ses courses à travers la ville. Ne fallait-il pas qu'il la traversât à toute allure pour gagner le temps de ses promenades sentimentales? Comme les hauts fourneaux sa vie sans arrêt jetait des flammes. Ainsi l'exige la passion chez un homme dé-

(1) *Published, October first, nineteen hundred and nine. Privilege of copyright in the United States reserved, under the Act approved March third nineteen hundred and five, by* Plon-Nourrit.

(2) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 août, du 1er et du 15 septembre.

bordé de travail et qui entend faire face à ses obligations. Cet impérieux génie qu'un historien de notre société a appelé le *démon de la quarantaine*, qui saisit vers cet âge les hommes de trop de discipline et les pousse tout à coup à préférer à toutes les organisations de carrière, d'ambition, de famille, les sursauts de leur jeunesse en péril et l'audace des recommencemens, qui les contraint de nouveau à un choix comme au temps où l'on fonde son avenir, le gouvernait, le conduisait hardiment vers la tempête. Il jouissait jusqu'à l'enivrement du charme de Laurence qui, pour lui, n'avait rien perdu de sa nouveauté, mais qui s'était perfectionné par une culture de quinze années. Ensemble ils épuisaient ces entretiens que l'amour inspire et qui, de toutes parts, comme la mer une île, entourent l'amour, bien qu'avec une présence d'esprit continue elle l'arrêtât toutes les fois que le mot lui venait aux lèvres, toutes les fois qu'il réclamait qu'elle le prononçât. Et de cette attente même qu'elle lui imposait, qui le menait au paroxysme du désir, elle semblait, par l'enchantement de ses traits, par l'ardeur de ses yeux qui le pénétraient, annoncer, promettre le terme. C'étaient ces journées de juin que la lumière prolonge, qui possèdent toute la force de l'été sans la fatigue et sans le poids de la chaleur.

La passion peut, chez un jeune homme, abolir le reste du monde, concentrer toutes les pensées sur un objet unique. Plus tard, elle n'a plus à son service un tel pouvoir de suppression. Elle exalte au contraire toutes les facultés à la fois, éclaire tous les recoins du cœur, même ceux qu'elle ne parvient pas à occuper. Alors qu'elle paraît tout envahir et tout diriger, elle laisse subsister la vision de la souffrance, le sens et le regret de l'ordre, la pitié, la tendresse même, et la multitude de ces sentimens dont une sensibilité plus complète, plus riche, se compose. Un conquérant règne ainsi sur des populations qui sont toujours prêtes à se soulever contre son joug ; il comprend leur haine, il discerne leur misère, et, s'il les soulage, il se désarme.

Pascal assistait chez lui, à ses heures de présence, au dépérissement de sa femme sans obtenir d'elle une plainte, ni un aveu. Elle s'obstinait à répondre, quand il l'interrogeait sur sa santé, ce *je n'ai rien* qui termine tout questionnaire sans rien résoudre. Il n'avait pas repris avec elle cette conversation où, pour la première fois, devant son émotion, il s'était demandé ce qu'elle pouvait savoir ou soupçonner. Elle ne parlait pas de

partir, elle tenait comme d'habitude sa maison, sauf, peut-être, qu'elle paraissait se détacher de l'éducation de ses fils pour s'absorber davantage en elle-même. Avec une tristesse grandissante il la regardait s'écarter de lui, et comment l'eût-il rappelée ? Un de ces drames intérieurs, comme en provoquent les malentendus, les silences ou ces crises qui précèdent les ruptures, se jouait à côté de lui et le remplissait d'inquiétude. Celle-là qui portait son nom avec tant de dignité, qui lui avait consacré sa jeunesse dans la fidélité de l'attente et dans la fidélité du don de soi-même, qui avait fait de sa maison un foyer de paix et de sécurité, et qui, menacée, se taisait si fièrement, représentait toute la droiture de sa vie. Il ne pouvait l'atteindre sans se blesser, et des torts qu'il se sentait envers elle il se meurtrissait, tout en les augmentant jour à jour.

Une autre préoccupation s'imposait à lui. Déjà il avait tâché, à plusieurs reprises, de l'éloigner. Un après-midi qu'il devait retrouver son amie aux Buttes-Chaumont, n'avait-il pas distingué les silhouettes de Claire et de Raymond Gardane qui se croyaient, eux aussi, protégés contre les indiscrétions dans ce jardin populaire? Ensuite, il avait douté de ses yeux. Ses anciens pressentimens ne le lui permettaient guère, et une entrevue qu'il eut avec Julien Aunois acheva de le convaincre du danger que courait sa sœur. C'était un matin de la fin de juin ; il venait de dégager son temps entre cinq et sept heures du soir pour le réserver à un rendez-vous qu'il avait pris avec Laurence. Son beau-frère commença par lui exposer des doléances de carrière : Gérard se lassait de tant d'atermoiemens et réclamait une réponse catégorique au sujet de l'emploi qu'il offrait à Voiron, et Claire, comptant sur une promesse de Mme Chassal, refusait de quitter Paris. Un peu lourd d'allure, sans brillant, sans facilité d'élocution, Julien Aunois était de ces caractères dont la trempe s'accommode de l'épreuve quotidienne, qui ne savent pas plaire aux femmes et qui excellent à les rendre heureuses. Il adorait la sienne dont la gentillesse, les exigences et les fantaisies mêmes rayonnaient sur sa volonté. Or il était surexcité, le teint plombé, la bouche tordue, en proie à un désespoir dont Pascal se rendit bientôt compte. Car il finit par avouer son tourment. Pourquoi cette obstination de Claire à demeurer à Paris? Il se l'était longtemps demandé. Il croyait l'avoir découvert, et c'était si atroce qu'il ne pouvait rester dans l'incertitude.

Alors il venait demander conseil au chef de famille. Il n'avait aucune preuve. Dans sa détresse il s'accusait d'espionnage, il se taxait d'infamie pour être descendu dans une de ces louches agences qui font métier de filer les gens et de procurer des renseignemens sur leurs allées et venues, mais, au moment de prononcer le nom de sa femme, il avait rompu les pourparlers et s'était sauvé. Pascal, lui dissimulant sa propre anxiété, essaya vainement de le rassurer, de lui restituer un peu de calme et de confiance.

— Il faut, acheva le jeune homme, que je sache à tout prix. Après, je jugerai, seul. Claire a pour vous un culte. Si, si, je vous assure. Elle rit toujours, elle semble plaisanter, mais elle vous admire, elle revoit en vous la suite de ceux qu'elle a perdus trop tôt. Vous pouvez me croire : j'en étais quelquefois jaloux. Vous seul, si vous le voulez, exercerez de l'influence sur elle. Aidez-moi, je vous en supplie.

— Que puis-je?

— Je lui dirai que vous désirez lui parler, aujourd'hui, cet après-midi.

— Pas cet après-midi : je ne suis pas libre.

— Ah!

— Mais ce soir, après dîner. Venez tous les deux, je trouverai un prétexte pour emmener Claire dans mon cabinet. Que lui dirai-je? Il est dangereux de toucher à ces choses, et vous ne savez rien.

— Si je savais, serais-je ici? Exposez-lui simplement la nécessité pour nous de partir, de nous fixer à Voiron sans retard, nécessité matérielle, utilité morale pour elle, pour moi. Insistez avec fermeté, car il s'agira de tout notre avenir. Si elle accepte, je croirai en elle. Toujours elle ignorera mes doutes, mes angoisses.

— Et si elle refuse?

— Si elle refuse, comme elle a refusé hier, je serai autorisé à tout croire. Aucune autre raison ne la retiendrait à Paris contre nos intérêts, contre notre bonheur. Alors je m'estimerai libéré de mes devoirs de protection envers elle...

Il s'arrêta, la sueur au front, ne menaça pas davantage, mais Pascal le devina résolu et lui prit les deux mains avec autorité :

— Comptez sur moi, Julien. Et comptez sur elle. Elle partira.

Quand son beau-frère l'eut quitté, le docteur Rouvray, après quelques réflexions données à ce nouveau souci qui lui offrait une image renversée de son propre foyer, se précipita sur ses travaux, pensant activer la marche du temps. A travers les occupations professionnelles il ne faisait qu'attendre l'heure de revoir Laurence. Elle semblait attacher à ce rendez-vous, à cette journée, un sens décisif. Leur amour avait acquis son intensité, sa plénitude : n'était-il pas parvenu à cet état où, pour ne pas diminuer, il exige l'entier abandon? Peu à peu il avait dominé chez Pascal tous les autres mobiles d'agir. Une patiente, une adroite ascension le conduisait à ces altitudes d'où l'on n'aperçoit plus distinctement les plaines de la vie.

Une matinée brumeuse, presque fraîche, le remplissait de crainte. Il suivait au ciel la lutte des nuages et du soleil. Vers midi, celui-ci se déclara vainqueur, et quand il envahit la salle à manger, comme l'aîné des deux petits garçons, Pierre, offrait de fermer la baie, il assura, loin de se plaindre, que ces chauds rayons étaient agréables. Il déjeunait avec les siens, paisiblement, et déjà n'était pas avec eux. Plus qu'Henriette, il s'absorbait, il se recueillait.

Laurence avait dit : « Soyez à cinq heures à l'extrémité de l'avenue Henri-Martin, vers le Bois de Boulogne. » Où iraient-ils? Quand il l'avait demandé, elle s'était contentée de mettre un doigt sur les lèvres en souriant, pour indiquer que c'était un secret. Avant cinq heures, il arriva, à pied : au Trocadéro, il avait renvoyé son automobile. Elle fut exacte. Elle aussi venait à pied. De loin il la reconnut, et tandis qu'elle grandissait, il enveloppait du regard sa robe blanche, son immense chapeau aux ailes de cygne à demi déployées, et, plus près, ses contours, son visage clair, ses yeux sombres. Elle ne souriait pas, elle demeurait sérieuse, concentrée, comme s'il se préparait quelque chose de grave. Il en avait eu l'intuition, et quand leurs mains se touchèrent avec leurs deux noms prononcés, comme autrefois, il ressentit cette dilatation du cœur qui, ne pouvant pas durer, est presque une souffrance.

— Où allons-nous? interrogea-t-il de nouveau. Au Bois?

— Non, vous allez voir.

— Voulez-vous prendre une voiture?

— Oh! non, ce n'est pas loin. Nous irons à pied, tout doucement.

Ils remontèrent l'avenue qui est l'une des mieux ombrées et des plus tentantes de Paris pour la flânerie et la promenade. Par intervalle, il se tournait de côté pour la regarder marcher.

— Comme vous êtes sévère! observa-t-il. Vous ne souriez pas. Vous ne parlez pas.

Elle répondit avec toute la grâce qu'elle avait, tandis qu'elle l'attirait dans la rue Eugène-Delacroix :

— Je me souviens.

La robe la dessinait toute, et l'harmonie de ses mouvemens. Elle était légère comme une jeune fille, et pourtant se servait de son âge pour ajouter aux formes encore intactes de la jeunesse ce quelque chose d'achevé, de rare et presque de trop parfait dont on jouit davantage comme si l'on comprenait qu'il ne peut être qu'unique et fragile.

Il reconnaissait ce quartier de Passy, et la rue de la Tour où il avait guetté Chassal, et la rue Desbordes-Valmore, son but de fiancé. Où donc le conduisait Laurence? Elle s'arrêta où il avait prévu qu'elle s'arrêterait, devant une villa que protégeait une grille recouverte de lierre. Rien n'en était changé, ni les fenêtres cintrées, ni le perron, ni la grimpante clématite. La rue était déserte, pleine de soleil. N'allaient-ils pas réveiller leur beau passé dormant?

— Pourrons-nous entrer? s'informa-t-il presque à voix basse, comme pour ne pas dissiper l'enchantement de leur pèlerinage.

Elle chercha dans son réticule, et, triomphante, souriant enfin, elle lui montra la clé.

— Il n'y a donc personne?

— Non, en ce moment, il n'y a personne. Les locataires sont partis.

Et tout en s'approchant de la serrure, elle donna ces explications :

— Après la mort de ma mère, j'ai gardé l'hôtel. Mon père n'y tenait pas. Il avait moins de fortune que ma mère. Il préférait des valeurs. Ne l'avez-vous pas rencontré à ma soirée?

— Oui, toujours allègre.

— Et sa femme?

— Je ne savais pas qu'il s'était remarié.

— Avec une femme plus jeune que moi. Ma belle-mère porte à ravir la toilette. Je n'en dirai rien d'autre. Maintenant, ne parlons plus de ces choses.

Elle parut chasser des tristesses. Il devina toute une part assez décevante d'existence, et même il accorda un regret à la silencieuse Mme Avenière qu'il avait connue. Cependant Laurence avait ouvert la grille. Ils entrèrent, et vivement elle referma la porte :

— Maintenant, dit-elle, maintenant il n'y a plus que nous ici. Il n'y a plus que nous au monde.

Ils gravirent les marches du perron. Elle le précéda à l'intérieur, et poussa les persiennes comme pour réveiller leur jeunesse. Oppressés par l'émotion du retour, ils se taisaient. Et quand elle l'emmena, derrière la villa, dans le petit jardin étroit où les parfums du jasmin et du chèvrefeuille les accueillirent avec amitié, comme autrefois, il se souvint tout à coup que c'était l'exact anniversaire de son départ quinze années auparavant. Que Laurence avait été bien inspirée de retarder leurs aveux, d'imposer à leur passion ancienne et nouvelle ensemble cet exaltant noviciat, d'avoir choisi ce jour et ce décor pour effacer le temps écoulé : l'amour était donc susceptible de perfectionnement, quand un artiste délicat et exercé, lui supprimant son bandeau, savait le diriger avec tact.

Quinze ans! Était-il possible qu'un si long espace de temps se fût écoulé? Il n'en avait plus conscience, et pouvait le croire aboli. Autour de lui rien n'avait changé. C'était le jardin et c'était Laurence. Les arbres occupaient leur place. Avaient-ils poussé si lentement, ou bien les avait-on remplacés? L'ombre qu'ils répandaient était pareille sur le sable. Et les corbeilles de roses s'offraient comme autrefois. Paris lointain, oublié, supprimé, ne se voyait pas, ne s'entendait pas. Tout au plus distinguait-on, par intervalle, le trot régulier d'un cheval traînant une voiture discrète aux roues caoutchoutées. Des oiseaux babillaient, comme à la campagne. Le soleil était haut encore : cette journée inaltérée n'était pas près de finir.

Quelques sièges de fer avaient été abandonnés là. Elle posa tranquillement sur une chaise son chapeau aux grandes ailes, son ombrelle, s'assit sur un fauteuil, et les mains allongées sur les rebords, dans cette calme attitude que déjà il lui avait vue, elle demanda :

— Qu'avez-vous à me dire, mon ami?

Elle ne l'arrêtait plus, elle sollicitait : c'était l'heure choisie par elle entre toutes les heures.

Assis tout près d'elle, penché vers elle, il lui prit la main et murmura :

— Laurence, vous portiez une robe blanche, comme aujourd'hui. Je vous retrouve ici telle que je vous avais laissée.

— Oh ! je suis bien plus vieille.

— Non, vous avez gardé toute votre jeunesse. Vous l'avez gardée pour moi. Mais vous en avez fait comme un reflet de votre intelligence, comme une grâce qui sait se servir d'elle-même. Elle est plus belle, croyez-moi. Elle est bien plus belle.

— Mon fiancé, dit-elle, le temps est là.

— Il n'est plus là. Nous l'avons éloigné. Tout à l'heure, quand je vous serrerai sur ma poitrine, Laurence, nous étoufferons ces quinze années qui nous ont séparés, ces quinze années qui achèvent de mourir.

Mais elle reprit comme égarée :

— Quinze ans ! Il y a quinze ans, Pascal, vous souvenez-vous ?

— C'était hier.

— Il y a quinze ans vous êtes parti. Partiriez-vous encore ?

— Je ne commettrais plus la folie de partir.

Il avait prononcé en hâte ces paroles comme s'il avait peur en réfléchissant de les regretter, de les reprendre. Elle le fixait de ses yeux agrandis, tout le visage transfiguré dans sa pâleur d'une joie presque sauvage dont le corps frissonnait. Et ne voulant pas de leur spontanéité, exigeant tout leur sens, elle réclama :

— Redites-moi encore les mêmes mots, je vous en prie.

Il répéta plus doucement, moins fièrement :

— Laurence, je ne partirais plus.

En un éclair, comme dans une menace de mort, il revit ce qui était le support de sa vie, l'œuvre de son passé, la sûre douceur de son foyer, et l'entreprise commençante de l'avenir. Comment pouvait-il renier cela ? De quelle force disposait donc l'amour pour le délier, pour lui restituer la liberté, cette liberté à quoi jadis il avait refusé de se soumettre, et qui pour la seconde fois le tentait, lui montrait le monde vide, occupé seulement par Laurence et par lui, avec le droit de cueillir les jours à sa guise, d'en user selon son bon plaisir ? Mais la formule qu'il avait employée ne l'engageait pas. Elle ne correspondait à aucune réalité. Depuis un mois ses obligations d'existence

n'entravaient pas sa passion : côte à côte celle-ci et celles-là pouvaient subsister sans s'anéantir.

Laurence, les yeux mi-clos, maintenant, toute contractée et frémissante, continua son questionnaire :

— Et si je vous le demandais, partiriez-vous avec moi ?

— Pourquoi cette question, mon amie ?

— Partiriez-vous avec moi, si je vous le demandais ?

Il avait pris le temps d'une hésitation, mais l'ayant caressée du regard dans sa robe qui la révélait, qui la promettait, il inclina la tête :

— Je voudrais voyager avec vous, Laurence. Sans doute je partirais.

Cependant elle l'enveloppait du cercle de ses questions, comme un adversaire qui se multiplie et ne laisse plus aucune issue.

— Et demain ? Et ce soir ?

— Mais, Laurence, comme moi vous êtes prisonnière. Notre amour, seul, nous retire quelques instans passés ensemble de la servitude.

— Vous vous trompez sur moi, Pascal. Je ne suis pas de celles qui consentent au partage. Je veux vivre quelques semaines, quelques jours, ma vie libre. Après, nous reprendrons nos chaînes, si nous pouvons. Ou bien nous les briserons pour toujours, si vous voulez, alors, ne plus jamais partir.

Elle ne se défendait plus ; elle s'offrait à lui.

Ils étaient si rapprochés que leurs souffles allaient se confondre. Devant elle s'inclinant, il posa un genou sur le sable, et, vaincu, ne voulant plus connaître si, au delà de ce jardin, il existait un autre univers, il dit simplement :

— Laurence, je vous aime.

Elle répéta, obstinée :

— Nous partirons ensemble demain, ce soir ?

— Oui, pourvu que vous soyez à moi.

Il ne voyait plus que le moment présent.

Et désirant l'appuyer à lui, il se pencha davantage, cherchant ses lèvres. D'un mouvement brusque elle se dégagea et se dressa toute droite. Puis, avant qu'il se fût relevé, elle eut le temps de le voir à ses pieds et éclata de rire. Ainsi repoussé et bafoué, comprenant d'un coup le guet-apens où il était tombé, il pensa une seconde, dans ce coin désert, insulter le corps de

celle qui lui avait joué cette indigne comédie. L'effort qu'il fit pour se reconquérir le contraignit d'entendre par surcroît l'affront des paroles où elle épanchait ses rancunes :

— Je suis vengée, maintenant, je suis vengée, répétait-elle en se forçant à rire encore. Il y a quinze ans, vous m'avez infligé ici-même, un soir, la pire torture, l'abandon et la honte. Oui, la honte, entendez-vous. Cela, je ne vous l'ai pas pardonné. Je ne l'ai pardonné à personne. Combien d'hommes ai-je obligés à me consentir tous les sacrifices, et les plus odieux, et quand ils les avaient consentis, je les chassais. Je m'exerçais. J'espérais que l'avenir, tôt ou tard, nous ménagerait une rencontre. Et mon jour est venu, patiemment. Je suis allée vous chercher, jusque chez vous. Votre orgueil vous protégeait. C'est votre orgueil que j'ai voulu. Il est là, en miettes : ramassez-le. Ah ! votre humiliation, c'est autre chose que la mienne. Vous subordonniez notre amour à des charges de famille. Je vous ai obligé, moi, à soumettre à ma personne tout votre foyer. Je suis contente : cette minute vaut bien d'avoir été attendue quinze ans.

Il était redevenu maître de lui. Il songea à s'éloigner sans une parole. Mais son orgueil, en effet, saignait trop pour qu'il n'essayât pas de reprendre l'avantage, d'assurer sa retraite, avec le secours de ce qu'il croyait deviner, et d'une voix qu'il affermit de son mieux, il se contenta de cette réponse :

— Comme je vous plains, Laurence !

— Gardez votre pitié. Vous en avez besoin. Adieu, monsieur.

— Écoutez, reprit-il, toute son autorité revenue. Et je m'en irai. Puisque nous ne pourrons plus jamais nous revoir après ce qui vient de se passer, je désire vous remercier de me libérer une seconde fois.

— Oh ! vos remerciemens !...

— Laissez-moi parler, je vous en prie. Tout à l'heure, vous ai-je interrompue? Nous nous sommes livrés l'un à l'autre, plus que des amans. Vous avez été la flamme de ma jeunesse, et en vous retrouvant, ma jeunesse était comme ressuscitée de la mort. Je vous ai aimée, je crois bien, plus que tout au monde. Il n'y a qu'un instant, j'ai connu, par vous, la passion la plus désordonnée, celle qui détruit. Et pourtant, vous ne m'aurez pas empêché de remplir ma vie telle qu'elle doit être remplie. Vous ne m'aurez pas détourné de son ordre et de sa vérité. Autrefois des puissances que j'ignorais, que je sais maintenant, m'ont préservé

de la lâcheté que vous aviez obtenue de moi, ici même. Allais-je devenir plus faible avec les années? Oui, peut-être, oui sans doute : notre amour, à certaines heures, et quand l'automne vient, nous paraît préférable à tout. Mais mon sacrifice d'autrefois me protégeait à mon insu. Il vous a contrainte à me sauver de moi-même quand vous pensiez vous venger. Je vous offrais ma vie? Je me trompais sur sa valeur. Même appauvrie de mon désir, de toute ma tendresse que vous avez méprisée, elle n'est pas atteinte dans ses facultés essentielles. Il me reste mon cerveau, ma volonté, et tout un avenir intact et régulier, tout un avenir bienfaisant. Tandis que vous...

— Tandis que moi? demanda-t-elle, prise malgré elle-même. Allez donc, pendant que j'accepte d'écouter votre défense.

— Vous avez préféré deux fois votre vanité à l'amour qui était toute votre vie. Comme je vous plains, Laurence! Comment douterais-je de votre amour? Votre injure même en est l'éclatante preuve. Quinze ans vous n'avez pu m'oublier. Quinze ans vous avez préparé cette minute. Oui, mon orgueil est en miettes. Oui, vous triomphez de m'avoir vu à vos genoux. Et après? Mais c'est vous-même que vous avez frappée au cœur. Adieu. Je n'ai pas de haine, moi. En sortant de ce jardin, comme l'autre fois, celui de nous deux qui souffrira, qui regrettera davantage, je ne crois pas que ce soit moi, Laurence...

— Allez-vous-en. Allez-vous-en, cria-t-elle, perdant son calme. J'ai eu trop de patience. Je vous reverrai toujours, entendez-vous, dans cette posture d'humiliation, à mes pieds. Allez-vous-en...

Mais, quand il fut parti, elle ne se décida pas encore à quitter le lieu de sa victoire. Elle alla se rasseoir sur le fauteuil, et y demeura longtemps, jusqu'à ce que la nuit vînt l'entourer et qu'elle ne fût plus qu'une petite chose blanche, indistincte comme un marbre dans un parc envahi par l'ombre, dont on ne sait plus s'il représente le dieu de l'amour ou quelqu'une de ses innombrables victimes...

VI. — CLAIRE

Pascal, au bruit de la grille qu'il tira derrière lui, tressaillit comme autrefois quand il avait refermé la porte de son petit appartement vide où sa fiancée n'était pas revenue. Il fit quelques

pas dans la rue Desbordes-Valmore, puis s'arrêta. La tentation le prenait de retourner en arrière pour supplier Laurence. Cette affirmation que l'insulte n'était que l'aveu d'un long amour, cette affirmation qu'il avait lancée sans aucune certitude, par nécessité d'offensive, voici qu'il en découvrait la vérité. Oui, s'il rentrait au jardin, sans une parole il irait à elle et la prendrait dans ses bras. Elle ne se défendrait pas, elle s'appuierait à lui, étonnée, ravie, s'offrant en larmes et sans résistance, il en était sûr. Une attente de quinze ans communiquerait à leurs baisers la sensation du temps suspendu. O ces lèvres minces et rouges qu'il avait vues de si près, qu'il avait effleurées et qu'il n'avait pas touchées, était-il possible qu'elles ne fussent jamais jointes aux siennes? Et cette blancheur nacrée des joues, du corps dont il avait deviné, toute une soirée, le galbe et le poli? Le déchirement de son cœur laissait subsister le désir, un désir fou, prêt à toutes les humiliations nouvelles, et dont il frissonnait sur le trottoir où il s'immobilisait. Un pas en avant, machinal, le rendit à lui-même. Il erra dans les rues de Passy, ne sachant où aller. Quand il se retrouva dans l'avenue Henri-Martin, il hésita encore sur la direction. C'était l'heure dorée où, avant de disparaître, le soleil pénètre de biais, entre les arbres, dans les allées, sur les places. Il ne pouvait regagner le boulevard Saint-Germain où il habitait avant d'avoir recouvré un peu de calme. Sur la lisière du Bois de Boulogne il héla une victoria.

— Quelle adresse? s'informa le cocher.

— Où vous voudrez.

Par goût de sociabilité, on le conduisit vers les lacs, et bientôt son fiacre s'engagea dans la file innombrable des voitures et des automobiles trépidantes dont le couchant échauffait les cuivres comme il resplendissait sur les eaux.

— Pas ici, ordonna-t-il. Où vous voudrez, mais pas ici. Prenez donc les petites allées.

A grand'peine son cocher se tira de l'engrenage où il était saisi, et le ramena vers Auteuil. Dès qu'il eut rencontré un peu de solitude, Pascal le paya et s'en fut à pied, droit devant lui, à travers le Bois. Les souvenirs amoureux des semaines précédentes que la dernière scène pouvait atteindre, transformer en une abominable comédie, il éprouvait le besoin de les mettre à part, de les préserver. Quinze ans auparavant, n'avait-il pas tenté pareillement de sauver du désastre l'image de Laurence? Il la

revoyait intacte dans sa beauté, attirante jusque dans son mépris. Deux fois elle avait failli briser l'élan naturel de sa vie. Elle-même l'avait sauvé d'elle-même. Ne méritait-elle pas qu'il lui gardât, en échange, une sorte de culte, comme on en peut rendre à l'idole cruelle et indifférente qui symboliserait la jeunesse?

Après avoir longtemps marché, très las, il reconnut la petite gare de Passy. Le jour déclinait : il n'en restait qu'une lumière insuffisante. On allumait les becs de gaz. Laurence n'avait pas encore quitté le jardin, et il ne se décidait pas à quitter la pensée de Laurence. Il se fit enfin ramener chez lui, comme neuf heures allaient sonner. Dans l'antichambre, l'aîné de ses enfans, le petit Pierre, éclairé brusquement par l'électricité, apparut couché sur le tapis. Découvert, il donna par ses gémissemens une grande publicité à son chagrin. Ses doigts tachés d'encre, sur la figure humide de larmes, avaient laissé de bizarres tatouages.

— Qu'as-tu? demanda Pascal sans indulgence, incapable de supporter une autre détresse que la sienne.

— C'est maman... Elle m'a renvoyé...

— Pourquoi?

— Je sais pas. J'ai rien fait.

— Tu n'auras pas été sage.

— Si, j'ai été sage. Elle... elle...

L'enfant hésitait, le cœur lourd, la poitrine toute soulevée de sanglots.

— Quoi donc?

— Elle... elle m'aime plus.

— Qu'est-ce que tu me racontes?

— Non... Et papa non plus.

— Moi?

— Vous voulez jamais plus...

— Mais quoi?

— Me raconter des histoires.

— Je n'ai pas le temps.

— Oh! papa, vous aviez bien le temps, avant.

— Avant quoi?

— Quand vous m'aimiez.

Et comme la bonne, accourue au bruit, emmenait « M. Pierre qu'on cherchait partout, » il attrapa le garçonnet brusquement, le souleva en l'air, et l'embrassa :

— Petit nigaud, qui croit qu'on ne l'aime pas!

Trois heures plus tôt, quelle part le « petit nigaud » jouait-il dans ses résolutions, et ce désespoir d'enfant n'indiquait-il pas comme une intuition, plus fréquente à cet âge qu'on ne l'imagine, du désaccord des parens?

Henriette avait attendu son mari pour dîner. Il le lui reprocha avec amertume; déjà il avait tant de peine à se soumettre au train ordinaire des choses qui succédait à l'exaltation, à la fièvre, à la défaite et ne l'en consolait pas.

— Vous ne m'aviez pas avertie, dit-elle.

— Ne suis-je pas libre de revenir quand il me plaît? On ne peut pas toujours avertir.

— J'ai fait dîner les enfans.

— Pierre a-t-il mangé?

— Presque rien.

— Pourquoi?

— Je ne sais pas.

— Cet enfant m'inquiète.

— Vraiment?

Il ne releva pas l'ironie de cette interrogation. Le dîner s'acheva sans autres paroles. Henriette, absorbée, amaigrie, changée, ne touchait presque pas à la nourriture. Lui ne s'occupait pas de sa femme, éprouvait, à constater son propre appétit, cette gêne pénible qu'on ressent à reconnaître sa résistance physique aux heures funèbres chargées des pires épreuves morales, comme s'il s'opérait alors une scission entre notre douleur et notre animalité laissée à la porte de la mort et profitant de sa liberté. Au dessert, levant la tête, il fut surpris du regard obsédant qu'elle fixait sur lui :

— Vous êtes toujours disposé, finit-elle par dire, à me laisser partir pour Colletière.

— Je ne vous l'ai plus demandé.

— Maintenant, je désire partir.

— Attendez les vacances.

Elle continua comme si elle ne l'avait pas entendu :

— Avec les enfans. Le changement d'air leur fera du bien.

— Sûrement. Et à vous aussi, Henriette.

— Oh! moi.

Elle prononça ce dernier mot avec tant de détachement que, malgré l'éloignement de sa pensée, il en comprit la gravité.

Cette silencieuse, cette calme Henriette portait un secret dont il n'obtiendrait pas facilement la confidence. Il croyait retrouver un foyer intact. Dès son retour, dès la petite aventure de son fils, tout lui révélait les fissures par où la confiance, la paix coulaient comme l'eau d'un vase.

On sonna à la porte d'entrée. Ce fut pour lui un soulagement : il espéra la fin de ce pénible tête-à-tête. Le valet de chambre les informa que M. et Mme Aunois étaient au salon.

— Ah! oui, dit Pascal se souvenant, Claire et Julien m'avaient annoncé leur visite. J'ai oublié de vous prévenir.

De tout le jour il n'avait plus songé aux révélations de son beau-frère. Déjà Henriette se levait de table lorsqu'il la rappela :

— Écoutez... Rasseyez-vous une seconde.

— Ils sont là.

— Justement, il s'agit d'eux. Je désire parler à Claire. Tout à l'heure je l'emmènerai, seule, dans mon cabinet. Vous garderez son mari.

— Bien.

— Claire ne veut pas s'en aller à Voiron. Elle m'inquiète.

— Elle aussi?

— Oui, répéta-t-il sans saisir l'allusion, elle est agitée, nerveuse. Il se passe dans sa vie quelque chose de grave, j'en ai peur.

— Elle vous l'a dit?

— Non, mais à vous, peut-être?... Vous ne répondez rien? Eh bien! il faut qu'elle consente à partir pour Voiron. Il faut que je l'obtienne d'elle ce soir, absolument.

— Pourquoi?

— C'est un danger qui la menace. Ce matin Julien est venu me voir.

— Ah!

Rien que par cette exclamation, Henriette se trahissait : elle savait, elle soupçonnait, ou elle devinait.

— Oui, reprit Pascal, il était troublé, ému.

— On ne peut donc souffrir en silence, murmura-t-elle simplement.

Ils se levèrent ensemble. Leur ménage mystérieusement désuni tâcherait de porter secours à cet autre que guettait la rupture. Et Pascal se demandait comment il remplirait le rôle qu'on attendait de lui, après le désarroi de sa propre journée. Ils

rejoignirent au salon les Aunois qu'ils trouvèrent à une grande distance l'un de l'autre, ne se parlant pas, Claire tournant le dos à son mari. Une explication devenait imminente. Il était temps d'intervenir, si une intervention pouvait encore être efficace. Après quelques instans de conversation, le docteur, sous un prétexte dont elle ne fut pas la dupe, proposa à sa sœur de la conduire dans son cabinet de travail.

Par les fenêtres, les branches des arbres du boulevard, rapprochées, semblaient vouloir entrer. Ils respirèrent, avant le combat, la douceur de la nuit que dérangeaient la sirène des tramways et le bruit des voitures. Claire, pressée, prit l'offensive :

— Oui, tu vas me sermonner, me conseiller d'abandonner Paris, d'aller m'enfouir à Voiron. Qu'est-ce que cela peut te faire, et tu tiens donc bien à ne plus me voir?

Pascal, mis en demeure, commença :

— Je suis ton frère aîné, ton grand frère.

— Je sais.

— Alors j'ai bien un peu le devoir de m'occuper de ton avenir.

Elle s'assit, résignée, croisa les jambes sans beaucoup de cérémonie, et déclara :

— Allons, j'écoute. Sois bref, autant que possible.

Cela s'annonçait mal, d'autant que cette impertinence agaçait Pascal, déjà énervé par ses souvenirs. Il se contint et reprit d'une voix catégorique, peu favorable aux négociations :

— Gérard, dont la filature marche à merveille, a besoin d'un aide pour l'administration de son entreprise. Longtemps il a réservé cet emploi vacant à ton mari qui s'en accommoderait. Il réclame une réponse définitive. A Paris, Julien n'a pas de carrière. Ta dot a été perdue en partie dans les affaires d'Épervans. Par conséquent, votre acceptation s'impose. Vous n'avez même pas les moyens de refuser.

— C'est ce qui te trompe, répliqua-t-elle non moins affirmative, non moins cassante. M. Épervans est depuis quinze jours en liberté.

— En liberté provisoire.

— Cela suffit pour que la Société des études minières ait repris sa marche. En quinze jours, le cours des actions a déjà remonté.

— Ne compte pas sur la durée de cette hausse. Hubert d'ailleurs est très malade.

— Il guérira, et nous verrons. Quant à la carrière de Julien, je te remercie de ta sollicitude. Mais on va lui offrir un poste très important.

— Qui donc?

— Ton amie, Mme Chassal, ou, si tu préfères, le garde des Sceaux.

Avec ce nom, elle le défiait, elle le narguait, tandis qu'elle plongeait avec volupté les narines dans une rose rouge qu'elle avait enlevée à un vase du salon : à l'abri de la fleur elle guettait sa colère.

— C'est impossible, déclara-t-il, perdant en effet son sang-froid. Impossible, comprends-tu?

— Pourquoi?

— Parce que Julien n'acceptera pas. Il préfère, lui, Voiron, où il sera libre.

— Mais, moi, je préfère Paris. J'aime Paris. Je veux rester à Paris. On n'est libre qu'à Paris.

— Eh bien! tu le quitteras.

— Si je veux. Tu y es bien revenu, toi.

— Pour y réussir.

— Ce n'est pas pour y réussir que tu y es revenu.

— Et pourquoi donc, s'il te plaît?

— Ah! ah!

Relevée de son fauteuil, elle se dressait en face de lui, mince, serrée dans sa robe à la mode, un peu pâlie, mais jolie dans son ardeur, prête à se défendre jusqu'au bout, et pour se défendre commençant par attaquer. C'était le même rire presque, le rire blessant qu'il avait entendu dans le jardin de la rue Desbordes-Valmore. Il distinguait vaguement l'allusion un peu obscure qui s'éclaircirait tout à l'heure s'il prolongeait le dialogue. Au lieu de cette jeune femme qui lui résistait avec insolence avant même qu'il n'eût abordé le véritable conflit, et sans doute pour empêcher de l'aborder, il revoyait la petite jeune fille un peu sauvage et défiante que jadis il avait rejointe à Colletière, après avoir brisé sa carrière et ses fiançailles. Elle n'en savait même rien. L'ingratitude supprimait le passé. Et qu'importait? A quoi bon ce perpétuel essai de reconstruction? N'avait-il pas, lui aussi, ce même jour, tenté de reprendre son consentement et de revivre sa vie personnelle? Découragé, il se surprit à penser tout haut:

— Tu as raison. Crois ce que tu voudras. Agis comme il te plaira. Tout m'est égal.

Sa sœur fut la première étonnée de cette trop facile victoire. Déjà elle se dirigeait vers la porte lorsqu'un cri la rappela :

— Claire !

Pascal, avant qu'elle ne fût sortie de la pièce, avait mesuré sa trahison. Était-ce cela que Julien espérait de lui ? Remplacerait-il si mal ceux dont il avait hérité la garde de Claire? Et parce que la tempête l'avait lui-même ébranlé, perdrait-il le sens de la direction, comme un chef que ses blessures affolent et qui ne sait plus ordonner ? La jeune femme, se retournant, le vit tout secoué encore de la détermination qu'il venait de prendre. Autoritaire, il lui désignait le fauteuil qu'elle avait abandonné. Elle essaya de se rebiffer tout d'abord :

— Quoi encore ? N'avons-nous pas terminé cette discussion?

Mais elle n'avait plus affaire au même adversaire. Celui-là commandait l'attention. Ce ne serait pas trop de toutes les habiletés d'une femme pour lui tenir tête.

— Il y a quinze ans... commença-t-il sans expliquer où il voulait en venir.

— Passons au déluge.

Ce fut la dernière ironie qu'elle se permit. Il ne s'impatienta pas. Maintenant il entendait la convaincre, et il éviterait qu'elle ne se butât ; il reprit donc :

— ... J'ai dû choisir, moi aussi, comme tu dois choisir aujourd'hui.

Et il raconta le passé, sa démission à la Faculté de médecine, sa rupture avec Laurence Avenière, son retour :

— Notre mère m'attendait. Gérard et toi, vous étiez bien jeunes. Vous avez pu l'oublier, ou ne pas le savoir. Eh bien! ma petite Claire, je te demande, je te conjure de faire à ton tour ce que j'ai fait : partir.

Elle avait perdu son effronterie, ses airs de bravade. Elle s'efforçait de ne pas se laisser attendrir, de conserver cette sécheresse qui lui servait de bouclier.

— Ce n'est pas la même chose... Et d'ailleurs, tu as pris ta revanche.

— Quelle revanche ?

— Tu comprends très bien.

— Oui, malheureuse, je comprends. Alors, je te confesserai

la vérité, à toi seule. Mme Chassal, tout à l'heure, pour la seconde fois, m'a écarté de sa vie.

— Ce n'est pas vrai.

— Et maintenant, c'est fini. Entends-tu ? Je ne la reverrai jamais.

— Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai.

— Je te le jure, Claire, ma petite Claire. Tu peux me croire. Un homme a trop d'orgueil pour se vanter d'un échec.

— Non, non, tu inventes à plaisir pour obtenir mon départ.

— Tais-toi. Par ce que j'ai de plus sacré, tiens, par le souvenir de notre mère, je te le jure.

— Ce n'est pas possible. Elle est ta maîtresse. Il faut qu'elle soit ta maîtresse...

— Il le faut? Pourquoi?

Elle tremblait de tous ses membres. Ce terme de *maîtresse* lui montait à la gorge, l'oppressait, avait eu peine à venir aux lèvres. Elle se repliait, se contractait sur elle-même comme une bête forcée qui cherche à disparaître. L'idée qu'il intervenait trop tard traversa le cerveau de Pascal. Il lui prit les deux poignets et la fixa dans les yeux comme s'il voulait l'hypnotiser :

— Entends-tu : elle n'est pas ma maîtresse, tandis que Raymond Gardane...

— Non, non, non, cria-t-elle, pas encore !

La protestation fut si rapide qu'elle ne pouvait pas ne pas être spontanée et sincère. La forme même qu'elle revêtait le garantissait. Il lâcha les mains qu'il retenait et respira :

— J'avais eu peur, dit-il. Pauvre petite Claire, tu vois bien qu'il faut quitter Paris. C'est très dur : j'ai passé par là. On se console, les peines guérissent, toutes les peines, sauf celles qui empoisonnent une vie.

Ce ton affectueux, délicat, attristé, dont il se servait avec elle, obtint ce qu'il n'avait pas obtenu jusqu'alors : des larmes. Elle s'agitait depuis si longtemps toute seule dans les tentations de son cœur, elle avait tant besoin de se confier, de se confesser. Sa passion où elle déposait, toute novice, ses plus pures et ses plus chaudes ardeurs ensemble, contenue par la tendresse qu'elle gardait à son mari, par la pensée de sa fille, par le souci moral qui ne peut venir, avec la foi religieuse, que du long passé d'une race et dont elle avait eu trop souvent l'occasion de constater et, quelquefois, d'envier même la privation à Paris chez tant de

ses jeunes compagnes courant à l'amour, aux amours, avec une vivacité quasi animale, lui composait une atmosphère d'orage où elle se sentait les nerfs tordus et la volonté désemparée. On ne l'avait pas secourue. Comment ne finirait-elle pas par se rendre ? D'un naturel gai, prompt à l'enthousiasme, un peu frondeur, mais loyal, sensible, susceptible, plus avide d'indépendance apparente que de réelle liberté, elle éprouvait pour son frère aîné une sorte d'admiration ombrageuse que Julien avait discernée, bien qu'elle se dissimulât derrière un air de moquerie par quoi elle espérait lui résister. La contagion de l'exemple s'exerce sur les femmes plus encore que sur les hommes. Lorsque les racontars du monde lui avaient appris la prétendue liaison de Pascal, elle avait aussitôt puisé dans cet exemple une excuse pour s'enhardir vers la faute. Et ce prétexte lui manquait.

Son frère, devinant la lutte désespérée qui se livrait en elle, la prit dans ses bras, la câlina comme une petite fille : elle semblait si jeune encore, si nouvelle. De tout près, il insista avec douceur :

— Tu partiras, n'est-ce pas ?

— Je ne sais pas. Quand je l'aurai revu...

— Il ne faut pas le revoir.

— Oh !...

Elle se cacha la tête et avoua :

— Oui, parce que si je le revoyais...

— Tu ne partirais plus.

— Naturellement.

Ce mot leur arracha un sourire à tous deux. C'était bon signe. Il continua :

— Jure-moi, comme j'ai fait tout à l'heure, sur le même souvenir.

— Est-ce nécessaire ?

— Absolument.

— Alors... je te promets... Tu m'aimeras bien ?

— Oui, ma chérie.

Elle pleura un peu, et ses regrets se traduisirent tout à coup par cette question :

— Au moins, c'est bien vrai, Mme Chassal ?

— Je t'ai juré.

— C'est bien étonnant. Enfin, tant mieux pour Henriette.

Et trouvant une petite revanche à conseiller à son tour son grand frère, elle ajouta :

— Il faut le lui dire.

— Il ne s'est rien passé, et elle ne sait rien.

— Les femmes sont plus fines que tu ne l'imagines. Elle ne se plaindra jamais, mais elle est capable de beaucoup endurer en se taisant. Ne trouves-tu pas qu'elle a changé ?

— Peut-être.

— Quant à Julien, lui...

— Il croit en toi, petite.

Elle secoua la tête d'un air vainqueur :

— Il me semble qu'il le peut bien.

Pascal, rassuré, pour la seconde fois sourit :

— Maintenant, allons les rejoindre.

Vite elle sortit sa boîte à poudre, promena la houppe sur son visage, effaça la trace des larmes, parut en un tour de main rassérénée. En somme, elle aussi, elle avait donné une leçon. L'amour-propre intact contribuait à panser le cœur meurtri. Elle pleurerait encore, elle passerait par un grand chagrin, elle se remettrait : on vit avec ces peines-là, et l'on remplit sa vie. Ils regagnèrent le salon.

— Alors, c'est décidé? demanda Pascal à Julien peu après leur retour. Nous vous perdons? Vous vous installez à Voiron?

Claire, ignorant le pacte des deux beaux-frères, intervint non sans inquiétude :

— Nous sommes bien forcés. A Voiron, nous serons plus riches qu'à Paris. Et Gérard sera si content!

Elle fut un peu surprise de l'émotion exagérée que son mari montra. Déjà la calme Henriette approuvait :

— Je partirai avec vous. Je vais à Colletière.

Pascal tenta de la retenir.

— Pourquoi ne pas attendre les vacances? Pourquoi ne pas m'attendre?

— Cela vaut mieux... pour les enfans, pour moi, pour vous aussi.

Pascal n'osa pas insister. Elle paraissait si résolue, si ferme, paisible et dangereuse comme une eau dormante.

Le péril qu'il avait conjuré pour Claire menaçait-il son propre foyer si tardivement, même après la rupture, et les volontés, quand elles n'ont pas été réalisées en actes, suffisent-elles à causer des ruines?...

VII. — L'ADIEU EN PUBLIC

Assis à sa table de travail, Pascal écoutait la communication qu'il recevait par le téléphone :

— La nuit a été mauvaise.

— De la fièvre?

— Oui, 39°,9 ce matin. Le malade a beaucoup déliré.

— Toujours les mêmes symptômes?

— Toujours. Viendrez-vous aujourd'hui?

— Sûrement.

— Ce matin, je dois aller à mon hôpital.

— Et moi, à la Faculté. Mais après déjeuner, j'irai. Serez-vous là?

— Oui, j'y serai.

— Alors, à tout à l'heure.

— C'est entendu.

Il raccrocha le récepteur. L'interne Raymond Gardane, dont il avait réclamé le concours, lui donnait des nouvelles d'Hubert Épervans. Celui-ci, dès sa mise en liberté provisoire, avait tenté un prodigieux effort pour relever la chancelante Société des études minières et les sociétés qui en dépendaient. Les actionnaires, après lui avoir fait crédit, exigeaient de lui des merveilles, et des merveilles immédiates. Du captif de la veille on réclamait la fortune. Très hardiment il avait pris l'offensive. Pour négocier le non-lieu dont il avait besoin, il avait imaginé d'utiliser le nom de M. Avenière, le père de Laurence, qui, à court d'argent, l'esprit faussé par un mariage sénile, et perdant sur le tard la prudence et le calme, figurait sur une liste de souscripteurs dans l'une de ses dernières émissions. Déjà du fond de sa prison, il avait pensé se servir de lui, mais l'avait réservé. Il lui offrit un poste d'administrateur dans une compagnie que, de toute nécessité, il voulait fonder pour l'exploitation d'une mine d'or, — encore inexplorée, — afin de faire face aux frais généraux qui l'écrasaient, et d'introduire sur le marché un nouveau titre qui faciliterait l'écoulement des précédens, cascade de valeurs fictives se poussant les unes les autres, roulant les unes sur les autres à flots pressés. Sur son refus, il le menaça d'une campagne de presse. Une souscription ne signifie rien, mais un nom adroitement prononcé dans certaines circonstances com-

promettantes prête au scandale : le beau-père du garde des Sceaux serait la caution de l'indispensable non-lieu. Son ingéniosité, son activité, la liberté, ne suffisaient pas, réunies, à arranger des affaires qui ne se soutenaient que par un miracle d'équilibre, rompu par une arrestation dont son crédit demeurait entamé. Il ne parvenait pas à obtenir en Bourse la hausse qu'il poursuivait. La mine de Guatemono descendait au néant d'où elle était sortie. Des réclamations, des plaintes affluaient tous les jours au siège de la Société. Pour éviter les ennuis personnels, il s'était décidé à abandonner le boulevard Haussmann où il habitait au-dessus de ses bureaux, pour se terrer dans la villa moins ostensible où il logeait cette Ninette qui était sa maîtresse. C'était une petite maison sans apparence, dont un lierre couvrait les lézardes, fort éloignée du centre, encastrée dans les jardins populaires de Saint-Pierre de Montmartre au pied de la Butte. Il l'avait choisie à l'écart dans son désir de dissimuler une idylle dont il éprouvait quelque honte, soit à cause du mépris qu'il affichait publiquement pour les femmes, soit à cause de l'importance que cette fillette, haute comme une botte et grossière comme du pain d'orge, avait prise tout à coup dans sa vie. Traqué par ses adversaires, saigné par ses cliens et ses employés, forcé de livrer bataille quand un armistice eût été nécessaire, épuisé de soucis, surmené de travail, il était tombé malade au mois de juillet. Un médecin de quartier, peu renseigné sur ce mystérieux personnage, s'étant égaré sur des signes qui dénotaient une lente décomposition intérieure, il avait eu recours à la science de Pascal. Celui-ci, au premier examen, avait retrouvé le diagnostic de la Santé greffé sur une grippe infectieuse. Hubert, dans le repos, le bien-être, installé à la campagne un ou deux ans plus tôt, aurait pu opposer à la maladie sa robuste constitution. Frappé dans les pires conditions de résistance, il était irrémédiablement perdu, à la merci d'une crise.

Quand son automobile, après un dédale de ruelles, s'arrêta vers quatre heures devant la maison, le docteur Rouvray remarqua avec surprise un fiacre à galerie qui stationnait là, déjà chargé de malles et de paquets. On déménageait. Dans l'antichambre, il croisa Ninette qui tenait à chaque main un carton à chapeau. Il l'avait rarement rencontrée dans ses précédentes visites. Elle ne jouait pas à la garde-malade. Il l'interrogea, tan-

dis qu'elle posait momentanément un colis pour s'emparer d'une ombrelle oubliée :

— Vous partez, mademoiselle?

— Oui, c'est bien le moment.

— Ça ne va pas ?

— Je vous crois. Il gigote par là-haut. M. Gardane et le vieux réussissent à peine à le maintenir. Et il débite des horreurs sur ses anciennes, sur moi, sur toutes les femmes. Il gesticule, il crie, il bave. Tenez : on l'entend d'ici. Moi, je me trotte.

Petite et mince, elle disparaissait presque dans son butin, Le nez un peu long, le front et le menton fuyant lui composaient un profil d'oiseau. Elle s'envolait après avoir dévalisé les armoires. Il s'effaça pour qu'elle pût fuir à son aise. Et sur le seuil elle se retourna encore, chercha, de ses regards pointus, s'il ne restait rien à emporter. Ainsi, le bec effilé, un corbeau inspecte un squelette et, n'y découvrant plus de chair, bat de l'aile et s'en va.

Pascal monta l'escalier. Gardane, en haut, l'arrêta :

— Je vous attendais, mon cher maître. Il se calme. Voulez-vous le voir?

Dans la chambre, Hubert, couché sur le dos, se calmait en effet. Les traits révulsés, par degrés s'immobilisaient. Les yeux remuaient encore, sans regard. Le front était mouillé de sueur. A côté du lit, son père, l'ancien instituteur de Bourgoin, tenait le bras du moribond. Mais dès qu'il aperçut les médecins, il quitta son poste et se précipita vers la fenêtre où venait de pénétrer le bruit d'un fiacre qui roulait sur le pavé.

— Elle est partie, murmura-t-il. La coquine!

Contraint de garder son fils, il n'avait pu disputer à Ninette les dépouilles qu'elle avait rassemblées. Dans un coin une vieille femme, presque une paysanne, racornie, ravagée, ratatinée, les yeux rouges, des rigoles le long du cou, priait, agenouillée sur le plancher, les genoux insensibles à la dureté du bois, et comme ankylosée dans cette posture.

— Qui est-ce? s'informa Pascal à voix basse.

— La mère.

Lui-même avait prévenu les parens. Il s'approcha d'elle, et comprenant ses angoisses, ses terreurs il lui conseilla de se reposer dans une pièce à côté.

— Vous êtes le docteur ? dit-elle avec un accent de son pays. Il est malade pour mourir, n'est-ce pas?

Pascal esquissa un geste incertain. Elle reprit avec une énergie concentrée :

— Alors il faut appeler un prêtre.

Le personnel, impayé, s'était sauvé, la femme de chambre dans le fiacre de Ninette, la cuisinière et le domestique à part, chacun avec un baluchon rempli. Le père d'Hubert, sollicité, refusa net. Il ne croyait qu'aux biens de la terre, et avec l'agonie de son fils il assistait à la dégringolade de tout son espoir posé, comme une carte, sur cet enjeu. Les médecins examinaient le malade. Après quelques hésitations de timidité, de crainte de ce Paris qu'elle ne connaissait pas, la vieille marronna entre ses dents :

— J'y vas, moi.

Elle suivait son idée fixe et à pas de loup, courbée en deux, ignorant sa route, elle fut à la recherche d'un homme de Dieu.

Pascal, après la consultation, profitant de l'atonie du malade, emmena Gardane pour se concerter avec lui. Mais tous les remèdes devenaient inutiles. Depuis le départ des Aunois pour Voiron, il s'était rapproché du jeune homme, lui rendant visite à l'hôpital quand ses courses l'en rapprochaient, l'associant à ses travaux, l'invitant même à déjeuner chez lui en tête à tête, car Mme Rouvray et les enfans s'étaient installés à la campagne. Ainsi avait-il été amené à lui confier le cas d'Hubert Épervans. Claire, à distance, les reliait sans que jamais il fût question d'elle. Et le docteur, peu à peu, jugeant mieux le caractère de l'interne, découvrant chez lui une force de résistance religieuse et traditionnelle qu'il ne soupçonnait pas, que sa génération, à lui, avait ignorée, se rassurait sur les suites d'un chagrin amoureux qu'il avait tout d'abord redoutées et dont cette jeune énergie sortirait mieux trempée.

Des cris de fureur les rappelèrent brusquement. Hubert, en proie au délire érotique, se soulevait de sa couche, tendait les bras, appelait, convoitait des femmes imaginaires. La préoccupation essentielle de sa vie reparaissait, absorbait ses derniers instans qui, dans leur inconscience, la réfléchissaient comme une glace. Sa figure se tuméfiait, sa poitrine haletait comme un soufflet de forge. Soudain, fixant la porte, il hurla :

— La voilà ! la voilà ! Ninette.

Ce n'était pas Ninette, trop avisée pour jamais revenir. Pascal et Gardane, étrangement surpris, virent entrer Mme Chassal. Pourquoi pénétrait-elle dans cet antre? Tenait-elle à s'assurer elle-même de l'agonie qui désarmait Hubert Épervans, avec la cruauté qu'elle avait montrée pour le chasser de chez elle, et n'était-elle qu'une envoyée de son mari, irrité et inquiété par les journaux qui, dans l'affaire de la Société des études minières, prononçaient le nom de M. Avenière? C'était à croire, puisqu'elle connaissait l'adresse. Cherchait-elle une occasion de renouveler la scène du jardin et n'avait-elle rencontré que celle-là? Ou, même, un lien bizarre, quelquefois soupçonné, — remords, peut-être, d'une trop audacieuse coquetterie, — l'attachait-elle à ce moribond qui, jadis, s'était traîné, suppliant, à ses pieds? Pascal eut à peine le temps de se poser toutes ces questions tandis qu'il essayait de l'arrêter :

— N'entrez pas, madame, je vous en prie.

Malgré cet avertissement, malgré les ignominieuses déclarations que lançait le fou au hasard, elle entra bravement, calme, maîtresse d'elle-même, aussi à l'aise que dans son salon. Elle portait une robe de ton neutre, un chapeau sombre, convenables à une visite de deuil, et qui soulignaient son teint inaltéré.

— C'est fait, voulut-elle dire. Le non-lieu...

— Trop tard.

En effet, la mort l'avait précédée, non pas celle qui prend les vies discrètement, comme un voleur des bijoux, ou comme un jardinier des fleurs, mais cette mort effroyable contre laquelle on se débat en vociférant.

— Laurence! appela tout à coup Hubert.

A ce nom exact les assistans tressaillirent. La lucidité reparaissait-elle à travers la démence? Mais ce fut de nouveau un flot de paroles incohérentes et ignobles. Pascal, déjà, emmenait Mme Chassal avec autorité :

— Vous ne pouvez pas rester ici.

Mais, curiosité ou dessein caché, elle résistait.

Il l'installa dans un boudoir à demi démeublé par Ninette.

— Pourquoi ne pas vous en aller?

— Le malheureux! Il est fou, et il se souvient de m'avoir aimée. C'est la fin, n'est-ce pas?

Accoutumée à la victoire, elle tirait vanité de cette scène répugnante.

— Oui, c'est la fin, je retourne près de lui.

— Je vous attends. Je désire vous parler.

— A moi, madame? Nous n'avons plus rien à nous dire.

Tranquillement elle répéta :

— Je vous attends.

Tout à son devoir professionnel, il ne se préoccupa pas davantage de son interlocutrice, et regagna la chambre où râlait Hubert, maintenu par son père et par Raymond Gardane. Il y trouva la mère du mourant qui avait ramené un prêtre. C'était un prêtre de fortune qu'elle avait par miracle cueilli dans la rue, ne sachant pas découvrir le presbytère. Malgré toutes sortes de protestations, elle l'avait traîné d'office après elle : ne s'agissait-il pas du salut de son enfant? Il n'apportait pas les sacremens, il n'avait pas de surplis. Cependant, il s'approcha du lit, écarta de la main les spectateurs qui se replièrent vers le fond de la pièce et tenta vainement d'interroger Hubert de nouveau assoupi après la crise.

A ce moment, après plusieurs sonneries qu'on n'écouta pas, la porte du bas, secouée, s'ouvrit. On entrait comme dans un moulin. Des pas retentirent dans l'escalier, des voix réclamèrent M. Épervans. Pascal se jeta à la rencontre de ces bruyans visiteurs, et sur le seuil les arrêta. Il avait cet air de commandement qui en imposait.

— Que voulez-vous?

On lui répondit en chœur:

— Je suis journaliste. — Je suis actionnaire. — Nous voulons Epervans. — Épervans le voleur..

C'étaient des victimes de la Société des études minières, des rédacteurs en quête d'informations, qui avaient éventé la retraite d'Hubert et le pourchassaient comme une meute qui a mis le nez sur la piste.

— Taisez-vous tous, ordonna Pascal, et allez-vous-en.. M. Épervans est en train de mourir.

— C'est un truc, déclara quelqu'un.

Et tous les autres de ricaner:

— C'est un truc.

Le docteur Rouvray ouvrit la porte. Un grand silence succéda à ce tumulte, un silence où montèrent les hurlemens obscènes du mourant, en proie à sa dernière crise, mêlés aux paroles sacramentelles du prêtre : *Ego te absolvo, in nomine*

Patris... et aux prières que murmurait à haute voix la vieille femme de Bourgoin qui soutenait des deux bras la tête de son fils, et dont les larmes coulaient une à une sur ses joues décharnées sans qu'elle les essuyât.

Ce fut aussitôt une fuite apeurée, une bousculade dans le corridor, dans l'escalier. Et peu après, Hubert, sans avoir repris connaissance, renversa la tête en arrière, se raidit, s'allongea dans l'immobilité définitive.

Pascal et l'interne, devenus inutiles, laissèrent le prêtre et les parens. Ils étaient déjà dans le vestibule d'entrée, quand Gardane s'informa :

— Et Mme Chassal?

Pascal l'avait oubliée. Il remonta dans la pièce où il l'avait conduite, la délivra, lui apprit le décès et, dans la rue, voulut la saluer. Gardane ne les avait pas attendus.

— Je vous en prie, implora-t-elle, ne m'abandonnez pas si vite. Cette mort est là, si près. J'ai peur.

— Voulez-vous que je vous cherche une voiture?

— Non, faisons quelques pas à pied. La journée est déjà moins chaude. L'air sera bon à respirer.

Elle employait toute sa séduction pour le retenir. Bien qu'il ne désirât pas l'accompagner, fatigué par la lutte qu'il avait soutenue contre la maladie, par tous les souvenirs de jeunesse qu'un tel événement déclanchait, il céda. Tout naturellement ils pénétrèrent dans le jardin en pente de Saint-Pierre de Montmartre qui s'ouvrait presque en face de la petite villa. Pendant la montée qui est longue, ils ne se parlèrent pas. Elle marchait la première dans le sentier, assez vite, et quand ils furent au sommet, presque devant la basilique du Sacré-Cœur, et qu'elle se retourna vers lui, comme elle ne soufflait pas, il se rappela la visiteuse d'autrefois, celle qu'il avait reçue avenue de l'Observatoire et qui avait gravi si aisément ses cinq étages. Elle chercha des yeux un coin de solitude sans le trouver. Des pèlerins allaient et venaient sans cesse de la ville à l'église. Ils s'appuyèrent, ne sachant où aller, contre la palissade de bois qui limite des terrains vagues attenant au funiculaire.

Au-dessus d'eux la basilique élevait ses murs blancs, ses dômes byzantins auxquels la distance communique un attrait oriental, et qui, de près, trop neufs, trop froids et nus, figent le regard, au lieu de le caresser, comme font, aux cathédrales

gothiques, la patine des pierres et la légèreté des ogives et des arcs-boutans. De cette large terrasse ils dominaient tout Paris, engourdi dans la chaleur du jour, occupant comme une plaine ou la mer le vaste horizon dont les confins commençaient de se charger de la brume violette et dorée du soir. Çà et là un monument, une église, Saint-Vincent-de-Paul, Notre-Dame, le Panthéon, Sainte-Clotilde, les Invalides, l'Arc de Triomphe dépassaient la monotone assemblée des toits, rompus eux-mêmes dans leurs proportions par la persistante et déplorable tour Eiffel qui suffit à briser toutes les perspectives.

« En face de Paris qui nous voit, » songeait Pascal, décidé à ne pas engager le dialogue.

Mme Chassal ne se pressait pas. Elle continuait d'inspecter les lieux.

— Là-bas, montra-t-elle. Vers le Réservoir.

L'endroit était un peu moins fréquenté.

— Nous sommes venus bien loin, finit-il par dire. A quoi bon cette entrevue, après ce qui s'est passé?

— A effacer, Pascal, ce qui s'est passé.

Il la regarda mieux. Elle avait comme éteint l'éclat de ses yeux, de son visage. Sa toilette lui donnait un air si simple, si modeste. Une femme nouvelle, sans ambition, sans vanité, se découvrait en elle doucement.

— Ni vous ni moi ne l'effacerons, Laurence. Tout est bien ainsi, d'ailleurs.

Elle se rendit compte de son impatience et de la nécessité de l'intéresser sans retard. Mais le prénom qu'il lui avait donné par habitude de pensée l'encourageait dans la démarche qu'elle avait résolue :

— Non, tout n'est pas bien ainsi. Je ne veux pas que vous conserviez de moi l'image que vous avez emportée du jardin.

— Soyez sans inquiétude, répondit-il avec ironie. C'était une belle image, une Victoire.

— Ne raillez pas. Ce n'est pas généreux. Après votre départ, je suis demeurée longtemps dans ce jardin. C'était la seconde fois que j'y restais, abandonnée de vous.

— Ne renversez-vous pas les rôles?

— La première, je me souviens, vous quittiez Paris à neuf heures du soir. J'ai entendu ces neuf coups sonner. Je ne les entends jamais plus sans tristesse.

— Pourquoi ne m'avez-vous pas suivi?

— Savais-je que vous reviendriez?

— L'amour ne calcule pas.

— Le calcul n'empêche pas d'aimer, ni de souffrir de son amour, je vous assure. Quinze ans j'ai vécu de cette minute-là. Aurais-je songé à me venger?

— Vous l'aviez longtemps oublié.

— Sans doute. Nos sentimens essentiels peuvent dormir en nous; ils ne meurent pas. On les reconnaît bien lorsqu'ils se réveillent. Et cette autre minute où j'ai obtenu de vous la suppression de tout ce qui n'était pas moi, où je vous ai vu à terre, sans résistance, cette minute qui aurait dû être le sommet de ma vie, ne m'a pas apporté l'immense, l'infinie joie d'orgueil dont je guettais, dont j'épiais l'émotion. Mon rire, que j'avais préparé, n'était pas sincère. Vous ne vous y êtes pas trompé. Ce que vous m'avez dit alors de blessant, de cruel, si je vous l'ai laissé dire, c'est que je l'entendais en moi. J'assistais à l'écroulement de ma haine. Vous aviez raison : ce n'était que de l'amour. J'étais venue dans la maison de votre ami où je savais vous rencontrer, j'étais venue vous l'avouer, parce qu'il le fallait.

Elle baissa la tête. Comme il la regardait avec soin, il vit deux larmes, deux larmes lourdes, suspendues aux cils un instant, et qui, à n'en pas douter, tombèrent. Elle se révélait, du premier coup, supérieure dans l'expression de la passion. Au tumulte de son cœur il sentit le danger. Et déjà elle reprenait de sa voix grave :

— Vous voyez, je n'ai plus d'orgueil. Je suis venue vous en faire hommage, je n'avais que cela à vous sacrifier.

— Il est trop tard, Laurence.

— Oui, je le sais, il est bien tard. Ma jeunesse, bientôt, sera atteinte. Pourtant, dites-moi, elle ne l'est pas encore? Quand je me retourne en arrière, je ne vois plus que vous dans ma vie. Ah! je suis si lasse de cette vie! Pendant nos promenades, nos chères promenades, mes meilleurs souvenirs, vous ai-je entretenu, vous ai-je importuné de mes déceptions? Vous ai-je raconté, pour toucher votre sympathie, mon existence auprès d'un homme desséché d'ambition, toujours inquiet, torturé par lui-même, obligé sans cesse à transiger avec ses idées, prisonnier de sa fortune politique, de son parti, de ses électeurs, de toutes

ces chaînes dont se compose aujourd'hui le pouvoir? Nous ne sommes que des associés, unis par un même goût de domination. Il m'affiche, et je le sers, comme il sert lui-même d'autres hommes.

— Vous l'avez voulu.

— Oui, je l'ai voulu et j'en ai honte. J'ai honte de vous l'avoir préféré. Ah! si vous me proposiez maintenant de vous suivre, maintenant comme dans notre jardin de Passy...

Pascal, amolli par ces révélations, répéta :

— Il est trop tard.

Rapprochée de lui encore, touchante dans sa plainte, transformée en une femme tout amoureuse et tendre, elle murmura :

— Est-ce que vraiment il est trop tard? Pascal, ne m'abandonnez pas une troisième fois, maintenant que je comprends, maintenant que je suis bien sûre que je vous aime. Je ne suis pas heureuse. Là-bas, vous m'affirmiez que depuis nos fiançailles je n'avais pas changé. Ne voulez-vous pas de moi pour amie, Pascal? Ne voulez-vous pas de moi?...

Elle n'acheva pas, soit qu'elle n'osât pas, soit qu'elle jugeât son triomphe incertain. Et sa victoire eût été possible encore sans la publicité du lieu, sans ces allées et venues qui permirent à Pascal de mesurer l'importance de sa défaite et de s'y refuser. Les circonstances ont toujours leur part dans la faiblesse des hommes, mais elles sont amenées de plus loin que ne le montrent les apparences. Il prononça le définitif *trop tard* qui les séparait.

La ville, à leurs pieds, commençait de se fondre dans la brume d'un beau soir d'été. Les fonds d'horizon palpitaient dans une poussière d'or. Et avec une légèreté inattendue Laurence parut esquiver le refus de Pascal :

— Il doit être tard en effet. Et moi qui ne suis pas habillée. Nous avons un dîner ce soir. Alors, au revoir.

— Non, adieu.

Elle s'étonna, reprit un air de mélancolie et comme une grâce hésitante de jeune fille dont elle pouvait encore se parer :

— Adieu, vraiment? On ne s'embrasse pas en public? Tout de même, embrassez-moi.

Elle tendit sa joue. Elle ne mentait pas en confessant qu'elle

n'avait plus d'orgueil. Il l'effleura des lèvres et laissa échapper :

— Chère Laurence d'autrefois, adieu.

Elle l'interrogea des yeux : quelle conduite à tenir sur ce mot qui rouvrait tout le débat ? Mais les illusions étaient mortes. Ils se contenteraient de ce baiser dans la rue.

— Oui, dit-elle, adieu. Je vous ai rendu la foi en vous. Cela valait bien la peine de venir.

Et s'étant attribué le rôle de la générosité, elle s'enfuit de cette même démarche glissante qu'il avait surprise avec ravissement, il y avait quinze ans. Il la vit prendre l'interminable escalier qui longe le funiculaire de Montmartre. Bientôt, diminuée de marche en marche, elle ne fut qu'une petite chose, une chose insignifiante et abrégée, un point, rien, quand, pour lui, elle avait failli être tout au monde. Disparaîtrait-elle ainsi de sa vie?

Il ne s'en alla pas. Il continua de se pencher sur Paris déployé. En dessous de lui, dans les rues qui bordent la Butte, il distinguait une vague fourmilière, l'agitation humaine. De ces trois millions d'individus agglomérés, combien jouissaient de la paix épandue et flottant sur la cité comme un étendard ? Chacun, le cerveau obsédé, poursuivait son but avec fureur, en hâte. Chaque atome de cette multitude grouillante et haletante portait, comme un poids, son désir. Jadis, au temps de sa jeunesse, il avait rêvé d'être libre. Et il n'apercevait que des prisonniers qui lui montraient leurs chaînes. Ceux-là mêmes qui les avaient résolument écartées, qui avaient prétendu asservir l'existence à la satisfaction de leurs instincts, de leur volonté de puissance, où donc était leur liberté? Le mort de la petite villa dont il apercevait le toit, avait subi le joug de toutes ses passions liguées fatalement pour l'abattre. Félix le vainqueur, au faîte de la fortune, n'était-il pas contraint aux incessantes transactions, à une perpétuelle servitude, de l'aveu de Laurence, prisonnière aussi de sa vanité et peut-être, maintenant, de son inutile amour? Et lui-même, les chaînes qu'il avait acceptées, étaient-elles donc plus lourdes que toutes celles-là, plus lourdes que celles qu'il venait de briser?

Il détourna la tête de Paris, dont les traits se brouillaient, se confondaient avec la nuit qui montait lentement, et à cette vision il substitua, comme il redescendait à son tour, celle de Colletière, avec son lac, ses champs, ses bois, sa grande paix, de Colletière avec tous ceux qui l'y attendaient...

VIII. — LE CARREFOUR

A la petite gare du tramway de Charavines, Pascal laissa comme d'habitude ses bagages, et se dirigea à pied vers Colletière. Pour arriver plus vite, il prit un petit sentier qui remonte le canal de la Fure jusqu'à sa sortie du lac de Paladru, et par une brèche qu'il connaissait dans la haie de clôture, il pénétra chez lui. On ne l'attendait pas, et il souriait à l'idée de surprendre sa femme et ses enfans. Il faisait très chaud, mais ce serait bientôt l'heure de se mettre à table : on déjeunerait dehors, sous les arbres, en face du lac d'où venait toujours un peu de brise fraîche. Pourvu qu'Henriette eût songé à rafraîchir le vin! Et sous ces détails qu'il s'amusait à préciser en marchant, il se dissimulait à lui-même l'irrésistible désir de paix intime, de libération définitive, qui l'avait poussé hors de Paris vers les campagnes du pays natal.

Il pensait rencontrer les petits dans le jardin. Pas trop près de l'eau que leur mère redoutait. Peut-être sous le saule dont les branches pendantes balayaient un bout de la cour et composaient un abri dont il se souvenait pour l'avoir utilisé. Ou bien, vers le poulailler. Il s'arrêta pour tendre l'oreille et écouter. Leurs voix claires et même pointues ne s'entendaient pas. Pierrot, peut-être, rédigeait ses devoirs de vacances, et le gros Michel apprenait à lire. Allons! il fallait entrer pour découvrir son monde. La porte ouverte, il s'apprêtait à lancer un retentissant bonjour, mais dans quelle direction? Il inspecta la salle à manger, le salon, la bibliothèque, vainement. Ah çà! où se cachait-on ? Il se préparait à monter au premier étage quand survint la cuisinière en colère :

— Eh! là! qui vous a permis? Voulez-vous bien redescendre, et vite encore!

Elle ne distinguait pas son maître qui lui tournait le dos, mais qui se retourna pour se défendre contre cette agression imprévue :

— C'est moi, Mariette, c'est moi.

— Ah! Monsieur! Par exemple!

— Vous faites bonne garde, Mariette.

— Eh bien! Monsieur, en voilà une drôle d'idée!

— Où est Madame? Où sont les enfans?

— Personne. Il n'y a personne.

— Je vois bien qu'il n'y a personne. Mais où sont-ils?

— Ils sont tous partis ce matin à la Sylve.

— A la Sylve-Bénite?

— Parfaitement. C'est Mlle Claire qui a débarqué de bonne heure comme une trombe avec la petite Germaine.

— Mme Aunois?

— Oui, monsieur, par le tramway de Voiron. En route, en route, qu'elle disait, nous allons à la Sylve déjeuner sur l'herbe, et nous rentrerons à la tombée de nuit. Madame résistait, mais les enfans ont fait un grand vacarme. Alors ils sont tous partis. Et Madame m'a commandé pour ce soir un dîner conséquent, parce que M. Gérard et l'autre...

— Quel autre?

— Le mari de Mlle Claire donc, doivent venir aussi. Même que je suis déjà après.

— Après quoi?

— Après le dîner.

— Bien. Tout de même, Mariette, je mangerais volontiers un morceau, si cela ne vous dérange pas.

— Oh! pour me déranger, bien sûr que ça me dérange. A cause du fourneau. Mais enfin, on mettra cuire à Monsieur une côtelette de cochon, sauf votre respect, plus des œufs pondus de ce matin, des pommes de terre en robe de chambre...

— Assez, Mariette, assez. Je m'en tiendrai là.

Il rentrait chez lui en grande pompe morale, et sa maison ne l'accueillait pas. Rien n'est plus vexant, ni plus fréquent. Les hommes chargés de résolutions fières, de projets héroïques, de plans surélevés ou seulement de bonne volonté, rencontrent assez souvent, quand ils reviennent à leur foyer tout empanachés, un accueil d'indifférence ou de raillerie, quand ce n'est pas un enfant qui crie ou une histoire de domestique. Leurs belles déterminations ne se sont pas projetées en avant d'eux pour préparer l'enthousiasme. N'étant pas avertis, la vie quotidienne les remet au pas.

Le déjeuner de Pascal fut abondant et maussade. La vieille Mariette, assez ancienne à l'office pour avoir son franc parler, ne lui cacha pas son déplaisir de le servir dehors : les salles à manger étaient donc inutiles? La bonne des enfans accompagnait ces dames, et le valet de chambre avait congé. Ce n'était pas le

moment de compliquer les choses. Cette mauvaise humeur le gagna. Déjà sa déconvenue l'y préparait. Il demanda quelques détails sur l'expédition, et en même temps qu'il les recevait il s'énervait qu'elle se fût si bien organisée en dehors de lui : nous n'aimons guère que notre absence ne soit pas soulignée de quelque difficulté dans la disposition des événemens.

— A quelle heure reviendront-ils?

— Tard.

Mal résigné, il attendit. Peu à peu le calme qui l'environnait le pénétra. Il alla s'asseoir sur le banc qui s'appuyait au mur de la façade. De là, il commandait le lac dans sa longueur, les roseaux qui le précédaient, les coteaux verts aux pentes douces. Il ne percevait aucun bruit, aucun mouvement; seulement, de temps à autre, le clapotis grêle d'une grenouille qui se jetait à l'eau. Les paysans étaient aux champs, les bêtes s'engourdissaient au soleil. Lui, si actif, se laissait voluptueusement envahir par tout ce silence, par cette chaleur, par cette immense tranquillité. Et peu à peu, sa solitude se peupla. A cette place même qu'il occupait, son père, comme lui maintenant, aimait à se reposer de ses travaux. Au-dessus de lui, c'était la fenêtre de sa mère, qui ne l'avait jamais ouverte sans une prière, sans un remerciement, même aux jours cruels qu'elle avait traversés. Il continuait une vie qui datait de loin. Et se levant sous l'impulsion de ses souvenirs, il voulut regarder en arrière l'enclos fermé, proche de l'église, où les siens dormaient. Quelle harmonie composaient ces choses naturelles? Comme les inquiétudes et les désirs de l'esprit et du cœur, sous leur influence, se modéraient, se simplifiaient, se pacifiaient!

Cette vieille terre de famille pouvait bien le saluer, le reconnaître. Il ne s'était pas détaché d'elle. Il n'avait pas, comme Hubert Épervans, comme Félix Chassal, rompu les liens qui le retenaient, pour vivre un de ces destins individuels où se perdent nos origines. Son retour à Paris n'était plus, ne pouvait plus être un déracinement : il répondait aux nécessités de sa carrière scientifique, il substituait à son horizon d'enfance un horizon de pensée plus large, non différent, il ne le détournait pas de sa tradition, car il n'était plus en état de modifier sa nature. Ces départs, dangereux pour tous ceux dont la sensibilité n'est pas fixée, ne sont pour les autres, préparés par le passé, que l'occasion de creuser, avec les méthodes qu'ils ont héritées, un

sillon plus étendu. S'il respirait si aisément, c'est qu'il se rappelait son choix de jadis, le choix instinctif qui l'avait orienté. Et résumant les jours accomplis, il comprit qu'il ne pouvait pas regretter Laurence : elle eût contrarié les directions de sa vie. Et sa passion périrait ou, tout au moins, — elles sont si lentes à mourir, — serait réduite à l'innocuité, comme ces maux qui, susceptibles d'emporter d'un coup leur malade, doivent céder devant la résistance d'un organisme sain, apte à éliminer les poisons.

Mais pourquoi ne revenait-on pas de la Sylve-Bénite? Il recommença de s'impatienter et querella Mariette.

— Que monsieur aille au soleil, expliqua la servante. Il verra si ça chauffe.

— Et après?

— Après? Eh bien! ces dames attendent sous les arbres que ça ne chauffe plus au soleil. Elles rentreront quand les routes seront à l'ombre.

Il se décida à marcher à leur rencontre. La Chartreuse n'était pas si éloignée, et la course au grand air lui serait profitable. Quand il fut sur le chemin, il se rendit mieux compte de l'éloquence exacte de sa cuisinière. Après le premier kilomètre son front ruisselait. Mais il avait besoin de revoir tout son monde et bravait la chaleur sans y prendre garde. Il avait tant parcouru ces environs de Colletière que la promenade le rajeunissait. La route s'élève progressivement au-dessus du lac. Après le village du Pin, elle fait place à un sentier à flanc de coteau qui bientôt entre sous bois. La Sylve-Bénite fut jadis une de ces retraites cachées au cœur des Alpes dont les ruines ont tant de mélancolique majesté. Abandonnée sous la Révolution, elle a été transformée en rendez-vous de chasse; mais des anciens bâtimens il ne reste guère qu'un cloître, d'ailleurs ruiné, dont un lierre remplit l'espace vide entre les colonnades des arceaux. Pascal explora les murs déserts, la cour intérieure, la terrasse d'où l'on domine tout le pays. Il appela en se servant de ses mains comme porte-voix. Personne ne lui répondit, et il ne vit personne.

« Ils seront rentrés par un autre chemin, » pensa-t-il, assez morfondu de son échec. Il allait abandonner ses recherches quand il crut distinguer, très loin, un groupe sous la voûte d'une avenue qui est en arrière de la Sylve-Bénite. Le temps y a respecté une table de pierre monumentale, commode pour

mettre le couvert. Comment n'y avait-il pas songé plus tôt? Que de fois il était venu là, dans son enfance! Il se glissa le long des arbres en bordure de l'allée, afin de réserver la surprise de son arrivée. Plus de doute, c'étaient bien eux. Il reconnut en avant sa sœur Claire et le petit Michel. Il vit la jeune femme s'agenouiller à terre. Que ramassait-elle, ainsi penchée? Des airelles sans doute: n'était-ce pas la saison? Il se rapprocha à pas de loup sur l'herbe et la mousse. On était trop absorbé pour prêter attention à ses manœuvres. Et il entendit qu'elle demandait:

— Combien en veux-tu?

Le gosse, sans hésiter, expliqua:

— Toutes... au moins.

En voilà un que la vie ne contenterait pas facilement! Cette réponse, où il se retrouvait, méritait bien qu'on embrassât son auteur. Pascal sortit de sa cachette, et attrapa le petit qu'il éleva en l'air au risque de l'effrayer. Mais le gros Michel, bien équilibré quoique exigeant, ne s'étonnait pas volontiers et se cramponna aux cheveux de son père, dont le chapeau avait roulé sur le sol.

— Papa, annonça-t-il.

Claire gronda en riant:

— Tu pourrais prévenir.

Le gamin posé, il regarda sa sœur bien en face, et fut satisfait de son examen:

— Allons! tu as bonne mine! L'air de Voiron te convient.

— Je n'en suis pas si sûre que ça, fit-elle avec une petite moue de protestation.

— Si, si, tu es toute rose; à Paris, tu devenais jaune.

— Ce n'est pas vrai: j'étais très jolie.

— Dis-moi que tu ne regrettes pas Paris.

— Je m'habitue. Il faut bien. Plus tard, je serai peut-être très gaie moi aussi, comme Julien qui s'est transformé, comme Gérard qui est si bon garçon. Ils s'entendent à merveille et m'arrangent une existence dont j'aurais mauvaise grâce à me plaindre. Ils viennent me chercher ce soir : tu les verras.

Elle se louait de son sort, mais ses yeux étaient pleins de larmes. En le revoyant, elle se souvenait davantage. L'éloignement, la force du passé, son honnêteté, sa santé la soutenaient: elle avait bataille gagnée.

— C'est très bien, déclara-t-il.

Et ce serait tout. Leurs secrets échangés, ils n'en reparleraient jamais plus. Un jour d'autrefois, une jeune fille, les bras chargés de fleurs, revenait de cette même Sylve-Bénite à Colletière. Elle se défiait de son frère, quand, à demi brisé, il avait quitté Paris, un peu à cause d'elle, pour la protéger. Ne l'avait-il pas défendue? Se rappelant ce retour, elle sourit à Pascal doucement, et il acheva de se rassurer.

— Maintenant, va vite rejoindre Henriette, recommanda-t-elle. Elle nous suit avec Germaine et Pierrot, et la bonne.

Comme il s'écartait en effet, elle ajouta:

— Envoie-moi les deux gosses, et aussi la bonne. Et sois gentil, très gentil. Je l'ai rassurée, tu sais. Elle en avait besoin.

Lui seul pouvait comprendre l'allusion. Il ne répondit rien, mais hâta le pas. Et même, au bout de l'avenue, le sentier décrivant une courbe, il courut comme un jeune homme. Dans les arbres il avait aperçu le second groupe qu'il eut bientôt rejoint.

Pierrot et la petite Germaine qui était sa filleule lui firent fête. Henriette s'était arrêtée le cœur battant, les joues colorées, ses yeux craintifs posés sur lui avec une attention qui était presque de l'anxiété. Il écarta les enfans qui lui embarrassaient les jambes pour venir d'abord à elle.

— Avez-vous peur de moi? demanda-t-il en riant.

— Un peu. Vous arrivez à l'improviste. Il ne se passe rien?

— J'avais envie de vous revoir, et voilà tout, de vous revoir sans attendre.

— Ah! vous me tranquillisez. Vous savez, je m'inquiète si vite!

Il expédia les deux petits en avant, sous la conduite de la bonne, et il passa affectueusement son bras sous celui de sa femme. Lentement ils prirent l'avenue jusqu'à la table ronde, puis un sentier où ils apercevaient, sous les branches, le groupe qui les précédait.

— Je m'ennuyais de toi, expliqua-t-il, de Pierre et de Michel.

— N'est-ce pas vous qui avez voulu notre départ?

— Oui, nous nous sommes mal quittés. Regarde-moi.

De nouveau ils suspendirent leur marche. Elle leva sur lui, pour lui obéir, ses yeux si francs, d'une beauté surnaturelle parce que toute l'âme s'y reflétait comme un visage dans une eau transparente qu'aucune impureté ne trouble.

— J'aime tes yeux, dit-il.

Brusquement elle inclina la tête, l'appuya à l'épaule de son mari, et pleura :

— Qu'as-tu, ma chérie?

— Rien. Je suis contente de ton retour.

— Sois sans inquiétude, Henriette. Tu peux avoir confiance.

— Vraiment? murmura-t-elle en se redressant.

Avec autorité il répéta :

— Oui, tu peux avoir confiance.

Il la reconnaissait pareille à sa mère, incapable de se reprendre, capable des plus complètes générosités. Pourquoi ne l'avait-il pas mieux comprise, mieux aimée? Elle avait souffert sans se plaindre, mais elle croyait en lui, elle l'attendait. Et de tant de loyauté et de tendresse une chaude clarté jaillit.

— Il ne faut plus t'éloigner de moi, reprit-il. Nous vivrions très peu l'un de l'autre. Je ne t'ai pas rendue assez heureuse. Je ne veux plus voir ce nuage que j'ai vu passer sur ton front.

— Tais-toi, supplia-t-elle.

Mais son visage resplendissait d'espérance. Et comme autrefois, quand il avait annoncé à sa mère son retour, il découvrit la joie si simple qui nous vient à répandre un peu de bonheur et toute la force victorieuse qui sort naturellement de la vérité. Comme pour conclure un pacte, il lui demanda :

— Le veux-tu, Henriette?

De sa voix grave, un peu tremblante, elle répondit :

— Je veux bien.

Et quand ils se remirent en route, ils se sentirent comme allégés.

Cependant Claire qui guidait l'expédition, estimant qu'il faisait encore trop chaud pour quitter l'abri des arbres, l'avait entraînée dans la forêt qui s'étend derrière la Chartreuse. Par goût de la nouveauté, elle avait embrouillé les sentiers et bientôt ne s'y reconnut plus. Entre les charmes, les ormes, les chênes, il y avait beaucoup de broussailles qui brouillaient les points de repère. Elle arrêta la caravane à un carrefour d'où partaient trois ou quatre chemins, avec ces mots terribles qu'elle jeta en riant, n'en mesurant pas la portée :

— Nous sommes perdus! Je ne sais plus où nous sommes.

La panique gagna le groupe des enfans. La petite Germaine, prompte à s'effrayer, commença des lamentations :

— Perdus, perdus dans la forêt!

Elle se rappelait le Petit Poucet, et l'aventure de l'ogre. Les garçons balancèrent une minute entre l'orgueil masculin et la peur. Celle-ci l'emporta, et ils poussèrent des cris. La jeune femme, débordée, ne put contenir tout son monde. Elle compta sur le secours de son frère et d'Henriette qu'un tournant cachait et qui débouchèrent enfin, dans l'ignorance de l'incident. Tous les regards, aussitôt, convergèrent sur Pascal. On attendait de lui le salut. Or le bois les entourait de très près. Les feuilles des taillis empêchaient de s'orienter. Lequel choisir de ces petits chemins également engageans, dont un seul les pourrait tirer d'embarras? Il s'amusa un instant de tous ces yeux interrogateurs et, ma foi, peu rassurés, de la responsabilité qui pesait sur lui, et du doigt il indiqua la direction :

— Par là.

— Comment le connais-tu? s'informa Claire.

— Ne le demande pas : je n'en sais rien.

— Où diable vas-tu nous mener?

— Je suis sûr de ne pas me tromper. En route.

Et il prit la tête. Bien qu'il ne fût pas revenu là depuis vingt-cinq ou trente ans, le souvenir de ses promenades d'autrefois le conduisait comme un instinct de chien de chasse sur une piste. Tout de même, quand on aperçut la lisière, il ne fut pas fâché de vérifier qu'on débouchait dans la bonne direction. Et pendant que les retardataires ralliaient l'avant-garde, il découvrit, lui, assis à l'orée du bois sur un tronc d'arbre, dans une méditation courte et bien inattendue, l'explication, longtemps cherchée, du choix qui avait déterminé la bienfaisance de sa vie entière.

Ce carrefour où il importe de distinguer le bon chemin parmi tous ceux qui se croisent, ne s'y était-il pas trouvé quinze années auparavant? Tout homme n'y vient-il pas buter ou tout au moins hésiter tôt ou tard dans son existence? Ses goûts d'individualisme, son culte de la science, les apparences de sa carrière, sa jeunesse et son amour, tout le précipitait dans une voie largement ouverte, aisée à parcourir. Déjà il y avait posé le pied, quand un mystérieux instinct, comme tout à l'heure, l'avait averti et poussé par les épaules sur une autre route, une vieille route montante, marquée de traces de pas. La direction lui avait été imposée. L'âge où notre être se forme est celui où le passé nous envahit et crée notre utile dépendance : nous revêtons

alors cette armature de sentimens qui, seule, permettra à notre volonté, désarmée ou facile à séduire si elle est réduite à elle-même, de supporter le choc de ces circonstances, de ces ambitions, de ces désirs coalisés pour nous détourner d'accepter notre vie dans sa vérité et d'en composer une œuvre efficace et durable...

Germaine et Pierrot avaient pris place à côté de lui sur le tronc d'arbre. Henriette et Claire, rassurées, tenant chacune par la main le gros Michel dont les jambes étaient lasses, franchirent à leur tour la porte du bois.

— C'est l'heure de rentrer, déclara Henriette. Gérard et Julien vont arriver. Et Gérard, qui a toujours faim, n'aime pas attendre l'heure du dîner.

La sortie du bois aboutit à une sorte de terrasse, d'où la vue est très étendue. Ce sont des prés en pente, puis le lac de Paladru, dans sa longueur, encadré de coteaux verts qu'il reflète, de sorte qu'il les unit les uns aux autres par un large pont de mobile verdure, et, comme fond d'horizon, les montagnes boisées de la Grande-Chartreuse. Les héritages ne sont séparés que par des haies. Il y a peu de fermes isolées. A part les villages, rien ne rompt les teintes douces et fondues de ces harmonieux vallonnemens.

Les ombres s'allongeaient. Des laboureurs revenaient des champs. La paix du soir reprenait son domaine. En arrière du groupe, d'un regard Pascal, avec l'horizon familier, put rassembler les siens, la vieille maison, le cimetière dont il distinguait l'enclos à l'abri de l'église, et il accepta sa vie naturellement enchaînée par le passé et par l'avenir, enchaînée comme toutes les vies humaines, car il n'y a pas d'hommes libres et c'est, avec la mort, la seule égalité.

HENRY BORDEAUX.

AU
COUCHANT DE LA MONARCHIE[1]

IV [2]

L'EXIL DU DUC D'AIGUILLON
LES INCIDENS DU SACRE

I

Les derniers grondemens de l'émeute coïncident, presque jour pour jour, avec l'anniversaire du règne. Douze mois avaient suffi pour qu'à l'acclamation succédât l'invective et que l'espoir exalté du début fît place à la méfiance de la masse populaire. Il nous faut quitter à présent ces bas-fonds de misère pour des régions bien différentes, j'entends pour ce monde de la Cour, auquel les mœurs de la vieille monarchie donnaient une part si importante à la direction de l'État. Là aussi, la bonne volonté n'avait été que passagère. Des factions, des « cabales, » s'étaient bientôt formées, se jalousant, se combattant, se disputant les « grâces, » le crédit, l'influence. Un an avait coulé, et tout n'était que trouble, agitation, discorde. « On dit un mal affreux de la Reine, écrit au prince Xavier de Saxe un des correspondans qui le tenaient au courant des nouvelles (3). On regarde la Cour comme une pétaudière et on en parle avec une légèreté in-

(1) *Published, October first, nineteen hundred and nine. Privilege of copyright in the United States reserved, under the Act approved March third nineteen hundred and five, by* Calmann-Lévy.

(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février et du 15 septembre.

(3) Lettres du sieur Pomiès au prince X. de Saxe. — Archives de l'Aube

croyable. Tout va très mal dans toutes les parties. Les Choiseulistes crient terriblement contre le Roi, les princes du sang s'en moquent, les anciens parlementaires le détestent, et les nouveaux le méprisent. Voilà le tableau fidèle du jour ; il est bien affligeant pour les gens attachés au Roi, qui veut le bien et qui ne le fera point. »

Le premier rôle, dans la nouvelle pièce qui commence, n'appartient pas aux frères du Roi. Le Comte et la Comtesse de Provence, retirés à l'écart, hors de l'intimité royale, et presque uniquement occupés de spéculations financières, se contentaient, tout en thésaurisant, de fronder à voix basse. Leur malveillance cachée ne dépassait guère les limites de leur petit cercle restreint, composé de gens complaisans, pour la plupart obscurs et sans influence politique. Le Comte d'Artois montrait moins de réserve. Le dérèglement de ses mœurs, ses continuelles fredaines, l'impertinence de ses propos, poussaient parfois à bout le débonnaire Louis XVI, l'obligeaient de rappeler à l'ordre un jeune écervelé qui ne respectait rien. Mercy en rapporte un exemple, qui peint assez exactement les rapports des deux frères. Le Roi, dans une chasse à Versailles, tue par mégarde une poule faisane ; le Comte d'Artois fait aussitôt de même ; de quoi le Roi l'ayant repris sur le ton de la plaisanterie : « Mais vous en avez bien tué une vous-même ! répond le prince avec aigreur. — Je vous demande pardon, monsieur, réplique alors Louis XVI, je croyais être chez moi. » — « Cette petite leçon, dit Mercy, n'en imposa guère à M. le Comte d'Artois, qui a trop peu d'esprit, trop de violence et de suffisance, pour pouvoir être ramené à ses devoirs par des voies de douceur (1). » Les lettres de l'ambassadeur montrent en effet le jeune prince comme abusant « avec la dernière indécence, » fût-ce dans un cercle officiel, de la douceur et de l'indulgence fraternelles, « passant vingt fois devant le Roi, le poussant, lui marchant presque sur les pieds, sans la moindre attention et d'une façon vraiment choquante. » La Reine elle-même, quelle que soit sa prédilection pour ce fâcheux beau-frère, est bien forcée d'avouer qu'il va quelquefois un peu loin : « Il est vrai, confesse-t-elle (2), que le Comte d'Artois est turbulent et n'a pas toujours la contenance qu'il faudrait ; mais ma chère maman peut être assurée que je sais l'arrêter dès qu'il commence des polissonneries, et, loin de

(1) Lettre du 7 octobre 1774. — Correspondance publiée par d'Arneth.
(2) Lettre du 16 novembre 1774. — *Ibidem.*

me prêter à des familiarités, je lui ai fait plus d'une fois des leçons mortifiantes. » Les vrais amis de Marie-Antoinette regrettent que ces « leçons » ne soient pas plus sévères et ne portent pas plus de fruits. Les fréquens tête-à-tête de la souveraine avec le Comte d'Artois, leurs promenades, leurs chasses en commun, leurs mutuelles confidences, leurs longs chuchotemens à l'oreille, toute cette intimité publiquement affichée fait prévoir « le danger prochain que la Reine ne soit compromise par la légèreté du prince son beau-frère (1). » Dans tout cela, d'ailleurs, rien autre chose que des étourderies, point d'autre mal que celui d'affaiblir encore, dans l'âme d'un peuple impressionnable, le respect de ses maîtres et le prestige du sang royal.

Mesdames, tantes de Louis XVI, activaient de leur mieux ce travail de désaffection. La période de sagesse, de désintéressement apparent de la politique, qui, après leur petite vérole, avait suivi leur rentrée à Versailles, avait trop peu duré; le naturel avait vite repris le dessus; les intrigues, les sottes « tracasseries » avaient reparu de plus belle. Quelques rebuffades de la Reine, en aigrissant leur bile, les poussent bientôt aux représailles, mais l'étroitesse de leur cerveau réduit toute leur opposition à de ridicules taquineries sur des futilités. Ainsi, un beau matin, les deux Comtesses de Provence et d'Artois refusent d'aller faire leur cour à la Reine, comme c'était l'usage quotidien, et l'on apprend que ce refus est l'œuvre de Madame Adélaïde, dont les conseils ont décidé ses nièces à ces façons maussades. Un mois plus tard, à propos des soupers où le couple royal, contrairement à la mode introduite par Louis XV, a décidé de paraître en commun et de manger à la même table, vives protestations de Mesdames, scandalisées par cette innovation. Louis XVI, inquiet, hésite, est sur le point de reculer (2). Il s'ensuit une scène de ménage, qui se termine par la victoire de Marie-Antoinette, non sans laisser chez les vieilles filles un nouveau levain de rancune. La Reine, il faut l'avouer, triomphe sans ménagemens. Toute fière d'avoir secoué le joug qui a pesé

(1) Lettre de Mercy-Argenteau du 18 mai 1775. — Correspondance publiée par d'Arneth.

(2) Les lettres de Mercy signalent à ce sujet un petit trait de faiblesse et de dissimulation de Louis XVI, affirmant à la Reine qu'il compte, sur cette question, prendre l'avis de Madame Victoire, tandis qu'en réalité il s'était adressé à Madame Adélaïde. Madame Victoire était la plus douce des sœurs et la moins malveillante pour Marie-Antoinette.

sur sa jeunesse, elle fait parade de son indépendance. « Pour mes tantes, écrit-elle, on ne peut plus dire qu'elles me conduisent ! » Et elle ne perd nulle occasion de réprimer leurs « prétentions » et leurs « petites jactances. »

Après de multiples échecs, Mesdames paraissent enfin renoncer à la lutte. Elles se terrent à Bellevue, ne se montrent plus à Versailles que les jours de parade, affectent un grand détachement de toutes les affaires de l'État. Mais on imagine quelles rancœurs fermentent dans leurs âmes ulcérées. Tout, chez elles comme dans leurs entours, proteste contre les usages introduits à Versailles, censure les mœurs et les « façons nouvelles. » Plus Marie-Antoinette est gaie, frivole, facile dans ses rapports avec ses familiers, audacieuse dans ses amusemens, inconséquente dans ses propos, plus ses trois tantes sont fières, raides, empesées, austères, plus elles conservent « le grand ton des belles années du règne de Louis XV (1). » Bientôt ce blâme discret ne suffit plus à leurs ressentimens. Ce sont d'aigres critiques, des sarcasmes amers sur les toilettes, les ajustemens de la Cour, l'excentricité de son luxe. Tout est prétexte au blâme, même les choses les plus innocentes. Quand Marie-Antoinette inaugure la mode des grandes plumes balancées en panaches au-dessus de la tête, Mesdames parlent avec mépris de cet « ornement de chevaux, » et font des gorges chaudes aux dépens de leur nièce. De ces médisances sans portée, elles passent aux insinuations plus dangereuses. Toute l'existence privée de Marie-Antoinette est passée au crible à Bellevue, commentée et dénaturée avec une savante perfidie, et les historiettes scandaleuses, d'abord colportées à voix basse dans le salon des trois princesses, se répandent de là dans Paris, empruntant à cette origine un semblant d'authenticité qui en décuple le venin. « Ce que l'une avançait, l'autre le confirmait, et la troisième rendait l'anecdote incontestable (2). » Elles en vinrent ainsi peu à peu, dit un contemporain, « aux calomnies atroces et aux propos terribles. » C'est à Bellevue que naît l'appellation qui conduira plus tard la Reine à l'échafaud; ce sont ses tantes qui, les premières, l'ont baptisée du nom de *l'Autrichienne*.

Rien jusqu'alors, il faut le proclamer hautement, ne pouvait excuser la violence de ces attaques. Les grandes folies de jeu,

(1) *Mémoires* de Soulavie.
(2) *Ibidem*.

les prodigalités ruineuses, les mascarades nocturnes, les escapades au bal de l'Opéra, n'avaient pas encore commencé, donné prise aux légendes dont, par la suite, aucun effort ne pourra dissuader la crédulité populaire. Dans la réalité, on n'avait sous les yeux qu'une princesse de vingt ans, capricieuse, avide de plaisir, exagérant les modes, roulant dans sa cervelle légère des plans de fêtes, de distractions mondaines. Elle ne voit point de mal à ces passe-temps inoffensifs. C'est de bonne foi, et en badinant sans malice, qu'elle écrira à son ami d'enfance, le comte Xavier de Rosenberg (1) : « Mes goûts ne sont pas les mêmes que ceux du Roi, qui n'a que ceux de la chasse et des ouvrages mécaniques. Vous conviendrez que j'aurais assez mauvaise grâce auprès d'une forge; je n'y serais pas Vulcain, et le rôle de Vénus pourrait lui déplaire beaucoup plus que mes goûts, qu'il ne désapprouve pas. » Louis XVI n'avait guère, en effet, que d'indulgens sourires pour cette frivolité gracieuse. A peine, de loin en loin, risquait-il timidement un conseil de sagesse, sous le couvert d'une galanterie, comme ce jour où, choqué de l'immensité des panaches qui surmontaient la coiffure de sa femme, il lui offrait, « pour remplacer les plumes, » une aigrette de diamans. Il avait grand soin d'ajouter qu'elle pouvait accepter ce bijou sans scrupule, puisqu'il n'avait entraîné nulle dépense, n'étant composé que des pierres « qu'il possédait autrefois comme Dauphin (2). »

Par malheur, le public français ne jugeait pas les choses avec cette sereine bienveillance. Habitué depuis plus d'un siècle à l'austérité morne de l'existence des reines de France, au formalisme étroit qui régnait dans leur cour, il s'étonnait d'abord, et se scandalisait ensuite, de ces façons inusitées, de cette gaîté pimpante, de ces allures simples et familières qui semblaient faire de la souveraine l'égale, presque la camarade de ceux qu'elle mêlait à ses jeux. Il en vint peu à peu « à regarder la Reine du même œil qu'il voyait les maîtresses du feu Roi (3). » Les propos imprudens de Marie-Antoinette avivèrent cette hostilité. On colporta des railleries déplacées sur l'économie de Turgot, qui, disait-elle, pensait sauver l'État en rognant çà et là quelques valets d'office et quelques marmitons. Le peuple en vint à se

(1) Lettre du 17 avril 1775. — Correspondance publiée par d'Arneth.
(2) *Correspondance secrète* de Métra, 9 janvier 1775.
(3) *Réflexions historiques*, par le Comte de Provence, *loc. cit.*

persuader peu à peu que Marie-Antoinette, non seulement combattait les réformes indispensables, mais qu'elle était, en grande partie, la cause du gaspillage des deniers de l'État, responsable par conséquent du fardeau croissant des impôts, bref qu'elle « tirait ses plaisirs de la substance du peuple. » Ainsi naquit l'impopularité qui s'aggravera bientôt jusqu'à la plus injuste haine. Le Comte de Provence, dans le sagace écrit que j'ai déjà cité, précise les étapes successives de la désaffection publique : « l'enthousiasme (1) que Marie-Antoinette avait excité à son arrivée en France dura dans toute sa force jusqu'en 1775. Ensuite il commença à diminuer, et bientôt il s'éteignit tout à fait. Ce fut alors que les libelles, les chansons commencèrent à paraître contre elle, et qu'on osa la comparer à Messaline pour la débauche et pour la cruauté. »

II

Exactement instruite de ce revirement populaire et mise au fait de ces diffamations, la Reine en attribuait l'odieux à son ancien et implacable ennemi, le duc d'Aiguillon. Sans doute ne se trompait-elle qu'à demi dans cette supposition. Le duc, depuis sa chute, retiré à Paris, embusqué aux aguets dans son fastueux hôtel, environné d'une petite cour de gens qui, enveloppés dans sa disgrâce, partageaient ses rancunes, passait, non sans raison, pour le chef du parti opposé à la Reine et pour l'instigateur caché de la campagne organisée contre elle. Qu'il y ait eu, comme on l'a cru, une conspiration positive, il n'en existe aucun indice certain. Mercy-Argenteau est sans doute assez près de la vérité quand il écrit ces lignes : « Pour bien des motifs, le duc d'Aiguillon est soupçonné d'avoir eu part aux écrits anonymes répandus contre le gouvernement, et particulièrement en vue de nuire à la Reine. Il se pourrait qu'à cet égard plusieurs différens partis eussent visé au même but, sans s'être concertés. » Et revenant, à quelque temps de là, sur le compte du même personnage, il le dénonce comme « l'acteur principal dans les intrigues secrètes tramées contre la Reine. » La plupart des mémoires du temps confirment cette accusation.

L'attitude agressive du duc tirait une spéciale gravité de sa

(1) *Réflexions historiques*, par le Comte de Provence, *loc. cit.*

parenté proche avec la comtesse de Maurepas, dont nous connaissons l'influence sur l'âme de son époux. Une tendre intimité, dont ses lettres font foi (1), unissait la comtesse à sa nièce, la duchesse d'Aiguillon. Elle ne perdait nulle occasion de servir secrètement la cause de sa famille, de mettre le Mentor en garde contre les préventions de Marie-Antoinette. « J'ai fait lire vos lettres à M. de Maurepas, mande-t-elle à la duchesse ; il prend aussi vivement que moi tout ce qui peut intéresser M. d'Aiguillon... Au nom de Dieu, qu'il (le duc) se calme ! Tous les honnêtes gens lui rendront justice. » Un peu plus tard : « Je suis pénétrée de douleur que vous croyiez que M. de Maurepas ne met pas toute la vivacité qu'il doit aux affaires qui vous intéressent. M. d'Aiguillon doit savoir mieux que personne qu'on ne fait pas parler les rois comme on veut. Nous serons toujours occupés de saisir le moment qui pourra vous être utile. » Cette connivence, cette alliance clandestine de Mme de Maurepas avec le parti d'Aiguillon n'avaient pas échappé à Mercy-Argenteau, non plus que le danger qui en pouvait résulter pour la Reine, comme en témoigne ce passage d'une de ses lettres à l'Impératrice (2) : « L'ex-ministre en question (d'Aiguillon) a pris tout l'ascendant qu'il a voulu sur l'esprit de sa tante, et cette femme, qui dirige son mari, n'a cessé d'exciter sa jalousie du crédit de la Reine, d'où sont provenues les manœuvres cachées qui ont paru depuis quelque temps. »

Malgré le dépit de la Reine, sa frivole insouciance l'eût probablement détournée de l'éclat d'une rupture publique, sans la constante excitation d'un parti actif, audacieux, qui poussait à une guerre ouverte. Dès les premiers jours de janvier 1775, Choiseul, quittant son domaine de Chanteloup, s'était installé à Paris pour y passer l'hiver. En son hôtel de la rue Richelieu, rouvert comme aux beaux jours d'antan, il avait aussitôt repris ses anciennes traditions d'hospitalité magnifique. Il fut, toute cette saison, l'homme en vue, le héros du jour : « Tous les soupers à Paris, dit La Harpe (3), depuis son retour, sont des fêtes en son honneur. » Les années, les malheurs n'avaient rien enlevé à son charme, rien rabattu de son orgueil. C'était toujours cette physionomie spirituelle, ce « nez au vent, » comme en quête

(1) Lettres de l'année 1775. — Archives du marquis de Chabrillan.
(2) Lettre du 20 avril 1775, *passim*.
(3) *Correspondance littéraire*, janvier 1775.

d'aventures, cette cordialité de surface, légèrement teintée d'ironie, cet instinct de conquête et de domination qui, du temps même de sa jeunesse, lors de sa mission à Rome, faisait dire au Saint-Père, en lui désignant un fauteuil : « C'est à vous de décider, vous êtes Pape ! » C'était aussi la même âpre ambition, le même appétit du pouvoir, la même assurance convaincue, partagée par tous ses intimes, que lui seul était assez fort pour gouverner la France et pour tenir tête à l'Europe, et, par suite, la même volonté de remonter, par tous les moyens, sur la scène.

Dans la brillante cohorte de ceux qui s'attachaient à sa fortune, deux personnages, à cette époque, se distinguaient par leur audace et semblaient mener la partie. C'était d'abord une femme, la comtesse de Brionne, née de Rohan-Rochefort, alliée à la maison d'Autriche, belle, intelligente et hardie, maîtresse, disait-on, de Choiseul, et fort avant dans les bonnes grâces de Marie-Antoinette. C'était ensuite le baron de Besenval, ce type achevé du politicien courtisan, Suisse de naissance et Gascon par tempérament, hâbleur intarissable, tranchant sur tout et se mêlant de tout, brouillon honnête, intrigant sans avidité et conspirateur sans malice, téméraire aujourd'hui dans les entreprises politiques comme il l'était jadis sur les champs de bataille, unique pour secouer à propos la nonchalance naturelle de la Reine, pour lui souffler, au moment opportun, le goût et le courage d'agir. La comtesse de Brionne et le baron de Besenval, étroitement liés tous deux avec le Comte d'Artois, l'avaient facilement entraîné dans la cause du duc de Choiseul, comptant sur le jeune prince comme sur un précieux auxiliaire quand sonnerait l'heure de la bataille.

La première escarmouche eut lieu au commencement d'avril. La comtesse de Brionne remit à Marie-Antoinette un mémoire anonyme qui peignait au vif les dangers de la situation présente et désignait nettement Choiseul comme le seul moyen de salut. La Reine communiqua le mémoire à Louis XVI, qui le lut sans mot dire, puis, quelques jours plus tard, pressé de questions par sa femme, répondit d'un ton péremptoire : « Qu'on ne me parle jamais de cet homme (1) ! » Le coup direct ayant manqué, on recourut à une attaque de biais. L'animosité de la Reine à l'égard du duc d'Aiguillon offrit un terrain favorable. Si l'on obtenait

(1) *Correspondance secrète* de Métra. — Journal de l'abbé de Véri.

que le Roi renvoyât publiquement, exilât de la Cour l'ennemi personnel de Choiseul et le chef du parti adverse, ce serait non seulement la satisfaction d'une rancune, mais « un coup de tonnerre » qui frapperait les timides d'une terreur salutaire, avertirait Maurepas que son crédit était fragile et lui ferait sentir la puissance de la Reine. Ce serait, en un mot, la brèche dans la muraille avant l'escalade du pouvoir. Le 20 avril, dûment stylée par Besenval, la Reine eut avec Louis XVI une longue explication. Elle fit connaître sans détours ses griefs à l'égard du duc d'Aiguillon, le peignit comme l'inspirateur de la cabale formée contre l'épouse du Roi, et « demanda avec vivacité que le duc, sans être exilé, fût au moins envoyé dans ses terres, avec défense de revenir de quelque temps à la Cour (1). » Louis XVI, embarrassé, parut d'abord y consentir. Il se ravisa le lendemain, fit observer que « M. d'Aiguillon se trouvant à la veille d'avoir une affaire judiciaire avec le comte de Guines, il ne serait pas juste d'obliger ce duc à s'éloigner, dans un moment où sa présence à Paris lui devenait nécessaire pour se défendre contre son adversaire. » Cette défaite, selon l'apparence, avait été suggérée par Maurepas. Quelle qu'en fût l'origine, elle ferma la bouche à la Reine, qui, satisfaite d'un premier avantage, attendit patiemment, pour renouveler l'attaque, l'échéance fixée par le Roi.

III

L'« affaire du comte de Guines, » alléguée par Louis XVI pour retarder sa décision, fit un si grand bruit en son temps, eut de tels contre-coups sur la situation, le personnage lui-même qui en fut le héros joua un rôle si considérable, en l'occasion présente comme quelques mois plus tard, dans les coulisses de la scène politique, que je dois interrompre un moment mon récit pour tenter d'éclaircir ce singulier et obscur épisode (2).

Adrien-Louis de Bonnières, comte de Guines, militaire distingué, avait, en l'an 1768, quitté l'armée pour la diplomatie. De Berlin, où il débuta, il fut nommé, deux ans après, ambas-

(1) Lettre de Mercy-Argenteau du 20 avril 1775. — Correspondance publiée par d'Arneth.

(2) Pour le procès du comte de Guines, j'ai consulté le Journal de Hardy, les Archives nationales (K. 164), les archives du marquis de Chabrillan, les *Souvenirs* de Moreau, la *Correspondance de Mercy-Argenteau*, publiée par d'Arneth, et la plupart des mémoires et correspondances du temps.

sadeur à Londres, par le duc de Choiseul, dont il était l'intime ami. Ses qualités d'esprit et de bonne grâce, sa courtoisie de grand seigneur, lui valurent, dans les premiers temps, les sympathies de la société britannique, mais des imprudences de conduite lui attirèrent bientôt de graves désagrémens. Ce fut d'abord sa liaison affichée avec lady Craven, une mère de sept enfans, qu'il voulut engager à quitter son mari; celui-ci riposta par une « demande en dommages et intérêts, » et l'on put craindre un procès d'adultère, fertile en divulgations scandaleuses. Cette affaire à peine étouffée, en éclatait une autre, bien plus retentissante encore. Le comte de Guines avait pour secrétaire un sieur Tort de la Sonde, à son service depuis plusieurs années, homme hardi et entreprenant, « âme damnée » de son maître. On découvrit un beau matin que ledit secrétaire se servait de sa position et de sa connaissance des secrets de la politique pour jouer, comme dit Hardy, « au fameux jeu de la *hausse* et de la *baisse*, nom que l'on donne à Londres aux profits à faire proportionnellement à la valeur des papiers royaux. » Il ajoutait, dit-on, à ces spéculations la pratique de la contrebande. Malgré tous les atouts qu'il avait dans son jeu, les résultats furent déplorables. Une plainte fut déposée par les banquiers et négocians auxquels il devait de grosses sommes, et un mandat fut lancé contre lui. L'ambassadeur, sur ces nouvelles, expédia à Paris ce compromettant subalterne, avec promesse, dit-on, « qu'il arrangerait l'affaire en son absence. » Mais Tort était à peine en France, que Guines le faisait arrêter et mettre à la Bastille, où il fut retenu huit mois.

On ne trouva d'ailleurs aucune preuve contre lui; il sortit de cachot en décembre 1772, exaspéré contre son ancien chef, qu'il accabla bientôt de dénonciations : « Aujourd'hui libre, lit-on dans un factum rédigé en son nom, son premier devoir est de faire connaître aux cours de France et d'Angleterre, et à tout le public instruit, les horreurs que M. le comte de Guines a débitées sur son compte, dans la vue de se mettre à couvert des torts qu'il a à se reprocher lui-même et dont il doit craindre avec raison les suites... » Ce préambule était suivi d'une série d'articulations, d'où résultait que Tort n'aurait été que le prête-nom et l'agent de l'ambassadeur, que ce dernier, « pour réparer les brèches énormes faites à sa fortune, » avait imaginé de jouer sous un nom supposé, sauf à ne pas payer si les choses tour-

naient mal. A ce premier réquisitoire vinrent ensuite s'ajouter d'autres imputations d'une égale gravité, malversations, gains illicites, divulgations dans un intérêt personnel des secrets de l'État. Lancée à Londres et à Paris à plusieurs milliers d'exemplaires, soutenue par un mémoire du fameux avocat Gerbier, représentant les intérêts des banquiers britanniques, cette plainte fit un affreux tapage. Guines riposta avec vigueur, niant tous les méfaits reprochés et chargeant son ex-secrétaire du double crime de « vol d'argent et de papiers d'État. » Je ne mentionne que pour mémoire une complication qui surgit et qui aggrava le débat : la plainte que d'Aiguillon, ministre alors des Affaires étrangères, porta contre Gerbier, le plus célèbre avocat de Paris, « intendant des finances de Monsieur frère du Roi, » accusé par le duc de subornation de témoins. Gerbier, « décrété au Châtelet, » ne parvint à se justifier qu'après des tribulations innombrables. Pendant deux longues années, une pluie de brochures, de factums, s'abattit sur Paris, énervant l'opinion et épaississant le mystère. Les amis mêmes du comte de Guines ne savaient plus trop que penser : « Le mémoire de M. Tort, écrivait Mme du Deffand, est d'une audace qui en impose ; mais il me semble qu'il ne prouve rien, quoiqu'il donne de violens soupçons... Je tiens que ce pauvre M. de Guines est le plus malheureux de tous les hommes. » — « M. de Guines peut avoir raison, concluaient les mauvais plaisans, mais il n'en a pas moins *eu Tort* pendant trois ans. »

La lutte, malgré tout ce fracas, était demeurée jusqu'alors dans les limites d'un conflit judiciaire, lorsque la passion politique s'en mêla fort mal à propos et d'une querelle privée fit une affaire d'État. Le comte de Guines, soufflé par le parti Choiseul, s'avisa soudainement que le duc d'Aiguillon, successeur de Choiseul au ministère des Affaires étrangères, avait été l'instigateur et le « moteur caché » du coup dirigé contre lui, ou du moins l'avait desservi, au lieu, comme c'était son devoir, de soutenir l'envoyé du Roi. Un billet violent adressé à Louis XVI et lu au conseil des ministres mit d'Aiguillon en cause et demanda justice d'un aussi mauvais procédé. D'Aiguillon riposta en termes non moins vifs ; ses partisans entrèrent à leur tour en campagne et jetèrent feu et flammes contre le comte de Guines. Le conseil, saisi par Vergennes, délibéra en présence de Louis XVI sur ce nouveau litige et ne décida rien. Par ce billet confidentiel,

adressé par Maurepas à son neveu d'Aiguillon, on devine l'embarras du Roi dans cette forêt d'intrigues : « M. de Vergennes, écrit Maurepas (1), lut hier au conseil vos deux lettres, et je fus surpris du peu d'effet qu'elles produisirent. Cela ne m'a pas empêché de reporter ce matin au Roi et de lire en entier votre première lettre, où vous levez les masques, et la seconde, où vous demandez justice du billet du comte de Guines, et d'insister fortement pour une réparation que je crois juste. *On* (le Roi) m'a répondu qu'on ne pouvait empêcher l'affaire de suivre son cours, *qu'on* lui avait fait dire très fortement (à Guines) *qu'on* était mécontent du billet, mais *qu'on* ne voulait pas faire de bruit de cette affaire. *On* a même ajouté, d'un ton à me fermer la bouche, que vous ne deviez pas chercher de nouvelles affaires. Je ne puis trop vous recommander le silence en ce moment. »

Le conseil était bon ; mais Guines ni d'Aiguillon ne pouvaient désormais limiter une affaire, qui devenait, comme remarque un contemporain, une sorte de « champ clos » pour la lutte des partis. Besenval, partisan de Guines, définit assez justement le caractère de ce duel politique : « La Reine protégeait ouvertement le comte de Guines, et le duc d'Aiguillon avait pour lui MM. de Vergennes et de Maurepas... Les ministres agissaient en dessous et portaient des coups fourrés. La Reine les parait, en allant directement au Roi et en faisant, d'un mot, révoquer le lendemain, ou quelques heures après, ce qui avait été accordé par la haine ou par la méchanceté... » Ces derniers mots ont trait à un grave incident, qui, au printemps de 1775, jeta dans des perplexités cruelles les membres du conseil du Roi. Le comte de Guines, pour noircir d'Aiguillon et prouver sa propre innocence, avait eu permission de mettre sous les yeux du procureur général du Châtelet certains extraits de sa correspondance diplomatique avec le ministère français. Il voulut plus encore ; il prétendit faire imprimer et livrer au public le texte même de ces dépêches, « faute de quoi, disait-il, il serait impossible que sa défense fût jamais claire aux yeux de l'Europe, au tribunal de laquelle on l'a livré. » On imagine le sursaut du comte de Vergennes devant une telle violation des traditions et des convenances. Les notes qu'il fit parvenir à Louis XVI pour combattre cette prétention sont empreintes de bon sens et de

(1) Lettre dictée par Maurepas à sa femme pour le duc d'Aiguillon. — Archives du marquis de Chabrillan.

modération : « S'il s'établit, observe-t-il (1), qu'il peut survenir des cas où un ambassadeur du Roi sera autorisé à rendre ses dépêches publiques, quel est le ministre de n'importe quelle cour qui osera se permettre désormais de traiter confidentiellement avec aucun ministre du Roi ? La familiarité de la conversation, la chaleur des discours, emportent quelquefois l'homme le plus réservé au delà des bornes. On se livre d'autant plus facilement qu'on est moins en défiance... Mais s'exposer à être traduit au tribunal du public, c'est un inconvénient redoutable pour tout être raisonnable, qui s'estime assez pour ne pas vouloir être la fable de l'univers... Si le Roi, dit-il encore, par une grâce spéciale, accordait à M. de Guines la publication qu'il sollicite, la justice de Sa Majesté n'admettant point d'exception, Elle ne pourrait refuser à la partie adverse (c'est-à-dire au duc d'Aiguillon) de fouiller à son tour dans les mêmes dépêches... Cette condescendance peut devenir abusive (2). »

Vainement le Roi se rendit-il d'abord à cette sage argumentation, vainement le conseil des ministres, — Guines ayant passé outre et publié dans un mémoire les dépêches en question, — déclara-t-il cette publication « abusive, » ordonnant même la suppression et la destruction de la pièce, vainement enfin Maurepas, pour mieux marquer sa désapprobation, fit-il, à dater de ce jour, « fermer sa porte au comte de Guines (3). » Rien ne tint contre l'intervention passionnée de Marie-Antoinette, à laquelle, dit Mercy, « on avait eu l'adresse perfide de faire voir dans la protection qu'elle accorderait au comte de Guines un moyen de vengeance contre le duc d'Aiguillon, » en même temps qu'une bonne occasion d'essayer « son crédit et son ascendant sur le Roi. » Elle embrassa le parti de l'ambassadeur avec tant de vivacité, obséda tellement son époux, par larmes, prières ou caresses, que, de guerre lasse, il finit par capituler, révoqua l'arrêt du conseil et permit la publication et la diffusion du mémoire. L'ennui et le remords secret qu'il éprouve de cette

(1) Archives nationales, K. 164.

(2) Vergennes établissait, en outre, que la demande, inadmissible en droit, était injustifiée en fait, car les dépêches du duc d'Aiguillon démontraient qu'en cette affaire il s'était conduit « avec beaucoup de circonspection et toujours en conséquence des ordres du Roi, » et que, « s'il y avait lieu de lui reprocher de la partialité, ce serait plutôt en faveur de M. de Guines. »

(3) Lettre de la comtesse de Maurepas à la duchesse d'Aiguillon. — Archives du marquis de Chabrillan.

défaillance percent entre les lignes de ce billet embarrassé, par lui adressé à Vergennes (1) : « Je suis bien aise, monsieur, d'avoir vu la lettre que vous avez écrite à M. de Guines le 3 avril ; c'était sur celle-là qu'il fondait son attaque à M. d'Aiguillon, et, pour vous dire la vérité, il n'avait pas trop de tort. *Entrer en lice* supposait une attaque mutuelle, et vous n'auriez pas dû, connaissant l'homme, vous servir d'expressions ambiguës. Au reste, ce que je vous dis là, il n'y aura que nous deux qui le saurons, et, quand on m'a parlé de cette lettre, j'ai répondu qu'elle n'ajoutait rien à la permission que je lui avais donnée de se servir de tous ses moyens de défense, sans toutefois attaquer M. d'Aiguillon. »

Le procès fut jugé le vendredi 2 juin 1775 par la cour du Châtelet, après une séance qui dura jusqu'à minuit passé. Par sept voix contre six, les accusations portées contre Guines étaient déclarées « calomnieuses ; » Tort était condamné à « faire réparation en face de douze témoins désignés par le comte de Guines » et à payer « trois cents livres d'amende, » peine assez bénigne, à tout prendre, pour une attaque si audacieuse et lorsqu'il s'agissait d'un homme que son adversaire se flattait de « faire ramer sur les galères du Roi. » Guines repartit pour Londres le lendemain, mal satisfait de ce triomphe médiocre et bien résolu, disait-il, à faire appel de cette « sentence baroque. » Mais, si sa victoire était mince, ses puissans protecteurs allaient manœuvrer de manière à y ajouter de l'éclat.

IV

Le baron de Besenval, qui d'ailleurs grossit volontiers l'importance de son rôle, affirme avoir, dans l'occurrence, stimulé, dirigé l'action de Marie-Antoinette. « Je lui représentai avec feu, écrit-il, le danger qu'il y avait pour elle de laisser une cabale aussi inquiétante, ayant à sa tête le duc d'Aiguillon, dont le caractère méchant, vindicatif et profond devait lui faire tout craindre... Je lui fis comprendre la nécessité d'éloigner un tel homme... Je lui conseillai de mettre en avant, vis-à-vis du Roi, l'audace avec laquelle il avait poussé (2) le comte de Guines, quoiqu'il ne pût douter de la protection qu'elle lui accordait, et

(1) Billet du 22 mai 1775. — Arch. nat., K. 164.
(2) C'est-à-dire combattu.

de lui faire comprendre qu'on ne devait jamais s'attendre à aucun repos, tant qu'on laisserait un tel homme au milieu de Paris. » Il dévoile, quelques lignes plus loin, l'arrière-pensée qui dicte ces conseils : « L'intérêt de la Reine aurait suffi pour me faire attaquer M. d'Aiguillon, mais d'autres considérations m'y portaient encore : c'était lui qui était l'auteur de la chute de M. de Choiseul ; il convenait, à mon sentiment, de l'en punir. Je ne pouvais me flatter d'aucun espoir de retour pour M. de Choiseul, tant que M. d'Aiguillon serait à portée de pouvoir quelque chose, et, en l'éloignant, je croyais rendre un grand service à mes amis. » Ces excitations du baron et de quelques autres amis de Marie-Antoinette répondaient trop bien aux désirs de la Reine pour ne pas atteindre leur but. Elle décida de jouer son va-tout, de n'accorder au Roi nul moment de répit qu'elle n'eût satisfait sa vengeance.

Les hostilités éclatèrent à la revue de la Maison du Roi, passée au Trou d'Enfer le dernier jour de mai. D'Aiguillon, capitaine des chevau-légers, s'étant, pour la saluer, approché de la Reine, celle-ci, d'un geste brusque, leva le store de son carrosse, laissant le duc très mortifié de cet affront public. Le Roi, gêné, ne souffla mot. Cette petite scène, très remarquée, préparait les esprits à la catastrophe imminente. Le moment du Sacre approchait, et d'Aiguillon, si fausse que fût sa situation à la Cour, ne pouvait manquer d'y paraître. Le départ des souverains pour Reims devait avoir lieu le 8 juin ; trois jours avant, le 5, la Reine faisait appeler Maurepas et l'apostrophait en ces termes (1) : « Monsieur, je ne vous vois point avec peine avoir la confiance du Roi. Je connais votre probité, la droiture de vos intentions et votre désintéressement. Mais je ne puis vous déguiser que vous me trouverez contraire à tout projet de voir votre neveu dans ce pays-ci (la Cour). J'ai lieu d'être mécontente de lui depuis longtemps. Vous l'avez soutenu, et nous avons combattu l'un contre l'autre. Vous avez tenu des propos sur tout cela ; j'en ai tenu, de mon côté, qui ne vous auraient pas contenté. Laissons votre neveu loin d'ici, et oublions de part et d'autre nos propos mutuels. » Le Mentor, pris de court, gêné par cette attaque directe, ne répliqua sur le moment que par des protestations vagues ; mais la Reine ne le tint pas quitte ; le

(1) *Journal* de l'abbé de Véri, *passim*.

surlendemain, elle reprit l'entretien avec une nouvelle véhémence. Elle venait, lui dit-elle, de demander à son époux que le duc d'Aiguillon reçût défense d'aller à Reims et fût relégué dans ses terres ; Louis XVI, devant son insistance, y avait consenti. « M. de Maurepas (1) demandant alors quel tort nouveau pouvait avoir son neveu : « La mesure est comble, dit la Reine, il faut que le vase renverse. — Mais, madame, il me semble que, si le Roi doit faire du mal à quelqu'un, ce mal ne devrait point arriver par vous. — Vous pouvez avoir raison, monsieur, et je compte dorénavant n'en plus faire, mais je veux faire celui-là. — Puis-je, madame, dire que c'est la volonté de Votre Majesté, et non celle du Roi ?— J'y consens, reprit Marie-Antoinette, je prends tout sur moi. »

Louis XVI, questionné par Maurepas, confirma les dires de la Reine et déclara « ne vouloir s'en mêler, » laissant sa femme libre de régler à sa guise les conditions et détails de l'exil. « C'est elle qui l'exige, » dit-il pour conclure l'entretien. Sur quoi, troisième et dernière conférence entre Maurepas et Marie-Antoinette. Il proposa pour son neveu comme lieu de résidence le château de Veretz, situé à quelques lieues de Tours, à peu de distance de Chanteloup. Ainsi se serait accomplie la prédiction jadis faite par Choiseul, lorsque, en décembre 1770, la veille de sa disgrâce, il rencontra son ennemi d'Aiguillon dans l'antichambre de Louis XV : « Eh bien ! avait-il dit, vous me chassez donc? J'espère qu'ils m'enverront à Chanteloup; vous prendrez mes places; quelque autre vous chassera; ils vous enverront à Veretz; nous n'aurons plus d'affaires politiques, nous voisinerons, et nous en dirons de bonnes (2). » La tenace animosité de la Reine empêcha cette rencontre. Veretz était « trop près, » dit-elle. Elle exigea le château d'Aiguillon, en Guyenne, près d'Agen. « Enfin, madame, reprit Maurepas, que faut-il que j'écrive? — Ce que vous voudrez, mais qu'il s'en aille ! » Il fut convenu que l'ordre serait signifié « sans lettre de cachet, par un discours verbal (3). » La Reine crut avoir beaucoup fait en accordant cette concession : « Nous avons évité la forme d'exil, qui est barbare, quoique lui-même s'en soit servi, » écrivait-elle, quelques jours plus tard, à sa mère.

(1) Journal de l'abbé de Véri, *passim*.
(2) *Chronique secrète* de l'abbé Baudeau, *passim*.
(3) Lettre de Mme de Maurepas à la duchesse d'Aiguillon. — Archives du marquis de Chabrillan.

Le duc n'en dut pas moins se mettre en route sur l'heure; l'impatience de la Reine ne supportait aucun délai, et les messages se succédaient pour hâter le départ. « M. de Maurepas a été réveillé ce matin par un commis de M. de La Vrillière, gémit la comtesse de Maurepas. Rien ne m'a plus étonnée que l'empressement de la Reine à savoir M. d'Aiguillon parti! Il faut qu'on lui ait fait auprès d'elle quelque nouvelle méchanceté (1). » Le triomphe, l'allégresse puérile de Marie-Antoinette éclatent dans ce billet écrit par elle au comte de Rosenberg : « Ce départ est tout à fait mon ouvrage. Ce vilain homme entretenait toute sorte d'espionnage et de mauvais propos. Il avait cherché à me braver plus d'une fois dans l'affaire de M. de Guines... Il est vrai que je n'ai pas voulu de lettre de cachet, mais il n'y a rien de perdu, car, au lieu de rester en Touraine, comme il le voulait, on l'a prié de continuer sa route jusqu'à Aiguillon, qui est en Gascogne. »

La sensation produite, à la Cour et dans le public, par cette exécution sommaire était à coup sûr chose prévue, peut-être désirée, par ceux qui l'avaient provoquée. Ce qu'ils n'attendaient pas sans doute, c'est la réprobation que suscita partout, chez ceux-là mêmes qui déploraient l'attitude du duc d'Aiguillon, un châtiment si arbitraire, pour des torts si peu établis. « Qu'avait fait de plus M. d'Aiguillon, se demandait-on, que lorsque le Roi était monté sur

(1) Lettre de Mme de Maurepas à la duchesse d'Aiguillon.. — Les archives du marquis de Chabrillan renferment une série de lettres de la comtesse de Maurepas à la duchesse d'Aiguillon pendant cet exil. En voici quelques fragmens : « Juin 1775. — Vous m'avez laissée, ma chère nièce, dans la plus grande douleur de votre cruelle situation. Je ne négligerai rien pour la faire adoucir... Que je suis fâchée de n'être plus jeune! J'irais vous trouver, dans quelque lieu que vous soyez. Nous serons toujours occupés de saisir le moment qui pourra vous être utile. Dans ce moment, je crois qu'il ne faut rien dire. » — « Juillet 1775. — M. de Maurepas m'a chargée de vous mander que M. d'Aiguillon n'a pas besoin de permission pour aller aux eaux de Barèges. Il n'a pas eu lettre de cachet, il n'est à Aiguillon que par un discours verbal, et son rappel sera de même... A l'égard des motifs qui l'ont éloigné, comme il n'y en a point, il est difficile de les dire. Lorsque nous avons été envoyés à Bourges, je suis encore à savoir pourquoi. On a dit que c'était pour des chansons, dont nous n'avions jamais entendu parler. Il en est de même des discours qu'on vous prête. » Le séjour à Aiguillon ne fut pas de longue durée. L'année suivante, en juin 1776, la fille du duc, Mme de Chabrillan, récemment relevée de couches, vint rejoindre son père; à peine rendue, elle fut prise d'une fièvre maligne, qui l'emporta en quelques jours. La Reine, sur cette nouvelle, alla dans la chambre du Roi, où elle trouva Maurepas, et pria ce dernier de dire à M. d'Aiguillon qu'il lui était permis de quitter « le tombeau de sa fille, » et de se rendre où il voudrait, sous la seule condition de ne point paraître à la Cour : « Vous savez par mon expérience qu'on peut vivre sans cela, écrit à ce propos Mme de Maurepas à sa nièce. M. de Maurepas a été cinq ans sans pouvoir aller à Paris; il s'en est fort bien porté. »

le trône? Et pourquoi, s'il le trouvait coupable, avait-il attendu si longtemps à le punir? » On croyait voir, dans cette mesure sévère, le retour à des mœurs qu'on croyait à jamais proscrites, le désaveu des belles promesses d'un règne qui s'était annoncé comme une ère de douceur et de légalité. Le baron de Besenval constate avec dépit ce mouvement d'opinion : « Le sentiment de vengeance et de justice fut étouffé, dit-il, par une compassion philosophique, que les femmes, qui s'étaient érigées en législateurs, outrèrent, ainsi qu'elles outrent toujours tout. On n'entendait que les mots de *tyrannie*, de *justice exacte*, de *liberté du citoyen* et de *loi*. » La plus grande part du blâme retombait sur la Reine. D'Aiguillon exilé lui fut plus nuisible, sans doute, que présent à Paris et chef de la « cabale. » C'est sur son rôle en cette affaire, écrira le Comte de Provence (1), « que l'on s'est fondé depuis pour lui donner la renommée de méchante et d'implacable. » Mercy dénonce, de son côté, l'égoïsme des faux amis qui, « excitant en elle des sentimens de haine et de vengeance qui ne sont point dans le caractère de cette jeune princesse, » sacrifient sans scrupule à leurs vues personnelles « la gloire et l'utilité de la Reine. »

L'exil de son neveu parut, dans le premier moment, devoir amener la retraite de Maurepas. Ce fut le bruit général à Paris, et déjà l'on nommait Choiseul comme le successeur désigné. Maurepas, volontairement sans doute, s'arrangea de manière à accréditer cette rumeur. Il « fit le mort » pendant quelques semaines. Prétextant ses années, sa goutte, la fatigue du voyage, il refusa de prendre part au Sacre, s'en fut à Pontchartrain, tandis que la Cour tout entière se transportait à Reims, laissant ainsi, en apparence, le champ libre à ses détracteurs. Tout porte à croire, d'ailleurs, que le rusé vieillard, avant de prendre ce congé, n'avait pas négligé de mettre son royal élève en garde contre les assauts qu'il aurait à subir et de lui faire adroitement la leçon. Et sans doute comptait-il aussi sur les fautes de ses adversaires, sur l'ivresse qui succède aux trop faciles victoires, sur l'impatience des amis de Choiseul, sur le maladroit empressement de Marie-Antoinette. Si, comme il est probable, il fit réellement ce calcul, il n'eut pas longtemps à attendre pour en éprouver la justesse.

(1) *Réflexions historiques, passim.*

V

Le mois de mai 1775 avait été, ainsi qu'on vient de voir, fertile en émotions et en agitations diverses. Des émeutes dans la rue réprimées par la force et des intrigues de Cour terminées par un coup d'éclat, c'est dans cette atmosphère d'orage qu'il avait fallu préparer l'événement auguste du Sacre. Deux questions, toutes deux délicates, bien que d'inégale gravité, avaient, au cours de ces préparatifs, occupé l'attention du Roi, mettant aux prises les deux tendances contraires entre lesquelles se débattait perpétuellement le trône, la tradition et le progrès, l'esprit conservateur et l'esprit de réforme.

Où aurait lieu le Sacre : à Reims ou à Paris, ce fut le premier problème à résoudre. Turgot tenait fortement pour Paris. Il invoquait, pour rompre avec un usage séculaire, des raisons de finance, les énormes dépenses du transport de la Cour et de l'aménagement d'une installation provisoire. Sans doute aussi, dans son for intérieur, outre le bénéfice d'une grosse économie, espérait-il tirer de cette dérogation à la coutume ancienne quelques facilités pour supprimer « des pratiques surannées et des superstitions puériles, » comme la guérison prétendue des écrouelles par l'attouchement du Roi. La population parisienne, toujours éprise de fêtes et de spectacles, désirait non moins ardemment que le Sacre se fît dans la capitale du royaume. Les fermiers généraux offrirent pour cet objet un don gratuit de deux millions, et le corps des marchands la moitié de cette somme. Le parti opposé, le comte de Maurepas en tête, alléguait le péril de briser sans nécessité une tradition dont l'origine se confondait avec celle de la monarchie, et qui, depuis Philippe-Auguste, avait été presque ininterrompue. Ne devait-on pas craindre que, dans l'esprit du peuple, il résultât de cette innovation un affaiblissement de prestige pour le successeur de Clovis?

Après quelques hésitations, ces raisons convainquirent Louis XVI. Néanmoins, en se prononçant pour Reims, il spécifia sa volonté de diminuer dans la mesure possible le coût de son voyage et les frais du séjour. On rogna en effet sur certains accessoires; on supprima quelques caisses de bagages, et l'on élimina de la suite de Leurs Majestés quelques personnages secondaires;

il fut prescrit que les dames de la Cour n'auraient droit qu'à un seul carrosse pour leurs femmes de service. Cela fait, toutes les grosses dépenses furent maintenues sans changement; méthode qui, au danger d'une prodigalité réelle, joignait l'inconvénient d'une parcimonie apparente, semant l'irritation et provoquant les gorges chaudes. On colporta dans tout Paris cette réponse ironique d'un prélat courtisan à une personne de qualité qui désirait faire, du même coup, ses Pâques avec son Jubilé : « Mon Dieu, madame, nous sommes en temps d'économie; je crois bien qu'on peut faire aussi celle-là. »

L'autre point litigieux soumis par Turgot à Louis XVI avait trait au serment du Sacre. Le Roi, d'après la formule consacrée, y prenait l'engagement « d'exterminer de ses États tous les hérétiques condamnés nommément par l'Eglise. » Personne assurément, en cette fin du XVIIIe siècle, ne prenait au sérieux une promesse si barbare; nul n'aurait supporté l'idée de la mettre à exécution, et moins que tout autre le prince qui, quelques mois plus tôt, écrivait à Miromesnil à propos d'une requête des religionnaires de Guyenne (1) : « Il se peut qu'il y ait des personnes d'un zèle mal entendu qui les tourmentent, et c'est ce que je n'approuve pas: mais il faut qu'ils se tiennent dans les bornes des permissions qu'on leur a données. » Puisqu'il était donc entendu que le Roi ne tiendrait point compte de l'engagement qu'il semblait prendre, puisqu'il s'agissait simplement d'une formalité vaine, n'était-il pas plus digne et plus loyal de rayer ces mots du programme? C'est l'avis que Turgot soutint avec une conviction émue, d'abord de vive voix, au Conseil, puis en s'adressant à Louis XVI par une lettre confidentielle. Cette lettre est aujourd'hui perdue, mais, à défaut du texte, il est aisé d'en retrouver l'esprit dans le *Mémoire au Roi sur la tolérance religieuse* que le contrôleur général rédigea peu de jours après, pour fixer les droits du souverain et pour éclairer sa conscience. J'en citerai seulement quelques lignes, où se trouvent résumées, avec une sobre et concise éloquence, les idées de Turgot sur un si grave sujet : « Vous devez examiner, dit-il, si les engagemens contenus dans les formules du Sacre par rapport aux hérétiques sont justes en eux-mêmes; et, s'ils sont injustes, c'est un devoir pour vous de ne pas les accomplir... La reli-

(1) Lettre du 28 février 1775.

gion peut-elle commander, peut-elle permettre des crimes? Ordonner un crime, c'est en commettre un. Or le prince qui ordonne à son sujet de professer la religion que celui-ci ne croit pas, ou de renoncer à celle qu'il croit, commande un crime. Le sujet qui obéit fait un mensonge; il trahit sa conscience; il fait une chose qu'il croit que Dieu lui défend. »

Ces idées, on en a la preuve, étaient, au fond, très voisines de celles de Louis XVI. Il n'osa pas toutefois lutter ouvertement contre un préjugé séculaire, braver en face, et du même coup, le persiflage désapprobateur de Maurepas, l'acerbe critique de ses tantes, les colères du « parti dévot. » Plusieurs contemporains assurent que, ne voulant ni modifier la formule ordinaire, ni contracter un engagement qui répugnait à son humanité, il adopta une troisième solution, assez conforme, il faut le dire, à son humeur et à ses habitudes d'esprit : le jour de la prestation du serment, quand il vint à la fameuse phrase, il la prononça à voix basse et en bredouillant de façon à la rendre inintelligible (1). Ce qui, plus qu'un tel subterfuge, fait honneur à Louis XVI, c'est ce billet que, la veille même du Sacre, il crut devoir adresser à Turgot pour expliquer sa décision; on ne saurait sans injustice méconnaître ce qui s'y trouve de droiture, de candeur et de bonté touchante : « Reims, 10 juin 1776 (2). — Je ne vous ai pas fait appeler, monsieur, pour vous donner réponse à la lettre d'hier, parce que j'aimais mieux vous laisser un écrit comme gage de ma façon de penser sur votre compte à cette occasion. Je pense que la démarche que vous avez fait (*sic*) auprès de moi est d'un très honnête homme, et qui m'est fort attaché; je vous en sais le meilleur gré possible, et je vous serai toujours très obligé de me parler avec la même franchise. Je ne veux pourtant pas, dans ce moment-ci, suivre votre conseil. J'ai bien examiné depuis, j'en ai conféré avec plusieurs personnes, et je pense qu'il y a moins d'inconvénient à ne rien changer. Mais je ne vous en suis pas moins obligé de l'avis, et vous pouvez être sûr qu'il demeurera secret, comme je vous prie de garder cette lettre. — Louis. »

(1) Certains historiens ont même avancé que le Roi avait entièrement supprimé ces paroles; mais cette assertion est démentie par le passage suivant du mémoire de Turgot dont j'ai cité plus haut quelques lignes : « Votre Majesté n'ignore pas combien j'ai regretté qu'Elle se soit soumise à des formules d'engagement dressées dans des temps trop dépourvus de lumières. »

(2) Notice de M. Dubois de l'Estang, *passim*.

Toutes les affaires réglées, la Cour quitta Compiègne dans l'après-dînée du 8 juin. La Reine fut à Reims la nuit même; le Roi coucha à Fismes et n'arriva que le lendemain. Le trajet s'effectua sans incident et dans des conditions généralement heureuses. Une multitude de paysans accoururent des villages voisins pour voir défiler le cortège; dans le grand silence de la nuit, sous la clarté argentée de la lune, s'élevèrent de longues acclamations. Toutefois, à cette foule amusée, de place en place se joignaient quelques misérables, qui, agenouillés sur le bord des fossés, levaient leurs mains au ciel, puis « les ramenaient sur leur bouche, comme pour demander du pain. » Cette vue jeta une ombre de tristesse et attendrit l'âme compatissante de Louis XVI. Malgré tout, et si l'on néglige certaines manifestations isolées, la sympathie du peuple accompagna les jeunes souverains pendant toute la semaine du Sacre. Le jour de la cérémonie, qui eut lieu le dimanche 11 juin, et dont je me garderai, après tant d'historiens, de refaire ici le tableau, la cathédrale, rapporte Mercy-Argenteau,« retentit de cris, de battemens de mains et de démonstrations qu'il serait difficile de rendre. » Même enthousiasme populaire, lorsque, le soir venu, les parades terminées, le Roi, vêtu avec simplicité, prit sa femme « sous le bras » et, durant une grande heure, fut se promener bourgeoisement avec elle au milieu de la foule, sans gardes, sans escorte, « sans nul indice de précaution. » Les rues, par ordre de Louis XVI, n'avaient pas été revêtues de la parure de tapisseries qu'imposait un ancien usage : « Non, non, avait-il répondu, point de tapisseries; je ne veux rien qui empêche le peuple et moi de nous voir. » Ce mot eut le plus grand succès. Les cris de « Vivent le Roi et la Reine! » suivirent partout les souverains au passage, et le public, selon l'expression d'un témoin, était « dans une sorte d'ivresse. »

Au milieu des éclats de cette joie générale, quelques sots incidens de Cour passèrent presque inaperçus, comme la dispute des deux évêques de Soissons et de Beauvais, s'invectivant, se coudoyant et se bousculant en public, pour savoir qui des deux irait, le matin du grand jour, tirer le Roi hors de son lit, et comme aussi la bizarre incartade de la maréchale de Mouchy, dame d'honneur de la Reine, qui, froissée de se voir enlever par le grand chambellan la présidence de la table d'honneur, déserta brusquement son poste et s'en alla « dîner en ville, » en

plantant là tous les convives qu'elle avait elle-même invités. Enfin certaines personnes remarquèrent avec étonnement l'air de mauvaise humeur, l'affectation de négligence, avec lesquels le Comte d'Artois remplit, pendant le Sacre, les fonctions assignées par le cérémonial.

Ces légères dissonances ne troublèrent point le concert d'allégresse dont on perçoit l'écho dans le joli récit que Marie-Antoinette envoyait quelques jours plus tard à sa mère (1) : « Le Sacre a été parfait de toutes manières. Il paraît que tout le monde a été content du Roi; il doit bien l'être de tous ses sujets... Les cérémonies de l'église étaient interrompues, au moment du couronnement, par les acclamations les plus touchantes. Je n'ai pu y tenir, mes larmes ont coulé malgré moi, et l'on m'en a su gré... C'est une chose étonnante, et bien heureuse en même temps, d'être si bien reçus deux mois après la révolte, et malgré la cherté du pain, qui malheureusement continue... Il est bien sûr, conclut la jeune princesse, qu'en voyant des gens qui, dans le malheur, nous traitent aussi bien, nous sommes encore plus obligés de travailler à leur bonheur. Le Roi m'a paru pénétré de cette vérité. Pour moi, je suis bien sûre que je n'oublierai de ma vie la journée du Sacre! »

Nous prenons ici sur le vif la véritable Marie-Antoinette, quand elle est livrée à elle-même, sensible, impressionnable, capable d'élans généreux. Mais, dans cette âme mobile, tout n'est que revirement, contradictions, contrastes. Les larmes d'émotion dont elle vient de nous faire l'aveu ont à peine séché sur ses joues, que sans souci de l'intérêt ni du repos du Roi, elle se laisse entraîner par les gens de son entourage dans une fâcheuse intrigue contre le ministère. Cette fois encore, le meneur de l'affaire était le baron de Besenval, comme il n'a pas manqué de s'en vanter lui-même : « Je venais, écrit-il, de faire exiler M. d'Aiguillon... Je fis envisager à la Reine qu'il ne fallait regarder cet événement que comme un premier pas vers le crédit, que, pour le constater et le rendre invariable, il était nécessaire de faire des ministres sur lesquels elle pût compter. » Ce n'est pas forfanterie, et Mercy-Argenteau, en plusieurs passages de ses lettres, accuse formellement le baron d'avoir attaché le

(1) Lettre du 22 juin 1775. — Correspondance publiée par d'Arneth.

grelot. Le but était toujours le même : la rentrée au pouvoir de Choiseul et de ses amis, avec pour conséquence la chute de Maurepas et de Turgot. L'heure paraissait propice. Maurepas était à Pontchartrain, tandis que le duc de Choiseul était présent à Reims, ayant eu permission du Roi d'assister à la fête du Sacre. En homme prudent, il s'y tenait dans une ombre discrète, laissant agir ses partisans et attendant pour se montrer l'occasion favorable.

Il parut politique, avant d'entamer la partie, d'obtenir d'abord pour le duc sa réintégration dans une des grosses charges de Cour, dont l'avait fait choir sa disgrâce. Qu'il retrouvât le titre et les fonctions de colonel-général des Suisses, cette première grâce serait le gage et comme l'avant-coureur d'une restitution plus complète. Besenval et Mme de Brionne endoctrinèrent le Comte d'Artois, firent briller à ses yeux l'honneur de gagner cette victoire. Il s'enflamma sur cette idée, promit d'en parler à son frère et tint effectivement parole. Mais Louis XVI, dès les premiers mots, l'arrêta d'un refus fort sec. Le jeune prince revint à la charge ; le Roi, cette fois, ne fit aucune réponse, mais prit un air d'humeur, et « lui tourna le dos (1). » Le parti résolut alors de frapper un grand coup et de faire donner la réserve. Il s'agissait de faire accorder à Choiseul une audience personnelle de Marie-Antoinette, un tête-à-tête où il exposerait à loisir ses sentimens et ses idées. Dans la fourmilière politique qu'était alors la ville de Reims, cette marque éclatante de faveur afficherait publiquement l'action protectrice de la Reine, l'engagerait davantage à user de tout son crédit pour vaincre l'aversion du Roi et emporter la réussite. Marie-Antoinette, avertie, entra délibérément dans ces vues. Elle résolut, pour mieux assurer le succès, de recourir aux petites roueries féminines où elle était experte.

Le lundi 12, lendemain du Sacre, profitant d'un moment où le Roi était seul, elle s'approcha de lui, le complimenta avec grâce sur les événemens de la veille, puis, dans le cours de l'entretien, glissa, « le plus naturellement du monde » et d'un ton innocent, que, pour son compte, elle aurait eu plaisir à causer un moment avec son vieil ami Choiseul, mais qu'elle était embarrassée et ne savait quelle heure choisir, « attendu qu'à

(1) Lettre de Mercy-Argenteau du 23 juin 1775. — Correspondance publiée par d'Arneth.

Reims, lui dit-elle, tous les instans étaient employés. » Louis XVI donna dans le panneau avec sa bonne foi coutumière; ce fut lui-même qui, sans méfiance, indiqua à sa femme la matinée du surlendemain « comme le temps le plus commode pour l'entretien projeté. » Ainsi fut fait. L'audience eut lieu au moment fixé par le Roi; elle dura près d'une heure, excitant de toutes parts une curiosité passionnée, et provoquant mille commentaires, dont l'écho se répercuta dans toutes les chancelleries d'Europe. Sur le fond même de cette conversation, nous connaissons seulement ce que Marie-Antoinette jugea bon de dire à Mercy : louanges données par Choiseul à la fermeté de la Reine dans le procès du comte de Guines, pressans encouragemens à soutenir cet ambassadeur, sarcasmes et insinuations contre le ministère, contre les gens de robe et contre les hommes à systèmes, conseils sur la conduite à observer avec le Roi, qu'on pouvait, affirmait le duc, dominer alternativement par deux procédés opposés, soit en le conquérant « par des voies de douceur, » soit « en le subjuguant par crainte. » D'ailleurs, nulle sollicitation directe pour soi-même, mais un simple historique de sa disgrâce passée et de vagues récriminations sur les torts du feu Roi. Propos habiles, savamment calculés, et qui laissèrent dans l'âme de Marie-Antoinette une impression profonde, dont l'effet se fera sentir par la suite.

VI

Le complot n'aboutit d'ailleurs à aucun autre résultat. Le bruit fait, le jour même, autour de l'incident, les airs mystérieux de la Reine, les allures de triomphe des amis de Choiseul, éveillèrent l'attention du Roi et lui firent soupçonner le piège. Il en conçut un vif mécontentement, dont l'ex-ministre de Louis XV paya les frais sur l'heure. Dans l'après-midi du 14, à la réception de la Reine, où se trouvait Louis XVI, le duc s'étant fait annoncer, on vit le Roi se lever brusquement et « décamper » d'une manière ostensible (1). Ce fut pire encore le lendemain, veille du départ de Reims; lorsque Choiseul, comme tous les invités du Sacre, vint, « à son rang, » baiser la main du Roi, celui-ci détourna la tête et retira sa main, en faisant, assure

(1) *Souvenirs* de Moreau.

un témoin, « une grimace effroyable. » Le duc se le tint pour dit. Voyant le coup manqué, il partit pour sa terre, abandonnant ses partisans en complet désarroi.

Une seule personne, dans ce fiasco, conserva, semble-t-il, une belle humeur imperturbable, et ce fut Marie-Antoinette. Contente du camouflet infligé publiquement au parti d'Aiguillon, amusée du bon tour qu'elle avait joué à son candide époux, son petit succès personnel la consolait pleinement de l'échec de sa politique. Son enfantine satisfaction perce dans ce billet, d'un tour assez fâcheux, qu'elle adressait sur cette affaire à son confident habituel, le comte de Rosenberg : « Vous aurez peut-être appris, écrit-elle (1), l'audience que j'ai donnée au duc de Choiseul, à Reims. On en a tant parlé, que je ne répondrais pas que le vieux Maurepas n'ait eu peur d'aller se reposer chez lui. Vous croirez aisément que je ne l'ai pas vu sans en parler au Roi, mais vous ne devinez pas l'adresse que j'ai mise pour ne pas avoir l'air de demander permission. Je lui ai dit que j'avais envie de voir M. de Choiseul et que je n'étais embarrassée que du jour. J'ai si bien fait que le pauvre homme m'a arrangé lui-même l'heure la plus commode où je pourrais le voir. Je crois que j'ai assez bien usé du droit de femme dans ce moment ! »

La mauvaise chance voulut que ces lignes, tout au moins familières, fussent, grâce à l'indiscrétion du comte de Rosenberg, connues à la cour de Vienne, où elle produisirent, comme on pense, un effet de scandale. L'Impératrice leva les bras au ciel : « Quel style ! Quelle façon de penser ! mande-t-elle à Mercy-Argenteau. Elle court à grands pas à sa ruine ! » Joseph II prit la chose encore plus au tragique ; sa rudesse fraternelle passa vraiment toutes bornes dans la véhémente philippique dont les archives de Vienne conservent le curieux brouillon : « De quoi vous mêlez-vous, écrit-il à sa sœur d'un ton de pédagogue, de déplacer les ministres, d'en faire envoyer un autre dans ses terres, et de vous servir de termes très peu convenables à votre situation ? Vous êtes-vous demandé de quel droit vous vous mêlez des affaires du gouvernement et de la monarchie française ? Quelles études avez-vous faites ? Quelles connaissances avez-vous acquises, pour oser imaginer que votre opinion doit être bonne à quelque chose, vous qui ne lisez ni n'entendez par-

(1) Lettre du 13 juillet 1775. — Correspondance publiée par d'Arneth.

ler raison un quart d'heure par mois, qui ne réfléchissez, ni ne méditez, j'en suis sûr, jamais?... » L'Impératrice, plus mesurée, sentit le danger de ce style, admonesta son fils; elle confisqua sa lettre et lui en fit écrire une autre, d'une forme un peu plus adoucie (1), laquelle d'ailleurs, au témoignage de Mercy-Argenteau, n'eut d'autre effet sur Marie-Antoinette que de provoquer son dépit, et à laquelle elle répliqua par quelques lignes « plus que froides. »

Pour entendre une note juste sur cette petite incartade de la Reine, il faut s'en rapporter à la sage appréciation de l'ambassadeur autrichien : « Je vois, dit-il, avec un grand chagrin combien cette lettre au comte de Rosenberg a causé de peine à Votre Majesté... Je la supplie de me permettre d'observer que le sens et la tournure de cette lettre ne partent absolument que de la petite vanité de vouloir paraître en position de gouverner le Roi... A l'extérieur, la Reine manque quelquefois à de petites démonstrations d'égards et d'attentions envers le Roi, mais, quant à l'essentiel, il est certain qu'elle estime son auguste époux, qu'elle est même jalouse de sa gloire, et qu'il n'y a que de petits mouvemens de vivacité et de légèreté qui puissent quelquefois masquer en elle cette façon de penser et de sentir. »

Quant aux suites immédiates des divers incidens du Sacre, elles furent bien différentes de ce qu'avaient rêvé les pêcheurs en eau trouble et les politiques de boudoir, car il en résulta un redoublement de crédit pour le comte de Maurepas d'abord et, par contre-coup, pour Turgot. Il suffit, pour s'en assurer, de lire ce billet affectueux que Louis XVI, au départ de Reims, adressa de sa main à son vieux conseiller : « Je suis libre (2) de toutes mes fatigues. La procession de ce matin, jour de la Fête-Dieu, était la dernière. J'ai été fâché que vous n'ayez pu partager avec moi la satisfaction que j'ai goûtée ici. Il est bien juste que je travaille à rendre heureux un peuple qui contribue tant à mon bonheur; je vais maintenant m'en occuper tout entier. J'espère que vous aurez pensé aux moyens dont nous avons parlé ensemble; j'y ai pensé de mon côté, autant que j'ai pu dans la foule des cérémonies. La besogne est forte, mais, avec du cou-

(1) Le texte de cette seconde lettre ne s'est pas retrouvé.
(2) Journal de l'abbé de Véri, *passim*.

rage et vos avis, je compte en venir à bout. Adieu jusqu'à lundi soir, où nous nous verrons. — Louis. »

L'abbé de Véri, qui nous a conservé ces lignes, rapporte également l'impression qu'elles firent sur le vieil homme d'État; il consigne dans son journal ce fragment du dialogue échangé, le jour même, entre Maurepas et lui : « Je commence, m'a-t-il dit, à l'aimer, comme on aime son enfant qui a bonne volonté. — Vous avez raison, ai-je répondu, il mérite de votre part les soins les plus tendres; mais il ne suffit pas que vous lui ayez déjà inspiré ces sentimens, il faut lui donner les moyens et la force. — Les moyens, répliqua M. de Maurepas, ne sont pas embarrassans, mais la force, voilà le difficile. — C'est à vous, dis-je, à lui en donner, et à vous placer devant le Roi, pour aider la résistance, comme un chevalier loyal présentait son corps aux coups (1). »

Si évidente pour tous fut, au retour de Reims, la faveur du comte de Maurepas, que Marie-Antoinette, mieux inspirée cette fois, crut nécessaire de se rapprocher du ministre. A quelques jours de là, elle lui accordait une audience, lui faisait le meilleur accueil, puis abordant de front la question délicate de l'exil du duc d'Aiguillon, elle laissait entendre avec grâce qu'elle ne confondait pas, selon son expression, « la conduite et les intentions de l'oncle » avec les torts graves du neveu, qu'elle était non moins persuadée de la « droiture » de l'un que de « la méchanceté et des manœuvres intrigantes de l'autre. » Maurepas, à ces avances, ne répondait qu'en protestant de son absolu dévouement; et la conclusion de cette scène était une réconciliation, un accommodement, tout au moins, entre puissances rivales, une sorte de traité d'alliance, ni plus ni moins fragile que tous les contrats du même genre.

VII

En ce qui concerne Turgot, la bienveillance royale ne devait pas tarder à se manifester d'une manière plus retentissante, par l'appel au pouvoir du plus ancien et du plus cher ami du contrôleur général, Guillaume de Lamoignon de Malesherbes, président de la Cour des Aides, nommé au ministère de la Maison

(1) Journal de l'abbé de Véri.

du Roi. La chose pourtant ne se fit pas toute seule, et cette victoire eut d'autant plus d'éclat qu'elle fut plus difficilement arrachée.

Le ministre en fonctions, le duc de La Vrillière (1), titulaire de l'emploi de date immémoriale, s'y maintenait vaille que vaille, depuis le nouveau règne, par la protection de sa sœur, la comtesse de Maurepas, acharnée en toute circonstance à servir sa famille. Sa longue expérience de la Cour et du cérémonial avait également contribué à lui faire conserver sa place jusqu'à l'époque du Sacre, où l'on pensait qu'il rendrait des services. Mais il avait été convenu que ses attributions seraient restreintes, ou peu s'en faut, au « ministère des lettres de cachet, » dont il s'était fait sous Louis XV une sorte de spécialité. « Cela va d'autant mieux, aurait dit à mi-voix Louis XVI, que je compte bien n'en point donner. » Maurepas, à la veille du départ pour Reims, ayant interrogé le Roi sur les bruits qui couraient du remplacement de son beau-frère, avait reçu cette réponse inquiétante : « Ce ne sera que pour mon retour, et vous en serez instruit. » Le public attendait avec quelque impatience le renvoi de ce vieux et frivole courtisan, discrédité pour sa bassesse et sa médiocrité d'esprit, entièrement dominé par une ancienne maîtresse, la marquise de Langeac, femme avide, intrigante, qu'on accusait de trafiquer des honneurs et des places. Sa chute paraissait si certaine qu'avant de l'avoir mis en terre les partis en présence se disputaient son héritage. Turgot avait son candidat, qui n'était autre que Malesherbes; la Reine avait le sien, qui était M. de Sartine, le ministre de la Marine, et elle le soutenait ardemment.

Cette attitude de Marie-Antoinette était le fruit d'une combinaison compliquée, germée dans le fertile cerveau du baron de Besenval. Sartine passant à la Maison du Roi, on pourrait mettre à la Marine le sieur d'Émery, créature du duc de Choiseul, homme de caractère souple et que l'on aurait dans la main. Sartine, secrètement pressenti, se prêtait à cet arrangement. L'accord ainsi conclu, Besenval se chargea d'échauffer Marie-Antoinette et de la pousser en avant. Il l'exhorta à mettre Mau-

(1) Louis Phélyppeaux, d'abord appelé comte de Saint-Florentin, avait pris par la suite le nom de duc de La Vrillière, ce qui lui valut cette cruelle épitaphe :

Ci-gît un petit homme à l'air assez commun,
Ayant porté trois noms, sans en laisser aucun.

repas dans son jeu, à exiger de lui, comme gage d'alliance et comme preuve d'amitié (1), le double choix imaginé par le parti Choiseul. Le Journal de Véri, confirmant sur ce point le récit du baron, montre que ces conseils furent suivis à la lettre : « Hier soir, y lit-on (2), la Reine a parlé à M. de Maurepas : « Vous savez déjà, lui dit-elle, le désir que j'ai de marcher avec vous. C'est le bien de l'État, c'est le bien du Roi, et par conséquent le mien. M. de La Vrillière va se retirer, et je veux sa place pour M. de Sartine. Je ne comprends pas ce que vous me dites sur la mésintelligence entre M. Turgot et M. de Sartine... Vous les croyez tous les deux d'honnêtes gens; cela me suffit pour être assurée de leur concert. Je dirai tout ceci au Roi, ainsi que ce que je désire. Je veux être amie avec vous; il ne tient qu'à vous que cela soit, vous voyez à quelle condition. »

Ce langage résolu, ce ton catégorique, troublèrent beaucoup Maurepas et le jetèrent dans une perplexité cruelle. Au fond, il tenait pour Malesherbes, dont il estimait les talens et honorait le caractère, qu'il savait « sans intrigue, » sans arrière-pensée d'ambition, incapable de se pousser au détriment de ses collègues. De plus, il appréciait en lui le magistrat et le parlementaire de race, ce qui avait toujours quelques droits sur son cœur. Il vint trouver Turgot, lui rapporta les paroles de la Reine. Turgot, sur cet avis, eut une inspiration heureuse, il prévint l'abbé de Vermond de ce qui se passait et lui demanda son appui.

De récens historiens ont fait justice des légendes longtemps répandues sur ce lecteur de Marie-Antoinette, placé auprès d'elle, disait-on, par le parti Choiseul, d'accord avec la cour d'Autriche, pour capter sa confiance, s'emparer de sa volonté et servir l'intérêt de ceux dont il était l'agent. Dans la réalité, Vermond, — ainsi nous le révèle ce qu'on a publié de sa correspondance (3), — paraît avoir été un homme simple et modeste, sincèrement dévoué à la Reine, qui ne le goûtait guère, au reste maladroit et médiocre d'esprit, mais rassis, de bon sens et employant sa très faible influence à combattre les fantaisies et les emportemens de Marie-Antoinette. C'est sous ce jour qu'il se montra dans cette circonstance délicate. Quand Turgot l'eut mis

(1) *Mémoires* de Besenval.
(2) Journal de l'abbé de Véri, *passim*.
(3) Voyez les lettres publiées par d'Arneth à la fin du volume intitulé : *Maria Theresia und Marie Antoinette*.

au courant des propos de la Reine : « Il faut, dit-il (1), que quelqu'un l'ait échauffée, car elle ne m'a point parlé sur ce ton ce matin. On lui aura dit que M. de Maurepas était faible et qu'en usant avec lui d'un langage ferme et décidé, elle lui en imposerait. Il ne faut pas que M. de Maurepas lui cède. Je vais lui parler, et vous pouvez assurer M. de Maurepas que, dans quinze jours, elle s'accommodera fort bien de celui qu'il aura choisi. »

Ainsi soutenus, Turgot et Maurepas s'entendirent pour agir sur le Roi et le décider pour Malesherbes. Ils y réussirent aisément. Les préventions semées dans l'esprit de Louis XVI contre l'« ami des philosophes » tombèrent devant ce qu'ils lui dirent de son intégrité, de sa vertu sans tache et de son mérite reconnu. Restait à persuader l'intéressé lui-même, et ce fut le plus difficile. Timide et défiant de soi-même, amoureux du repos, de la vie simple et du travail discret, Malesherbes craignait de bonne foi le fardeau du pouvoir, pour lequel, disait-il, il se sentait peu fait. A son ami l'archevêque d'Aix, qui lui disait un jour qu'on gouvernait surtout par l'énergie et par le caractère : « Vous avez bien raison, répondait-il d'un ton sincère (2), et c'est ce qui fait que je ne serais jamais bon ministre ; je n'ai point de caractère. — Que dites-vous là ? — Non, en vérité, je n'en ai pas. — Je vous vois cependant ferme dans vos idées, quand elles sont une fois fixées. — Mais il n'est pas sûr, reprenait Malesherbes, que j'en aie de fixées sur les trois quarts des choses. »

C'est de telles objections qu'il opposa d'abord à toutes les instances de Turgot, appuyées par Maurepas. On lui envoya, assure-t-on, « trois courriers dans une nuit » sans obtenir son consentement. Il fallut que Louis XVI joignît ses prières personnelles à celles de ses ministres, par le billet suivant qu'il lui écrivit de sa main (3) : « M. Turgot m'a rendu compte de votre répugnance pour la place que je vous offre. Je pense que votre amour pour le bien public doit la vaincre, et vous ne sauriez croire le plaisir que vous me ferez d'accepter, du moins pour quelque temps, si vous ne voulez pas vous y déterminer tout à fait. Je crois que cela est absolument nécessaire pour le bien de l'État. — Louis. » S'il dut se rendre à de si pressans argumens,

(1) Journal de Véri, *passim*.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.* — Feuillet de Conches a publié également cette lettre.

Malesherbes ne céda du moins qu'avec la plus amère tristesse. La lettre de Louis XVI lui fut remise par l'abbé de Véri, il la lut, soupira, parut en proie à l'agitation la plus vive : « A l'exception d'une maladie mortelle, s'écria-t-il d'un ton de désespoir, il ne pouvait rien m'arriver de plus funeste ! » Il se résigna néanmoins, car « on ne peut, dit-il, résister à un désir bien plus puissant qu'un ordre. » Son chagrin se doublait d'un étonnement sincère : ayant toujours vécu à l'écart de la Cour, opposé à la politique de la plupart des ministres du Roi, il ne pouvait concevoir qu'on eût songé à lui. Lorsqu'il vint pour la première fois au château de Versailles, il rencontra le duc de Croÿ, qui le complimenta sur son élévation : « Par le chemin que je prenais, répliqua-t-il avec candeur, je ne croyais pas venir ici ! »

Cette grande question réglée, on fit peu de façons pour expédier le duc de La Vrillière. Maurepas avertit son beau-frère qu'on désirait sa démission; le duc vint en parler au Roi, qui répondit froidement : « Oui, monsieur, je trouve bon que vous songiez à votre retraite. » Et ce fut tout; La Vrillière se le tint pour dit. Il obtint pour consolation une pension de 60 000 livres, et Malesherbes lui succéda dans toutes ses places et dignités, y compris « l'entrée au Conseil, » grâce que l'on accordait rarement aux nouveaux secrétaires d'État (1), ce qui fut regardé comme une grande marque de faveur. C'était une idée de Maurepas, heureux du triomphe remporté sur la coterie Choiseul. Le Mentor, le jour même, alla féliciter le Roi de la « précieuse acquisition » qui renforçait le ministère : « C'est un homme, lui dit-il (2), que je vous donne pour me remplacer, et vous ferez bien de mettre votre confiance en lui. Il a des lumières pour voir en grand toutes les parties du gouvernement; les autres ne prendront pas ombrage de lui, parce que son âme simple et désintéressée n'en donne à personne. Il fera le bien, parce qu'il a l'éloquence persuasive, par la langue comme par le cœur. » Il termina par une phrase de regret pour le « chagrin » fait à la Reine : « Si je m'aperçois que je continue à lui déplaire, ajouta-t-il d'un ton mélancolique, je dois penser à ma retraite prochaine. — Oh ! pour cela, non, dit Louis XVI en lui pressant

(1) Lettre du sieur Rivière au prince X. de Saxe, du 10 juillet 1775. — Archives de l'Aube.

(2) Journal de Véri, *passim*.

les mains avec tendresse. Non, non, vous ne me quitterez pas de sitôt! »

L'âme versatile de Marie-Antoinette était peu faite pour les tenaces rancunes; elle prit avec facilité son parti de cette déconvenue. Le baron de Besenval eut beau chercher à l'animer encore; cette fois, toutes les excitations échouèrent. « Je n'étais pas sorti de son cabinet, que cela fut oublié, » confesse-t-il avec amertume. La première entrevue de Malesherbes avec la souveraine fut sans doute empreinte de froideur; mais elle reprit dès le lendemain sa grâce coutumière, et, comme l'avait prédit Vermond, quinze jours avaient à peine passé, que le meilleur accord semblait régner entre la Reine et le nouveau ministre.

Il faut, en bonne justice, faire honneur avant tout de cette prompte réconciliation à Malesherbes lui-même, à la séduction inconsciente qui émanait de sa personne et à laquelle nul n'échappait. De petite taille, le corps replet, le chef couvert d'une « perruque magistrale, » son manque de distinction physique était largement compensé par une physionomie ouverte, des yeux brillans et gais, un air de bonté, de franchise, une voix douce et prenante, une simplicité de façons, une cordialité chaude, qui gagnaient tous les cœurs. Sa belle humeur imperturbable, son aménité de langage que relevait une pointe de malice innocente, sa foncière modestie, sa large tolérance, et jusqu'aux distractions constantes dont il était le premier à sourire, attiraient au *Bonhomme*, comme on le surnomma à la cour de Versailles, des sympathies qu'une plus longue connaissance changeait vite en admiration. « J'ai vu pour la première fois, s'écriait lord Shelburne après l'avoir fréquenté à Paris, ce que je ne croyais pas qui pût exister: c'est un homme dont l'âme est exempte de crainte et d'espérance, et qui cependant est pleine de vie et de chaleur. Rien dans la nature ne peut troubler sa paix, rien ne lui est nécessaire, et il s'intéresse vivement à tout ce qui est bon (1). » Cet homme exquis deviendrait-il un grand ministre? C'est ce dont on pouvait douter, car sa nature un peu rêveuse était plus propre à l'étude qu'à l'action, et son détachement de toutes choses, où l'on reconnaissait un sage, le détournait de cette persévérance, faute de laquelle les plus généreux efforts restent vains, les meilleures intentions stériles.

(1) Lettre de Mlle de Lespinasse au comte de Guibert, du 22 septembre 1774. — Éd. Asse

Pour le présent, la réunion dans un même Cabinet de Malesherbes et de Turgot, c'est-à-dire des deux hommes, selon l'expression générale, « les plus vertueux, les plus éclairés de leur temps, » déchaînait de toutes parts comme une immense vague d'espérance. « C'est le règne de la vertu, du désintéressement, de l'amour du bien public et de la liberté, » écrivait Mme du Deffand. « Voilà donc le règne de la raison et de la vertu, faisait écho Voltaire. Je crois qu'il faut songer à vivre ! » Julie de Lespinasse se départait de son pessimisme ordinaire pour entonner un hymne d'allégresse : « Vous le verrez, leur ministère laissera une profonde trace dans l'esprit des hommes. Le mauvais temps pour les fripons et pour les courtisans ! » Et le sceptique Mercy prophétisait une ère de prospérité pour la France : « M. de Malesherbes annonce une justice qui déconcerte les gens de cour et une humanité qui enchante les gens du commun. L'unité de ses vues avec celles de M. Turgot va produire une grande réforme dans les abus... Les ministres de France cheminent d'accord vers le bien. »

Les premières semaines de juillet 1775 brillèrent comme un point lumineux dans la vie de Turgot. La nomination de Malesherbes lui apportait, sur les sommets périlleux du pouvoir, le réconfort d'une âme toute semblable à la sienne et le bienfait de la plus solide amitié; la paix semblait assurée au dehors; les récoltes s'annonçaient bien et promettaient de réparer le déficit des années précédentes; les factions désarmaient, découragées par leurs échecs, momentanément impuissantes; la Reine, revenue de ses préventions, se rapprochait tous les jours davantage de ce qu'elle reconnaissait enfin pour « le parti des honnêtes gens; » la confiance du souverain, répondant à celle du pays, permettait les pensées d'avenir et les projets d'ensemble. C'était l'heure des belles illusions, c'est-à-dire, à tout prendre, du seul bonheur réel dont l'homme connaisse ici-bas la douceur.

MARQUIS DE SÉGUR.

NOTES D'UNE VOYAGEUSE EN TURQUIE

(AVRIL-MAI 1909)

IV [1]

Constantinople, 10 mai.

Soleil, poussière, reflets aveuglans sur l'eau qui brille, presque violette entre les mâtures frissonnantes de banderoles, cris de sirènes, clairons lointains, fumées grises suspendues dans l'air immobile, partout des drapeaux verts et des drapeaux rouges, et tout au bout du pont, la découpure immense des mosquées, des minarets, des cimetières, Stamboul dont la masse pâlit et semble vibrer sous le ciel de flamme...

La fièvre des grands jours nationaux anime la foule qui piétine et crie, joyeuse, sur la place Karakeuy, où notre automobile s'est arrêtée. Sa Majesté Mahomet V va ceindre le sabre d'Osman.

Un policier se dresse : « *Yassak!* »

On n'avance plus. Le pont est coupé par le milieu, pour livrer passage à la flottille impériale, — mouches à vapeur et caïques à rames, — qui, bientôt, quittera Dolma-Bagtché sur le Bosphore et remontera la Corne d'Or jusqu'au débarcadère d'Eyoub. Impossible de gagner l'autre rive. Il faut attendre,

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet, 1er août et 1er septembre.

sous le dur soleil d'onze heures, dans cette voiture que déjà la foule assiège comme un objet de curiosité.

Le représentant de la maison française qui a mis l'automobile à notre disposition, donne des signes de folie. Ce gros garçon bourru, arrivé le matin même avec sa femme étonnée et résignée, incarne le type du Parisien des faubourgs, qui peut voir les merveilles du monde sans cesser un instant de regretter Vaugirard et le petit café du coin où l'on joue à la manille. Ah! celui-là se moque bien des minarets et des coupoles, et des Jeunes-Turcs et des Vieux-Turcs!... Il est incapable de regarder autre chose que la route, bonne ou mauvaise pour l'auto, et toute sa conversation consiste à énumérer les endroits où l'on mange bien et les endroits où l'on mange mal.

Vainement, nous lui expliquons que la Turquie n'est pas la France et qu'une automobile, à Stamboul, est encore aussi extraordinaire et passionnante que serait un aéroplane sur la place de l'Opéra. Il ne peut supporter la familiarité des gens qui éprouvent, d'un doigt timide, la résistance des pneus. Toutes les minutes, depuis que nous stationnons, il se dresse, blême de colère, et avec un accent gras de gavroche, il interpelle, canne levée, les voyous grecs, les portefaix, et même les honnêtes musulmans en robe rayée ou en redingote :

— Va donc, hé! saloperie (*sic*)!

Nos compagnons, — deux journalistes français et un jeune avocat de la Banque ottomane, — lui conseillent plus de modération :

— Taisez-vous! Baissez votre canne!... Ces gens ne font aucun mal... Ils admirent votre machine... Demain, tout Constantinople en parlera... Publicité excellente... Rasseyez-vous!

Il se rassied, pleurant presque, et le cours de ses pensées changeant peu à peu, il s'écrie :

— Puisqu'il est coupé, le pont, on va *poireauter* des heures, ici... Et la matinée se tire... Où déjeune-t-on?

Déjeuner?... Grave problème... Il y a bien, dans le coffre de l'auto, un panier qui contient des œufs et de la viande froide, — maigre pitance pour des touristes qui avaient projeté un fin repas à la turque dans un restaurant de Stamboul. Pour moi, je ne perds rien au change. J'avais demandé une carte d'invitation officielle, afin de pénétrer dans les tribunes réservées au corps diplomatique près de la Porte d'Andrinople; mais les cartes

étant toutes distribuées, je m'étais proposé de partir aujourd'hui, dès six heures du matin, en bateau, puis à pied, jusqu'à Eyoub, et de m'y installer, avec des touristes inconnus, dans une maison louée par Moïse. La viande froide et les œufs durs m'étaient destinés. C'est à mes confrères français que je dois le changement de programme qui m'amène en automobile, place Karakeuy. Ni le pont ouvert, ni le déjeuner problématique ne m'inquiètent. J'ai confiance. Si les Français, en général, sont ingénieux, que dire des journalistes français ! Débrouillards par métier, ils trouveraient, en plein désert, des victuailles, des logis, des véhicules et des personnages importans à interviewer !

Et voilà que, sur un signe de M. Paul Belon, du *Journal*, qui est notre doyen et capitaine, l'auto s'engage sur le quai. Il y a là un beau paquebot, tout frais arrivé de Marseille. Pourquoi n'y monterions-nous pas ? Nous y montons. Il y a, dans ce bateau, une cuisine, des cuisiniers. Pourquoi n'y déjeunerions-nous pas? En quelques minutes, la table est prête. Mais le canon tonne. Nous grimpons sur la passerelle. A gauche, au débouché du Bosphore, en face de Scutari, une mouche blanche et dorée glisse sur le bleu obscur de l'eau, précédée et suivie de caïques. Et toutes les sirènes, tous les sifflets des navires, poussent des clameurs discordantes, déchirantes, qui couvrent les voix humaines et les battemens de mains. Dans le vacarme formidable, la jolie mouche, battant pavillon impérial, approche, plus distincte, file devant nous, passe dans la coupure du pont. On a entrevu les fez rouges, les uniformes chamarrés.

Maintenant, il est inutile de nous presser. Avant que Mahomet V soit à la mosquée d'Eyoub où l'attendent le Cheik-ul-Islam, les généraux, les ministres et le grand Tchélébi de Koniah, avant que le cortège interminable ait traversé Stamboul, de la Porte d'Andrinople à la Pointe du Sérail, il s'écoulera plus de deux heures. Le représentant de la maison d'automobiles, moins ému par le passage du Sultan que par l'omelette aux champignons, se rassérène un peu et reconnaît la toute-puissance de la Presse !

Quand nous repartons, la chaleur s'est accrue, et la foule n'a pas diminué. Le pont libre retentit sous la machine comme s'il allait se rompre, et, à une vitesse modérée, nous traversons la place Emin-Eunu et la ruelle près de la mosquée Validé. Voici le Vieux-Sérail, Sainte-Sophie. Je retrouve les décors de la

révolution et de la répression, les maisons aveugles, les jardins plus touffus et plus verts, les places où roulaient pêle-mêle les flots pressés des soldats, des volontaires, des prisonniers. Aujourd'hui, l'atmosphère d'attente tragique, de mystérieuse terreur s'est dissipée. Encore des soldats, partout des soldats, mais ils sont réunis pour une parade grandiose. L'appareil de la guerre n'est plus menaçant. Nul ne songe, — ou ne paraît songer, — aux fusillés de l'avant-veille, aux pendus de la veille et du lendemain. Devant Sainte-Sophie, nous nous heurtons au reflux de la marée populaire. Il faut ralentir, arrêter. Des corps calent les roues de l'auto; les arbres plient sous le poids des curieux cramponnés aux branches et, jusque sur les toitures plates, des familles sont installées. Un double cordon de soldats isole un espace libre. Le chauffeur veut avancer : « *Yassak!...* » Mais M. Belon agite une carte qui porte un indéchiffrable grimoire et prononce le nom magique: « Chevket Pacha. » Les policiers hésitent, troublés par ce nom et par la vue du coupe-file. Pourtant, ils ne se décident pas à nous livrer passage. Alors, la trompe mugit, le moteur ronfle, les roues s'ébranlent, et la populace, et la police et l'armée même, cèdent à l'irrésistible poussée de la machine diabolique, dont la force est l'*ultima ratio*. Nous voilà dans cette même rue où j'ai passé, seule, le jour de l'avènement. Entre les maisons surchargées de spectateurs, entre les haies des fantassins bruns et bleus, sur la chaussée libre, l'auto fuit, à toute vitesse, parmi les exclamations des curieux amusés. Les innombrables dames noires, perchées sur les marches des fontaines, sur les terrasses des jardins, derrière les grilles des petits cimetières, dans les balcons aux stores de bois mi-levés, nous saluent gaîment de la main. Et les soldats, stupéfaits de cette irruption, au mépris de la consigne, supposent que nous sommes quelque chose de très grand au pays des giaours, et nous saluent aussi, en conscience.

La place Bayazid, l'énorme mosquée aux dômes pâles, ceinte de pigeons tournoyans, les platanes d'un vert tendre, la porte mauresque et les deux pavillons du Séraskiérat... Ici même, quinze jours plus tôt, j'ai vu passer les imprimeurs suspects, menottes aux poignets, et le vieux hodja à barbe fleurie, qu'on soutenait par les coudes. Même heure, même cadre, même lumière tombant en pluie de flamme blanche, même houle humaine. L'auto s'est arrêtée dans l'axe de la porte principale,

et tout de suite, des gens sur la capote, sur les marchepieds, entre les roues... Ainsi les insectes du sable pullulent sur le marsouin échoué. Devant nous, il y a un bel arc de triomphe tout de verdure et de calicot rouge, historié d'inscriptions en or, autour duquel sont massées les délégations des imams libéraux, une centaine de vénérables bonshommes en robe verte et turban blanc. Derrière nous, la foule, les policiers du service d'ordre, quelques cavaliers de Péra, des voitures ouvertes avec des dames élégantes, des voitures fermées avec des dames mystérieuses, et aux fenêtres des pavillons, toute la famille impériale, — les princes à gauche, et à droite les princesses en toilette de cour, féredjé clair et yachmak blanc.

Ces princesses, tirées brusquement de leur réclusion, exposées, sous le rempart transparent d'une mousseline, à la curiosité respectueuse du peuple, paraissent se divertir beaucoup. Elles se lèvent à demi, pour regarder l'automobile et peut-être envient-elles les étrangères qui imposent leur fantaisie à ce monstre et aux hommes qui le dirigent. Cependant, un bon policier, rempli de zèle et surpris par notre façon de nous établir à la meilleure place, veut faire acte d'autorité. Il adresse à M. Paul Belon un émouvant discours en turc. Avec quelle indulgence on l'écoute, avec quel sérieux on lui répond! « Oui, mon vieux, tu es bien gentil... Voilà la carte de Chevket Pacha!... Ça ne nous plaît pas de nous en aller et nous ne gênons personne... Cette auto que tu vois, c'est l'auto de la presse et c'est sacré!... Et toi-même, tu seras le bon sergot de la Presse, et tu auras un petit backchich... Fais circuler ces braves gens qui nous accablent d'une sympathie étouffante. Tu peux laisser le gros eunuque noir qui s'est assis à côté des dames, sur le marchepied. Il est pittoresque. Il est inoffensif... » Étourdi par les paroles incompréhensibles de notre confrère, saisi de respect à la vue du coupe-file, au nom de Chevket Pacha, le « sergot de la Presse » devient le docile serviteur de M. Belon. Il pousse des cris variés qui signifient sans doute : « Circulez! » et pour activer la circulation, il tape, à coups de bâton, sur ses compatriotes. Le représentant de la maison d'automobiles se déride enfin! Il a meilleure opinion du peuple turc, et de sa voix faubourienne, il encourage le gardien de l'ordre public et invective les curieux éparpillés.

Les sultanes, là-haut, s'amusent comme des folles, et dans

les voitures fermées, les stores se soulèvent, révélant de beaux visages maquillés, à demi voilés du yachmak blanc qui cache le menton et la bouche, découvre le nez fin, un peu courbe, les grands yeux noirs, et s'enroule sur le toquet de roses. Les diamans des bagues scintillent. Les dames de la Cour, — celles qui ne portent pas le titre de princesses et n'ont pas le droit de rester sans coiffure sous le yachmak, celles qui n'ont pas trouvé place au pavillon et doivent attendre, dans leurs voitures closes, sous la garde des eunuques, — considèrent, à quelques pas, la scène réjouissante. Le « sergot de la Presse, » humble et fier, est revenu se planter contre l'auto. Discrètement, M. Belon lui offre le petit backchich que personne, en Orient, sous aucun régime, n'a refusé... et que ce policier phénomène refuse d'un grand geste pudique. Attendrissement général. Les temps sont bien changés! Mais cependant que des chevaux piaffans détournent l'attention du public, le policier se rapproche encore, et, soulevant sa tunique, il montre la poche béante de son pantalon où glissent les piastres jolies, et le quart de medjidié en bel argent. Personne n'a rien vu; l'honneur de la police turque est sauf. Désormais, il est à nous, il est tout à nous, le « sergot de la Presse. » Il se multiplie pour nous servir, — tandis que M. Adrien Biliotti, de la Banque ottomane, dispose son appareil photographique. Vite, un, deux, trois clichés, — qui rateront, car le soleil est trop cru et nous avons tous bougé. Et voilà que M. Biliotti, avec l'audace du jeune âge, se tourne, kodak en main, vers les voitures de la Cour. Une dame coiffée de roses, voilée de blanc, a presque mis la tête à la portière. Elle se retire vivement... Dédain?... pudeur?... Non. Le temps d'un éclair, elle avance son charmant visage d'idole peinte, que ne protège plus le bandeau de mousseline empesée. Hélas! un affreux eunuque se précipite... Le store tombe avant le déclic du kodak.

Musiques au loin... Une automobile blindée précède le cortège impérial dont nous imaginons le déroulement fastueux, les costumes anciens, ruisselans d'or et de pierreries... Des soldats, rien que des soldats, artilleurs, dragons, fantassins qui lancent la jambe à la prussienne. Il en passe des centaines et des milliers. Les applaudissemens ininterrompus redoublent quand apparaissent, sur des chevaux magnifiques, Enver bey et Niazi bey, « héros de la liberté, » et Chevket Pacha, le conquérant de

Constantinople... Et voici enfin la voiture du Sultan, traînée par des bêtes blanches aux queues somptueuses, encadrée par les petits cadets de Pancaldi, dont le très simple uniforme brun contraste avec les vives couleurs des lanciers de la garde. Dans une tempête de cris, la voiture impériale s'arrête, tout près de nous, et le Sultan, en tenue de général, se lève. Il fait des signes... Il parle... Il veut descendre, au mépris du protocole... Ses yeux bleu pâle, un peu somnolens dans sa bonne figure, s'éclairent de plaisir. Il regarde ses fils qui l'acclament, à la fenêtre du pavillon. Je n'ose assurer qu'il regarde ses filles et ses parentes. Mais retenu par sa grandeur, il se résigne à se rasseoir, et il s'en va passer sous l'arc de triomphe en verdure et en calicot rouge, entre les imams verts délégués par le clergé libéral. D'un geste machinal, il salue, et, malgré lui, tourne encore la tête, vers les pavillons du Séraskiérat...

Tel je l'ai entrevu, le jour de l'avènement, tel je le revois, tel il demeurera dans mon souvenir : un brave homme, un peu effaré, très doux. Mais où sont les splendeurs annoncées?... Les costumes du Cheik-ul-Islam, du Grand Rabbin, du Patriarche grec, du Patriarche arménien, des évêques catholiques, de l'envoyé papal, nous offrent des formes majestueuses, des couleurs chaudes, des ornemens riches ou sobres. Vert et or, violet et or, blanc et or, le haut clergé de toutes les religions fait, un instant, la joie de nos yeux, — un instant... Les ministres, les députés, et tous les manitous de l'administration et de la politique, suivent, dans des équipages de fortune, affirmant ainsi leur louable désir de simplicité démocratique et d'économie. Et quand, à leur tour, ils ont disparu de l'autre côté de l'arc de triomphe, quelques régimens défilent, et puis c'est fini.

C'est fini. On s'en va... On s'est trop amusé pour être déçu... Tout de même, on avait rêvé autre chose, des couleurs, des formes imprévues, je ne sais quoi de splendide et de barbare : le cortège du Grand-Turc ! Mais il n'y a plus de Grand-Turc : il y a un souverain constitutionnel, et des ministres en redingote, comme chez nous, et des députés en fiacre, comme chez nous. La Turquie se civilise. Elle devient correcte et terne, comme nous. A quoi bon le faste oriental sous un gouvernement parlementaire, imbu des immortels principes de 89? Sommes-nous étonnés de ne pas voir M. Fallières dans les carrosses de Louis XIV?

Plus de sultanes aux fenêtres du pavillon... Les voitures aux stores clos emportent les dames de la Cour. Les cordons de troupes sont rompus. Tous les êtres qui s'entassaient sur les trottoirs, sur les arbres, sur les toits des maisons, se précipitent dans la rue. Les chevaux, mis au pas, s'énervent. L'automobile, tous les cinq ou six mètres, doit stationner. Il est quatre heures. L'air brûle. Nous mourons de soif. Les grandes carafes des limonadiers, — rubis et topazes, — bouchées d'un citron d'or, excitent notre convoitise aiguë. A cinq heures et demie, nous atteignons à peine le pont, après avoir traîné beaucoup de Turcs à l'arrière de la voiture, malgré les hurlemens du représentant de la Compagnie. Et quand nous rencontrons la pente roide de Péra, je découvre encore un négrillon presque nu, blotti sur le marchepied, comme un singe, qui a échappé aux investigations de l'homme terrible et qui me regarde avec des yeux blancs, et tout bas supplie :

— Dix paras, madamiselle, dix paras!...

12 mai.

Ce matin, la femme de chambre arménienne est venue me réveiller un peu plus tôt qu'il n'était convenu. Et elle m'a dit, avec un doux sourire :

— Si Madame se lève vite, nous irons voir quelque chose très intéressant... tout près ici, à Kassim-Pacha... Il y a des *suspendus*...

— Des *suspendus?*

— Réactionnaires... tués... étranglés par la corde, comme ça... très méchans, les réactionnaires!

— Des pendus? Ah! merci bien. J'aime mieux dormir.

Un quart d'heure après, Sophie m'apporte une lettre. C'est un ami qui m'invite à venir contempler « quelques rédifs de la marine, victimes de la perpendiculaire, qui attendent patiemment au bout de leur fil... »

Voilà qui est du dernier galant! Il faut aller en Turquie pour s'entendre proposer de telles parties de plaisir. Cela me rappelle l'offre gracieuse de Perrin Dandin à Isabelle qui n'avait jamais vu donner la question.

Au déjeuner, dans la salle à manger de l'Hôtel Continental, tout le monde parlait de ces pendus que je n'avais pas voulu voir. Il paraît que la populaçe, rassemblée à Kassim-Pacha,

protesta violemment contre la curiosité inconvenante des étrangers. Elle s'ameuta tout à fait quand des photographes s'installèrent devant les potences et tous les appareils photographiques furent brisés. Un de mes amis, qui parle et comprend le turc, affirmait que ces exécutions répétées terrorisent la foule, mais que le sentiment fanatique subsiste. Des gens plaignaient les pendus : « Pauvres sacrifiés ! pauvres martyrs ! » Seulement, ils les plaignaient prudemment, à voix très basse, car les cours martiales et Chevket Pacha inspirent une grande crainte.

Les premiers pendus, ceux du 3 mai, avaient beaucoup occupé la presse. Tous les journalistes les avaient décrits. Tout Constantinople les avait contemplés, pierrots funèbres en souquenille blanche, exposés jusqu'à cinq heures de l'après-midi. On avait même remarqué que les bourreaux, trop inexpérimentés ou trop émus, avaient mal fait leur office, et que certains des suppliciés étaient morts non pas étranglés, mais désarticulés, la boucle de la corde enserrant la nuque et le menton. Le poids du corps avait disloqué les vertèbres et démesurément allongé le cou... En outre, les cadavres furent enterrés dans un lieu vague, sans prières, sans cercueil, pas même lavés, ce qui constitue un prolongement du supplice, car les âmes sorties des corps non lavés et non ensevelis ont de terribles ennuis dans l'autre monde.

Les pendus de ce matin furent soustraits aux regards, bien avant midi, et dorment en paix entre quatre planches. On a lavé leurs pauvres corps. Seule, la stèle funèbre, avec son turban de pierre et ses épitaphes d'or, leur fut déniée. Enfin, les bourreaux, plus adroits, ont abrégé leur agonie. Mais l'un des condamnés, peut-être méfiant, et d'ailleurs tout à fait paisible, avait décliné les *soins* de ces fonctionnaires...

— Laissez, dit-il en montant sur l'escabeau. Je préfère me pendre moi-même...

Et il fit comme il avait dit.

Nous sommes descendus, vers la fin du jour, dans ce quartier de Kassim-Pacha, et jusqu'à la place de l'Amirauté où ne restait plus aucune trace de l'horrible cérémonie. Kassim-Pacha qui dévale, derrière les cimetières des Petits-Champs, jusqu'à la Corne-d'Or, est pour Constantinople ce qu'était Santa-Lucia pour Naples : le quartier des marins et des pêcheurs. Les rues, étroites et sales, rappellent les rues de Stamboul : mêmes

maisons de bois, mêmes boutiques basses, mêmes passans vêtus de culottes bouffantes et de casaques rayées et piquées, mêmes têtes à turbans, mêmes petits industriels bizarres. L'odeur du poisson domine, avec l'odeur de la vase du port et le relent épouvantable de l'unique égout, à ciel ouvert... On voit, sur les étals des poissonneries, des douzaines d'énormes poissons, les *lufers* couleur de plomb, tout raides, dont la chair insuffisamment salée est fade et coriace. Et il y a aussi beaucoup de vendeurs de laitues et d'autres petits marchands qui portent sur l'épaule une longue perche : aux deux bouts de la perche pendillent des foies, des cœurs, des poumons d'agneaux, des choses flasques et sanguinolentes...

Et qu'ils ont l'air malgracieux, sinon hostiles, ces gens de Kassim-Pacha ! Je n'oserais me promener seule, ici, malgré la proximité de la ville franque. Est-ce les pendaisons du matin et l'indiscrétion des photographes qui ont mis cette population de si mauvaise humeur ? Pourtant, il n'y a pas que des Musulmans, dans ce faubourg : les Grecs et les Arméniens, les Juifs même y sont très nombreux.

Elle est presque déserte, à cette heure, la place sinistre. Derrière la caserne jaune, monte, à pic, la colline des cyprès, vers les maisons modern-style de Péra. A droite, d'humbles petits cafés, avec leurs treilles, leurs tables, leur clientèle de pauvres gens qui fument leur narghilé, ou commentent, à voix très basse, un journal. Au bord de l'eau, des barques, des caïques pointus, pressés comme des babouches, trois vaisseaux rouillés, abandonnés, aux coques rougeâtres. Stamboul, sur l'autre rive, sombre dans une buée violette, sous un ciel fiévreux et sanglant. L'odeur de boue et de détritus est aggravée par la chaleur humide de ce crépuscule, énervant comme un bain trop prolongé.

Dans la cour de la caserne, il y a un mouvement de soldats qui s'alignent, et les clairons sonnent pour la parade du soir. Les trois cris du salut au Sultan retentissent. Et puis, les soldats rentrent dans le bâtiment jaune. La nuit vient. Quelques lanternes s'allument. Et toujours, cette odeur de mort...

Nous abrégeons le chemin du retour en remontant la pente abrupte des cimetières. Sous les grands cyprès que touche encore un rayon oblique, jase, dans la poussière et la pierraille, une petite fontaine entourée de vertes orties et d'herbes hautes. Des

femmes songent, accroupies dans leur robe brune et leur voile blanc, et une bande de bébés délicieux joue « au mariage. » Une petite fille de quatre ans trône, sur les marches d'une masure; elle a des brins de paille en guise de fils d'argent dans les cheveux, et des rondelles de papier collées sur les joues. Autour d'elle, dansent, crient, et se bousculent, des mioches coiffés de fez, des gamines aux cheveux voilés, miniatures de musulmans; l'aînée de tous, — neuf ans, — les surveille, tenant dans ses bras un nourrisson dont le bonnet couleur de cerise s'appuie à sa joue ambrée et qu'elle couve d'un regard velouté, tendre, déjà maternel.

13 Mai.

L'ex-sultan ne favorisait pas l'art dramatique. Avant la Constitution il n'y avait, à Constantinople, ni troupes organisées, ni répertoire original. Des compagnies italiennes ou françaises représentaient parfois des opéras ou des drames singulièrement retouchés par la censure et qu'un public européen n'eût pas écoutés sans surprise. Depuis la révolution de 1908, Grecs et Turcs, à l'envi, ont rêvé de remplacer les œuvres étrangères par des œuvres nationales, et les dramaturges ont poussé comme champignons.

Aujourd'hui même, on m'a présenté un Jeune-Turc, auteur d'un drame patriotique, *Sultan Mourad*, qui sera donné bientôt par le théâtre des Petits-Champs au bénéfice des blessés. Le même auteur prépare, m'a-t-il dit, une pièce destinée à une scène parisienne où l'on verra la vie intime et la vie féminine, dans leur vérité... Mais à Constantinople, ce sujet ferait scandale.

Ces tentatives me paraissent très intéressantes et révéleront peut-être des talens jeunes et sincères. En attendant que les auteurs du cru aient achevé les ouvrages entrepris, en langue turque et en langue grecque, les théâtres jouent encore des pièces françaises, traduites et interprétées par des acteurs de Péra. Là est la grande nouveauté, l'intérêt passionnant du spectacle.

Hier, aux Variétés, nous avons retrouvé une bien vieille connaissance. Les caractères de l'affiche et du programme déconcertèrent un peu notre œil étonné. Μαμζ'λ Νιτους, que l'on prononce ici avec un zézayement puéril, c'était notre *Mamz'elle Nitouche*.

Oui, *Mamz'elle Nitouche*, en grec!... Et combien changée!...

La salle n'était pas brillante, mais elle était très convenable, et beaucoup de familles, en toilettes modestes, occupaient l'orchestre et les balcons. L'élément demi-mondain était rare. En somme, un public sympathique, conquis d'avance, et qui prenait la chose au sérieux. Le sentiment grec est si vif, que le fait d'avoir une troupe locale, jouant dans le dialecte local, remplissait les spectateurs de fierté, presque d'émotion.

Mais ces braves gens de Péra s'amusaient beaucoup moins que nous, car, si nous ne comprenions pas un mot, nous savions tous, plus ou moins, de quoi il retournait. Ceux mêmes d'entre nous qui n'avaient pas vu la pièce, à Paris, se faisaient une idée et une image exacte de *Mamz'elle Nitouche*, pensionnaire espiègle et ingénue, qui saute par-dessus les murs de son couvent, remplace une actrice, berne un vieux colonel avec la complicité d'un professeur de musique, se déguise en soldat, et, au dénouement, apporte à son amoureux légitime une innocence intacte.

Pimpante, hardie, coquette et candide, c'est la jeune fille d'opérette, à la mode d'il y a vingt-cinq ans. C'est une marionnette gentille, un véritable article de Paris, nez en l'air, œil malin, bouche spirituelle, cheveux fous.

Mais ici, Mamz'elle Nitouche, c'est une jeune Pérote, dont les cheveux noirs cernent d'une ligne obscure la perruque d'un blond excessif. Le visage agréable, trop rond, est blanchi et rosé à force de crème et de poudre, tandis que les bras solides gardent leur ton naturel un peu basané. La toilette aussi est pérote, hélas! Célestin, le compositeur, me rappelle irrésistiblement les garçons d'hôtel. La supérieure n'a pas moins de moustaches que le colonel, et les pensionnaires du couvent des Oiseaux, courtes et noiraudes, vêtues d'extraordinaires robes bleues, ressemblent à de petites bonnes de Marseille qui auraient mal tourné!... Et l'armée française! Que dire de l'armée française, de la « dégaine » des officiers en pantalons de flanelle rouge, et que coiffent de petits képis bien imprévus!

Sans doute, en France, dans les petites villes, il y a des représentations aussi comiques, des décors plus ridicules, des chanteurs moins supportables. Car, à tout prendre, les acteurs d'ici ont tous de la bonne volonté, quelques-uns ont du talent, l'orchestre est passable, et le public ne s'ennuie pas du tout. Mais

pour nous, Français, c'est une folle, cocasse, et invraisemblable parodie. Célestin parlant la langue d'Homère!... Nitouche fredonnant avec des mots de Sophocle!... Ces mots grecs, que nous attrapons au passage, évoquent irrésistiblement des souvenirs de professeurs, de dictionnaires et de baccalauréats! Enfin les gestes, la mimique, les jeux de physionomie qui soulignent les plaisanteries, n'ont aucun rapport avec les plaisanteries, parce qu'ils sont grecs, parce qu'ils traduisent des sentimens grecs. C'est comme un accompagnement en *la* mineur pendant qu'on chante en *ré* majeur. Et pour nous le résultat est merveilleusement drôle.

En exprimant, assez mal, cette sensation que nous avons eue, tous, je serais désolée de contrister les acteurs des Variétés. Je répète qu'ils étaient tous très sympathiques, bien doués et pleins d'ardeur juvénile. Nous les avons applaudis avec frénésie et nous leur devons quelques heures de bonne gaîté.

Après cette représentation mémorable, nous avions grand'faim, d'avoir trop ri. On a décidé de prendre un chocolat réconfortant dans un café tranquille, tout près de l'hôtel. Il y avait peu de monde, dans ce café, moins chic, mais plus respectable peut-être que le fameux Tokatlian.

Et voilà que tout à coup, dans la salle voisine de la nôtre, éclatent des cris et des injures. Deux sous-officiers de la marine marchande russe, deux colosses blancs et blonds, effroyablement ivres, réclament l'eau-de-vie qu'on leur refuse... Le patron accourt, les garçons parlementent... Un des Russes lève le poing... Alors, on va chercher discrètement deux soldats de Salonique qui gardent les rues... Tumulte extraordinaire, dialogues de la Tour de Babel... Et soudain, calmé, le grand sous-officier blond s'affale sur la banquette, ses yeux pâles dilatés, et il se met à chanter une complainte navrante, avec une voix inouïe, une voix de petite fille, si frêle, si pure, si haute qu'elle jaillit au delà du *si* naturel, qu'elle touche le *ré* aigu sans s'y briser...

L'autre officier, trop ému par la beauté du chant, s'occupe à casser la vaisselle...

Dehors, la nuit, la solitude... Pas un promeneur attardé, pas un fiacre : des chiens grouillans sur des tas d'ordures; des patrouilles dont les fusils luisent... État de siège!

15 Mai.

Nous avons formé une petite bande d'amis, sans prétentions et sans pose, liés par une bonne camaraderie, et par le même désir de voir beaucoup de belles choses et de les bien voir. M. Bareille est notre cicerone, et c'est lui qui nous conduisit à Eyoub. C'est à lui que nous devons d'avoir accompli un véritable exploit, en pénétrant dans la sacro-sainte mosquée, interdite aux infidèles! Déjà, l'on veut à peine me croire quand je raconte comment j'ai pu entrer dans les deux cours, et mettre mon chapeau, — mon chapeau cloche! — à la grille du fameux tombeau! Je me rappelle qu'à Paris, l'hiver dernier, M. Jules Sageret, le spirituel auteur des *Paradis laïques*, me fit un récit amusant et inquiétant de sa visite à Eyoub. Il était entré par mégarde dans la cour du Platane et considérait innocemment l'architecture de cette cour, lorsque deux quidams se précipitèrent sur lui et l'expulsèrent du lieu sacré, — tels les anges chassant Héliodore dans la fresque de Delacroix.

— Et même, — ajoutait M. Sageret, — ils me passèrent à tabac...

Je n'espérais donc pas traverser jamais la cour du Platane, et naturellement, j'en mourais d'envie... Toutes les femmes comprendront ça! A Paris même, quand on lit, sur la porte d'un couloir, ou sur une palissade: « Le public n'entre pas ici, » on est tenté d'entrer, pour rien, pour le plaisir. Si la pomme de l'arbre de science n'avait pas été déclarée « fruit défendu, » la femme l'eût trouvée trop verte...

Donc, sans intention coupable, je suivis M. Bareille à Eyoub. M. Bareille est charmant. Amoureux de Stamboul et dévot de Byzance, il a les yeux très doux, les cheveux en désordre, la redingote mal coupée, l'âme exquise d'un vrai savant. Il ignore l'heure qu'il est et le temps qu'il fait. Il est indifférent aux grandeurs et aux vanités du monde. Il n'est pas riche, il n'est pas décoré, il n'est pas célèbre. Mais quand il s'en ira, — le plus tard possible, — au ciel du Christ Pantocrator et de la Panaghia, les dames de Byzance, qu'il a tant aimées, le recevront. Et toute l'éternité, assis sur un trône de mosaïques, M. Bareille fera de l'archéologie, avec sainte Hélène et saint Chrysostome.

Eyoub! Bien avant le bois des stèles et des cyprès, sur le ver-

sant de la colline, commencent les étranges rues blanches et dorées, parmi les platanes verts. Entre des jardinets, et des fontaines, elles ont pour maisons, ces rues d'Eyoub, des pavillons de marbre, octogones ou arrondis, qu'ornent les guirlandes, les rubans, les rinceaux et les coquilles de notre XVIIIe siècle français. Derrière les fenêtres longues, grillées d'or, des rideaux de soie claire, à bouquets, se croisent. Est-ce un salon de musique, une salle de collation, une chambre d'amour où veille l'ombre dépaysée de Watteau? Je m'approche. Je regarde... Ni meubles, ni tentures, ni fleurs. Des flambeaux d'argent, avec des cierges de cire jaune, posés sur un tapis couleur de turquoise morte et de rose fanée. Un pupitre de bois supportant un Coran ouvert. Sur l'estrade que défend une balustrade d'ébène, un cercueil très haut, couvert d'une très ancienne soie rouge, élimée, usée, mangée...

C'est le cercueil d'une sultane morte depuis cent ans et plus. Pieuse, elle a légué de grosses sommes au clergé musulman, afin que son dernier logis, son *turbé*, fût entretenu par les prêtres. Et les prêtres lui ont donné un gardien, un hodja, qui habite tout près d'elle, dans une cellule, et soigne le jardinet où sont ensevelis les parens, les amis, les serviteurs qu'elle aima. Le voilà, ce gardien de la sultane défunte, assis dans le tout petit cloître qui enferme le jardin avec les tombes, le figuier sauvage, la glycine noueuse et fleurie, les glorieux rosiers grimpans. Contre une modeste aumône, il nous permettra d'entrer, de respirer les fleurs, de saluer la dame du lieu; et il nous montrera son petit ménage particulier, son divan, son écuelle, son chapelet d'ambre, son livre de prières...

A côté de la Sultane, il y a un grand vizir, et plus loin, un général, et des ministres, et des eunuques, et des prêtres, qui peuplent de fantômes ces pavillons ciselés, ce Trianon funèbre d'Eyoub.

Des colombes palpitent dans l'air sans frissons. Le ciel est si doux qu'il consolerait toutes les tristesses. Partout des blancs purs, des verts tendres. Eyoub, par ce matin de mai, a la fraîcheur d'une amande ouverte.

Nous voici devant la mosquée, à la porte de cette cour du Platane, si funeste à M. Sageret. Les maisons des vivans sont ici plus nombreuses que celles des morts, et la rue très peuplée a des boutiques de barbiers, de restaurateurs, d'épiciers. Je suis

un peu surprise de voir, si près du saint lieu, des images patriotiques à un sou. Ces grossiers coloriages représentent l'investiture de Mahomet V, une séance du Parlement, et les pendus, — beaucoup de pendus! — Je croyais que la religion islamique défendait la reproduction de la figure humaine ?

La cour du Platane est simple et belle, dans sa blancheur ensoleillée. L'arbre gigantesque la couvre presque tout entière d'une coupole de feuillage. Autour de la fontaine aux ablutions, des musulmans sont assis; d'autres dorment couchés; d'autres jettent du millet, — dix paras la mesure! — à des centaines de pigeons. La mosquée ouvre dans une autre cour, plus sainte, plus inaccessible que celle-ci.

Pendant que nous regardons, sans avancer trop, pour ne pas offenser des susceptibilités respectables, M. Bareille a lié conversation avec un hodja; puis il nous a quittés, et il est entré dans un corps de garde de gendarmes macédoniens. Il revient vers nous, escorté de deux sous-officiers de Salonique, et du ton le plus naturel, il nous dit :

— Entrez.

— Où ça?

— Dans la cour... J'ai parlé aux officiers du poste, et ils ont arrangé l'affaire avec les hodjas... J'habite Constantinople depuis vingt-cinq ans, et je n'ai jamais pu pénétrer dans cette cour, même avec de hauts dignitaires turcs. En ce moment, le prestige des officiers de Salonique est si grand qu'ils peuvent tout. Ils nous donnent deux sergens comme escorte, par prudence.

Et c'est ainsi que je suis entrée dans la cour du Platane, pas très rassurée, je l'avoue, et prête à m'en aller si les fidèles avaient fait un seul pas vers moi. Mais les fidèles respectent les gendarmes bleus autant qu'ils méprisent les giaours. Un petit hodja de quinze ans, très déluré, nous a montré le grand creux dans le tronc de l'arbre, et la fontaine. J'ai jeté du grain aux pigeons et me suis hasardée jusqu'au seuil de la seconde cour. Alors, le petit hodja, avec un sourire, m'a fait signe de passer, et nous avons tous passé, et nous nous sommes arrêtés tous devant le mur de gauche, plaqué de faïences où s'ouvre la grille du tombeau d'Eyoub... En face, la mosquée, fermée par un rideau de cuir, dominée par deux minarets blancs... Et comme personne ne nous disait rien, j'ai suivi le petit hodja qui était

bien responsable de mon audace, et je suis allée regarder l'intérieur du tombeau. Il y a beaucoup de cierges, des rideaux de soie pourpre, un grand catafalque chatoyant, des choses indistinctes qui luisent dans l'ombre, comme des trésors... On peut voir des choses plus belles, mais cela, c'était beau, à cause de la difficulté, du danger... Loti l'a vu, le tombeau d'Eyoub, mais il s'était déguisé! Il n'a pas eu de mérite, Loti! Tandis qu'une Parisienne, qui est allée dans ce sanctuaire, avec une robe fourreau, un chapeau cloche et pas le moindre voile, elle peut remercier Allah de sa chance!

M. Bareille porte le fez, mais M. Paul Belon, en chapeau de paille, était aussi scandaleux que moi. Nous couronnâmes notre expédition en franchissant le seuil de la mosquée. Le petit hodja tenait le rideau de cuir, et les Saloniciens impassibles veillaient derrière nous. Elle n'a rien de spécialement admirable, cette mosquée, — mais c'est la mosquée d'Eyoub! Cependant M. Bareille, qui observait les visages des fidèles et qui comprenait leurs réflexions, nous a dit vivement : « Ça suffit. Il est temps de partir. L'heure de la prière est venue. Le muezzin chante, et les fanatiques vont se fâcher... »

Ah! comme j'étais ravie! Backchich au hodja, backchich aux gendarmes!... Voilà les dévots qui arrivent, très graves, enturbannés, barbus, habillés de ces robes de chambre en soie rayée et piquée qui font de si jolies taches de couleurs vives. Et il y a des dames toutes noires, et des pauvresses toutes déchirées, et des nègres, et des Arabes aux burnous flottans... Nous cherchons maintenant la bonne auberge promise par M. Bareille.

L'auberge est trouvée, la table mise dans le jardin qui est un vrai jardin de guinguette, avec un figuier, une glycine, quelques rosiers en fleur et des cages à poules, — très « environs de Paris, » — mais dans un coin, un Turc vénérable rempaille des chaises, et au milieu de l'allée, il y a un jet d'eau minuscule, un jet d'eau attendrissant par sa petitesse, dans une vasque de marbre!

Le déjeuner?... Ah! certes, le représentant de la maison d'automobiles, notre distingué compatriote, ne serait pas content du déjeuner. Je l'entends dire : « Quel sale pays!... » Heureusement que nous l'avons laissé à ses devoirs. Le déjeuner est ridicule, atroce et charmant. Sur une table de bois, le jeune Turc qui nous sert a étendu des serviettes éponges, jaunes et

roses, très étroites, en guise de nappe. Là-dessus un plateau, et sur le plateau des assiettes, ou plutôt des soucoupes, comme pour un repas de poupées. Dans l'une, il y a des morceaux de mouton, gros comme des noisettes, et ça constitue le plat de résistance, le *kebab;* dans l'autre, il y a des artichauts cuits à l'huile, du thym haché dans la troisième, et, dans la quatrième, des échalotes que nous repoussons avec horreur. Du pain rassis, de l'eau claire; et pour dessert du *yahourt*, ce lait aigri par le fameux ferment bulgare, cher à M. Metchnikoff...

M. Bareille, âme angélique, déclare le festin succulent... M. Belon paraît ne pas estimer le kebab, et se méfier du *yahourt*... J'affirme que ce mets, hygiénique entre tous, panacée contre mille maux, doit être excellent avec du sucre. Et l'on apporte du sucre en poudre... Un chat se caresse à ma robe; le vieux rempailleur sourit; la glycine verse l'ombre flottante de ses grappes mauves, et la suavité insensible de son parfum. Le soleil est tiède et le bleu du ciel semble descendre dans l'humble petit jardin, se dissoudre dans l'air embaumé, baigner nos yeux, couler dans nos veines en langueur douce. On n'est plus gai comme tout à l'heure, mais on est bien. On n'a pas envie de parler. On n'a pas envie de bouger. On est loin de tout, loin de soi-même... Et cet état de jouissance mélancolique, de passivité résignée, c'est peut-être la revanche de l'Orient sur nos ironies occidentales, c'est l'enchantement de la Turquie.

Et j'y résiste si mal, que je perds la notion des convenances, et que je reprends du sucre, — il est si aigre, ce *yahourt!* — sans y penser... Et je vois tout à coup mes amis qui me considèrent avec indignation... Il n'y a plus de sucre pour eux! En rêvant, j'ai mangé tout le sucre...

— Voilà tout le féminisme, dit M. Paul Belon, qui regarde tristement l'horrible lait caillé presque intact dans son assiette.

Mai.

Une dame musulmane, amie d'amis, m'invite gracieusement à passer quelques jours chez elle. Là, je pourrai, plus aisément qu'à Péra, voir Selma Hanoum, qui, depuis la contre-révolution, a été presque invisible; et non seulement la sœur d'Ahmed-Riza bey, mais d'autres dames, Jeunes-Turques et Vieilles-Turques, conservatrices ou émancipées. Ma future hôtesse, —

appelons-la Mélek Hanoum, — a des relations partout, dans tous les mondes.

Avant de quitter Péra, j'ai souhaité visiter un hôpital de femmes. A l'hôpital et à l'école, mieux que partout ailleurs, on peut voir ce que la société fait pour la femme, et aussi de quelle manière et dans quelle proportion la femme contribue aux charges sociales.

La petite école d'Andrinople, si modeste et si touchante, m'avait édifiée, mieux que tous les livres ou articles spéciaux, mieux que tous les récits plus ou moins sincères, sur ce que l'on appelle ici l'instruction des filles, sur les capacités des institutrices qui ne savent presque rien, mais qui sont capables de tout apprendre. J'avais aimé la bonne grâce de ces jeunes femmes, la vive intelligence de leurs yeux, leur patriotisme profond et naïf, leur volonté de se perfectionner, de « faire quelque chose pour la pauvre Turquie. »

L'hôpital me révélerait ce que les hommes de ce pays entendent par l'assistance aux femmes, et quelle est la part de la femme dans cette assistance. Nous avons nos doctoresses, nos étudiantes en médecine, nos sages-femmes, nos sœurs de charité, nos infirmières laïques. Quelles femmes trouverais-je ici au chevet des malades? Et si la religion et la coutume leur interdisent ce rôle de gardes-malades, qui est si nécessaire et si naturel, comment peut-on suppléer à leur présence et à leurs soins ?

Voulant me restreindre aux hôpitaux turcs, j'ai écarté de mon programme les hôpitaux de diverses nationalités et confessions chrétiennes, et j'insiste sur cette restriction pour prévenir les malentendus possibles et empêcher les généralisations fâcheuses.

On m'a conseillé de voir l'hôpital des Enfans de Chichli et l'hôpital Hasséki de Stamboul qui est spécialement réservé aux femmes et comprend une Maternité.

Je suis donc allée, avec M. Bareille, à l'hôpital des Enfans, hier encore hôpital Hamidié, création de l'ex-sultan, la seule bonne œuvre qu'il ait faite. Cet hôpital est situé presque hors de la ville, sur la hauteur de Chichli, dans un quartier sain et aéré. Tout à fait moderne, à l'allemande, il se compose de plusieurs pavillons isolés parmi les allées caillouteuses et les arbres jeunes d'un jardin sans ombre. Le soleil implacable tombe sur

les toits rouges, sur les murs blancs, entre par les hautes fenêtres, le bon soleil microbicide, père de la vie! Une petite mosquée occupe le centre du jardin, et le minaret modeste révèle seul la destination de cette bâtisse sans caractère qu'on ne distingue pas, tout d'abord, des pavillons.

Nous attendons quelques minutes dans le salon rouge, très européen sauf le *toughra*, chiffre du Sultan, brodé en fleurettes sur satin noir et formant panneau décoratif. Arrive enfin un bon vieux monsieur, assez mal rasé, assez mal habillé, l'air malade, le teint jaune, plus jaune encore sous le fez rouge vif. Il s'excuse de ne pas parler français, tend la main, salue, sourit, et nous nous asseyons tous les trois pendant qu'on apporte le café. Ce bon vieux monsieur, c'est Ibrahim Pacha, directeur de l'hôpital, qui fut médecin particulier d'Abdul-Hamid pendant dix années.

Je crois que nous allons commencer notre visite, aussitôt les présentations faites, et les politesses échangées. Mais en Orient, la lenteur est une forme obligatoire de la courtoisie et les gens bien éduqués ne sont ou ne paraissent jamais pressés de rien. Toute cérémonie exige, au préalable, d'infinis discours, des complimens réciproques, et même des silences où les interlocuteurs se contemplent en souriant, avec une mine placide qui signifie : « Je n'ai plus rien à dire, mais je ne m'ennuie pas avec vous, et je reste ici parce que votre compagnie me plaît et m'honore. »

La conversation du pacha, — M. Bareille servant d'interprète, — est laborieuse. Ibrahim Pacha célèbre les mérites de la France, et ceux des Jeunes-Turcs, et il laisse deviner qu'il a beaucoup souffert, vraiment, du temps de l'Ogre... Pendant dix ans, il a dû habiter Yldiz, demeurer jour et nuit à la disposition d'un maître maniaque, renoncer presque à la liberté, à l'amitié, à la famille. Il est devenu, à ce régime, presque aussi vieux que son impérial client, malgré la différence d'âge de quinze années, et peut-être beaucoup plus malade. Il bénit la révolution qui lui permettra d'aller se soigner en France, cet été.

Tout ceci, par bribes de phrases, avec la sereine prudence de l'Oriental qui ne livre rien de son intime pensée et décourage la curiosité étrangère. On se dit : « Que de choses a vues cet homme! Que de secrets il conserve dans sa mémoire ! Si je le connaissais mieux, si j'avais le temps de le faire parler!... »

Mais on s'abuse. L'homme d'Orient, après dix ans comme après deux heures, ne dit que ce qu'il veut dire.

Il est aussi très difficile de pousser une enquête, d'obtenir des réponses précises et enchaînées. Je demande s'il y a des doctoresses...

— Mais certainement.

— Et des infirmières?

— Beaucoup.

— De vraies infirmières, qui soignent les malades?

— Oui.

— Turques?

— Vous allez en voir une. Elle vous guidera, parce que, moi, je ne peux pas marcher. Je suis si fatigué, si fatigué...

Des doctoresses, des infirmières! Je ne m'attendais pas à une si belle coopération féminine.

— Et les enfans?

— Il n'y en a guère, ici, en ce moment. Nous les avons dispersés en d'autres maisons. Il fallait bien recevoir les blessés du 24 avril. Nous avons encore beaucoup de blessés. Niazi bey est venu les voir l'autre jour. Voici la photographie qu'on a faite.

Gracieusement, le pacha m'offre, en souvenir, la photographie de Niazi bey, entouré des officiers convalescens et de tout le personnel de l'hôpital. Et M. Bareille me dit:

— Ibrahim Pacha demande si vous consentirez à être photographiée tout à l'heure, avec lui?

Très volontiers... Pendant que nous échangeons de nouveaux complimens, une petite personne brune, — oh! si petite! — est entrée, en faisant les saluts d'usage, la main sur la poitrine, sur les lèvres, sur le front. Elle a un gentil visage rond et mat, des yeux immenses, noirs, lumineux et mouillés, sous de grands sourcils qui se rejoignent presque. Le brassard du Croissant rouge serre la manche de sa blouse d'infirmière en toile blanche. Un voile de mousseline, bordé de dentelle, est simplement posé sur sa tête et noué sous son menton. Ce voile cache les beaux cheveux sombres et laisse deviner, par transparence, un ruban rose, « à la Greuze. »

Cette minuscule demoiselle a la grâce d'un tout petit chat, discret et vif, câlin et hardi. Il paraît d'abord impossible de la prendre au sérieux. Elle est trop petite. Elle est trop jeune aussi:

à peine seize ans. Je ne la vois pas dans une salle d'opérations; je ne la vois pas au chevet d'un mourant... Première impression, trompeuse et fugitive! Dès que Mlle Sélika m'a parlé, — dans un français fort convenable, — j'ai senti en elle une intelligence très fine, une rare énergie, l'enthousiasme, la passion, la foi qui créent les héroïnes.

Car c'est une héroïne, d'un genre tout nouveau en Turquie, cette jeune fille qui est sortie du harem pour venir, à l'hôpital, soigner les blessés et les malades.

— Mon père, — dit-elle, — était Osman Pacha, un général mort au Yémen, en combattant les Arabes révoltés. C'est le Sultan qui l'avait envoyé là-bas, pour qu'il meure... Et je suis née au Yémen. Mon père était un honnête homme, un grand patriote. Il a voulu que je sois instruite, et c'est à cause de lui que j'ai appris à détester la tyrannie, à aimer la liberté, la Constitution.

Elle prononce ces mots « Liberté, Constitution, » avec cette ferveur religieuse que j'ai constatée chez les jeunes femmes turques, et je devine en elle l'orgueil de race, la confiance en soi, toujours généreuse et parfois imprudente, et cette ardeur du sacrifice à l'idée, à la cause, qu'on trouve chez les jeunes révolutionnaires russes. Mais il ne faut pas les comparer trop étroitement. Les étudiantes qui fréquentent nos hôpitaux sont des humanitaires chimériques, qui oublient leur origine, leur rang social, leur famille, leur sexe même. Mlle Sélika est très femme, très jeune fille, et elle n'a pas négligé de choisir un voile à dentelle et un ruban d'un joli rose pour ses cheveux. Elle n'est pas mystique, peut-être un peu romanesque, contente de tenir un beau rôle et sensible aux éloges qu'elle reçoit.

Elle reprend:

— Quand les soldats de Salonique sont venus nous sauver, j'ai pensé: « Les Européennes, et même les Grecques et Arméniennes, vont aider les médecins. Et pas une Turque n'ira?... Eh bien! moi, j'irai... » Ma mère m'a laissée partir. Les médecins ont été très contens que je sois venue et les soldats aussi.

— Les soldats sont des gens du peuple, des paysans illettrés. Ils n'ont pas été choqués de vous voir la figure découverte, parmi les hommes?

— Non. Ils ont très bien compris pourquoi j'étais venue. Les malades ne sont pas des hommes comme les autres, ni les

médecins non plus. Les soldats ont été surpris seulement que d'autres dames n'aient pas fait comme moi.

— Soyez sûre que votre exemple n'a pas été perdu. D'autres femmes vous imiteront. Elles vous auraient imitée, dès maintenant, peut-être, mais tous les parens et tous les maris ne sont pas aussi libéraux que votre mère.

— Il y en a beaucoup, de très libéraux,... mais ils ont peur de l'opinion, de la populace. Ils comprennent pourtant que le relèvement de la femme est indispensable au progrès du pays, et même à la dignité de la famille. Croyez-vous que des enfans reçoivent une belle éducation, dans un foyer où la mère est une inférieure, une esclave? Sans manquer aux lois de la religion, sans ôter notre voile, — puisqu'on attache tant d'importance à ce voile! — nous pourrions être plus développées moralement, plus instruites, vivre en intimité plus étroite avec nos maris, être plus utiles à nos enfans. Nous ne demandons que ça. Nous n'avons pas du tout besoin d'aller dans les bals, dans les théâtres... Mais nos ennemis font semblant de confondre nos désirs avec les revendications des mondaines ennuyées. C'est surtout l'instruction qui manque.

— N'y a-t-il pas ici des doctoresses?

— Il y en a une, mais elle est chrétienne.

— Et les infirmières?

— Grecques, Arméniennes... Les femmes turques ne se mettent pas en service dans les maisons où il y a des hommes

— Comment les recrute-t-on, ces infirmières? Où apprennent elles leur métier? Y a-t-il des écoles spéciales?

— Non, malheureusement. On prend ces femmes où l'on peut. Elles sont dévouées, obéissantes, mais elles n'ont pas d'instruction professionnelle. Ce sont plutôt des servantes que des gardes-malades. Elles gagnent trente francs par mois et leur service est rude. Ah! nous sommes en retard sur vous!

— Pas tant que ça. Nos infirmières des hôpitaux parisiens ne sont pas mieux recrutées, pas mieux préparées et pas mieux payées... Et trente francs par mois à Constantinople représentent des gages plus importans que trente francs par mois à Paris.

Cette révélation cause une joie visible à la jeune Sélika. Je comprends que l'invincible orgueil turc est flatté par la pensée que la Turquie, si elle n'est pas en avance, n'est pas en retard sur l'Europe, et que nos infirmières de Paris ne sont pas toujours

supérieures à celles de l'hôpital Hamidié. Je calme un peu cette joie en expliquant que l'on remédiera bientôt à une organisation défectueuse, que des écoles seront fondées, que les salaires seront relevés, que le métier sera rendu plus honorable et même plus attrayant pour tenter les jeunes filles pauvres de la bourgeoisie.

Nous suivons des couloirs blancs, où glissent les servantes comme des ombres, et nous visitons les salles de pansemens, les salles de bains, les lingeries. Sélika dit fièrement :

— Moderne, tout moderne... Il y a l'électricité, la radiothérapie, les laboratoires pour les analyses, tout, tout. Ça coûte énormément d'argent, mais c'est tout moderne.

Oui, il y a des appareils d'électrisation et de radiothérapie ; il y a des collections d'instrumens innombrables et coûteux ; il y a du ripolin partout ; il y a des médecins habiles, formés dans les grandes facultés d'Europe, mais peut-être cette correcte façade modern-style, cet argent dépensé, n'empêchent-ils pas les revanches de l'incurie orientale. La salle de bains... hum !... n'en parlons pas... Dans les coins de certaines pièces, traîne, parfois, du linge qui a servi. On ne sent pas la surveillance intelligente, l'ordre, la régularité, la propreté minutieuse des religieuses de l'hôpital français. Les chambres des servantes, meublées d'un lit de fer, d'une table, d'une armoire, sont gaies et confortables, — mais, dans l'une, on montre des traces suspectes sur le mur.

— C'est un obus qui est entré là, par la fenêtre, — explique la jeune fille. — Il a emporté la tête d'une pauvre servante, et la cervelle s'est écrasée contre le mur. On voit encore la marque, le sang... Et puis là, dans le couloir, il y en a aussi, de la cervelle...

Il y en a. Il y en aura encore dans six mois peut-être, ou dans un an. On n'est pas pressé de nettoyer le mur... Cette cervelle écrasée ne gêne personne, après tout. C'est un document, une curiosité.

Dans les cellules qui ouvrent sur le corridor, sont logés les officiers blessés. Nous entrons dans la plus proche. Un jeune homme, en uniforme, est assis sur le lit, et parcourt un journal. La petite table auprès du lit supporte un verre d'eau où baignent des roses, et un buste de Napoléon Ier que je ne m'attendais pas à trouver là !

Ce jeune homme, en pleine convalescence, va quitter bientôt l'hôpital. Il se dit très heureux, très reconnaissant des soins qu'il a reçus, et je remarque la manière respectueuse et paternelle dont il considère sa petite compatriote. Les autres officiers que nous visitons nous font le même accueil grave et souriant. Je les félicite de leur courage et de leur guérison, et ils me serrent la main, sans aucun embarras. Figures résolues, affinées par la souffrance, ils inspirent l'estime et la sympathie. Leur petit domaine de quelques pieds carrés est très propre, très bien rangé. Toujours des fleurs sur la table, des journaux, plus rarement des livres.

Bien différent, mais plus caractéristique est l'aspect de la salle commune, — quinze ou vingt lits, — où sont les soldats. La robuste jeunesse de quelques hommes a triomphé du mal. Assis sur leur séant, vêtus de capotes brunes, ou debout, par petits groupes, ils se divertissent sans plaisanteries criées, sans rires bruyans. Les uns jouent aux cartes. Ceux qui ne savent pas lire écoutent un « savant » qui lit et commente le journal Dans un lit, un gamin de quinze ans s'enfonce sous les couvertures, à ma vue, et me tourne le dos. Sélika lui touche l'épaule, le gronde de sa bouderie. Il ne bronche pas. Alors, gentiment, elle le « borde, » comme un petit frère :

— Ce petit-là, — dit-elle, — il s'est sauvé de la maison pour aller se battre et il a reçu une balle dans la jambe. Il guérira, mais ce sera long, car il n'est pas sage et n'obéit pas aux médecins.

Au chevet des lits, sur les murs, on a épinglé des cocardes, des images patriotiques. Le soleil projette sur le sol un beau chemin doré, brûlant, glorieux. La force de la jeunesse et de la vie, l'enthousiasme du sacrifice et de la victoire, la joyeuse espérance semblent s'exalter dans la merveilleuse lumière, et rien au monde ne serait moins triste que cette chambre d'hôpital, s'il n'y avait, sur les oreillers pâles, de pâles figures creusées, ravagées, qui ne se contractent pas, qui ne gémissent pas, qui attendent et regardent loin, bien loin, hors du monde...

Ces figures-là, toutes jeunes, et marquées par la mort, je ne peux pas les regarder. Je pense aux mères qui ne les verront plus. Mon cœur se gonfle... Surprise, ma compagne me dit :

— Il ne faut pas les plaindre, ceux-là. Ils ne regrettent rien. Ils étaient venus pour mourir. Ils avaient réglé leurs

affaires et dit adieu à leurs familles. Ils ne comptaient pas survivre, vraiment. Alors, ils ne sont pas tristes du tout.

Hors de la salle, je lui demande :

— On ne peut pas les sauver?

— Presque tous ceux-là ont eu les poumons traversés... Ça fait des lésions graves... mais ils peuvent traîner longtemps... Tenez, voilà la salle de pansemens. Entrez. Il faut tout voir.

En face de nous, sur une couchette spéciale, il y a un grand garçon de vingt ans, nu jusqu'à la ceinture, et que des élèves en médecine tiennent soulevé par les épaules. Je vois ses bras qu'agite un tremblement continu, sa poitrine large et musclée qui halète, halète, comme dans la torture. Et je vois aussi une face cadavéreuse, suante, les yeux hors de l'orbite, la bouche ouverte par un gémissement qui dure, qui m'entre dans les oreilles, qui me fait mal. Sélika m'attire de côté. J'aperçois la plaie monstrueuse, tout le dos fendu, l'épaisseur de la chair à vif, et les médecins qui travaillent dedans.

Voilà donc ce que fait la guerre! Pour la première fois m'apparaît l'être pitoyable entre tous, le blessé, dans sa nudité toute vive, saignante et purulente. Je ne peux plus penser que la folie des hommes a rendu nécessaire, et légitime cette abomination, que la lutte est quelquefois le devoir sacré, l'expression suprême de l'héroïsme et du désintéressement, et que des individus doivent souffrir et mourir comme celui-là, pour qu'un peuple vive. Je ne peux plus penser avec mon cerveau façonné par l'éducation. Je sens, seulement, dans tout mon cœur de femme, la pitié infinie, la pitié qui me ramène à l'égoïsme, car j'ai un fils, et mon fils sera soldat... Alors je me détourne, je m'en vais, brusquement, pour ne plus voir cette face de martyr, pour ne plus entendre ce cri. Et parce que je pleure, — n'étant plus maîtresse de mes nerfs, — la petite Turque me prend le bras et m'emmène.

Je lui dis :

— Vous êtes habituée, maintenant... Mais au début, est-ce que vous restiez calme devant ces affreux spectacles?

— J'étais plus émue, oui...

— Mais vous ne pleuriez pas?

— Oh! non!

Elle est une jeune fille, cette frêle Sélika! elle n'a pas souffert dans son corps; elle ne connaît que l'amour de la patrie,

l'amour de la liberté! Elle n'a pas de petit garçon... Les mères, seules, savent tout ce que représente de souffrance, de fatigue, de longs soins, cette créature précieuse : un petit garçon... Je dis encore :

— Vous êtes contente lorsqu'un de ces pauvres gens va mieux, qu'il est sauvé, un peu par vous?

— Très contente... Mais, enfin, ces gens, je vous le répète, ils étaient venus pour mourir.

— Est-ce que vous avez soigné aussi des réactionnaires?

Les beaux yeux noirs se durcissent :

— Non. J'avais le choix, puisque j'étais venue librement. Je n'ai soigné que les *bons*.

O petite Sélika, vaillante et charmante, qui mourriez tout à l'heure, comme un soldat, si votre mort assurait le triomphe de la Constitution, petite Sélika que j'admire, vous ne soupçonnez pas quel abîme il y a entre nous. Aucune femme chrétienne, — non pas même croyante, mais chrétienne d'origine et d'éducation, — ne se souviendrait qu'il y a des *bons* malades et des *mauvais* malades.

Nous avons entrevu, rapidement, le pavillon des enfans, presque dépeuplé. L'heure avance. Ibrahim Pacha nous attend, sur le perron, avec son photographe. Encore des complimens, encore des discours, et la promesse de nous revoir tous les uns les autres.

— En France! — dit Sélika. — Oh! j'irai en France...

Affectueuse, douce, appuyée à mon épaule comme une petite sœur, elle me dit :

— Vous parlerez de moi, dans vos articles?

C'est fait. Peut-être ne se reconnaîtra-t-elle pas dans ce portrait hâtif que j'ai tracé d'elle, avec tant de sympathie et aussi tant de sincérité, à défaut de clairvoyance parfaite (1).

M. Bareille dit, avec douceur :

(1) Au moment de publier ces notes, je reçois une petite lettre de Mlle Sélika Osman Pacha. « Ma chère dame, depuis longtemps je désire vous écrire, malheureusement, toujours il y a un empêchement; je ne sais si vous avez oublié la petite garde-malade volontaire qui vous avait fait visiter l'hôpital et s'était fait photographier avec vous. Les blessés sont guéris. Moi aussi j'ai quitté l'hôpital. Maintenant, nous ferons une société du Croissant rouge. On donnera des leçons de garde-malade, car le devoir d'une dame patriote est de secourir les blessés de guerre et de venir en aide à l'humanité souffrante... Sélika, fille de feu Osman Pacha, membre du Croissant rouge. »

— Nous serons un peu en retard pour le déjeuner. Je n'ai pas de montre... Il est au moins... midi un quart!

Il est deux heures passées, excellent M. Bareille! Ça n'a aucune importance pour vous, qui vivez dans un rêve byzantin, ni pour moi, qui ai perdu l'appétit à voir tant de malades, ni pour Mlle Selika et Ibrahim Pacha, qui mangent selon le caprice de leur faim, à l'orientale. Mais nous avons un autre hôpital à visiter.

Vers la fin de l'après-midi seulement, nous arrivons à cet hôpital, dans une rue calme et poussiéreuse, plantée d'acacias énormes qui embaument. Chemin faisant, M. Bareille a timidement proposé quelques petits détours, pour voir une si belle ruine, un turbé si ancien avec des faïences! J'ai été impitoyable. M. Bareille s'est soumis.

Le médecin en chef, directeur intérimaire de l'hôpital Hasséki, est un homme encore jeune, gras et placide. Il ne sait pas un mot de français. Nous nous asseyons à grande distance les uns des autres, dans un cabinet décoré de photographies, où des femmes, — visage voilé, poitrine et ventre nus, — étalent toutes les variétés de tumeurs. Le café pris, la conversation traîne avec une lenteur pompeuse, et je fais des signes désespérés à M. Bareille, qui est devenu très turc sous le rapport de la patience.

M. le médecin en chef se lève enfin pour nous conduire.

L'hôpital Hasséki a été construit, comme l'hôpital Hamidié, d'après le principe allemand des nombreux petits pavillons. Il est clair, gai, fleuri. Mêmes salles de pansemens, d'opération, de radiothérapie, d'électrisation, aménagées à la façon moderne. Mais le soleil n'entre pas à flots par les vitres, comme à Chichli. Les *caffess* de bois ajouré tamisent les rayons et signalent la présence sacrée des femmes.

Au seuil d'un dortoir, le docteur s'arrête et crie en turc :

— Silence!

Pas un souffle... Les malades, assises sur leurs petits lits, ramènent leurs voiles blancs sur leurs bouches, baissent les yeux et croisent leurs mains sur leur poitrine. Le médecin passe entre les couchettes, sans un regard, sans un mot pour ces pauvres créatures pétrifiées.

De pauvres créatures vraiment, tristes échantillons de toutes les misères physiologiques, victimes de la routine populaire, de l'ignorance et de la saleté invétérée, victimes aussi de la pau-

vreté. Les ardoises, placées derrière chaque lit, portent, en français et en turc, la désignation de la maladie. Il y a beaucoup de tuberculose osseuse ou pulmonaire, et beaucoup de maladies spéciales au sexe féminin.

Je suis étonnée de l'indifférence du docteur, de sa manière d'imposer le silence... Je me rappelle le service du docteur Pozzi, à Broca, où je suis allée récemment. Avec quelle joie les malades attendent la visite du « chef! » Avec quelle familiarité paternelle il les aborde, l'une après l'autre, ménageant si bien leur amour-propre et leur pudeur, habile à deviner leur inquiétude, le désir qu'elles n'osent formuler, le mot qu'elles espèrent et qui les réconfortera tout un jour. Certes, tous les chirurgiens n'ont pas de ces délicatesses, et il y a nombre d'internes brutaux et même grossiers; mais que de braves gens parmi eux, accessibles à la compassion, malgré l'habitude professionnelle, et dont l'arrivée est un bonheur, une gaîté quotidienne! Ici, c'est la hiérarchie implacable, le malade humilié devant le seigneur médecin, la femme voilée et silencieuse devant l'homme.

Après tout, je me trompe peut-être... Ce sont les convenances orientales qui obligent les uns et les autres à cette attitude. Le docteur prouve son respect de la femme en évitant de regarder les hospitalisées qui baissent chastement leurs paupières et remontent leurs voiles devant lui. N'ayons pas la rage de comparer, de généraliser, de prêter aux autres peuples une sensibilité analogue à la nôtre!

Quelques femmes, sur le point d'accoucher, ont amené leurs enfans avec elles et les gardent, accroupis sur leurs lits. Je fais remarquer à M. Bareille la beauté d'une petite fille de cinq ans, parée de fétiches en perles bleues. La mère, flétrie et sans âge, répond en français :

— Oui, elle est gentille. Je ne pouvais la confier à personne, Alors, je l'ai amenée, avec son frère que voici. On a bien été obligé de les recevoir.

— Et le père?

— Il est parti... C'est un musulman, mais moi je suis juive. J'ai été à l'école française. Et puis, je me suis mariée à ce Turc qui m'a laissée...

Dans le lit voisin, une négresse tient dans ses bras un nouveau-né. L'infirmière, — ou plutôt la servante, — prend le petit

être pour me le faire admirer. Jamais encore je n'avais vu un bébé nègre âgé de neuf jours. C'est quelque chose de touchant et de comique, une espèce de poupée noire à petits cheveux frisottans, le front tatoué de bleu, les mains froides, douces, plissottées, plus pâles que le visage.

Je dis à la maman :

— *Tchok guzel!* (Très joli.)

Mon répertoire turc est court, mais ces deux mots flatteurs font un grand effet. Quelques figures s'éclairent de gaîté moqueuse et bienveillante. Et les servantes, aussitôt, selon le rite, me demandent le nombre de mes enfans... Trois !... Un garçon !... *Machallah !...* Dieu les conserve ! Et qu'il conserve surtout le mâle !

Revenus dans le cabinet du directeur, le gros médecin réclame mes impressions... Je lui dis, avec franchise, que son hôpital est très bien tenu, aussi gai que peut être un hôpital, mais que les malades sont bien mornes, bien intimidées. Il ne répond pas. Il sourit. Je crois qu'il n'a pas compris ma pensée...

Mai.

Au Séraskiérat. Dans un vestibule immense, où des officiers, des soldats, des fonctionnaires en stambouline passent et repassent, où les portes s'ouvrent et se referment sans cesse, où le mouvement continu multiplie les courans d'air, nous attendons les cartes qui nous permettront d'entrer à Yldiz, demain.

Il y a, dans notre groupe, trois vrais journalistes. Les autres se sont attribués indûment cette qualité, même le représentant de la compagnie d'automobiles, et sa femme.

Petite supercherie, bien innocente... Nous attendons. Un officier apporte les cartes, M. Paul Belon me dit :

— Voulez-vous remercier Chevket Pacha ? Il ne faut pas quitter la Turquie sans avoir vu Chevket Pacha, l'âme de la révolution, le maître de l'heure ?

Le « maître de l'heure » consent à nous recevoir tout de suite.

Me voilà donc dans une vaste pièce, inondée de jour par plusieurs fenêtres, drapée de tentures rouges, meublée de tables et de fauteuils vaguement Louis XV, trop dorés. Des officiers d'état-major sont là, tous debout, et le général debout me re-

garde approcher en souriant. La salle est si grande, et le général est si grand que je me sens tout à coup ridiculement petite. Mais Chevket Pacha me tend la main, et s'incline un peu pour que la conversation soit plus facile. Et ma timidité puérile disparaît soudain. Je regarde cet homme, qui a pris l'initiative périlleuse de sauver son pays à la pointe de l'épée, et qui a risqué, hardiment, l'apothéose ou la potence; ce Croquemitaine des réactionnaires, qui pend aujourd'hui les gens qui l'auraient pendu, en cas d'insuccès. C'est un Arabe, de haute taille, maigre, un visage tout en creux et en reliefs, où les yeux, fauves et mobiles, s'enfoncent profondément. Ces yeux, — vraiment des yeux d'aigle, — rendent inoubliable la figure de Chevket Pacha : de l'énergie, de l'audace, de la franchise, la dignité naturelle d'un homme de vieille race; Chevket Pacha, le terrible, a toute ma sympathie. Ça n'est pas un militaire de salon, ce n'est pas un discoureur, c'est un vrai soldat, c'est un homme.

— Vous êtes allée à Stamboul pendant les jours d'investissement? Vous n'avez pas eu peur?... C'est très bien... Il n'y avait aucun péril pour les étrangers, aucun... Et qu'est-ce que vous avez vu à Stamboul?

Je raconte mes promenades, ma visite à la mosquée où les hodjas prêchaient les soldats mutins, le 23 avril, et la belle frayeur que m'ont faite les *touloumbadjis*.

Les officiers, rassemblés autour de nous, semblent s'amuser de cette histoire et de ce colloque.

— Général, je vous dois une sensation tout imprévue et sans doute unique dans ma vie : le réveil au bruit du canon, la fusillade toute voisine. J'ai pressenti ce qu'est la guerre. Et je ne l'aime pas du tout, la guerre.

— Nous autres Turcs, nous aimons la guerre. Nous sommes surtout des soldats. Nous nous battons avec plaisir.

— Vous vous êtes battus pour une belle cause. Mais je suis femme. Je suis émue par les morts et les blessés.

— Pourtant, vous êtes allée voir les pendus?

— Jamais de la vie.

— Toutes les dames y sont allées.

— Pas toutes, du moins je l'espère... Ah! vous pendez bien, quand vous vous y mettez! On a très peur de vous.

— Pas les honnêtes gens... Les autres!... Ah! il y en aura d'autres, beaucoup d'autres, qui seront pendus. Je suis venu ici

pour faire un nettoyage. Je ne m'en irai pas avant qu'il soit achevé.

Il me demande encore :

— Vous avez vu nos dames turques ? Les trouvez-vous bien malheureuses, bien arriérées ?

— Celles que j'ai vues ne se plaignaient pas. Elles m'ont paru très intelligentes, très désireuses de se perfectionner, et toutes, — même les plus naïves et les plus ignorantes, — animées d'un patriotisme ardent.

— Tant mieux. Il faut que nous ayons les sympathies des femmes. Elles élèvent les futurs soldats. Je suis heureux, très heureux que les femmes de mon pays vous aient donné si bonne opinion d'elles.

J'ose dire :

— Est-ce que vous ne leur ferez point une petite part de la liberté que vous avez reconquise pour tous les Turcs ?

Geste évasif :

— Trop de difficultés... trop de complications... Les dames turques sont trop pressées. Elles doivent patienter. Avec le temps, peut-être... Enfin, vous avez vu que nous ne sommes pas des barbares. Vous ne direz pas de mal de nous, dans la *Revue des Deux Mondes?*

— Je dirai ce que j'ai vu et entendu, sincèrement, et avec sympathie.

Je prends congé. Chevket Pacha me serre la main, incliné vers moi, comme l'Ogre vers le petit Poucet, mais c'est un ogre paternel, et son sourire aux grandes dents ne me fait pas peur.

Mai.

Yldiz!... L'enceinte franchie, il y a un palais blanc, qui semble tout neuf, avec un perron de marbre, et des fenêtres grillées. Sur le perron, des officiers, des policiers, et le préfet de Constantinople. Devant le perron, dans l'allée poussiéreuse, en plein soleil, des voitures arrêtées, et un tas de gens furieux qui récriminent, parce qu'on leur refuse le passage et que les soldats confisquent, sans raison et sans explication, les appareils photographiques. Le préfet et ses secrétaires sont débordés. Et les voitures s'ajoutent aux voitures, et les mécontens aux mécontens. Sur le rebord d'une fenêtre, un petit singe échappé gambade.

Yldiz!... Des palais trop blancs, trop sculptés, trop chargés, des palais pour parvenu millionnaire que les architectes exploitent, des palais très coûteux, très laids, plus que laids : bêtes et dispersés au hasard dans un jardin qui s'abaisse, par une série d'ondulations, vers le Bosphore.

Comme les boîtes japonaises qui contiennent des boîtes japonaises, l'une dans l'autre, ce jardin contient plusieurs jardins. La voiture se heurte à un mur, à un groupe de factionnaires : « Yassak! » Discours infinis comme notre patience. Le soleil brûle... On passe enfin, mais il faut laisser la voiture au seuil de cette seconde enceinte qui enferme la troisième enceinte : le jardin central, le cœur secret d'Yldiz, le harem.

Nous ne franchirons pas cette troisième enceinte. Les scellés défendent les portes que ne gardent plus les eunuques noirs. La cage est vide ; les oiseaux brillans sont envolés. Des princes, de hauts fonctionnaires en ont recueilli quelques-uns. Les autres se laissent vivre aux frais de la nation... Il y a, dit-on, trois cent cinquante dames de tout âge qui attendent des protecteurs... Vide aussi, la maison du Grand-Eunuque, ce vilain nègre qui a une réputation de bourreau. Vide, le palais tarabiscoté construit pour l'Empereur et l'Impératrice d'Allemagne. Résignons-nous à ne voir de Yildiz que ces façades biscornues, et par les fenêtres quelques rideaux, quelques meubles, d'un horrible goût allemand « art nouveau. » Bornons notre curiosité au parc.

Le parc d'Yldiz!... Les Turcs, très gravement, le comparaient à Versailles. Ils vantaient les profonds ombrages, les pièces d'eau, les lacs, et la flottille sur les lacs, et la ménagerie, et les écuries, et les serres. Yldiz! C'était le jardin du paradis de Mahomet.

Yldiz, ô mes amis! Si les gens qui l'ont vu, naguère, en ont fait tant de louanges, c'est pour *bluffer*, pour exciter l'admiration et un peu la jalousie. C'est si délicieux d'avoir vu ce que les autres ne verront jamais! Cela permet de dénigrer les beautés offertes à tous. « Versailles?... Peuh!... Si vous connaissiez Yldiz!... » Mes amis, le petit jardin d'Eyoub, si naïvement turc, vaut tous les parcs du Sultan. Les parcs du Sultan ressemblent à une grande propriété banale, sans style, sans dessin, médiocrement plantée, fort mal entretenue. C'est plus anglais qu'oriental, — et il y manque la fraîcheur, l'ombre épaisse, la netteté des

parcs anglais. La seule beauté réelle de ce lieu, c'est ce qui est dehors; le fond de paysage, le Bosphore bleu, la côte d'Asie bleue et mauve. Le reste... ô mystification!

Un monsieur, coiffé du fez, blond, doux, affable, nous sert de guide. C'est un Français, M. Henry, qui fut, pendant six années, jardinier en chef d'Yldiz. Il ne s'étonne pas de nous voir déçus. Il dit :

— Bien surfait, tout ça!...

— Oh! combien!

— Et mal tenu! Ce n'est pas ma faute, vous savez. J'aurais aimé arranger ces jardins, en faire une belle chose d'art. Le Bosphore au second plan, l'Asie au troisième plan, quelles perspectives à ouvrir, quels tableaux à composer. Mais, pas un sou! Poches vides... Les ferrures des serres se rouillent, l'eau croupit dans les bassins; l'herbe pousse dans les allées; les branches mortes encombrent les taillis. Pas un sou!... Les fonctionnaires du palais ont tout raflé. Et les garçons jardiniers sont en grève.

— En grève?

— Ils veulent être payés. On ne les paie pas. Alors, ils refusent le travail. Il y a deux mille citronniers dans l'orangerie qui devraient être mis à l'air. Les jardiniers ont dit : « Nous sortirons les citronniers quand nous aurons notre argent. »

Et M. Henry ajoute, mélancolique :

— Ils sont fichus, ces deux mille citronniers.

Voilà les impressions que j'ai rapportées de cette « merveille » trop vantée d'Yldiz, avec une petite pomme verte de bergamote, qui parfume mon armoire, comme un sachet.

Mai.

I... bey, le plus français des Turcs, me fait ses confidences :

« La vie conjugale! Elle serait charmante, elle serait tout au moins facile, s'il n'y avait pas ce fléau du harem : la belle-mère. Notre Karagheuz, qui est misogyne, appelle la femme « l'ennemie domestique, » ou « Son Altesse Scorpion... » Quel nom donnerai-je à la femme devenue belle-mère? Des belles-mères françaises, j'en ai vu, madame, et de redoutables, quand j'étais attaché d'ambassade à Paris. Mais elles sont, aux belles-mères turques, ce que la couleuvre est au cobra. »

Je frémis. Cet homme a dû bien souffrir, à moins qu'il ne se

moque de moi, avec sa douceur sournoise, son sourire pincé, son œil aiguisé de malice.

Il reprend :

« Quand nous nous marions, nous expliquons à nos femmes que nous sommes obligés de passer le pont, d'aller à Péra pour nos affaires. C'est à Péra que sont les banques, les ambassades, etc. Nos femmes ont un préjugé contre Péra, cette ville de liberté et de débauche où il y a des femmes en chapeau, dans les rues, et des femmes décolletées dans les salons. Pourtant, elles se résigneraient... Les affaires sont les affaires... Mais la vieille hanoum, la belle-mère qui est « à la turque, » corps et âme, arrive un beau jour : « Où est ton mari, ma fille? Est-ce qu'il te négligerait? — Maman, il est à Péra. — A Péra! Tu dis cela tranquillement; il est à Péra ! — Oui, maman, pour ses affaires. — Ma fille, tu es une sotte et ton mari un débauché. Quand un homme va à Péra, on sait pour quoi faire. Il te trompe, ma pauvre enfant! Il te trompe avec des modistes et des chanteuses. » Le mari rentre à midi : « Tu es allé à Péra? — J'y suis allé. — Pour affaires ? — Pour affaires... — Misérable! Ma mère m'a tout dit. Quand un homme marié va à Péra, c'est... » Larmes, pâmoisons... On se réconcilie; on se réconcilie complètement. « Tout de même, pense l'épouse, il n'a pas dû me tromper Cette ardeur me rassure. » Le même jour, le mari retourne à Péra... Le soir, même scène, même dénouement. « Ma mère, dit la jeune mariée, le lendemain, je ne crois pas que mon mari soit infidèle parce que... — Hé! ma fille, répond Son Altesse Scorpion, cela prouve que ton mari est un homme de ressources, mais ce serait bien autre chose encore s'il n'était pas allé à Péra. »

— Et voilà comment un ménage se détraque, dit I... bey.

Mai.

Confidences féminines :

« Chère amie, prenez ce crayon, écrivez, écrivez... Je vais vous raconter mon histoire... pour publier... Ne faites pas attention à cette dame qui est sur le divan... Elle ne sait pas le français. Mais très intelligente, grande révolutionnaire de Salonique,... très intelligente, cette dame!... Elle a porté des revolvers dans des caisses à biscuits, et des lettres dans ses poches,

sous le tcharchaf... Ne sait pas lire... Pas civilisée du tout... mais très intelligente... »

Celle qui parle est une femme d'âge indécis, grasse, la face ronde, un peu molle et poudrerizée sous un énorme bouffant de cheveux mi-roux mi-châtains, mi-naturels mi-factices. Les yeux clairs, rieurs et doux, malgré la fatigue des paupières, soulignés d'un trait de khol. Aux oreilles, de très belles émeraudes; au cou, un collier de grosses perles; des bagues somptueuses aux mains courtes, fines et potelées. Cette personne, — Mélek Hanoum, « Madame Ange, » — porte une robe en velours souple, d'un bleu vif, très ornée et doublée de faille épaisse qui froufroute.

Le salon de la villa est badigeonné à la chaux bleue. Mme Ange a laissé les divans traditionnels, couverts de simple toile bise et garnis de longs coussins plats. Un piano droit, une table, deux ou trois sièges dépareillés; un poêle en fonte commune, dont le tuyau coudé fait un vilain angle noir à travers la pièce claire; sur le mur, la photographie d'un vieux monsieur turc, très chamarré, très vénérable, le propre père de Mme Ange; la photographie de Mme Ange, elle-même, à l'âge de onze ans, avec une robe de dame, à jupe traînante, volantée et ruchée, un pouf, un chignon de boucles. Sur un autre mur, isolée, une troisième photographie, représentant un grand, gros, large, énorme personnage, barbu comme Holopherne et scintillant de décorations : Djavid Pacha, vali de S..., époux divorcé de Mme Ange.

La dame de Salonique, en jupe grise et petit caraco, est beaucoup moins distinguée que Mme Ange. A Paris, on la prendrait pour une lingère à la journée, voire pour une femme de ménage. Elle a une petite tête ridée comme une pomme d'hiver, des bandeaux plats, couleur de sel gris, et elle fume éternellement une cigarette. Ses yeux pétillans, pénétrans, suivent réellement la conversation française, que ses oreilles ne comprennent pas. C'est quelqu'un de pas ordinaire, la dame de Salonique! Si je pouvais causer avec elle! Mais depuis que j'habite la maison, nos entretiens se bornent à des *témenas* et à des gestes accompagnés de : « *Yok, hanoum effendim,* » ou bien : « *Ewet, hanoum effendim.* » Indulgente, la dame de Salonique admire que je sache si bien le turc! Et elle ne demande que six mois pour m'enseigner cette langue pleine de mystères.

Mme Ange, après le divorce dont elle n'est pas consolée,

a quitté la ville lointaine gouvernée par son perfide époux, et s'est installée dans une gentille maison, sur la côte anatolienne. Elle a, pour la servir, un cuisinier arménien, âgé de soixante-dix ans, une petite esclave dont le nom m'est impossible à prononcer, et une très, très vieille femme, sœur de la nourrice de Mme Ange, une momie pantalonnée et voilée, et pas civilisée du tout.

Mme Ange veut être toute à la franque. C'est une « désenchantée, » bien qu'elle ne ressemble pas aux héroïnes du roman célèbre... Mme Ange n'est pas du tout neurasthénique, pas du tout compliquée, elle est ingénue. On peut avoir de l'intelligence, de la culture, du talent même et de l'ingénuité. Mme Ange qui a une instruction très étendue, qui sait l'arabe et le persan, qui est poétesse et musicienne, qui est Turque, oui, Turque dans les moelles, a été complètement affolée par l'idée d'être « à la franque. »

Cœur excellent, âme généreuse et désintéressée, elle a beaucoup lu; elle a trop lu; et elle a trop retenu de phrases, de « clichés, » de formules, de théories. Toutes ses lectures lui pèsent sur le cerveau, comme un repas intellectuel mal préparé, mal digéré. Comment pourrait-elle s'assimiler tant de sciences, tant de philosophies, tant de littératures, et la sociologie, hélas! et l'économie politique, holà!... Elle ne peut dire vingt paroles sans prononcer ces mots magiques, « progrès, civilisation, » et elle parle de Kant, familièrement, comme d'un bon vieil oncle à elle.

Mme Ange est révolutionnaire, naturellement; elle est affiliée au Comité; elle est patriote et moderne. Pourtant elle reste féminine; elle garde les charmans défauts de son sexe : elle aime les robes, les bijoux, la poudre de riz. Elle est coquette et fut amoureuse. Elle est toujours amoureuse... Ses malheurs conjugaux la hantent. Son aventure lui paraît inouïe, unique, digne de la plus vaste publicité.

« Écrivez, chère amie, reprend-elle dans un français hésitant, écrivez, pour publier...

« Je suis d'une grande famille; mon père était un célèbre savant. Il m'a fait bien instruire, par une institutrice française. J'étais très pieuse, très bonne musulmane et j'adorais le Sultan comme une divinité. Quand j'ai commencé à lire philosophie, j'ai senti grands changemens, mais toujours je crois en Allah, en Dieu... Je suis déiste, chère amie, tandis que cette dame de

Salonique, elle ne croit à rien du tout... Très intelligente, cette dame! elle ne sait pas lire, mais par la force de la réflexion, elle ne croit plus à rien du tout.

« J'ai étudié philosophie française dans Voltaire, Lamartine, Zola... Qu'avez-vous, chère amie? Vous riez!... Vous ne trouvez pas que Zola grand philosophe? Je ne l'aimais pas d'abord, parce qu'il découvre trop la nature... Plus tard, quand j'ai compris progrès, civilisation, j'ai aimé Zola. Oui, grand philosophe, mais ça ne me plaît pas comme il parle de l'amour...

« J'ai étudié aussi la botanique, l'histoire si jolie des fleurs, et toute la vie des bêtes. J'aimais les poésies qui racontent l'amour innocent.

« A treize ans, je me suis mariée, avec un garçon tout jeune que ma grand'mère avait choisi. Il était bête, ce garçon, pas civilisé du tout. Il me disait : « Pourquoi lis-tu?... Pourquoi apprends-tu tant de choses?... Moi, ça me fatigue... Seulement, je voudrais savoir ce qu'il y a dans le ciel et comment c'est fait la lune... » Je savais cosmographie. Je lui explique la lune, les montagnes, la neige, et comment ça tourne. Il me répond : « Tu te moques de moi. C'est tout petit, la lune. » Jamais il n'a pu comprendre le télescope. Pas civilisé du tout!

« Alors, je dis : « Nous devons divorcer... » Il veut bien. Pas méchant, ce garçon, un peu bête, mais pas méchant. Et quelques années après, je connais Djavid Pacha. J'étais riche; lui, pauvre; j'étais de grande famille, lui, petit employé. Très intelligent, très honnête, et si beau! Ah! chère amie, qu'il était beau, Djavid Pacha!

« Nous nous sommes mariés. Pendant trois ans, grande passion... Djavid Pacha à mes genoux... Il avait eu, avant moi, une maîtresse, une fille bohémienne qui possédait de très beaux cheveux. Les miens étaient plus beaux, chère amie! Cette fille tourmentait mon mari pour le reprendre. Il me dit : « Elle m'ennuie. Je vais me plaindre à la police et on la mettra en prison. » Alors j'ai dit : « Non. Elle t'a aimé, cette fille. Elle a du chagrin. Il ne faut pas lui faire de mal. » Et, à la fin, la bohémienne nous a laissés tranquilles.

« Au bout de trois ans, plus de si grande passion, mais encore grand amour. On m'a dit que Djavid Pacha me trompait avec une chrétienne appelée Lolotte. Je ne savais rien. J'étais heureuse. Et j'accouchais tout le temps. Je suis devenue malade et

j'ai été obligée d'aller en Europe, pour opération, mais je n'ai pas vu les villes, rien que la maison de santé.

« Je reviens chez moi, très bien guérie. Mais Djavid Pacha est tout changé. Il était l'amant d'une esclave, que j'avais élevée moi-même, comme ma fille, une esclave très jolie, de vingt ans. Et c'était bien mal, à cause de ce grand amour que nous avions eu; et aussi parce que j'avais été une bonne épouse; j'avais donné tout mon argent; et Djavid Pacha était devenu un haut fonctionnaire, un vali. C'était avant la Constitution. J'avais tant de douleur que je pleurais nuit et jour, et tous les soirs, je faisais querelle.. Je voyais que mon mari ne m'aimait plus. Il n'était jamais content. Si je mettais des fleurs sur la table, il disait : « Pourquoi le couvert à la franque? Je suis Turc; je veux manger comme les Turcs... » Si je parlais de la philosophie, il me disait : « Est-ce que j'ai épousé une franque? Si j'en avais voulu une, je ne t'aurais pas prise. » Et il caressait, devant moi, cette esclave qui n'était pas civilisée du tout.

« Oh! chère amie, je ne pouvais supporter cela. Je n'étais pas une sauvage. J'étais instruite, plus que Djavid Pacha, et je souffrais dans ma dignité... Alors, je désire mourir. Je pense : « Il faut que ma mort soit utile à mon pays... » Et je vais au Comité : « Je veux mourir. Donnez-moi une mission. Donnez-moi de la dynamite. Je ferai sauter un grand conak. Et je mourrai pour la révolution. » Mais les gens du Comité n'ont pas voulu. »

Mme Ange essuie ses yeux et parle, en turc, à la dame de Salonique qui, dominée par l'habitude, a croisé ses jambes sur le divan. Elle comprend très bien la résolution de Mme Ange. Et moi aussi, je la comprends. Ah! si l'on connaissait le secret des actions déconcertantes que commettent les femmes!... Héroïsmes, infamies, bizarreries, contradictions, décisions soudaines, extravagantes ou sublimes, tout ça, au fond, c'est des histoires d'amour. Quand une dame se jette tout à coup dans la dévotion, ou dans la politique, ou dans la charité, ou dans la galanterie, c'est peut-être parce que son Djavid Pacha, à elle, son époux adoré, l'a trompée avec la bonne!

« Enfin, il y a eu la Constitution, — dit Mme Ange, — et nous avons changé de vilayet. Mon mari est un patriote, et un homme très honnête. Il ne vole pas. Il sert très bien le pays. Mais toujours, toujours, il aimait cette fille...

« Et moi, je me consolais en travaillant pour le progrès. Autrefois, un député, un membre du Comité, D... bey, m'avait appris la politique, la sociologie. Il me parlait à travers un rideau, car jamais aucun homme n'a vu mon visage, excepté mon premier mari et Djavid Pacha. Ce D... bey, il promettait la liberté pour tous, et pour les femmes. Car les femmes, elles ont beaucoup aidé les Jeunes-Turcs. Elles ont porté les papiers, les lettres, et même des revolvers. On ne peut pas toucher une femme, pas même lui parler, dehors, vous savez bien. Très commode pour révolutionnaires... Mais les Jeunes-Turcs sont très ingrats pour nous. Quand, après la Constitution, D... bey est venu faire conférence, dans notre ville, toutes ces dames y sont allées, et moi aussi. Et j'ai aussi fait conférence. Oh! ce jour-là, chère amie, j'ai mis le pied dans la civilisation.

« Djavid Pacha a su cette chose de la conférence. Il était furieux. Et j'ai dit : « C'est la faute de D... bey. Il m'a poussée à parler. » Et D... bey a dit : « Ce n'est pas vrai. » Il a cessé de s'occuper des femmes et de les défendre, parce qu'il avait peur de n'être pas réélu. Et Djavid Pacha craignait aussi de perdre sa place. Il m'a dit : « Il ne faut plus écrire. » J'ai dit : « Je n'ai plus le bonheur. Je dois me consoler comme je peux. — Je te divorce, si tu continues à écrire... — Tu veux me divorcer parce que tu es l'amant de cette esclave, de cette misérable, de cette prostituée... Eh bien! elle m'appartient, je la marierai et tu ne la verras plus... — Avant que tu la maries, je vous tuerai toutes deux... Et toi, va-t'en... Par trois fois, je te divorce. »

« C'était fini. J'étais divorcée. La loi obligeait Djavid Pacha à me rendre ma fortune, mais elle lui permettait de garder notre fils, le seul qui reste de tous nos enfans. Mon mari m'a écrit : « Tu es riche et je suis pauvre. Je sais que tu peux réclamer l'argent, mais alors, moi, je n'aurai plus rien. Alors, je te donnerai le tiers de ta dot, parce que j'ai besoin du reste. » J'ai répondu : « Ça m'est égal. Je souffre trop. Je me moque de l'argent. Permets seulement que je voie mon fils... »

« Il a gardé mon argent; il a gardé mon fils. Me voilà toute seule. J'ai le cœur brisé... Et quelquefois, je sens une haine terrible contre Djavid Pacha et cette esclave. Je pense : « Si je pouvais me venger, leur faire du mal... » Et puis je pense encore : « Ça ne guérirait pas mon cœur. Ça ne me rendrait pas

l'amour. Et tout de même, au fond, j'ai une sympathie, une affection pour Djavid Pacha... Je ne voudrais pas qu'il fût malheureux ou malade... Je lui pardonne. Je ne peux pas le détester, chère amie. »

Mme Ange regarde le portrait de l'Holopherne barbu, et, les yeux humides, après un instant de rêverie, elle murmure:

« Il était beau, Djavid Pacha! »

Mme Ange veut aller à Paris. Elle m'a demandé des renseignemens sur les trains et les bateaux.

— Je n'irai pas seule, chère amie, parce que j'aurais honte des messieurs (*sic*). Je veux emmener ma petite esclave et mon vieux cuisinier arménien.

J'insinue que ce cuisinier, promu écuyer cavalcadour, sera peut-être plus gênant qu'utile. Il a soixante-dix ans et ne connaît pas le français.

— Ça ne fait rien. Je parlerai pour lui. Et je verrai tout, tout... bals, théâtres, concerts, Sorbonne...

— Et vous garderez le tcharchaf?

— Je mettrai un cache-poussière et un petit voile comme à la campagne.

Elle demeure pensive:

— Prêtez-moi votre chapeau, chère amie, pour voir comment ça fait sur ma tête.

Elle met le chapeau cloche sur son bouffant bicolore et minaude devant la glace:

— Hé! il me va bien.

Et tout à coup :

— Ah! fermez la porte, chère amie! Si mon esclave me voyait, elle dirait que je me suis faite chrétienne!

Fermer la porte? Je veux bien, mais aucune porte ne ferme exactement, chez Mme Ange. Celle de ma chambre, je dois la maintenir en mettant une chaise tout contre, le matin et le soir.

Mme Ange assiste à ma toilette. C'est, dit-elle, son devoir d'hôtesse de me servir. Elle m'a gentiment offert son propre linge, mais nous n'avons pas les mêmes mesures. Elle s'inquiète aussi, beaucoup, des fluctuations de la mode, de la longueur des corsets les plus récens, de la platitude des jupons. Elle porte même, aux chapeaux, un intérêt platonique.

Un jour, elle me parlait de ses malheurs et s'étendait en considérations philosophiques, quand, ayant passé la main sur mes genoux, elle s'interrompit :

— Je crois, chère amie, que votre robe n'est pas doublée?

— Non, chère Mélek. Il y a deux ans qu'on ne double plus les robes.

— Comment, il n'y a pas de fond de jupe?

— Pas de fond de jupe.

— Et moi, j'en ai un, — s'est écriée Mme Ange en soulevant sa jupe de soie grise. — J'en ai un, avec des plissés. Oh! je vais le faire enlever tout de suite!

Elle était contrariée, réellement. Elle avait un fond de jupe, lorsque les Parisiennes n'en portaient plus! C'était un ridicule intolérable, — et pourtant, Mme Ange vit seule, et ne voit que des femmes, ses esclaves et son vieux cuisinier! Elle n'a plus besoin de plaire.

J'ai souri, mais je ne peux pas reprocher à mon amie turque ce souci désintéressé qu'elle a de sa dignité corporelle. Elle soigne sa personne; elle tâche d'être agréable à ses propres yeux, — et cela, c'est une marque de raffinement, de « civilisation, » pour employer un mot qu'elle aime. Tant de ses compatriotes, à son âge, et délaissées, deviennent des masses de chair, sous d'informes caracos! Mélek Hanoum veut rester femme, malgré son pédantisme innocent, et elle a ri à mourir quand je lui ai raconté que les féministes révolutionnaires, à Paris, se coupaient les cheveux et portaient des vestons d'homme.

J'ai dit qu'elle tenait bien sa maison et que ce n'était pas un mérite commun à toutes les dames musulmanes. Il paraît que beaucoup d'entre elles laissent « tout aller, » et que leur incurie et leur gaspillage compromettent la fortune du mari. C'est peut-être parce que la fortune du mari doit servir à l'entretien du ménage, celle de la femme demeurant intangible. Les caprices et les négligences de la hanoum ne lui coûtent rien et ne la compromettent pas personnellement. D'autre part, la précocité des unions, la crainte du divorce, enlèvent à l'épouse le sentiment de la stabilité du foyer, et, dans ces conditions, elle ne peut prendre conscience de ses devoirs domestiques, de sa responsabilité d'associée conjugale. La polygamie n'existe plus, ou n'existe que d'une manière exceptionnelle, mais la maîtresse

entretenue au dehors a remplacé la concubine ou la seconde épouse qui faisaient partie de la famille. Le divorce est facile et fréquent. Pourquoi les femmes se priveraient-elles d'un plaisir, d'une robe ou d'un bijou, afin de ménager une fortune dont une autre, demain peut-être, profitera?

Ne généralisons pas. Il y a des Turcs qui s'attachent strictement à leur épouse et qui trouvent en elle une fidèle amie. Mais ceux, très nombreux encore, qui ne voient en elle qu'une compagne de lit, — souvent froide et passive, — et une reproductrice résignée, ceux-là ne peuvent lui demander la haute et délicate tendresse, le réconfort, et même le bon conseil que l'Européen trouve à son foyer.

Mme Ange, qui, malgré ses légers défauts, est une créature excellente et dévouée, n'a pas été inutile à l'élévation rapide de Djavid Pacha. Après quinze ans de mariage, il lui a préféré une esclave jeune et fraîche, et il l'a renvoyée, sans enfant, presque sans argent. Pas un mot de regret. Pas un attendrissement sur le passé d'amour. Le mépris oriental de la femme a reparu dans ce pseudo-civilisé, dès que la femme est devenue une gêne, un devoir!

J'ajoute que ce divorce a été blâmé par tous ceux qui en ont connu la cause et les circonstances. Plusieurs dames turques, qui ne partagent nullement les idées révolutionnaires et philosophiques de Mélek Hanoum, m'ont dit : « C'est une exaltée, une imprudente. Elle nous a fait un grand tort, à toutes, par ses exagérations. Mais c'est une femme de cœur, et la conduite de Djavid Pacha a été odieuse. »

La vie matérielle est simple et, je crois, peu coûteuse, chez mon amie. Sa petite villa, — sur le modèle courant de toutes les villas turques, — est très propre, très gaie, sans luxe. Il y a des meubles européens, mais c'est la manière de s'en servir qui n'est pas européenne!

J'occupe le seul lit de la maison, un lit de fer à barres de cuivre, qui a deux oreillers plats au chevet, et un troisième oreiller, très long, contre le mur, — souvenir du divan national. Les draps sont cousus à la couverture. La fenêtre est ornée de petits rideaux en cretonne bleu marine à fleurs, non pas coulissés sur des tringles ou plissés sur des anneaux, mais cloués à même le mur, par des pointes. Un portemanteau, deux chaises,

une table ronde, soi-disant table à toilette, garnie d'objets hétéroclites, les ustensiles de toilette étant épars sous les meubles. Et la porte ne ferme pas!

Mme Ange n'a pas de lit. Elle couche sur un matelas, posé à même le parquet. Et la dame de Salonique couche aussi sur un matelas, dans le salon. Les matelas sont nomades. Ils émigrent de pièce en pièce, selon la fantaisie de la dormeuse.

Les deux serviteurs, — la vieille pantalonnée ne compte pas, — adorent leur maîtresse qui les traite avec bonté. La petite esclave fait un service qui n'épuisera pas ses forces, prématurément! Elle se traîne, musarde, chantonne et rit à propos de tout. Comme les couturières, animées d'un génie infernal, ont imaginé des corsages qui s'agrafent dans le dos, je ne puis me passer de la collaboration de cette jeune personne dont jamais, jamais je ne prononcerai convenablement le nom! Nous nous entretenons par gestes, et quand je lui demande du savon, elle m'apporte mes gants!

Le vieux cuisinier, — il a aussi un nom terrible, en *ian*, — est un artiste que j'apprécie beaucoup. Il triomphe dans la préparation des *beureks* au fromage et des artichauts à l'huile. La cuisine turque me plaît. Elle rappelle la cuisine provençale ou italienne, moins l'ail. Je n'ai de répugnance que pour le pilaf au sucre et pour les *dolmas* froides. Ces feuilles de vigne farcies de riz et de raisins, imprégnées d'huile, ne passent pas.

MARCELLE TINAYRE.

LES *MÉMOIRES*

DU

PRINCE CLOVIS DE HOHENLOHE

II [1]

Le 19 mai 1874, le prince de Hohenlohe prenait possession de l'hôtel de l'ambassade à Paris. A peine arrivé, il avait à se défendre contre un article perfide de la *Neue Freie Presse* qui lui avait attribué cette réflexion : « Je ne resterai à Paris qu'aussi longtemps qu'on me laissera une certaine indépendance. » Comme dans toute information il y a toujours quelque chose de vrai ou de vraisemblable, le nouvel ambassadeur relevait le fait et rappelait au prince de Bismarck que, dans la salle des Pas-Perdus du Reichstag, il avait un jour déclaré ne pas comprendre comment un représentant de l'Empire pouvait rester en place, quand il se trouvait en désaccord avec le directeur de la politique étrangère. Mais ce n'était pas le cas pour lui en ce moment, puisqu'il partageait les idées et les desseins du chancelier. Et voilà comment on avait défiguré une ancienne et judicieuse opinion.

L'ambassadeur se met aussitôt à sa besogne d'informateur et consigne exactement dans son journal intime et dans ses lettres tout ce qui lui paraît utile à être retenu. Il y a dans ces notes abondantes des détails piquans qui touchent à tous les sujets : réceptions, salons officiels ou particuliers, Chambre des députés, Sénat, Présidence de la République, presse, théâtres, etc. S'il fallait en faire l'analyse complète, ce serait assumer une tâche aussi longue que peu attrayante. Pour quelques traits amusans,

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

que de vains propos, que de ridicules caquets ! Il importait donc de faire un tri et un choix. J'ai lu avec attention toutes les pages des *Mémoires* et j'ai cru qu'il y aurait un réel intérêt à réunir en une même étude les diverses observations qu'avaient suggérées, au cours de son ambassade, au prince de Hohenlohe, deux hommes considérables, Thiers et Gambetta ; puis, pendant son gouvernement d'Alsace-Lorraine, le plus considérable de tous, le prince de Bismarck.

Hohenlohe, qui ne cachait pas ses sympathies pour Thiers descendu du pouvoir, s'était mis immédiatement en relation avec lui. Leurs entrevues étaient fréquentes et portaient quelque ombrage à l'Élysée et aux Affaires étrangères. Un jour que l'ambassadeur manifestait à Decazes l'intention d'aller faire visite à Thiers, le ministre lui dit avec un malicieux sourire : « On assure que vous n'en sortez pas ! » L'ancien président avait gardé de ses entretiens avec Bismarck, lors des négociations de 1870 et de 1871, un souvenir qui ne pouvait s'effacer. Il reconnaissait, affirme Hohenlohe, que, si cruelles qu'eussent été les conditions de paix, le chancelier avait essayé de les atténuer dans la mesure du possible, mais il ajoutait : « Je ne dis pas cela à mes compatriotes qui trouvent qu'on a été trop dur. » Hohenlohe accentue étrangement cette déclaration courtoise, lorsqu'il cherche à établir par là que Thiers se sentait « l'obligé de Bismarck. » Il n'y a qu'à relire les *Notes et Souvenirs* pour revoir en quelque sorte la lutte émouvante et tragique que Thiers soutint contre les terribles exigences du chancelier « dominé par son tempérament de sauvage. » Et l'on ne peut oublier ces fières paroles du chef du Pouvoir exécutif, le 24 février 1871 : « Vous voulez ruiner la France dans ses finances, vous voulez la ruiner dans ses frontières ! Eh bien ! qu'on la prenne, qu'on l'administre, qu'on y perçoive les impôts ! Nous nous retirerons, et vous aurez à la gouverner en présence de l'Europe, si elle le permet ! » Et à ce dilemme brutal du vainqueur : « Que préférez-vous, Belfort, ou la renonciation à notre entrée dans Paris ? » qui ne se rappelle ce cri de confiance dans un avenir réparateur : « Belfort ! Belfort !... » Thiers, l'obligé de Bismarck ! Lui, qui eut à discuter une à une les moindres clauses des préliminaires de paix et ne put arracher la concession suprême qu'avec son désespoir !

Des notes recueillies par Hohenlohe il appert que l'ancien

chef du Pouvoir exécutif ne pouvait se consoler de sa retraite forcée. Il prédisait un mauvais accueil au projet de loi qui concernait les attributions du maréchal de Mac Mahon, et s'inquiétait de la précarité de son pouvoir. Il ne prévoyait qu'une chose possible : la dissolution. En attendant, il allait faire un tour en Suisse. « Je le soupçonne, écrivait l'ambassadeur, de vouloir laisser travailler ses amis tout seuls, certain qu'on le rappellerait le jour où le maréchal viendrait à tomber. Il se borne à dire : « Si on pouvait faire quelque chose du maréchal, on trouverait bien alors à s'en tirer ! » Et Hohenlohe ajoute avec son ironie habituelle : « Le plus grand malheur semble être, à son avis, qu'il n'est plus président. »

Vers le milieu de décembre, Thiers vint à l'ambassade causer du procès fait au comte d'Arnim. Il ne dissimulait pas que la conduite de l'ancien ambassadeur l'avait fort mécontenté. « J'ai tout fait, disait-il, pour améliorer sa position à Paris. Mais je sais très bien ce qui l'a indisposé contre moi. Il avait à ses trousses quelques banquiers qui eussent volontiers exploité les emprunts à leur profit. Je ne pouvais y consentir, car je voulais que chacun pût y participer. Ma résistance piqua ces banquiers qui excitèrent d'Arnim contre moi. » Thiers faisait certainement allusion à Bleichröder et à Henckel de Donnersmarck, qui étaient venus lui proposer d'affermer les impôts en France pour lui faciliter la libération du territoire. Thiers n'avait pas hésité à leur faire comprendre que la France saurait bien toute seule se tirer d'affaire, et cette verte réponse froissa les Allemands. Parlant ensuite de l'affaire du comte d'Arnim accusé d'avoir emporté certains papiers secrets de l'ambassade, Hohenlohe affirmait que ces papiers avaient été retrouvés dans les mains d'individus suspects et que, par suite, le prince de Bismarck était « exposé à des révélations qui eussent duré des années et eussent produit une tout autre impression qu'une franche explication devant le tribunal. » Ce que nous en avons appris était déjà suffisant pour dévoiler la politique insidieuse de Bismarck et pour expliquer la fureur du chancelier. Naturellement, Hohenlohe ajoute : « Thiers parut se rendre à mes explications. » Vingt ans après, l'ambassadeur, devenu statthalter d'Alsace-Lorraine, entendit Guillaume II lui faire cet aveu : « Ah ! si l'on comparait les méfaits de Bismarck avec ceux que le pauvre Arnim a si cruellement expiés ! »

En février 1875, Thiers prédisait encore une fois la dissolution prochaine de l'Assemblée. « Il n'y a que deux solutions possibles, disait-il, l'Empire et la République. Mais le premier ne serait rétabli que le jour où la République se serait révélée impuissante à vivre. Or, elle se fortifie de jour en jour et le pays est en majorité républicain. » Hohenlohe ajoutait à ces paroles la note suivante où il essayait de mettre une malice qu'il avait naturellement dissimulée à son interlocuteur : « Je pense que Thiers s'estime le seul candidat capable de remplacer Mac Mahon. En quoi il peut se tromper. » Trois jours après, Thiers complétait ses informations : il croyait au succès de la loi du Sénat qui en effet fut votée le 24 février et fut considérée comme l'établissement même de la République. Mais il doutait qu'on parvînt à conserver la majorité jusqu'à la fin. « Les difficultés ne commenceront, disait-il, qu'après que la Constitution aura passé. Une fois la République constituée, les républicains songeront à des transformations dans le personnel administratif, afin d'éviter les embarras que des préfets monarchistes pourraient leur créer lors des élections. Le maréchal, qui doit sa position aux conservateurs, sera attaqué par les uns et par les autres, et la situation des ministres deviendra extrêmement épineuse. *Ce sera l'enfer!* » Hohenlohe trouvait ces observations judicieuses. La gauche se tenait en effet tranquille, parce que sa tactique était d'établir la République en fait. Celle-ci obtenue, on la voudrait avec toutes ses conséquences. Si le maréchal cédait, il serait entraîné de plus en plus à gauche. S'il résistait, ce serait le conflit, et l'on pouvait douter qu'il fût en état de le surmonter.

A ce moment, la presse officieuse allemande ouvrit contre la France une campagne perfide, au sujet du renforcement de ses effectifs, qui aboutit à ce que l'on a appelé « l'Alerte de 1875. » Hohenlohe, qui ne fit rien pour conjurer cette alerte, est très sobre de renseignemens à cet égard et se borne à accuser Blowitz d'avoir, le 6 mai, par son article alarmant du *Times*, grossi l'affaire et fait de son argumentation une attaque intéressée contre l'Allemagne. Il contestait et niait, de la part de son pays, de réels sentimens d'hostilité. Cependant, le 25 mars précédent, dans un long entretien avec le grand-duc de Bade qui espérait le retour de rapports pacifiques avec la France, voici ce que dit Hohenlohe lui-même : « J'élevai des doutes. Possible qu'on évite

la guerre, mais pas probable. » Donc, l'alerte qui suivit, n'était pas une simple hypothèse.

Il fut question un moment, au début de l'année 1876, de confier la présidence du Sénat à Thiers. Le duc Decazes n'y croyait pas. Il apprenait à Hohenlohe que Thiers allait trouver dans le duc d'Audiffret-Pasquier un adversaire redoutable. La princesse Troubetzkoï confiait, le 7 février, à l'ambassadeur que Thiers était très affligé qu'il ne l'eût pas encouragé à accepter la présidence du Sénat. Lui président, aurait-il dit, le maréchal ne pourrait se maintenir et se retirerait. « Pour me gagner à la cause de Thiers, écrit Hohenlohe, la princesse me disait : « Thiers se désiste de l'élection de Decazes. » On me mettait donc le marché à la main. Si je favorisais les ambitions présidentielles de Thiers au Sénat, en échange, Decazes serait élu. Je me tins sur la réserve. » Hohenlohe fit bien, d'autant plus qu'il s'exagérait fort son influence.

Le ministère Buffet ayant démissionné le 22 février 1876, après ses échecs électoraux, et Dufaure s'étant chargé provisoirement de la présidence et du ministère de l'Intérieur, on négociait pour la formation d'un cabinet Casimir-Perier.

Hohenlohe alla aux informations chez Thiers où l'affluence était grande. Il retrace sa conversation avec lui en ces quelques mots curieux : « A son avis, les négociations n'ont pas complètement échoué, parce qu'avec Dufaure on n'en a jamais tout à fait fini... La situation serait excellente. Si l'on suivait l'exemple du roi Léopold, on obtiendrait une majorité de 350 voix. Seulement, on ne sait pas profiter de la situation. Il ne faut pas marchander. Ce marchandage indispose. Il fallait qu'à l'ouverture de la Chambre, les préfets qui avaient combattu les députés radicaux fussent mis à pied... Le maréchal est plus intelligent que son entourage. Il s'aperçoit que ni Broglie ni Buffet ne l'ont sagement conseillé. Tenant à rester en place, il sait très finement distinguer les conseils qui ne contribuent pas à consolider sa position. Mais il est tiraillé de droite et de gauche par son entourage et n'a pas la force de suivre sa propre inspiration. Cela ne deviendra pas tragique, mais cela se gâtera. »

Abordant ensuite la politique étrangère, Thiers apprit à Hohenlohe que Léon Say avait sondé les intentions de Decazes au sujet du poste de Berlin. Mais Decazes était inabordable et prétendait que le rappel de Gontaut-Biron gâterait les bonnes

relations existant entre les deux pays. Thiers persistait à croire que Gontaut devait partir. Toutefois, on aurait de la peine à lui trouver un successeur. « Nous convînmes, ajoute Hohenlohe, que nous nous communiquerions nos idées sur le sujet. Passant à l'alliance des trois empereurs, il émettait des doutes sur ses chances de durée. Aussi était-il nécessaire que l'Allemagne et la France restassent en bons rapports. — C'était là mon sentiment, répondis-je; mais je ne voyais pas bien comment on pouvait concilier ces bons rapports avec le mécontentement qui régnait en France. — Jusqu'à présent, répliqua Thiers, la France et l'Allemagne ressemblaient à ces lévriers qu'on attache par couple et qui tirent chacun dans une direction différente. Maintenant, les choses ont changé. Peu à peu, on rentre dans un droit chemin et l'on peut s'entendre. — Cette observation est juste, repris-je, aussi longtemps que la France luttera contre le même adversaire. » Et dans ses notes le prince ajoute: « Thiers semble toujours tenir à son idée favorite: le rapprochement avec l'Allemagne, ou du moins fait-il comme s'il y tenait. Mais je me souviens du mot d'Orlov: « Thiers aime à jouer à la bascule et à entretenir de bonnes relations tour à tour avec chacun. » On en vint ensuite à la question d'Orient. Ce qui ajoutait au danger, suivant Thiers, c'est que l'opinion publique s'irriterait si les cruautés des Turcs contre les Serbes continuaient. *L'Europe a ses nerfs.* Tous les peuples qui composent la Turquie réclament leur indépendance: la Serbie, le Monténégro, la Bosnie. La Turquie ne peut rien pour les retenir. Le Sultan, dit Thiers, est un coquin qui, entre autres coquineries, se fait payer les coupons sep obligations de l'emprunt qu'il détient. » Il croyait savoir que la conférence des trois chanceliers, Gortchakof, Andrassy et Bismarck, aurait pour effet une intervention de l'Autriche en Bosnie. « C'est, disait-il, l'unique manière de faire la paix. » Passant à la politique intérieure de la France, Thiers émettait l'idée que la communauté d'intérêts dans la lutte contre l'ultramontanisme offrait une garantie pour la durée des bons rapports entre l'Allemagne et la France.

Quelque temps après, un autre entretien eut lieu entre Thiers et Hohenlohe au sujet du Sénat. L'ancien président le trouvait excellent et lui prédisait le meilleur avenir. L'élément dominant y était constitué par la classe riche de la bourgeoisie, à qui la forme de gouvernement importait peu, pourvu que ses richesses

et l'assurance d'en acquérir de nouvelles lui fussent garanties. Mais Thiers ne se préoccupait pas seulement de la formation d'un gouvernement durable, il continuait à défendre une des forces indispensables à toute nation qui veut vivre et prospérer, l'armée. C'est ainsi qu'ayant appris qu'une motion tendait à réduire le service militaire de cinq ans à trois ans, il usa « des privilèges d'un vieillard, » — c'est Hohenlohe qui rappelle ce mot, — pour dissuader nombre de ses collègues de la voter. C'est lui-même qui poussa Gambetta à prononcer son discours du 12 juin 1876 contre l'abaissement inopportun de la durée du service militaire.

Le 18 juin, l'ambassadeur apprit avec un certain dépit par la princesse Troubetzkoï que Thiers faisait une peinture épouvantable des conséquences que pouvait avoir à cette date la politique en Europe. Il prétendait que la Russie allait se trouver isolée en face de deux ennemis: l'Angleterre et l'Allemagne. « Le but de Thiers, remarque Hohenlohe, est apparemment de gagner les Russes à la France, en la présentant comme le seul aide de la Russie. » Il semblerait d'ailleurs que les invites de l'ancien président fussent assez mal accueillies, car si l'on en croit certaines confidences d'Orlov à l'ambassadeur allemand, Thiers était mal jugé par l'ambassadeur russe. « Thiers, qui reproche au duc Decazes son manque d'énergie dans les affaires d'Orient, reste toujours, aurait dit Orlov, fidèle à sa propre politique qui provoqua la quadruple alliance contre la France, et il oublie que cette politique était plutôt un four. » Et Hohenlohe rassuré mande à Bismarck: « Je ne trouve pas trace de l'idée d'une alliance franco-russe. Au dire d'Orlov, Thiers lui en veut de tenir le régime actuel pour une comédie passagère et de voir dans l'Empire le véritable avenir de la France. »

Revenant à la question extérieure, Thiers faisait à Hohenlohe les remarques suivantes le 23 janvier 1877, au moment où la conférence de Constantinople se séparait sans avoir rien décidé: « Les Turcs sauraient faire à l'heure actuelle les concessions nécessaires et offrir la paix aux Serbes, aux Monténégrins, à des conditions favorables. M. de Bismarck ne pouvait penser à précipiter l'Europe dans une guerre générale. La supposition même en était ridicule. Qu'elle songeât à rouvrir les hostilités avec la France, comme on le craignait ici, lui n'en croyait rien. De son côté, la France ne voulait pas guerroyer. Sans doute, il lui fallait

être militairement forte pour se maintenir en Europe, mais il n'était pas question de guerre. Y a-t-il en France un parti de la guerre? Le maréchal ne pense qu'à rester en place. Là se bornent ses vues. » C'était un jugement mal fondé. Si le maréchal a dit le : « J'y suis, j'y reste, » ce n'est que dans la tour minée de Malakoff. Celui qui a pu jeter un coup d'œil sur les *Mémoires inédits* de Mac Mahon reconnaîtra qu'il était exempt de toute ambition personnelle. « J'ai servi loyalement, a-t-il dit, les gouvernemens successifs et à leur chute, je les ai regrettés tous, à l'exception d'un seul, le mien. » Thiers ajoutait : « Gambetta se dispose à prendre la présidence. Quant à moi, je ne songe pas à la guerre. » Et Hohenlohe faisait cette remarque : « Suivant Thiers, toute la France se résume en ces trois personnes. » L'ambassadeur avait certainement une grande sympathie pour l'ancien président de la République, mais il ne se gênait point pour souligner ou critiquer ses ambitions. « Quand je lui racontai, écrit-il un jour dans ses notes, que le feld-maréchal Manteuffel désirait le voir au ministère de la Guerre, il en rit énormément, non d'ailleurs sans en être flatté. » Il se souvenait avec plaisir d'avoir porté au lycée de Marseille l'uniforme de la garde impériale avec les guêtres montantes et affirmait que c'était là qu'il avait conçu le goût des choses militaires.

L'ambassadeur allemand relate un entretien des plus curieux entre lui, Thiers et Gambetta, à la date du 3 juillet 1877. « On parla de choses et d'autres, de la guerre de Turquie, de l'Angleterre, etc. Thiers raconta ses vieilles histoires de Metternich, Talleyrand, Louis-Philippe que nous écoutâmes avec respect. Jamais je n'ai vu le présent et le passé symbolisés avec autant de force qu'en ces deux hommes. Gambetta, que ces récits vieillots devaient peu amuser, les écoutait avec l'attention d'un fils et témoignait le plus vif intérêt. Je profitai d'une pause pour questionner Thiers sur les prévisions électorales. » Il répondit que depuis 1789 on n'aurait pas vu d'élections pareilles ; que la France était résolue à écraser les adversaires de la République et qu'elle tiendrait parole. « Gambetta fait bonne mine, constate Hohenlohe. Il est courtois, aimable, et pourtant, l'on devine en lui l'homme d'État énergique et conscient de sa force. » Dans un autre entretien, l'ancien président de la République déclare à l'ambassadeur qu'il ne reprendrait la présidence qu'à contre-cœur, mais qu'il ne pourrait cependant refuser de servir son pays,

dût-il y perdre la vie (1). « Il me demanda quel effet sa rentrée au pouvoir produirait en Allemagne et il fut très content d'apprendre qu'à Berlin on la saluerait avec joie. Nous étions unanimes à reconnaître que la République française consolidée amènerait une détente dans les relations franco-allemandes. » Ceci était écrit le 16 juillet. Six semaines après, Thiers mourait à Saint-Germain-en-Laye. A la date du 5 septembre, aux eaux de Gastein, le journal de Hohenlohe contient ces quelques mots: « Herbert Bismarck vient me confirmer la mort de Thiers. Ce matin, bain, promenade, et pris le café dans le promenoir. Ensuite visite à la princesse de Bismarck. A une heure chez le chancelier que je trouve bien portant et dispos. Il déplore la mort de Thiers. La France fait une grande perte. Il ajoute que Thiers était le seul homme en France qui eût tenté avec succès d'établir une alliance entre les puissances occidentales et l'Autriche. A présent, la France sera plus désunie que jamais. Quant à ladite alliance, Bismarck ne la craint pas, tant qu'Andrassy restera. Nous n'aurions même pas à redouter une Autriche hostile, une fois qu'elle serait entrée dans cette alliance, tant que nous aurions la Russie avec nous. L'été dernier, Gortchakof avait travaillé à nous brouiller avec l'Autriche et voulait infliger à l'Allemagne au moins un échec diplomatique. Il avait échoué... Bismarck croit encore à la possibilité d'une victoire des Russes sur les Turcs, à condition qu'ils s'y prennent mieux. Leur défaite actuelle est imputable aux fautes du commandement. A table, la conversation roula sur les choses de France. Bismarck regretta Thiers. Il nous invita à vider en silence un verre à sa mémoire. »

Ce toast est bien allemand. Boire un verre de vin ou une chope de bière pour honorer le souvenir d'un mort illustre est une idée qui ne viendrait guère à des Français. C'est qu'ils ne savent pas tout ce qu'il y a de solennel dans le fait de lever son verre, comme si l'hôte était présent, et de le vider ensuite avec respect dans le plus profond silence. Quant à l'assertion que la France serait plus désunie que jamais, les événemens militaires et le Congrès de Berlin qui en fut la suite, devaient lui donner tort.

(1) Dans une lettre récemment publiée et datée du 20 août 1877, Gambetta écrivait à Ranc : « L'important est de prendre M. Thiers pour candidat à la Présidence » et, envisageant les divers expédiens qui s'offraient au maréchal de Mac Mahon, concluait naturellement à celui d'un prochain départ.

C'est par la faute du chancelier que la France et la Russie allaient bientôt contracter une alliance que les incidens les plus divers et les plus graves n'ont fait que renforcer.

*
* *

L'attention de Bismarck et de Hohenlohe devait se reporter maintenant avec plus d'insistance sur Gambetta que les Allemands considéraient désormais comme le personnage politique le plus influent en France. « Nous n'avons rien à craindre de sa part, avait dit, en 1875, Bismarck à l'ambassadeur, même s'il organisait la France aussi solidement que vous le croyez. Nous sommes toujours à la hauteur de la France, même d'une France forte. Le danger serait la coalition. Or, la République n'arrivera jamais à former une coalition contre nous. » Cependant, Hohenlohe était défiant. Il avait signalé au chancelier, en juin 1876, l'amitié inquiétante de Gambetta et de Chaudordy. « Gambetta, écrivait-il, voudrait qu'on donnât à Chaudordy la place de Le Flô à Saint-Pétersbourg. Cette liaison, qui date de leur collaboration à Tours, est curieuse. Gambetta songerait-il à préparer la revanche contre l'Allemagne avec l'aide de la Russie et des ultramontains auxquels Chaudordy appartient? »

L'empereur Guillaume Ier n'avait point pour Gambetta la sympathie que semblait lui témoigner Bismarck. « Il vantait l'énergie et l'esprit logique du Maréchal, louait son activité anti-radicale et insistait particulièrement sur son horreur de Gambetta qui, une fois président, ne pourrait manquer de déclarer la guerre à l'Allemagne. Je me permis, dit Hohenlohe, de contester le bien fondé de ses craintes et déclarai en outre que je ne croyais pas que la République de Gambetta se lançât dans une guerre contre l'Allemagne; car, pour mener une guerre, il fallait un pays fort à l'intérieur; il fallait de l'union et des alliances. Gambetta, obligé d'engager la lutte contre les cléricaux, provoquerait un conflit autrement considérable que notre Kulturkampf. Il serait donc trop occupé à l'intérieur pour songer à nous faire la guerre. L'Empereur prêta grande attention à mes explications, mais ne parut pas convaincu. Il se plaignait des excès de la presse allemande, même de la presse officieuse, à l'égard du gouvernement français, émettant la crainte que ces piqûres perpétuelles ne finissent pas excéder la France et par devenir un prétexte de guerre, auquel cas tous les torts seraient

de notre côté. » C'était la politique de Bismarck qui excitait les reptiles prussiens contre nous. En effet, quelque temps avant cet entretien de l'Empereur et du prince de Hohenlohe, Bismarck disait à celui-ci qu'« il serait nécessaire de se montrer un peu menaçant encore avant les élections. D'ailleurs, cette démonstration pourrait aussi bien se faire à Berlin qu'à Paris. » Il reconnaissait cependant lui-même que l'Empereur faisait mille obstacles à cette politique. « Au lieu de veiller à ce que la France demeurât désunie et incapable d'alliances, l'Empereur, dominé par l'influence de Gontaut-Biron, tenait toujours à l'ancienne politique d'Arnim ayant pour but la solidarité des intérêts conservateurs... Tant que Gontaut demeurait à Berlin, il existait une sorte de contre-ministère contre lequel il avait à lutter. » Le 14 décembre, le Cabinet Dufaure, où Waddington avait remplacé Decazes aux Affaires étrangères, rappelait M. de Gontaut-Biron, à la trop grande satisfaction du chancelier. Des relations amicales s'établirent bientôt entre Hohenlohe et Gambetta. Dans des entretiens familiers où l'on abordait une foule de questions, Gambetta déclarait que Léon XIII lui paraissait plus conciliant que son prédécesseur. « Il me disait que ses informations de Rome étaient favorables au nouveau Pape et concordaient avec les miennes. Toutefois, Léon XIII pouvait être dangereux, car il était capable d'endormir l'attention sur le péril clérical. »

Au congrès de Berlin, Hohenlohe avait été chargé de figurer auprès du chancelier et du secrétaire d'État, M. de Bülow, afin de pouvoir dire au roi de Bavière que, par égard pour lui, on avait envoyé à cette réunion solennelle un grand officier de sa couronne. Il y servit en réalité de secrétaire intime à Bismarck. Ses notes ne nous apprennent rien de particulièrement nouveau sur les décisions du Congrès.

Revenu à Paris au commencement de 1879, il continua à suivre la politique de Gambetta, qui l'intéressait au plus haut degré. Il fallait s'attendre en France à toute sorte d'événemens. Les prévisions de l'ambassadeur étaient devenues pessimistes. « On ne peut dire jusqu'où les Jacobins entraîneront la République. Dans tous les cas, nous ferons bien, écrivait-il, de ne pas perdre les choses de vue. Car la République radicale est capable des pires folies : Kulturkampf, guerre contre l'Allemagne, etc. Je crains que les Jésuites n'entraînent la République aux pires excès. » Il est à remarquer que le catholique Hohenlohe, comme

jadis Villemain, voyait des Jésuites partout. L'intrigant Blowitz, qui flattait cette manie, était un des familiers du cabinet de Hohenlohe. Il lui apportait à tout moment des nouvelles à sensation et des jugemens personnels sur les hommes politiques. Il accusait Gambetta de n'avoir d'affection pour personne et d'être immodérément fier, parce que celui-ci l'avait un jour traité de haut. Blowitz rendait d'ailleurs justice à son talent, à son éloquence, à son honnêteté. Dans les entretiens que l'ambassadeur eut par la suite avec Gambetta, on vint à parler des nouvelles lois françaises contre les Jésuites. Gambetta préconisait des mesures plus sévères encore, comme la fermeture des établissemens tenus par des congrégations non autorisées. « Je fis observer qu'on s'y prenait un peu tard après avoir toléré l'enseignement des Jésuites pendant trente années. Gambetta m'approuva. » La conversation étant tombée sur le mode électoral, Gambetta montra la nécessité de faire reparaître le scrutin de liste, « car le scrutin d'arrondissement produisait des Chambres d'une petite moyenne, dont les membres poursuivaient uniquement des intérêts locaux. Vouloir former avec cela un parti gouvernemental, c'était vouloir la quadrature du cercle... Gambetta déclarait que le scrutin de liste était nécessaire pour obtenir des élections modérées. D'ailleurs, il parlait en général dans un sens conservateur. Il citait comme exemple la circonscription de Belleville où l'on aurait élu un député rouge foncé si, lui, Gambetta, n'avait passé. »

La crainte de voir Gambetta pousser à la revanche par n'importe quels moyens tourmentait aussi bien l'ambassadeur que le chancelier. Étant allé voir l'Empereur en septembre 1879 à Berlin, il causait avec lui d'une alliance possible de l'Allemagne avec l'Autriche contre la Russie, alliance à laquelle Guillaume était opposé. L'Empereur croyait à une coalition projetée par Bismarck dans laquelle entrerait la France. « En ce qui concernait ce pays, disait Hohenlohe, Waddington était pour l'Angleterre contre la Russie. Mais dans trois mois Waddington pourrait être renversé. Il serait possible alors que les affaires tombassent aux mains des créatures de Gambetta. Celles-ci s'aboucheraient avec les révolutionnaires russes et allumeraient la guerre pour jeter toute l'Europe dans la révolution. Notre alliance avec l'Autriche rendait donc ce double service à la Russie : 1° de tenir la Révolution en échec; 2° de fixer l'Au-

triche en la détournant d'entrer dans une coalition contre l'Allemagne et la Russie. Ma démonstration parut plausible à l'Empereur. » Mais la conversation n'eut pas d'autres suites. A son retour à Paris, Hohenlohe revit Gambetta, qui lui parla des lois Ferry sur l'enseignement et s'étonna que le nonce se remuât beaucoup contre elles. Il devait pourtant savoir que le clergé français, par un reste de gallicanisme, n'aimait pas à être dirigé par un nonce. L'ambassadeur le questionna sur la politique étrangère. Gambetta répondit que la Chambre n'y entendait rien et que d'ailleurs le pays était pacifique. « Quant à lui, le parti conservateur l'avait calomnié en lui prêtant des velléités belliqueuses. Il se chargeait à l'occasion de percer à jour ces calomnies avec documens en main. » Le remuant Blowitz continuait ses petites manœuvres. Il allait informer sérieusement Hohenlohe qu'il faisait de l'opposition à Gambetta. « Il ne peut, disait-il, rester au pouvoir qu'en se faisant dictateur ou socialiste; il se fera donc l'un et l'autre. » Blowitz l'en croyait capable, mais il se jugeait de force à lui « barrer la route. » A un dîner chez M. de Beust, le 10 juin 1880, Gambetta confia à Hohenlohe qu'il était très content que l'Allemagne n'arrivât pas à liquider le Kulturkampf. Il estimait qu'aucune entente n'était possible avec la curie romaine : « la politique, disait-il, suppose une lutte et une opposition perpétuelles ; à tout le moins vaut-il mieux que la lutte sévisse sur ce terrain plutôt que sur d'autres. » La conversation étant tombée sur le 16 Mai, Gambetta déclara qu'on n'aurait pas dû laisser les ministres en liberté, sauf à les gracier plus tard. « C'est l'attitude indulgente du ministère qui faisait l'un des griefs capitaux de la Chambre contre l'ancien ministère Waddington. » Hohenlohe revint sur des bruits de guerre. « Gambetta y voyait une manœuvre fomentée par l'opposition en vue de provoquer des troubles, de nuire à tout travail paisible et de rendre la République suspecte. Mais le peuple ne s'en laissait point imposer. Il était trop apathique pour s'exciter à si peu de frais. »

Dans un nouveau voyage à Berlin, Hohenlohe, qui ne croyait pas à ces déclarations pacifiques, énumérait maintenant les raisons que l'Allemagne avait de craindre Gambetta. Bismarck ne voulait pas lui accorder autant d'importance et prétendait que l'on n'y pourrait rien, s'il était vraiment tel que le disait l'ambassadeur. Celui-ci avait parlé également des projets de la France sur le

Maroc. « Le chancelier, dit Hohenlohe, exprima l'opinion que nous ne pouvions que nous réjouir si la France s'adjugeait le Maroc. « Elle aurait beaucoup à faire de ce côté et nous pourrions lui concéder cette extension de son territoire en Afrique à titre de compensation pour l'Alsace-Lorraine. » Il n'est pas inutile de faire remarquer en passant que l'un des successeurs de Bismarck qui ont le plus admiré sa politique, le prince de Bülow, n'a pas eu, comme on le sait, la même opinion et, loin de se réjouir à la pensée d'un simple protectorat, a tout essayé pour empêcher la France de défendre même simplement les intérêts de son commerce et de ses nationaux. Dans un nouvel entretien avec le chancelier, le 26 novembre 1880, Hohenlohe apprit de lui qu'il fallait dire ouvertement que les Allemands étaient heureux de voir les Français chercher leur intérêt ailleurs, par exemple, à Tunis ou en Orient, parce qu'ils cesseraient ainsi de porter leurs regards sur la frontière du Rhin. Le chancelier jugeait que l'influence de Gambetta était en baisse et croyait que M. de Freycinet serait appelé à jouer un rôle important. Il conseillait de traiter poliment Gambetta, mais de ne point le fêter.

Rentré à Paris, l'ambassadeur alla voir Gambetta qui l'accueillit « avec sa courtoisie et sa chaleur tout italiennes. » Le député de Paris se félicitait du Kulturkampf français. Le résultat des mesures prises contre les congrégations lui avait donné pleine satisfaction. « Une fois pour toutes, disait-il, le pays était anticlérical ; il avait réclamé et attendu l'exécution des décrets. Le seul danger qui eût menacé le gouvernement provenait des lenteurs qu'il avait mises à prendre ces mesures énergiques ; en quoi il avait prêté le flanc à la méfiance. M. de Freycinet, dont Gambetta ne laissa pas de vanter les qualités d'orateur, l'autorité et le caractère et dont il considérait le départ comme une perte pour le Cabinet, — Jules Ferry l'avait remplacé comme président du Conseil, — s'était laissé duper par les négociateurs cléricaux, et finalement s'était avancé si loin qu'il n'avait plus voulu exécuter les décrets. Et pourtant, s'écriait Gambetta, c'est lui-même qui les a voulus ! Je lui ai bien dit que les lois existantes suffiraient. Mais, une fois les décrets émis, le pays avait réclamé leur exécution. L'hésitation de Freycinet avait provoqué une agitation et une effervescence considérables et sa position était devenue intenable. »

Le scrutin de liste, sur lequel Gambetta fondait tout le suc-

cès de sa politique, avait été voté à une majorité de huit voix par la Chambre le 15 mai 1881; mais le Sénat, qui voyait avec inquiétude cette réforme et redoutait les desseins ambitieux de Gambetta, la rejeta le 9 juin. Le président Grévy avait prédit ce rejet à l'ambassadeur. « Le pays, lui avait-il dit, voit la chose d'un œil indifférent, mais plutôt mauvais. L'affaire n'a été lancée que par un certain nombre de personnalités ambitieuses et pour des raisons intéressées. Le pays réclame du repos. » Grévy visait ainsi Gambetta qu'il soupçonnait prêt à lui enlever la Présidence. Les ennemis de Gambetta se remuaient et l'accusaient de préférences aristocratiques. Ils lui reprochaient, entre autres choses, d'avoir accepté un dîner chez le marquis du Lau avec MM. de la Trémoïlle, de Kerjégu, de Breteuil et de Rothschild. Ils l'accusaient d'avoir tenu des propos conservateurs qui avaient indisposé ses amis républicains. Waddington était allé raconter à Hohenlohe quelques épisodes de la discussion sur le scrutin de liste au Sénat. « Ses collègues, disait-il, avaient tout particulièrement admiré son audace de tenir tête à Gambetta devant lequel tous ces messieurs se tenaient à quatre pattes. Ce n'est qu'en hâtant le plus possible le dénouement des débats qu'il avait emporté le succès. Pour peu qu'ils eussent duré quinze jours de plus, Gambetta retournait la majorité, car il s'était donné une peine incroyable. »

Vinrent les élections nouvelles. On sait quel événement fut celle du XXe arrondissement à Belleville, où se disputait l'avenir de Gambetta. Les radicaux l'appelaient « l'ami de Galliffet » et prédisaient sa chute. On prétendait que Gambetta aurait dit au général: « Mes amis veulent que je prenne le pouvoir; vous m'y aiderez en votre qualité d'homme d'armes. — Mais, répondit Galliffet, je serai le plus fort et, si vous m'embêtez, je vous mettrai à l'ombre. — J'y ai pensé, dit Gambetta, mais je ne suis pas inquiet. Vous n'avez aucun goût pour la politique et vous seriez pressé de me faire sortir de prison. » Ce sont là des propos humoristiques répétés par Galliffet, mais qui n'ont pas toute l'importance qu'on a voulu leur attribuer. Les socialistes étaient plus animés encore que les radicaux. Gambetta, qui s'était présenté dans les deux circonscriptions de Belleville et Charonne, ne fut élu que dans une. Dès ce moment, il apparaissait que l'ancien tribun serait obligé de se rapprocher des modérés, puisque son ancien parti l'abandonnait.

Au mois d'octobre, Hohenlohe se rendit à Varzin où le chancelier lui demanda des nouvelles de Gambetta qui venait de faire un voyage en Allemagne. « Où est-il resté? disait-il, je l'attends toujours. » Gambetta étant sans aucun doute appelé à jouer un rôle considérable en France, Bismarck eût volontiers échangé quelques idées avec lui. Mais les diverses tentatives qui avaient été faites jusque-là n'avaient pu aboutir. Aux questions insidieuses de Blowitz, Hohenlohe répondait: « Non, Gambetta n'a pas été à Varzin, et cependant, le prince l'eût volontiers accueilli. » De retour à Paris, l'ambassadeur vit Barthélemy Saint-Hilaire, ministre des Affaires étrangères, qui considérait le ministère Gambetta comme certain. Il reconnaissait les qualités de cet homme politique, son talent, sa vivacité d'esprit, son patriotisme. « Mais Gambetta, disait-il, a grandi dans une sphère à laquelle, lui, Saint-Hilaire, est étranger, et dans laquelle il ne pourrait s'acclimater. Orateur, mais pas homme d'État, il manque à Gambetta le calme de la réflexion. » Hohenlohe devinait dans les paroles de son interlocuteur l'espérance que Gambetta s'userait promptement et le désir qu'on eût recours à des hommes plus modérés. Barthélemy Saint-Hilaire craignait que Gambetta ne devînt un danger pour Grévy, car il serait Président de la République en fait et le rôle de l'autre réduit à rien.

Le 3 décembre 1881, Gambetta, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, donnait son premier dîner diplomatique. « Il nous reçut, écrit Hohenlohe, à la porte des salons. J'avais pour voisins le nonce qui occupait la place de la maîtresse de maison en face de Gambetta et le nouveau ministre de l'Intérieur, jeune homme d'un extérieur et d'une conversation agréable. C'était Waldeck-Rousseau. Gambetta avait à ses côtés Lyons et Orlov. Le dîner provenait des cuisines du fameux chef Trompette et non pas de chez Potel et Chabot, comme les dîners des ministères en général. Partant, il était très bon et ne me causa aucun dérangement d'estomac, comme la plupart des dîners officiels. Après le dîner, Gambetta me dit qu'il ne comprenait pas l'opposition faite par le Reichstag à la politique financière du chancelier, puisque, après tout, elle tendait à fortifier l'unité de l'Empire. Je lui expliquai que le parti de l'opposition, tant progressiste que centre, était adversaire de cette unité fédéraliste. Il l'ignorait, et dès lors il comprit cette politique. Le discours du chancelier, — du 28 novembre à Hambourg, —

l'avait rempli d'admiration. » Il appréciait surtout ce passage : « Personne ne me doit de remerciemens et celui qui prétendrait que j'en attends, me calomnierait; car j'ai fait mon devoir et rien de plus! » Le chancelier ne le paya pas de retour, car il fit, comme on le sait, tout ce qu'il put pour exciter les suspicions de l'Europe contre le nouveau Cabinet.

Un mois après, Gambetta revint devant Hohenlohe sur la nécessité d'adopter le scrutin de liste. C'était pour lui le seul moyen de constituer une majorité solide. « On ne peut pas gouverner, disait-il, si l'on voit chaque jour se former une majorité nouvelle. » L'infatigable Blowitz, qui allait porter des nouvelles d'ambassade en ambassade, vint dire à Hohenlohe, le 19 janvier, que si Gambetta ne démordait pas de cette question, il tomberait. Le 26, la prédiction se réalisa. Devant le rejet de son projet de revision limitée portant sur la modification du scrutin pour les élections de la Chambre et du Sénat, ainsi que sur la réduction des droits financiers du Sénat à un simple contrôle, Gambetta se retira. Ceux qui étaient à la Chambre le 26 janvier n'oublieront pas cette grande journée. Gambetta, drapé dans une grande redingote noire, la figure énergique et enflammée, le corps droit et ferme, la main sur un énorme portefeuille qui contenait ses dossiers de réformes, écarta avec adresse les coups droits que lui portait le rapporteur de la Commission, l'ancien préfet de police Andrieux, et nia de toutes les forces de son éloquence qu'il eût la pensée de descendre à la conception misérable et avilissante d'une dictature. La République n'avait pas d'adversaires. Il ne lui restait qu'à se gouverner elle-même, à lutter contre les divisions qui l'assiégeaient, à écarter les personnes pour ne voir que le pays. Le changement de législation électorale était une nécessité suprême de bon gouvernement. Enfin, il y avait quelque chose que l'orateur entendait placer au-dessus de toutes les ambitions : c'était le relèvement de la patrie.

Des applaudissemens, des bravos, des acclamations enthousiastes saluèrent, mais pour la dernière fois, ces accens éloquens. Quelques instans après, 268 voix contre 218 décidaient du sort du gouvernement. Le lendemain, Gambetta partait pour l'Italie avec l'espérance que le pays, mieux éclairé, comprendrait et accepterait un jour son programme de réformes et reprendrait les vraies traditions. « Je sors, disait-il, par la grande porte.

Ceux qui vont entrer seront obligés de passer par la petite. » Le grand ministère avait vécu deux mois et demi. Blowitz revint à l'ambassade allemande et donna ainsi son opinion : « Gambetta prend désormais rang parmi les sauveurs à côté du comte de Chambord, du prince Napoléon, etc. Il ne sera rappelé que le jour où l'on aura besoin de lui pour sauver le pays... Son rôle est provisoirement terminé. Puisqu'il s'est identifié avec le scrutin de liste, il devra désormais poser ce scrutin comme condition de sa rentrée au pouvoir. Et comme la Chambre n'y consentirait pas avant 1885, jusqu'à cette date, il est isolé des affaires. » L'événement apporta une autre solution. Une mort prématurée emporta Gambetta le 31 décembre 1882.

Quelques jours après, dans une conversation avec le prince Napoléon, le prince de Hohenlohe regretta la disparition subite de Gambetta et déclara qu'il l'avait toujours tenu pour un homme de génie. Le prince Napoléon trouva l'expression un peu forte. Il convint toutefois que Gambetta était un orateur génial. Mais il lui manquait l'expérience des affaires. « Néanmoins, il laisserait un grand vide dans son parti. On ne créait pas une telle fortune d'un jour à l'autre. » Hohenlohe alla voir le président Grévy qu'on croyait fatigué et affaibli. « Il était frais et dispos comme toujours et se mit à rire quand je lui racontai qu'on le disait malade. Il répondit : « Oui, ma santé les gêne beaucoup. » Quant à la mort de Gambetta, qui le délivrait d'un rival redouté, il n'y fit pas la moindre allusion.

*
* *

Il y aurait d'autres points intéressans à étudier dans le Journal de l'ambassadeur allemand à Paris, mais ils déborderaient le cadre de cet article. Je veux examiner seulement, dans ces pages, la politique du prince de Hohenlohe comme statthalter d'Alsace-Lorraine, ainsi que ses jugemens sur Bismarck. Le 19 juin 1885, étant allé voir le chancelier aux eaux de Kissingen, la conversation tomba sur le remplacement du feld-maréchal de Manteuffel, mort deux jours auparavant. On parla de Henckel, de Roggenbach, du comte de Reuss, du prince Albert. « Et vous, dit Bismarck à Hohenlohe, vous n'en auriez pas envie? — Si, répondit celui-ci; mais j'y vois un obstacle, c'est que je ne porte pas l'uniforme militaire. — Vous pourrez porter l'uniforme d'ambassadeur, répliqua en souriant le chancelier. Il plairait

aux Français par son allure française. » Le 3 juillet, Bismarck faisait officiellement l'offre du poste de statthalter d'Alsace Lorraine à Hohenlohe qui se déclara disposé à accepter, mais à la condition de se renseigner auprès du chancelier sur la portée des devoirs qui lui incomberaient. Il apprit en se rendant à Varzin « que vis-à-vis des jeunes têtes des Affaires étrangères, sa position serait sous peu devenue intenable à Paris. » « C'est, dit-il, dans la nature des choses. Un homme âgé ne peut pas consentir à tomber sous la dépendance de jeunes gens qu'il a connus enfans. » Il découvrit alors qu'une intrigue se tramait contre lui et il fit cette constatation judicieuse: « On ne peut occuper pendant douze années un poste d'ambassade de cette importance sans devenir le point de mire d'une foule de convoitises et d'envies, » et il ajoutait cette note assez mystérieuse : « Ma présence à Paris incommodait les Rothschild et les d'Orléans. »

Le chancelier conseille au prince de Hohenlohe de garde provisoirement à Strasbourg le secrétaire d'État Hoffmann et de s'entendre avec le sous-secrétaire d'État Mayr et le lieutenant général de Heuduck. Hohenlohe voit ensuite l'Empereur qui constate la difficulté de germaniser les Alsaciens et rappelle que des dispositions pareilles existaient en 1839 dans la province du Rhin. « Les habitans de cette province, disait l'Empereur, ne devinrent Allemands qu'à partir de 1845. » Il espérait qu'avec le temps, il en serait de même pour les nouveaux sujets de l'Empire. Si l'on veut connaître exactement une partie de l'histoire de l'Alsace-Lorraine sous la domination allemande, les notes de Hohenlohe seront pour l'historien un document précieux. J'ose dire que leur publication a mécontenté l'autorité suprême au moins autant que les révélations faites sur la chute de Bismarck. On va en juger par quelques extraits.

Le prince de Hohenlohe, qui redoutait que le public strasbourgeois ne le considérât pas, en raison de sa qualité de gouverneur civil, muni d'une autorité aussi grande que l'ancien feld-maréchal de Manteuffel, tenait beaucoup à avoir deux sentinelles aux portes de son palais. Cette faveur lui fut accordée. Il en remercia le chancelier, parce que la suppression de ce double poste aurait été aux yeux de la population alsacienne comme une défaite du nouveau gouvernement. Dans son Journal, il ne cache point que la place de statthalter n'est pas une sinécure. La société alle-

mande à Strasbourg lui paraît convenable, le luxe médiocre, les réceptions et les bals passables. « J'ai fait le cercle sans interrompre, écrit-il un soir, et je trouve que le métier de roi est un fichu métier. » Sa terreur des Jésuites le reprend tout à coup à la nouvelle qu'on songe à leur rouvrir le territoire allemand. « Indépendamment de tout autre motif, écrit-il à un ami, je le déplorerais pour l'Alsace-Lorraine, car le jour où l'Ordre aurait accès en Allemagne, il s'établirait de préférence en Alsace. Et la germanisation des pays en question deviendrait cent fois plus difficile. Le mot de ce Père jésuite d'Innsbruck que la langue allemande est la langue de Luther et du diable tomberait ici en bonne terre. L'Ordre attirerait à lui toute la jeunesse, les femmes et tous les ennemis de la domination allemande. Le découragement s'emparerait des Allemands et toutes les sympathies françaises seraient cultivées et encouragées avec un nouveau zèle. » Les craintes de Hohenlohe ne se réalisèrent pas, et les Jésuites, dont il redoutait l'arrivée, ne vinrent point s'établir en Alsace. On commençait à trouver, malgré le zèle avec lequel il accomplissait ses fonctions, que le nouveau gouverneur n'était pas à la hauteur de son poste, et le parti militaire l'accusait volontiers de faiblesse. On lui conseillait une direction plus personnelle, plus accentuée. « Je n'ai pas le droit, disait-il, de jouer au monarque constitutionnel. Ce qu'il me faut éviter, c'est de commettre des actes de rigueur, sans connaître les personnes et les circonstances. On a souvent dit de moi : Il se presse lentement... Ainsi ferai-je dans cette occasion. » Le 22 janvier 1887, il alla voir le prince de Bismarck, qui l'engagea à rétablir l'obligation des passeports. « C'était, disait-il, une manière d'affirmer la séparation des deux pays, d'en faire deux pays étrangers l'un à l'autre, et ce serait utile pour les élections du 25 février. » Hohenlohe se préoccupait beaucoup de cette question et la trouvait grosse de difficultés. Il se sentait en pays hostile. « Les ecclésiastiques, écrivait-il quelque temps après, travaillent avec zèle contre le Septennat militaire. D'ailleurs et malheureusement, tout le clergé est demeuré français, parce qu'on a négligé de germaniser les séminaires sitôt après la guerre. A l'heure qu'il est, il faudrait un second Kulturkampf. Sûrement les élections tourneront mal. » Le chancelier s'inquiétait fort de l'action de la Ligue des Patriotes en Alsace et préconisait des mesures correctionnelles ou le bannissement contre ses affiliés. Vaines menaces

« Les élections ont mal tourné, écrit-il le 25 février, et il n'est question dans le monde des fonctionnaires que de savoir comment donner satisfaction au sentiment national allemand blessé par ces manifestations de sympathies françaises. L'un voudrait suspendre la Délégation, l'autre enlever aux Alsaciens-Lorrains le droit d'élection au Reichstag. » Le statthalter n'était pas de cet avis. Il fallait, suivant lui, éviter tout arbitraire, se montrer inflexible, mais juste, en évitant les coups d'État. Les hauts fonctionnaires et les officiers étaient au comble de l'irritation. Hohenlohe en informait ainsi le chancelier : « L'opinion publique en Allemagne et les Allemands immigrés ici imputent volontiers l'échec des élections au gouvernement des pays d'Empire. » Le statthalter était averti secrètement que les généraux travaillaient contre lui et que Bismarck méditait de bouleverser son administration et de partager l'Alsace-Lorraine en donnant un morceau à Bade, un second à la Bavière, un troisième à la Prusse.

Hohenlohe alla conférer avec Bismarck sur la situation de l'Alsace-Lorraine et il convint, d'accord avec lui, des mesures suivantes : « Dissolution des associations. — Ordonnance concernant les conditions de séjour des officiers français et de tous les Français. — Expulsion des agitateurs. — Réglementation des passeports. — Création d'une police politique et nouvelle répartition des cercles. — Choix des maires en dehors du Conseil municipal. — Répression et interdiction des journaux dangereux, français et autres. — Défense d'affermer les chasses aux étrangers. — Démarches à faire auprès du Vatican au sujet de l'éducation française du clergé. » L'Empereur, mis au courant des desseins de Bismarck relatifs au morcellement de l'Alsace-Lorraine et au remplacement du statthalter par un président supérieur, s'y opposa nettement. « Cela n'a pas de sens, dit-il, de vouloir tout bouleverser simplement parce que les élections ont eu un mauvais résultat ! » Hohenlohe fit savoir au chancelier qu'il ne voulait pas regagner Strasbourg réduit au rôle de simple figurant, ou de simple donneur de dîners, tandis que le gouvernement effectif serait ramené à Berlin. Il savait que Rottenbourg et que Bœtticher voulaient l'évincer et faire de Berlepsch le président supérieur. Hohenlohe se décida ensuite à voir l'Empereur et à le mettre au courant de tout. Il le rallia immédiatement à ses idées et déjoua les plans de ses adversaires. Un mois après, dans une allocution aux vétérans de Buchsweiler, le statthalter parla à cœur ouvert : « Si

nous avons réuni, dit-il, l'Alsace-Lorraine à l'empire allemand, c'est que l'expérience de longs siècles nous contraignait à protéger notre frontière de l'Ouest. Sitôt que la situation politique de l'Empire devient ou semble devenir menaçante, cette question se présente à nous : Sommes-nous protégés à l'Ouest? Ce souci impose actuellement au gouvernement de ce pays des obligations spéciales qu'il doit remplir. » Il se hâtait d'ajouter qu'à ces obligations devait se joindre le soin de l'activité spirituelle et matérielle et que, pour cela, il fallait compter sur la collaboration confiante de la population. Hohenlohe avait gardé auprès de lui Studt et Puttkamer, ce dont le félicita Guillaume Ier qui lui dit à propos de l'émotion suscitée en France par les condamnations à Leipzig de quelques membres de la Ligue des Patriotes : « Ce sont de bien fâcheux voisins! » Le chancelier était plus décidé que l'Empereur à des mesures énergiques. Il conseillait au statthalter de ne point craindre de sévir contre les fonctionnaires de l'Alsace-Lorraine qui refuseraient de collaborer ouvertement à sa politique.

Dans l'intervalle était survenue l'affaire du commissaire de surveillance Schnæbelé, arrêté à Pagny le 20 avril 1887, ce qui n'était en réalité qu'une manœuvre de Bismarck propre à amener la guerre entre les deux pays, manœuvre qui fut arrêtée par la volonté même de l'Empereur, et par l'attitude énergique de la France. Des exaltés auraient voulu faire prendre en Alsace des mesures arbitraires propres à exciter de nouveaux troubles, comme l'interdiction de parler français imposée aux conseillers généraux. « Nous ne pouvons nier, dit à ce propos Hohenlohe, que nous n'ayons eu une année assez agitée. Qu'on se rappelle les élections, le procès contre la Ligue des Patriotes, les expulsions, les perquisitions, les permis de séjour pour les Français, les permis de chasse, l'affaire Schnæbelé, etc. Or, si quelque nouveau conflit venait à éclater avec les conseils généraux, les affaires d'Alsace redeviendraient l'objet de l'attention générale et je craindrais qu'on ne dît alors : Impossible de ramener le calme dans ce pays. Le statthalter n'entend rien au gouvernement. On voit bien qu'il ne sait pas s'y prendre avec les gens !... De pareils jugemens se font tous les jours ; je le sais bien de longue date ; aussi, je considère comme un devoir de simple conservation de ne pas alimenter ces attaques parce qu'il n'y a pas nécessité absolue. » C'était le langage du bon sens

A la mort de Guillaume Ier, Hohenlohe était allé à Berlin pour assister aux obsèques impériales, puis il obtint une audience de Frédéric III, dont le règne devait être si rapidement abrégé par l'issue funeste de la maladie cancéreuse dont le prince souffrait depuis longtemps. C'était en mai 1888 : « Quand j'exprimai à l'Empereur, dit le statthalter, les vœux ardens que je formais pour sa santé, il me posa la main sur l'épaule et sourit si mélancoliquement que j'eus peine à refouler mes larmes. Il me faisait l'effet d'un martyr. En réalité, il n'y a pas au monde de martyre comparable à cette agonie. Tous ceux qui l'approchent sont pénétrés d'admiration devant cette courageuse et muette soumission à l'inévitable destin qu'il prévoit d'ailleurs clairement. » La question des passeports qui agitait l'Allemagne était pour Hohenlohe l'objet des plus grands soucis. Il s'en exprimait ainsi dans son Journal : « On dirait que Berlin exige toutes ces mesures vexatoires pour pousser les Alsaciens-Lorrains au désespoir et à la révolte, sauf à répondre ensuite que le régime civil ne vaut rien et que l'état de siège s'impose. Le pouvoir passerait alors au général commandant et le statthalter se retirerait; après quoi, le général redeviendrait clément et l'on ferait des gorges chaudes sur le statthalter qui serait tombé dans le piège. »

Hohenlohe était décidé à repousser les prétentions de Bismarck et de son fils sur les passeports obligatoires, soumis à des exigences inouïes. Il s'opposait ouvertement à ces mesures le 10 mai 1888, objectant que les décrets existans rendaient déjà l'entrée des Français suffisamment difficile. Agir autrement, ce serait s'exposer à faire dire qu'on voulait la guerre dans le pays au lieu de la pacification. Il retourna voir l'Empereur, le 21 mai, et lui fit un exposé succinct de la question. Frédéric III l'écouta attentivement et lui témoigna par écrit et par signes toute sa sympathie. Au sortir de l'audience impériale, le statthalter vit le Kronprinz, qui chercha à lui démontrer la nécessité d'introduire les passeports, et de traiter les Français par la violence. A cet entretien en succéda un autre avec le chancelier. « Comme il s'agissait de l'état des esprits en Alsace et que je faisais observer à Bismarck que les Alsaciens commençaient à trouver qu'ils me payaient un peu trop cher pour le désagrément que je leur procurais, Bismarck se mit à dire que le duc d'Albe avait aussi tiré beaucoup d'argent des Pays-Bas. Quant aux passeports, ce n'était qu'un moyen de prouver aux Français que

leurs cris ne nous effrayaient pas et que nous n'avions pas peur d'eux. »

Hohenlohe se résigna à cette politique déplorable en se disant qu'un autre statthalter appliquerait la mesure avec plus de sévérité que lui et que son départ ne serait que la cause de nouvelles vexations contre les Alsaciens-Lorrains. A l'avènement de Guillaume II, il demanda au nouvel empereur de lancer en Alsace-Lorraine une proclamation dans laquelle il promettrait une politique conciliante et douce. « Je pus observer que l'Empereur n'était pas fixé sur la question et craignait de s'écarter du chancelier. » Au sortir de cette audience, le statthalter vit l'Impératrice qui lui raconta que sa tante Amélie lui écrivait des lettres indignées à propos des passeports obligatoires. Elle lui disait entre autres choses : « Si vous ne voulez pas la guerre, à quoi bon ces sottises? » Hohenlohe ajoute : « A ce moment, l'Impératrice comprit à qui elle parlait et rougit. Je la mis à l'aise en disant que je me rangeais pleinement à l'avis de sa tante. » Mais que faire devant une volonté aussi tenace que celle du chancelier, appuyée par l'Empereur, auquel Bismarck faisait croire que cette mesure était le seul moyen capable de couper les liens qui rattachaient l'Alsace-Lorraine à la France? La situation ne pourrait se détendre que le jour où le chancelier de fer verrait s'affaiblir ou tomber sa puissance. Deux ans à peine, et on allait voir ce que personne n'avait osé prédire : la chute du prince de Bismarck.

Du Journal et de la correspondance de Hohenlohe il résulte que le statthalter répugnait aux mesures violentes contre le pays qu'il gouvernait, mais qu'il se résigna à les appliquer, dès qu'il eut reconnu l'impossibilité de s'y opposer autrement que par sa démission. Sa politique hésitante et faible est caractérisée ainsi par lui-même : « La situation me déplaît souverainement. Quel dommage que je ne puisse me retirer pour combattre leurs menées ! » Il attribuait les mesures excessives qu'on lui demandait à une perfidie personnelle du chancelier et de ses propres ennemis qui lui en voulaient de chercher à administrer l'Alsace-Lorraine avec modération. Il croyait que les efforts tentés pour lui faire du tort à Strasbourg devaient être mis sur le compte de la jalousie que la famille de Bismarck aurait ressentie en le voyant déjà gouverneur héréditaire, tandis que le chancelier n'était pas duc héréditaire de Lauenbourg; mais comment lutter

contre un tel adversaire? Hohenlohe céda tout en gémissant et en remarquant, avec le grand-duc de Bade, « que toutes ces violences ne servaient qu'à jeter les Alsaciens dans les bras des Français, à rendre les Allemands ridicules et à nuire au prestige de l'Empire à l'étranger. » Il attendit patiemment le jour où le nouvel empereur se fatiguerait, lui aussi, de la domination tyrannique de Bismarck et où s'écroulerait le pouvoir de l'homme qui dominait l'Allemagne et l'Europe depuis plus de vingt ans.

*
* *

La chute de Bismarck forme l'un des passages les plus curieux des *Mémoires*. Le récit en est épars dans les notes et la correspondance de Hohenlohe. Je vais essayer de le résumer clairement et d'en faire ressortir en quelques pages tout l'intérêt.

Il y eut comme un soupir de soulagement dans la nation allemande, quand on apprit que le colosse était tombé. C'était le fameux *ouf!* que Napoléon Ier pressentait devoir sortir de toutes les poitrines à la nouvelle de sa mort. La roideur, la brutalité, l'esprit sarcastique et implacable du chancelier lui avaient attiré de justes et profondes inimitiés. Nul n'avait oublié les paroles cruelles qu'il avait prononcées sur la maladie et sur l'incapacité de l'infortuné Frédéric III, les calomnies odieuses qu'il avait répandues contre les soins prodigués à l'illustre malade par le savant docteur Mackensie, les railleries amères dirigées par lui aussi bien contre la reine Augusta que contre l'impératrice Victoria, enfin son dernier mot à Radolin qui lui demandait ce qu'il pensait de la terrible agonie de l'Empereur : « Je n'ai pas le temps de faire de la politique de sentiment! » Dans un entretien intime avec le statthalter, l'impératrice Victoria avait constaté en 1888 que le jeune empereur, Guillaume II, paraissait être entièrement dans les mains de Bismarck. Depuis vingt ans, le chancelier avait exercé un empire incontesté sans souffrir que le souverain eût une volonté propre. Il tenait à mettre solidement son fils Herbert en selle et à en faire tôt ou tard son successeur. Mais il avait excité contre lui le comte de Waldersee, très bien vu à la Cour, ainsi que toute sa coterie. Il s'irritait et s'exaspérait de la moindre opposition, et les ennemis de sa politique commençaient à découvrir en lui des côtés vulnérables. Au mois de janvier 1889, ses attaques non dissimulées

contre Frédéric III, dont Geffcken venait de publier le Journal intime, indignèrent nombre d'Allemands. « L'irritation, constate Hohenlohe, gagna toutes les classes et il se nuisit plus à lui-même qu'à l'Empereur. » Parlant à ce sujet avec le grand-duc de Bade, le statthalter apprit que Guillaume II n'aurait pas voulu qu'on attribuât la publication du journal à Geffcken. « Il n'était pas impossible, disait le grand-duc, que l'Empereur s'affranchît de Bismarck, s'il découvrait qu'on ne le renseignait pas exactement. Pour l'instant, l'Empereur évitait les froissemens, parce qu'il avait besoin de Bismarck pour faire passer son projet militaire. » Quelque temps après, le grand-duc s'était plaint que le chancelier, à la suite de l'arrestation du commissaire de police Wohlgemuth à Rheinhaben, eût voulu fermer la frontière suisse vers le canton d'Argovie et n'eût cherché aucun moyen de conciliation. « Herbert de Bismarck lui-même, affirmait le grand-duc, avouait ne plus comprendre son père, et de divers côtés on commençait à craindre qu'il n'eût la tête dérangée. » Une brouille avec la Suisse semblait une grave imprudence, car tous les plans allemands de campagne reposaient sur sa neutralité bienveillante. « La maltraiter, c'était la pousser dans les bras de la France et découvrir le flanc gauche allemand. L'Empereur pouvait ramener la confiance en faisant acte d'autorité et en coupant court à la querelle. Mais la conséquence ne serait-elle pas la retraite de Bismarck? » Le grand-duc était décidé à éclairer l'Empereur. Un autre sujet le préoccupait et lui semblait de nature à impressionner Guillaume II. Le chancelier voulait laisser l'Autriche poursuivre toute seule une politique agressive contre la Russie, de manière à éviter le *casus fœderis* et à permettre à l'Allemagne de se tenir à l'écart. Cela faisait supposer qu'un conflit pourrait éclater prochainement entre Guillaume II et Bismarck. Le 24 août, dans un nouvel entretien avec le grand-duc, Hohenlohe disait que Bismarck avait décidé de rompre l'alliance avec l'Autriche et de se rapprocher tout à fait de la Russie. « Ces oscillations du chancelier avaient fait réfléchir l'Empereur, et d'autre part avait grandi son opinion de lui-même. Il remarquait en outre qu'on lui taisait certaines choses, et depuis lors se montrait défiant. Un premier conflit avait éclaté entre lui et le chancelier et, au dire du grand-duc, la retraite du chancelier était à prévoir. » Quelques jours après, le grand-duc reprenait la conversation sur le même sujet.

Bismarck s'était fâché contre lui, parce qu'il avait fourni l'occasion à l'Empereur de se prononcer en faveur de la Suisse. Le grand-duc ajoutait : « L'Empereur en a jusque-là, du prince ! » et en disant cela, il tirait de la main une ligne, non pas au cou, comme on fait généralement pour commenter cette image, mais sur les yeux. Tant que Guillaume II en aurait besoin pour faire passer ses projets militaires, il ne se brouillerait pas avec lui. Mais plus tard !... »

Au milieu de décembre, Hohenlohe étant allé à Friedrichsruhe, le chancelier se promena avec lui dans la forêt du Sachsenwald et lui confia qu'en cas de guerre avec la France et la Russie, dès qu'elle aurait pris quelque avantage, l'Allemagne chercherait à s'entendre au plus tôt avec cette dernière au point que le royaume de Pologne pût être rétabli. Mais tout cela était remis à un avenir éloigné. Revenant à l'Alsace, Bismarck ne nia point qu'un jour on dût en venir à lui retirer son droit de représentation au Reichstag. En attendant, il était d'avis d'expulser ceux qui oseraient prendre la protestation comme programme électoral. Puis il parla incidemment de Frédéric III, et témoigna contre lui une profonde aversion, « motivée, disait-il, par son égoïsme et son manque de cœur. » C'était là un reproche vraiment singulier de la part d'un homme qui se targuait de sa roideur et de son insensibilité.

Le 20 mars 1890, Bismarck était forcé de donner sa démission. Elle était aussitôt acceptée par Guillaume, qui la réclamait avec instance depuis trois jours. Voici comment le souverain, un mois après, raconta lui-même au statthalter, au cours d'une chasse à Strasbourg, sa rupture avec le chancelier.

Le différend avait commencé au mois de décembre. A ce moment, l'Empereur avait demandé au chancelier de faire quelque chose pour la classe ouvrière. Bismarck s'y refusait. L'Empereur insistait, disant que, si le gouvernement ne prenait pas l'initiative, les socialistes, les progressistes et le centre la prendraient, et que le gouvernement serait forcé de suivre. Le chancelier proposait au contraire de soumettre au Reichstag nouvellement élu le projet contre les socialistes, de dissoudre le Reichstag, s'il s'y opposait, et de réprimer énergiquement les soulèvemens qui pourraient en résulter. Guillaume II ne consentit pas à acquiescer à une telle politique. Il ne pouvait inaugurer son règne en massacrant ses sujets. « Il était prêt à intervenir, mais

ne voulait le faire qu'à bon escient, après avoir essayé de satisfaire aux plaintes légitimes des ouvriers, sûr au moins d'avoir tout fait pour répondre à leurs réclamations légitimes. Il demanda donc qu'on lui remît à cet égard des projets de décrets. Bismarck ne voulait pas en entendre parler. L'Empereur porta la question devant le Conseil d'État et réussit enfin, malgré l'opposition de Bismarck, à faire rendre les décrets. » L'Empereur avait proposé une conférence internationale, et secrètement le chancelier s'efforçait de l'empêcher. A ces différends déjà très accentués s'en ajoutèrent d'autres qui aigrirent tout à fait les rapports de l'Empereur et de Bismarck. Celui-ci aurait voulu, conformément à un ordre de cabinet en date de 1852, empêcher les ministres d'aller prendre les ordres de l'Empereur chez lui. Il fit à ce propos des représentations dont Guillaume II ne tint aucun compte. Mieux encore, l'Empereur réclama la suppression de l'ordre de cabinet, et voulut lui-même surveiller les relations du chancelier avec les chefs des groupes du Reichstag. La visite que Windthorst avait faite à Bismarck fut l'objet de vifs reproches de la part de Guillaume II. Les trois dernières semaines furent remplies de discussions désagréables à l'Empereur et au chancelier. « C'était, comme l'a dit l'Empereur lui-même à Hohenlohe une mauvaise passe, et la question était de savoir laquelle des dynasties régnerait, des Hohenzollern ou des Bismarck. En politique étrangère, l'Empereur prétendait que Bismarck suivait son propre chemin et lui cachait une bonne partie de ce qu'il faisait. Ainsi, le chancelier avait même fait courir le bruit à Saint-Pétersbourg que l'Empereur comptait suivre une politique anti-russe. »

J'ai, dans le précédent article, cité une lettre du prince de Hohenlohe où celui-ci écrivait que l'Empereur avait fait savoir aux chefs de corps à Strasbourg que Bismarck voulait laisser l'Autriche en plan, au mépris de la Triple-Alliance, et permettre à la Russie d'occuper militairement la Bulgarie avec la neutralité bienveillante de l'Allemagne. Ce fut une des raisons qui provoquèrent la rupture entre l'Empereur et le chancelier, car Guillaume II avait promis à l'Autriche d'être un allié fidèle et entendait tenir sa parole. Dans la discussion qui précéda sa démission, Bismarck s'emporta à tel point que l'Empereur dit quelque temps après au grand-duc de Bade : « Il s'en est fallu d'un cheveu qu'il ne me lançât l'encrier à la tête ! »

Le grand-duc de Bade approuvait la conduite énergique de l'Empereur, car, s'il avait cédé, il eût perdu toute autorité. Le grand-duc était allé prendre congé du prince de Bismarck. Mais celui-ci l'avait mal reçu et lui avait dit que c'était par sa faute qu'il s'en allait, car en appuyant les lois ouvrières, il avait contribué à le brouiller avec l'Empereur. Le grand-duc avait répliqué que c'était aux affaires prussiennes seules que le différend devait d'avoir dégénéré en rupture; or, lui, ne s'était jamais mêlé de ces affaires. « A ce moment, Bismarck devint grossier. Le grand-duc se leva en disant que sa dignité lui défendait d'en entendre davantage; qu'il voulait se séparer de lui en paix et qu'il s'en allait sur ce vœu auquel le prince ne manquerait pas de répondre : Vive l'Empereur, et vive l'Empire! L'entretien s'était arrêté là. »

Pris au mot comme Talleyrand en 1815, et ainsi que le fit Talleyrand lui-même, le chancelier se répandit en récriminations violentes contre le souverain et contre ses conseillers. Retiré à Friedrichsruhe, le cœur gonflé de rage, il inonda les journaux de ses objurgations et de ses confidences perfides. Mais tous ceux qui, la veille encore, s'inclinaient devant lui jusqu'à terre, se relevaient joyeux et respiraient. « Chacun, remarque Hohenlohe, se sent un personnage, tandis qu'auparavant tous étaient rapetissés et comprimés. Ils se gonflent maintenant comme des éponges trempées dans l'eau! » L'Empereur ne dissimulait pas non plus sa satisfaction personnelle. Il la manifesta d'une façon silencieuse au statthalter en lui serrant la main à lui faire craquer les doigts. Le ministre de la Marine, le général de Stosch, était ravi. « Il est heureux comme un roi, dit Hohenlohe, de pouvoir enfin parler librement et de n'avoir plus à redouter le grand homme. Cette sensation agréable est générale. Une fois de plus, il est donc vrai que les doux posséderont la terre! »

Pendant que tous les courtisans et l'Empereur lui-même se réjouissaient d'être délivrés du despotisme du chancelier, une seule personne le plaignait. C'était l'impératrice Victoria qui, oubliant ses injustices, ses railleries et ses perfidies contre elle et Frédéric III, consentait à le revoir et lui demandait si elle ne pouvait pas lui être utile. Quelle fut la réponse du chancelier? « Je ne demande que de la compassion! » Ainsi, c'était l'une de ses plus grandes victimes que cet homme cruel voulait intéresser à sa disgrâce! Quel ne dut pas être l'étonnement

de l'Impératrice et quelle eût pu être sa joie de voir le despote humilié à ses pieds, si son âme généreuse eût été capable d'éprouver un tel sentiment !

Le prince de Hohenlohe alla faire visite à l'ancien chancelier pour lui exprimer à son tour combien il avait été surpris par cet événement inattendu. « Moi aussi ! » dit Bismarck. Ceux qui soutiennent qu'il s'attendait depuis longtemps à sa disgrâce, qu'il la prévoyait et l'annonçait, qu'il aimait mieux briser son pouvoir que de se soumettre aux moindres volontés du nouvel empereur, peuvent méditer ce que contiennent de regrets, de surprise et de fureur ces deux simples mots : « Moi aussi ! »

Une sorte de réconciliation eut lieu, quatre ans après, entre Bismarck et Guillaume II à Berlin. Les Bismarckiens reprochèrent à l'Empereur de n'avoir pas été à Friedrichsruhe. « Je le sais bien, répondit Guillaume, mais ils auraient pu attendre longtemps. *Il fallait qu'il vînt ici.* » L'Empereur avait eu le dernier mot.

*
* *

En allant offrir ses condoléances au prince de Bismarck, le 27 mars 1890, le prince de Hohenlohe ne se doutait pas que quatre ans après, il serait son successeur à la Chancellerie impériale par suite de la mort de Caprivi. Il avait hésité pendant un certain temps à accepter une charge aussi lourde. Déjà, en 1890, il avait dit ses hésitations à l'impératrice Victoria qui lui demandait pourquoi il ne prenait pas à ce moment l'héritage de M. de Bismarck. « Quand elle sut que j'étais né la même année que son père et sa mère, elle convint que j'étais un peu vieux pour assumer une pareille tâche. »

Et cependant, il céda plus tard aux instances réitérées de Guillaume II qui lui en faisait un devoir patriotique impérieux. Le 29 octobre 1894, il accepta officiellement le poste si difficile de chancelier de l'Empire et de président du Conseil des ministres, et le 13 janvier 1895, il alla, par courtoisie autant que par esprit politique, voir le prince de Bismarck. Celui-ci lui conseilla aussitôt de ne pas se perdre dans les détails, quoique les grandes mesures ne dussent lui être utiles en rien. Il le mettait en défiance contre le particularisme de la bureaucratie, la jalousie des courtisans et des hobereaux, qui ne lui avaient pas pardonné à lui-même d'être devenu prince. Il lui pré-

disait en outre que les difficultés de sa position proviendraient surtout des décisions inattendues de l'Empereur, et il lui souhaitait du courage. Les premiers embarras pour Hohenlohe surgirent au sujet du code de procédure militaire et de la publicité de cette procédure. Hohenlohe se rappelait qu'étant ministre de Bavière, il avait assuré jadis lui-même cette publicité; s'il s'y opposait aujourd'hui, on lui rappellerait ce fait. « Tout le monde me railleraît, disait-il, et l'Empereur ne saurait que faire d'un chancelier discrédité. » Dès ce moment, il comprit que de fortes intrigues allaient s'ourdir contre lui. « Je sais, écrivait-il dans son Journal, qu'un grand nombre de politiciens et d'arrivistes de marque cherchent à me discréditer auprès de l'Empereur. Ils veulent un autre chancelier, et allèguent que la situation réclame une action plus énergique. Que veulent-ils donc? Un conflit avec le Reichstag trop indépendant et trop résistant à la réforme financière; une dissolution et des élections défavorables au gouvernement? Une nouvelle dissolution et un coup d'État d'où résulteraient un conflit avec les gouvernemens, puis la guerre civile et finalement la dissolution de l'Empire allemand? » Le nouveau chancelier était très pessimiste et prévoyait que l'étranger se mettrait de la partie. Il préférait, si le Reichstag ne votait pas la réforme des finances, laisser agir le mécontentement provoqué par les charges budgétaires et préparer le terrain pour de meilleures élections. « Pour mon compte, disait-il, je suis prêt à me retirer d'un moment à l'autre, si l'Empereur compte suivre des voies opposées. »

Le prince avait une situation peu facile au Reichstag : n'étant pas orateur et étant forcé de lire ses discours dont il embrouillait parfois les pages, il n'imposait pas comme le franc et carré général de Caprivi et surtout comme le rude et terrible prince de Bismarck. Ce n'est pas que celui-ci eût un puissant organe. Tout au contraire, de ce vaste corps de géant il ne sortait qu'un mince filet de voix, mais la stature élevée, l'allure énergique, le ton hautain et le prestige de l'homme qui avait tant de victoires parlementaires à son actif, donnaient quelques craintes à ceux qui voulaient l'attaquer. Ici, au contraire, on avait devant soi un vieillard petit, maigre et voûté, que la presse appelait familièrement « l'oncle Clovis; » ce n'était qu'un homme d'apparence ordinaire qui parlait sans émotion, sans apprêt, sans humour, avec la froide correction d'un fonctionnaire modèle. Cependant,

il devait, malgré ce peu d'avantages personnels, se maintenir six années à son nouveau poste. Mais dès le mois d'octobre 1896, il s'aperçut des difficultés de sa tâche à la Cour. « Mes relations avec Sa Majesté, écrivait-il à son fils Alexandre, suivent un cours assez singulier. A quelques petits manques d'égard, je me persuade que l'Empereur m'évite avec intention et que ça ne peut continuer ainsi... » Toutefois, Hohenlohe avait, envers son souverain, manifesté le loyalisme le plus empressé. Lorsqu'on sut, par exemple, que le fameux télégramme de Guillaume II au président Kruger, après la défaite de Jameson, était un acte spontané et réfléchi, le chancelier l'avait excusé en ces termes : « Si l'Empereur avait su que Jameson avait avec lui tant de fils de respectables familles anglaises, il n'aurait pas envoyé son télégramme. Il pensait que Jameson n'avait avec lui que des flibustiers et que c'était un acte de brigandage. » Ce qui signifierait que l'acte de cet aventurier, c'est-à-dire la violation en pleine paix du territoire d'un État ami, devenait chose licite parce que la bande envahissante, au lieu de ne se composer que de pauvres diables racolés au hasard, comprenait aussi des fils de respectables familles. Mais cette attitude apologétique ne suffisait pas à un maître exigeant. « Deux questions, disait le chancelier, risquent d'ébranler ma situation dans un avenir très rapproché, ce sont : le code de procédure militaire et la loi sur le droit de réunion. » Il redoutait l'opposition des nationaux-libéraux et d'autres intrigues. Nous aurions pu en savoir davantage, mais l'éditeur des *Mémoires*, le prince Alexandre, nous a prévenus que les notes détaillées du chancelier sur la politique intérieure, ses luttes et ses difficultés, qui ne venaient pas tant des choses que des personnes, n'avaient pu être publiées intégralement. Quelques extraits seulement jettent un certain jour sur les impressions de Hohenlohe pendant la deuxième étape de sa carrière. Il faut donc nous en contenter.

La loi sur la marine était, elle aussi, un grave sujet de préoccupation. « On va, disait le chancelier, répétant que la marine est un caprice de l'Empereur. On ne peut toutefois cacher que c'est au peuple allemand que revient la faute ou le mérite de posséder une flotte. » Il rappelait que, du temps de la Diète fédérale, on vivait en paix et sans soucis, sans lourdes charges et sans grands impôts. Mais le peuple allemand, dévoré d'ambitions militaires, voulut jouer un rôle dans le monde. « Survint

alors 1870 et l'unité fut consommée par le fer et par le feu, et l'Empire créé aux acclamations du peuple allemand. Or, on découvrit bientôt qu'on manquait d'argent pour maintenir l'Empire sur pied. » Hohenlohe constate que Bismarck fut forcé de modifier sa politique douanière et de renoncer au libre-échange modéré, d'imprimer un élan colossal à l'industrie, de transformer la politique économique et d'assurer de vastes débouchés au commerce allemand qui avait pris un large essor et réclamait la protection du gouvernement. Le seul moyen d'exercer utilement cette protection était d'avoir une flotte capable de repousser les escadres ennemies et de protéger les navires marchands. Toutefois, le chancelier faisait les observations suivantes : « Il faut bien convenir que le tempérament impulsif de l'Empereur n'est pas fait pour tranquilliser les esprits. On pourrait lui souhaiter un peu plus de flegme. » Et cherchant tout de suite à adoucir ce jugement sévère, il ajoutait : « Mais on a tort de lui reprocher de n'écouter que son caprice et son plaisir en réclamant une flotte. A proprement parler, il ne fait que réaliser l'ambition que le peuple allemand nourrit depuis cent cinquante ans. »

Le chancelier, malgré une modestie affectée, avait conscience de ses mérites. « Les Allemands, écrivait-il dans son Journal, n'ont pas tort d'envisager ma présence à Berlin comme une garantie pour l'unité. De même que, de 1866 à 1870, j'ai travaillé à la réunion du Sud et du Nord, actuellement encore mon but doit être de maintenir la Prusse dans le faisceau de l'Empire. Car tous ces messieurs se moquent de l'Empire et sont très disposés à le lâcher aujourd'hui plutôt que demain. » Mais les intrigues se resserraient autour de lui. Les Agrariens, comme Limbourg, Stirum et Kardorf, l'accusaient de livrer l'Empire à l'invasion économique étrangère et de trahir ses intérêts à la veille du renouvellement des traités de commerce. La façon presque cavalière avec laquelle l'Empereur lui avait, pour ainsi dire, retiré la direction de la politique extérieure pour la confier plus spécialement au secrétaire d'État des Affaires étrangères, à la fois plus hardi et plus docile que lui, l'avait vivement offensé, car cela lui paraissait une diminution réelle de son autorité. Tout lui faisait sentir de jour en jour que l'heure de la retraite allait sonner. Il voulut cependant montrer qu'il était capable d'un grand effort et défendit au Reichstag, malgré une

vive opposition, le projet de loi sur la flotte qui fut adopté le 12 juin 1900. L'Empereur le félicita ainsi : « Tu peux être fier de ton succès. Un code civil et le projet de la flotte, deux mesures aussi capitales pour le développement intérieur et extérieur de notre patrie, c'est plus que n'en a jamais signé aucun chancelier ! » Ce compliment était excessif. Trois mois après, le prince se voyant de plus en plus en proie à des difficultés de tout genre et l'objet d'inimitiés irréductibles, se décida, pour se retirer, à invoquer son état de santé précaire. Il avait cependant écrit quelque temps auparavant au baron Vœldernsdorff : « Au fond, je ne sens pas le besoin de me reposer; » et à son fils, il confiait qu'il était « entouré d'intrigans » contre lesquels il devait se défendre à toute heure. A la fin, la lutte lui parut insupportable et il alla voir l'Empereur pour lui confirmer sa décision. « Je lui représentai la nécessité de me retirer, tant à cause de mon état de santé que de mon âge, et je vis à l'air parfaitement satisfait de l'Empereur que ma lettre de démission était déjà attendue, qu'il était donc grand temps de m'en aller. »

Il partait, non pas de son plein gré, comme il voulait le faire croire, mais parce que l'Empereur désirait confier à un plus jeune et plus hardi la redoutable charge de chancelier d'Empire. Une feuille officieuse, quelques jours avant son départ, avait fait entendre que le chancelier devait avoir non seulement la décision nécessaire, mais aussi le pouvoir de couvrir effectivement l'Empereur « avec une volonté entière et une large poitrine. » En parlant « d'un homme de froide raison et d'énergie souriante, d'heureux tempérament et de solide confiance en lui-même, » le journal désignait clairement le comte Bernard de Bülow, dont chacun vantait le talent oratoire et l'esprit souple et expérimenté, ainsi que l'estime incontestable que lui témoignait le souverain.

Lorsque le prince de Hohenlohe sortit du palais de la Wilhelmstrasse, Guillaume II lui envoya l'Aigle noir en brillans, accompagné d'une belle lettre de regrets, aussi belle que celle dont son successeur a été gratifié il y a quelques jours. Mais que lui importaient toutes ces paroles flatteuses? Il en connaissait l'inanité. N'est-ce pas lui qui, dans ses derniers jours, écrivait à son fils Alexandre : « Chose singulière que la vie humaine ! Pendant cinquante et un ans on vit heureux et content, puis une fissure se produit qui détruit tout l'édifice. Et c'est pour cela

que l'homme est créé! Alors, il vaudrait mieux n'être jamais né. Sophocle l'a déjà dit. Depuis, des siècles se sont écoulés. Chacun le sait; pourtant chaque jour il semble l'ignorer et, se laissant vivre, il reçoit des honneurs et des décorations, puis il s'en va et on l'oublie!... » Le prince avait appris que toutes les satisfactions offertes par le monde à nos désirs ressemblent à l'aumône que le mendiant reçoit aujourd'hui pour mourir demain d'inanition. Il méditait souvent sur la mort et aimait à redire cette inscription découverte par lui sur la tombe d'un de ses ancêtres: « Apprends à mourir! » On l'avait vu plus d'une fois aussi, pendant son gouvernement d'Alsace-Lorraine, descendre dans l'une des chapelles souterraines voisines du chœur de la cathédrale à Strasbourg et s'arrêter devant l'épitaphe d'un prêtre resté inconnu :

Rogas quis sim?... Pulvis et umbra.

« Voilà bien ce que nous sommes, disait-il; ombre et poussière! »

La fin prématurée de sa fille Stéphanie, survenue le 21 mars 1882 « par une journée de printemps douce et ensoleillée, » lui avait inspiré les accens les plus touchans. A cette jeune fille dont la vie avait été brisée en quelques heures, il dédia ce poème :

« Parmi les fleurs on t'a portée au repos éternel. Un parfum de fleurs nouvelles passe au-dessus de ta tombe.

« Tu étais toi-même comme le parfum du printemps, comme la clarté du soleil par des jours fleuris.

« Et quand tu venais, la joie emplissait tous les cœurs, comme le souffle du printemps appelle la jeune frondaison à une vie nouvelle, tandis que les rossignols chantent doucement dans les branches.

« Aujourd'hui, s'est évanoui à jamais ce qui m'avait enchanté; la lueur rayonnante de tes yeux s'est éteinte; le gai sourire de tes lèvres a disparu.

« Lorsqu'ils ornèrent de fleurs ton cercueil, je restai brisé de douleur. Prends ici maintenant, enfant adorée, la couronne que j'ai tressée pour toi, tout en larmes. »

Les derniers jours de cet homme d'apparence indifférente et glaciale furent consacrés à l'étude des vérités éternelles. Effrayé par l'idée de l'éternité, méditant la question redoutable : « D'où

venons-nous et où allons-nous? » ayant conscience des responsabilités qu'il avait assumées et des fautes graves qu'il avait pu commettre, il cherchait « à s'élever au-dessus de l'étouffante atmosphère du monde pour parvenir à l'état de la contemplation pure. » Il lisait l'*Imitation* et avait noté, entre autres passages, le suivant : « *Stude cor tuum ab amore visibilium abstrahere et ad invisibilium te transferre.* » Ce passage lui avait inspiré ces réflexions : « Plus on avance en âge, plus on est conduit par la nature même des choses à se détacher de la vie, et plus on éprouve la vérité de ce conseil. L'âme demande de l'espace pour déployer ses ailes et s'envoler dans l'éternité. » La mort de la princesse de Hohenlohe, survenue le 26 décembre 1897, avait mis le comble à sa tristesse. « Tout ce dont, au premier moment, on n'a point mesuré l'étendue, les pertes irrémissibles, écrit-il dans son Journal, la conscience que cette longue vie en commun s'est close pour jamais, tout cela pèse sur moi comme un fardeau dont la mort seule pourra me délivrer. »

Désormais, il répétera à tout instant : « La seule consolation que je voie à cet état de choses, c'est la mort. » Ayant remarqué en 1899 que son jour de naissance tombait le Vendredi-Saint, il s'en dit fort touché : « Il me semblait en effet qu'il ne pouvait mieux tomber, car maintenant ma vie est voilée d'une tristesse de Vendredi-Saint. » Son mot suprême à sa sœur, la princesse Élise, est un mot d'espoir et de confiance : « Notre seul refuge est dans la foi. »

Ces dernières citations révèlent un Hohenlohe humain, résigné et croyant, que nous ne soupçonnions pas.

HENRI WELSCHINGER.

CITÉS ET PAYSAGES DE HAUTE-ITALIE

I. — LA DESCENTE DU BRENNER

De toutes les voies ferrées qui traversent les Alpes et descendent sur l'Italie, il n'en est pas de préférable à celle du Brenner. Stendhal qui, au cours de ses *Promenades dans Rome*, se demande quelle est la meilleure manière d'aller de Paris en Italie, hésite entre le Simplon, le Gothard, le Cenis et même la route de Nice à Pise par Gênes. Il ne parle pas du Brenner et se décide pour le Simplon, qui mène plus vite, dit-il, au bord du lac Majeur, vis-à-vis des îles Borromées. Mais aujourd'hui la question ne se pose plus ainsi. Quand nous venons par le Simplon, le Cenis ou le Gothard, nous sommes toujours trop pressés pour prendre encore les vieux chemins des diligences et, dans notre hâte fiévreuse, les express les plus rapides nous paraissent même trop lents. Que de fois, brûlant les stations, ayant à peine le temps de courir d'une portière à l'autre pour contempler les bords sauvages de la Doire Ripaire, le pittoresque val d'Ossola ou les sites grandioses du Tessin, je me suis promis de revenir et de refaire lentement, une à une, chacune des étapes de ces routes illustres et désertées ! Les plaisirs trop brusques sont incomplets, et l'on savoure mal la joie de retrouver la douceur italienne lorsque, au sortir d'un long et pénible tunnel, les yeux, à peine réhabitués à la lumière, reconnaissent déjà les faubourgs de Turin ou de Milan. Par le Brenner au moins, on peut, avec quelque imagination, se figurer que l'on suit l'ancien chemin des piétons et des voitures, l'antique voie romaine Claudia Augusta : le train, qui la longe constamment, monte tout tranquillement jusqu'au col même du Brenner, comme autrefois les diligences, et descend

sans trop de hâte sur Vérone, laissant le loisir d'admirer... Les vrais voyageurs ne sont jamais pressés.

« Voyager, a écrit Mme de Staël, est un des plus tristes plaisirs de la vie; traverser des pays inconnus, entendre parler un langage que vous comprenez à peine, voir des visages humains sans relation avec votre passé ni avec votre avenir, c'est de la solitude sans repos et de l'isolement sans dignité. Car cet empressement pour arriver là où personne ne vous attend, cette agitation dont la curiosité est la seule cause, vous inspirent peu d'estime pour vous-même... » Mme de Staël n'aimait pas à voyager parce qu'elle ne savait pas regarder. Cette femme intelligente, infiniment sensible à l'esprit et à l'éloquence, était aussi peu artiste que possible. Son opinion nous semble aujourd'hui presque incompréhensible, tant nos goûts et nos habitudes ont changé. Mais, vraiment, nous exagérons. Nous ne savons plus goûter le moment présent. Nous ne jouissons pas des heures de la vie. Notre génération, qui ne se pâme plus au *Lac* de Lamartine, n'éprouve pas le besoin de demander au Temps de « suspendre son vol. »

Et cependant, comment ne pas savourer la simple joie de vivre, de respirer, d'ouvrir les yeux sur cette terre latine où je reviens si souvent, comme vers une maîtresse aimée, avec des larmes aux paupières ? « A vingt ans, dit Barrès, l'on se persuade que les villes fameuses sont des jeunes femmes. On se hâte, le cœur en désordre, vers un rendez-vous d'amour. » Pour l'Italie, il me semble que j'ai toujours vingt ans. Parfois, dans l'agitation de Paris, il me suffit d'un tableau entrevu, d'une rue ensoleillée, d'un air entendu, d'un jardin en fleurs, d'un fait-divers dans un journal, pour me rappeler un coin précis de Rome ou de Florence, pour me donner l'envie irrésistible de revoir telle ou telle de ces petites villes où j'ai vécu quelques jours et qui, depuis, me semblent presque miennes : un peu de notre cœur resterait-il ainsi partout où nous avons passé, comme ces plantes vivaces qui se fixent au sol dès qu'elles s'y sont posées ? Quand je franchis les Alpes, quand je suis l'une de ces routes par où le Nord aborde l'Italie, l'une de ces belles civilisatrices, comme les appelle l'auteur du *Voyage de Sparte* qui déclare qu'« à chaque fois que nous les descendons, elles nous rajeunissent l'âme, » le seul fait de mettre le pied sur le sol italique me donne une joie enfantine et presque ridicule. J'ai l'impression que mes yeux

s'ouvrent de nouveau à ce que Léonard de Vinci appelait la *bellezza del mondo*. Je songe à ce doge aveugle qui, lors de la prise de Constantinople, tendait les bras vers les murs conquis et demandait aux croisés où il devait poser les mains pour avoir l'illusion de posséder plus vite cette Byzance qu'il ne verrait jamais. Le salut magnifique de Virgile me revient aux lèvres :

Salve, magna parens frugum, Saturnia tellus...

et, instinctivement, je répète l'exclamation de Pline : *Hæc est Italia diis sacra...*

Ces mêmes mots, en ces mêmes lieux, au début de ce même mois de septembre, Gœthe les prononça sur cette route du Brenner dont les lacets serpentent au-dessous de la voie ferrée, entre des prairies et des bois de sapins. C'est ici que la lumière des cieux latins charma pour la première fois les yeux avides et le cœur tourmenté du chancelier de la cour de Weimar. Son enthousiasme est touchant; il se manifeste avant la frontière, dès Botzen. « Tout ce qui végète à peine dans les montagnes, écrit-il, est ici plein de vie et de force; le soleil est ardent et chaud, et l'on se remet à croire à un Dieu... Sur cette terre, je me sens chez moi, non en voyageur ou en exilé... Il me semble que j'y suis né, que j'y ai été élevé et que je reviens d'une excursion au Groenland ou d'une pêche à la baleine... Je salue jusqu'à la poussière qui couvre ma voiture... » La conquête fut immédiate et devait être définitive. Six semaines plus tard, dans une mauvaise auberge de Foligno, mal installé, ne pouvant reposer sur un lit malpropre, à la lueur d'une pauvre chandelle, il écrivait: « Dût-on me traîner jusqu'à Rome sur la roue d'Ixion, je ne me plaindrais pas. »

Rien n'est plus charmant, plus délicieusement italien que cette Botzen autrichienne, toute fleurie comme une ville toscane, et qui étale ses jardins de roses entre les rouges parois de ses monts de porphyre. Peu de sites sont aussi pittoresques. Vers le Nord, l'horizon est fermé par quelques-unes des crêtes dentelées de ces montagnes dolomitiques dont les lignes étranges avaient tellement séduit l'œil de Léonard de Vinci qu'on peut les reconnaître dans plusieurs de ses paysages et notamment à l'arrière-plan de la *Sainte Anne* du Louvre. Des vignes superbes couvrent la plaine, plantées d'une façon assez spéciale, formant comme une série de toits sous lesquels on peut librement circuler. La

campagne, les costumes, les maisons, la ville que souvent l'on appelle *Bolzano*, tout a l'aspect italien et l'on trouve déjà dans l'accent un peu du zézaiement vénitien.

Cette vallée de l'Adige est infiniment curieuse avec ses deux murailles de porphyre qui la longent de chaque côté. Les teintes rouges des rochers, le vert des arbres, le bleu intense du ciel font un ensemble à la fois très chaud et très gai. Trente, moins encore que Botzen, est autrichienne; et, plus bas, dès l'entrée du val Lagarina, des souvenirs de Dante ajoutent encore à cette impression d'Italie. Voici, près de Lizzana, les restes du château où, exilé de Florence, il fut l'hôte du comte Castelbarco; et voici les Slavini di Marco, d'une tristesse et d'une désolation poignantes, qui frappèrent si fort son imagination. Le charme de la vallée est complètement détruit par ce colossal éboulement; au soir tombant, l'effet est vraiment tragique et je comprends que le poète, au début d'un chant de son *Enfer*, voulant dépeindre l'horreur d'un lieu particulièrement sauvage, se soit rappelé cette sinistre vision. Comme pour en sortir plus vite, le train se hâte. Il franchit, dans un grand bruit de ferrailles, la célèbre Chiusa di Verona où l'Adige s'est lui-même creusé un passage dans le roc; et rien n'est plus fantastique que ce sombre défilé vu par un crépuscule d'été. Tantôt les parois sont éclairées par la lueur douce et bleuâtre de la lune, tantôt le rouge couchant leur donne des reflets d'incendie. A chaque coude du fleuve, les aspects changent. Puis, brusquement, les collines s'abaissent. La grande plaine vénitienne commence. Vérone s'allume dans la nuit.

II. — LE JARDIN GIUSTI A VÉRONE

Si je n'ai qu'un après-midi à donner à Vérone, comment ne serait-il pas pour le jardin Giusti? De tous les beaux jardins de l'Italie, — qui en compte tant et où si souvent j'ai promené mes rêveries, — je crois bien que voici mon préféré. D'autres sont plus émouvans par les souvenirs, d'autres plus voluptueux par leur situation au bord d'un lac ou de la mer; celui-ci ne tire que de lui sa grâce et sa séduction.

Toujours les Italiens eurent le culte des jardins. Pline nous parle si souvent des siens et avec tant d'amour que l'on pourrait presque en dresser le plan; leur décoration ne devait guère être différente de celle d'aujourd'hui; dans une lettre à Apolli-

naris, il célèbre « ses allées plantées d'arbres verts, touffus et bien taillés, ses platanes où le lierre grimpe et relie les troncs par des guirlandes souples. » Ce n'est que beaucoup plus tard, à la Renaissance, qu'on ne se contenta plus des beautés naturelles et qu'on les compléta par des ornementations compliquées, des portiques, des fantaisies architecturales, des pièces d'eau machinées et tout ce que Barrès appelle si joliment « l'art de disposer les réalités de manière qu'elles enchantent l'âme. » Pourtant, à la différence des Anglais et quelquefois des Français, les Italiens ne cherchèrent pas à imiter artificiellement la nature; ils ne voulurent que l'embellir suivant les règles de l'art.

A Vérone, plus qu'ailleurs peut-être, les jardins furent toujours en honneur. De tous temps, les bords de la Brenta se couvrirent de parcs et de maisons de campagne. L'un des plus anciens documens sur les villas du moyen âge fut écrit, dès le XIVe siècle, pour la famille véronaise des Cerruti, et c'est également un Véronais, Leonardo Grasso, qui fit les frais du fameux *Songe de Poliphile* où sont décrits et gravés tant de bosquets fleuris. Ce matin encore, au Musée Civique, j'ai remarqué une belle fontaine et un décor de verdure dans la *Sainte Catherine* du Véronais Vittore Pisanello.

Une petite cour aux murs crénelés précède le jardin Giusti; mais les murs sont de briques roses, les créneaux tapissés de vigne vierge et, à travers les grilles, le parc sourit si aimablement qu'il semble qu'un visage ami vous accueille dès le seuil et vous engage à entrer.

« La nature, dit de Brosses, a assez bien servi le palais Giusti pour lui donner dans son jardin même des rochers et quantité de cyprès prodigieusement hauts et pointus qui lui donnent l'air d'un de ces endroits où les magiciens tiennent le sabbat. » Depuis la visite du spirituel magistrat dijonnais, auquel Vérone rappela Lyon avec la colline de Fourvière, le parc n'a guère dû changer d'aspect. Valery, bibliothécaire du roi à Versailles, le trouva, en 1827, occupé par un bataillon autrichien, et tout ce que lui inspire l'allée de cyprès, — l'une des plus belles du monde, — c'est que « ses perpétuels gradins, destinés jadis à faire sécher les draps, évoquent le temps où le travail de la laine était noble et ne faisait point déroger. »

Ce qui caractérise les jardins de Vérone ou de Florence, de Bellagio, de Gênes ou de Rome, c'est qu'ils sont bâtis sur des

collines et étagés en terrasses. Les pas peuvent monter avec le rêve. Les parcs de l'Ile-de-France ou de la Touraine s'étendent au contraire sur de vastes espaces plats ou à peine ondulés; leurs lignes se développent en majesté et rendent une harmonie un peu froide et sévère. Ici, les villas ont l'aspect tourmenté des âmes qui les créèrent, et l'on en goûte incomplètement le charme si l'on ne sait pas exalter sa sensibilité par le décor. Les campagnes de Versailles ne s'admirent jamais mieux que dans le calme et la solitude. Les allées italiennes bordées de cyprès ou de hauts buis, aux détours brusques, aux coins de soleil et d'ombre, saturées de senteurs fortes, conviennent aux cœurs tumultueux et passionnés.

Avec le jour qui décline, les fleurs embaument. Des parterres d'œillets parsèment les pelouses. Des massifs de sauges pourprées luisent d'un éclat d'incendie aux rayons obliques du soleil. De grands cannas rouges et jaunes, des glaïeuls roses s'inclinent au sommet de leurs longues tiges, comme lassés. Des lichens rongent les statues qui se dressent dans la verdure, animant seules ce paysage de rêve. Les marbres s'écaillent. Les troncs des vieux arbres s'usent et se dessèchent sous l'étreinte des bras épuisans du lierre qui se multiplie. Une fontaine moussue pleure le temps passé. Pourtant une petite maison de jardinier toute fleurie, tapissée de roses et de glycines, rappelle à la réalité. Un mur lui fait suite, entièrement recouvert d'une haie de jasmins ; le feuillage est constellé de points blancs, comme après une neige d'avril. Sur les premières terrasses, aux coins plus ensoleillés, des lauriers-roses, des orangers, des palmiers mettent quelques notes plus chaudes. Et partout, par cette fin d'après-midi de septembre, des tubéreuses en fleurs répandent au-dessus du sol des ondes lourdes de parfums qui grisent étrangement.

Mais la gloire du jardin, c'est l'allée de cyprès qui, grimpant de gradins en gradins, escalade la colline. On n'y pénètre qu'avec gravité. Un mystère plane. Je ne sais quoi d'émouvant est autour de vous, qui ôte toute envie de rire ou de plaisanter. En gravissant les escaliers de briques rouges, le bras de votre compagne s'appuie plus fort sur le vôtre. Vous lisez les inscriptions sur les arbres : 300, 400, 500 ans... et une angoisse vous prend. Ainsi trois, quatre, cinq siècles et plus ont défilé devant l'immuable sérénité des cyprès vénérables qui règnent sur les magnificences du parc et de la ville qu'ils dominent. Et vous

regardez, presque avec crainte, ces arbres sombres comme la nuit, hautains, rigides, impénétrables à la lumière et même au vent qui les courbe sans les effeuiller, insensibles aux saisons, orgueilleux et toujours pareils, se dressant vers le ciel en une attitude hostile et raidie, indifférens à tout ce qui vit autour d'eux. Et cependant, par-dessus les murs du palais, ils ont vu Vérone frémissante s'exalter dans la joie du triomphe ou agoniser sous le piétinement du vainqueur. Mais, sentinelles inconscientes, ils n'ont pas gardé le souvenir. Ils n'ont fait que jouer leur rôle décoratif. Ils se sont bornés à vivre, solitaires et stériles. Nous les admirons, nous ne les aimons pas.

A mesure que l'on monte, on découvre mieux la ville et la plaine, cette plaine où Constantin défit l'armée de Maxence, où Théodoric fut vainqueur d'Odoacre, où Charlemagne porta ses pas victorieux. De la terrasse supérieure, le guide indique avec émotion le champ de bataille de Custozza et la tour de Solférino, la *Spia dell' Italia*, d'où les soldats autrichiens surveillaient l'ennemi et qui, maintenant inutile, ne domine plus que des terres libres. Il est peu d'endroits au monde où l'on se soit plus souvent battu que sur les bords de cet Adige que nous voyons déboucher avec impétuosité de la longue vallée où il a été enserré et qui, comme las d'avoir suivi si longtemps une ligne droite, se replie sur lui-même en une double courbe élégante et souple. D'ici on se rend compte de l'admirable position de Vérone qui, au pied des Alpes, encerclée et défendue par le large fossé torrentueux, commande la plaine vénitienne et garde l'accès de la Lombardie.

La vue est à peu près la même que du château Saint-Pierre. Vérone s'étale avec ses tours et ses clochers. Le haut mur des Arènes projette une ombre démesurément allongée. Le dôme de San Giorgio in Braida rutile aux derniers rayons du soleil. Les briques du vieux pont des Scaliger semblent teintes de sang coagulé. Les quais de l'Adige ont des tons rouge sombre comme la peau brûlée des mendiantes de Naples. Le fleuve impétueux se devine d'ailleurs plus qu'il ne se voit; par places, il luit ainsi qu'un bouclier damasquiné, tel que l'a dépeint Carducci :

Tal mormoravi possente o rapido
sotto i romani ponti, o verde Adige,
brillando dàl limpido gorgo,
la tua scorrente canzone al sole.

A droite, les Alpes brescianes, le pic pointu du Pizzocolo et les montagnes qui surplombent le lac de Garde. En face, la campagne immense avec ses vagues de cultures d'où émergent des bourgades, des clochers, des villages, les tours de Mantoue très nettes à l'horizon et parfois même, par les temps clairs, la ligne des Apennins. A l'Est, des collines trop proches cachent Vicence et Padoue; mais on découvre la plaine à perte de vue, jusqu'à la lagune et la mer qu'on pressent à l'horizon.

Tout un morceau d'Italie est là, sous mes yeux, avec, au premier plan, la ville glorieuse qui repose, majestueuse et élégante. Les Véronais sont très fiers de leur cité qu'ils appellent souvent la Florence du Nord. Une estampe du XVIIe siècle la représente avec une inscription latine que l'on peut traduire ainsi : « Si celui qui te voit ne t'aime pas aussitôt d'une tendresse éperdue, c'est qu'il n'a ni le sens de l'art, ni le sens de l'amour. » Charlemagne la trouva si belle qu'il n'en jugea nulle autre plus digne de son fils Pépin qui y régna trente années; et il n'est pas désagréable de rencontrer ici la mémoire d'un Franc qui, adoré de son peuple et longtemps pleuré, revit encore aujourd'hui dans une statue du portail de la cathédrale et dans une fresque de cette merveilleuse église San Zeno dont le campanile se dresse, près des remparts, dans la clarté du soir.

Ce n'est que d'un lieu élevé qu'on peut vraiment comprendre une ville et l'aimer. D'une tour , au milieu des maisons, on ne l'embrasse pas dans son ensemble; on n'a qu'une série de vues forcément restreintes et incomplètes. Les plus parfaites visions des cités d'Italie, on les a des hauteurs qui les dominent. Il semble alors que chacune se rassemble pour nous plaire et émette à la fois toutes ses notes pour un accord voulu et définitif. Vue d'ici, Vérone laisse en notre esprit un dessin que l'on n'oublie pas. Le dédale des rues et des places qui paraissait si compliqué, l'enchevêtrement des toits, des églises et des palais, tout s'ordonne, prend sa signification exacte, devient simple et familier. Au soleil qui meurt, les briques rougeoient et s'enflamment, les verrières étincellent. Des pourpres vives flottent. Une lueur vermeille baigne la campagne. Des buées roses s'accrochent aux cyprès. C'est un soir du Poussin, noble et grave, une sorte de décor féerique où s'exalte une cité dans la gloire de la lumière agonisante. Une à une, les cloches des églises se mettent en branle, sonnent à toute volée. Nous sommes

à la veille du 8 septembre, fête de la Nativité de la Vierge. Les vibrations se heurtent, se mêlent, se fondent en un bourdonnement ininterrompu qui met au-dessus de la ville, entre les maisons et nous, comme une voûte sonore.

Souvent, assis au bas du jardin, près d'une Vénus antique, j'ai regardé le jour décliner et l'ombre gagner peu à peu les gradins successifs. A mesure que le couchant se dore, les cimes des cyprès se détachent plus nettes, pareilles à d'immobiles fuseaux, à d'énormes et sveltes pinceaux figés dans un bain d'or.

J'ai voulu, aujourd'hui, voir le jardin et la ville s'endormir du haut des terrasses supérieures. Une brume impalpable, à chaque instant plus dense, comme une sorte de linceul posé par d'invisibles mains, s'étend sur les toits, les recouvre uniformément, noie tous les détails. Les monumens, les églises, les places, les quais de l'Adige restent encore distincts. Plus que l'élévation, l'obscurité simplifie. Seules les choses essentielles demeurent. Nos yeux s'emplissent d'une vision qui, celle-ci, sera définitive parce qu'elle trouve asile au plus profond de nous, parce qu'à cette heure grave qui précède la nuit, nous regardons avec toutes nos facultés, avec notre esprit, avec notre cœur.

III. — VICENCE

C'est la ville des palais : vraiment on peut la résumer ainsi; je ne crois pas qu'une autre cité puisse se glorifier de plus beaux monumens ni de plus grands architectes. Il est, en effet, très curieux de noter que, même sans Palladio, Vicence jouerait un rôle dans l'histoire de l'architecture. Bien avant lui, s'élevèrent de superbes maisons gothiques dont quelques façades nous attestent encore la splendeur. Les trois Formenton furent des artistes réputés et Trissino, dont le nom est resté, écrivit un traité didactique auquel Palladio rendit hommage.

Il y a, à Vicence, une série d'édifices intéressans qui sont comme le prélude de l'œuvre du Maître. Celui-ci fait trop oublier ses devanciers de la première Renaissance qui, pourtant, en nous révélant le goût des Vicentins pour les belles constructions, nous expliquent sa vocation et l'éclat de sa carrière dans son propre pays. Palladio, en effet, malgré son amour des voyages

(il étudia sur place la plupart des monumens antiques de Rome, Ancône, Pola, Spalato, Ravenne, Suse, et même de Nîmes), réserva presque exclusivement son génie pour une ville si apte à le comprendre. En dehors de Vicence, de Venise, — qui lui doit le Rédempteur, San Giorgio Maggiore et la façade de San Francesco della Vigna, — et de la Vénétie où il construisit quelques villas, on peut dire qu'il n'existe aucune œuvre importante de Palladio. Vicence suffit à son activité : jamais cité ne fut mieux préparée à comprendre un homme, ni artiste mieux destiné à être compris par elle. Sa mort fut un deuil unanime. La poétesse Isicratea Monti composa un sonnet où elle déclarait que Palladio avait été appelé dans la patrie éternelle « pour la faire plus belle. » Rien de plus puéril que le racontar dont le président de Brosses s'empressa de se faire l'écho. « Palladio, dit-il, ayant reçu quelque mécontentement de la noblesse de sa ville, s'en vengea en mettant à la mode le goût des façades dont il leur donnait des dessins magnifiques qui les ruinèrent tous dans l'exécution. »

Le goût pour l'architecture persista à Vicence après Palladio, dont l'enseignement fut la meilleure garantie contre les excès du baroque. Grâce à lui, se conserva ce sens des proportions qui est si caractéristique dans la plupart des monumens de la Haute-Italie. C'est à peine si, dans cette région, se fait sentir la fâcheuse influence du Bernin, des Borromini et des Vanvitelli. Après les élèves du Maître, dont le plus illustre est Scamozzi, il y a une période moins brillante; mais, dès 1700, Palladio redevient l'oracle absolu. Ottone Calderari reprend ses traditions et donne un nouveau lustre à l'architecture vicentine.

Aussi, les rues de la ville sont-elles un véritable musée ouvert à tous. Il suffit de se promener pour contempler des chefs-d'œuvre. Dans cette cité qui n'a guère plus d'une quarantaine de mille habitans, comme un de nos moyens chefs-lieux de département, on peut compter une centaine de palais ou d'édifices intéressans. On comprend l'enthousiasme qu'elle excita parmi les écrivains et les critiques d'art. Si quelques-uns ont exagéré en allant jusqu'à dire qu'elle était à la fois l'Athènes et la Corinthe de l'Italie, Ranalli a raison de s'écrier, dans son *Histoire des Beaux-Arts :* « O veramente aventurosa Vicenza ! Altre potranno vincerti di grandezza e potenza, niuna di leggiadria e di bellezza ! »

N'ayant pas connu les splendeurs d'une vie de cour, Vicence n'offre point la tristesse et la décadence de certaines villes qui, comme Parme ou Mantoue, furent des capitales et ne sont plus rien. Son éclat, moins vif, est plus durable. Et, bien que ses rues soient bordées de palais, on n'a pas l'impression de ces cités d'Italie dont parle Mme de Staël « qui semblent arrangées pour recevoir de grands seigneurs qui doivent arriver, mais qui se sont fait précéder seulement par quelques hommes de leur suite. »

La situation de Vicence est d'ailleurs charmante, au confluent du Retrone et du Bacchiglione, dans un frais vallon, entre les dernières collines des Alpes et les pentes verdoyantes des monts Berici. Elle est bien, suivant l'expression de Courajod, « un lieu béni du ciel, un de ces nids préparés par la nature pour l'éclosion de l'art italien qui, au printemps de la Renaissance, ne manqua pas de s'y installer. »

Quand Palladio paraît, ce printemps est depuis longtemps fini. La Renaissance a partout triomphé. Pour l'architecture cependant, une nouvelle période commence. Après l'âge d'or, après les grands constructeurs parmi lesquels brille, au premier rang, Bramante, nous trouvons, pendant la seconde moitié du XVIe siècle, une pléiade d'architectes dont le plus illustre est le Maître de Vicence. Ce sont surtout des théoriciens. Ils réglementent l'imagination hardie et parfois un peu fantaisiste de leurs devanciers dans des sortes de canons qui fixent les proportions, les dimensions, les ornemens de chaque ordre. Ils n'ont pas autant que ceux-ci la richesse d'invention, les trouvailles originales, les belles audaces et surtout le talent d'adapter à de grandes lignes une décoration très riche et très fouillée. Chez eux, le détail passe au second plan et ils ne s'occupent que de l'ensemble. Leurs colonnes mêmes ne sont qu'un revêtement que l'on pourrait supprimer sans que la construction générale perdît son caractère. C'est un art un peu froid peut-être, mais qui n'est jamais mesquin et ne tombe pas dans les excès du style baroque qui maltraite le détail, le diminue ou le multiplie, pour l'unique besoin des effets arbitraires qu'il poursuit.

Les seuls modèles de Palladio furent les anciens; mais il ne les copia pas servilement. Il s'inspira, il n'imita pas. Nul ne montra à l'antiquité plus d'ardente dévotion, d'amour plus vivant,

plus passionné, ne pénétra plus profondément jusqu'à l'essence même de ses monumens, tout en gardant une absolue indépendance de manière, en pliant, avec une habileté parfaite, les vieilles règles aux nécessités modernes et au besoin plus développé du confort. L'impression si forte que produisent ses œuvres vient de leur simplicité sévère et de la subordination constante des parties à l'ensemble. Le secret de son art, tout illuminé d'intelligence, c'est l'extrême propriété des termes. Aussi, malgré les formules qu'il posa, il ne se répéta pas. Nul n'est plus divers dans son apparente unité; chacune de ses constructions, de ses façades même, a son caractère propre. Il restreignit à ses justes mesures la décoration exubérante qui était de mode au début de la Renaissance et s'efforça de ne jamais troubler le rythme des lignes par la fantaisie de l'ornementation. Il est peut-être le seul architecte qui n'ait jamais recherché un effet de détail décoratif ni eu d'autre souci que l'ordonnance logique et la justesse des proportions. Aussi, nul enseignement ne fut-il plus fécond. Quand Michel-Ange s'écriait, avec cette sorte de divination des génies: « Ma science créera un peuple d'ignorans, » c'est qu'il sentait que lui seul pouvait se permettre les hardiesses qu'il osait et que ses chefs-d'œuvre portaient en eux-mêmes, pour les simples artistes qui voudraient les imiter, des germes de dissolution et de mort. Palladio, qui n'avait jamais sacrifié qu'à la raison, put, en toute certitude, écrire son grand ouvrage : *I quattro libri dell' Architettura* et établir des lois qu'il savait éternelles.

La moindre de ses gloires ne sera pas d'avoir été le premier à donner à Gœthe une représentation matérielle de l'art classique. Nul ne pouvait être plus instructif pour le Germain qui, à la recherche de la beauté antique, devait être d'abord sensible à l'architecture. A Vérone, qu'il visita avant Vicence, il n'avait guère été séduit que par l'Arena. Les peintres n'intéressent pas beaucoup celui qui, à Assise, ne remarqua que les restes d'un temple de Minerve; il l'avoue d'ailleurs franchement : « Je reconnais sincèrement que je comprends peu de l'art et du métier du peintre; aussi mes observations ne porteront-elles que sur la partie pratique, c'est-à-dire sur les sujets et la manière dont ils sont traités. »

J'ai voulu, cette année, après tant d'autres séjours à Vicence, revoir les constructions de Palladio qui frappèrent le plus vive-

ment l'esprit de Gœthe et, suivant l'exemple de l'illustre auteur du *Voyage de Sparte*, essayer de saisir l'influence que cette révélation avait eue sur son génie.

Arrivé à Vicence le 19 septembre 1786, Gœthe va immédiatement au Théâtre Olympique. Il le trouve d'une beauté « inexprimable » et déclare aussitôt que son auteur est « essentiellement un grand homme. » Il est certain que peu de constructions produisent un effet aussi saisissant que ce dernier joyau laissé par Palladio à sa ville natale. Quand on l'a vu, on ne peut oublier la grâce de cette salle elliptique, la belle colonnade au-dessus des gradins avec son entablement de statues et surtout cette superbe façade de la scène où le maître voulut en quelque sorte se résumer, y mettant toute sa science et tout son art, et qu'il eut la joie d'achever avant de fermer les yeux à la lumière. Rien n'est plus élégant que ses deux ordres superposés et son attique. Trois magnifiques baies s'ouvrent sur le décor, suivant la formule chère à l'architecte, c'est-à-dire une grande porte centrale, large et haute, avec une belle arcade, et deux autres plus basses et plus étroites. L'édifice fut terminé par Scamozzi d'après les plans de Palladio; il les compléta en dessinant les décors de la scène qui représentent, paraît-il, la route de Thèbes. Le succès fut énorme. Toute l'Italie envia ce théâtre. Machiavel et l'Arétin voulurent que leurs œuvres y fussent représentées. Quand l'un des derniers Gonzague, le si curieux Vespasien, eut besoin d'une salle de spectacle pour sa capitale de Sabbioneta qu'il avait bâtie de toutes pièces à l'image d'Athènes, il demanda à Scamozzi de lui en construire une pareille à celle de Vicence. Avec le temps, l'enthousiasme n'a pas diminué. Lorsque, quelques années après Gœthe, Napoléon pénétra dans la salle, il se retourna vers la reine de Bavière qui l'accompagnait et lui dit: « Madame, nous sommes en Grèce. » C'était bien, en effet, l'amour de la Grèce et de l'antiquité qui avait donné naissance à ce théâtre. Une « Académie olympique, » dont Palladio fut l'un des promoteurs, s'était fondée à Vicence en 1556 afin de ressusciter les chefs-d'œuvre. On demanda à l'architecte d'élever dans la Basilique un théâtre en bois pour y jouer une *Sophonisbe* de son ami et protecteur Trissino. La réussite fut telle que les membres de l'Académie résolurent de construire à leurs frais la salle actuelle sur un terrain que leur donna généreusement la commune de Vicence. L'inauguration eut lieu en 1585

avec un *Œdipe* traduit par Orsata Justiniani, noble vénitien. Parmi les acteurs figurait ce Verato pour qui le Tasse a écrit l'un de ses plus beaux sonnets; et, au dernier acte, le rôle d'Œdipe était tenu par Luigi Grotto, auteur dramatique aveugle de naissance. Sans doute, les vers de Justiniani devaient être médiocres; mais qu'importe? Le frisson de la beauté antique avait secoué les Vicentins.

La Basilique, qui retint ensuite l'admiration de Gœthe, est peut-être le chef-d'œuvre architectural du XVIe siècle. Burckhardt déclare qu'à Venise elle rejetterait tout à fait dans l'ombre la Libreria de Sansovino, qui est cependant l'une des parures de la place Saint-Marc. Elle est en tout cas la merveille de cette Piazza dei Signori que complètent si pittoresquement la Loggia del Capitanio, l'église Saint-Vincent, la bibliothèque Bertoliana, la grande tour de briques rouges et les deux colonnes de marbre blanc sur l'une desquelles le lion vénitien témoigne encore de l'antique puissance de la ville des Doges. Depuis longtemps Vicence, avec son goût passionné pour les beaux édifices, avait le dessein de restaurer son vieux Palais communal. Les projets abondèrent. Tous les architectes de la région, tous ceux qui avaient décoré Venise : Sansovino, l'auteur de la Libreria, Riccio qui avait élevé la façade intérieure du Palais ducal et l'escalier des géans, Spaventa, le constructeur des Procuraties, Sanmicheli, Jules Romain lui-même, s'évertuèrent pour faire adopter les plans qu'ils avaient conçus. Palladio lui-même en présenta quatre; et c'est l'un de ceux-ci qui rallia tous les suffrages. L'artiste n'avait guère alors plus de trente ans : jamais carrière ne débuta plus glorieusement. On travailla trois quarts de siècle à cette œuvre gigantesque que le Maître ne put terminer, mais qu'il vit suffisamment avancée pour n'avoir aucun doute sur sa beauté. Nulle part, il ne déploya plus de génie. Il ne s'agissait pas de bâtir un palais sorti de son cerveau; il devait utiliser de vieux murs, les consolider, les agrandir et faire cependant un tout entièrement nouveau, original et somptueux. Pour une telle entreprise, il fallait de l'intelligence, de la science, de l'invention, de l'habileté, de la souplesse : Palladio eut tout cela à un point dont on reste confondu à mesure que l'on se rend mieux compte des difficultés qu'il dut vaincre. On est ébloui par tant de majesté et de splendeur; on se demande surtout comment un tel résultat a pu être obtenu par des lignes aussi simples et presque

sans ornemens. Le double étage de portiques qu'il imagina répond entièrement au but à atteindre et constitue en même temps un ensemble d'une harmonie et d'une noblesse parfaites. On ne conçoit pas concordance plus absolue entre le nouveau revêtement et les piliers intérieurs qui soutiennent la première construction. Qui ne saurait l'histoire du monument ne pourrait avoir l'idée que les façades actuelles n'ont pas toujours constitué son aspect extérieur. Les arcades reposent sur de sveltes colonnes accouplées qui augmentent l'ouverture et donnent plus de légèreté à l'ensemble; elles sont doriques à l'étage inférieur, ioniques au supérieur, avec entablemens conformes, suivant la formule favorite de Palladio qui lui a pour ainsi dire donné son nom; pendant longtemps on n'en voulut point d'autre : on la retrouve partout alors, même dans les constructions imaginées par les peintres, comme dans le *Repas chez Lévi* de Véronèse, par exemple, où l'architecture tient tant de place.

Plus encore que le Théâtre Olympique et la Basilique, la Rotonde séduisit Gœthe.

On s'y rend par la belle promenade qui est l'une des attractions de Vicence, vaste avenue ombragée de splendides marronniers, bordée par un portique de sept cents mètres de long, qui s'élève sur le flanc du Monte Berico et se termine au point culminant, devant l'église de la Madonna del Monte. Dans les murs, de loin en loin, des fenêtres s'ouvrent, avec des échappées merveilleuses sur la ville et sur les collines où tombèrent, en 1848, les héroïques compagnons de Danielo Manini. Les gens du pays font l'ascension à dos d'âne ou dans d'étranges petites voitures dont les banquettes fixées au milieu semblent, à vide, deux pauvres canapés qu'emporterait un déménageur. A mesure que l'on monte, la vue s'étend sur la plaine du côté de Bassano et de Padoue, vaste nappe verte, couverte de vignes, d'où émergent les quenouilles noires des hauts cyprès et les campaniles des plus proches villages. A mi-côte, au carrefour d'une autre voie, la route forme un coude et s'arrondit en une sorte de terrasse d'où l'on a un splendide panorama de Vicence avec sa mer de toits rouges que dominent le dôme de la cathédrale, la masse grandiose de la Basilique dont on aperçoit très nettement la rangée d'arcades supérieures et l'élégante silhouette de la tour qui semble veiller sur la ville comme le beffroi des cités flamandes.

Pour aller à la Rotonde, il faut, au lieu de continuer à suivre le portique, prendre un curieux petit sentier, aux pavés rudes et pointus, qui passe entre des murs, d'abord nus et hauts comme des clôtures de prison, puis rians et tout couverts de vigne vierge. On longe la villa Fogazzaro, où l'illustre écrivain promène ses nobles méditations, et la villa Valmarana où dorment des fresques de Tiepolo. Les murailles sont surmontées de ces vieilles figures grotesques et grimaçantes, comme il y en a tant dans les villas de la région, notamment sur les bords de la Brenta. Drôle de mode et drôle d'idée qu'avaient les gens du XVIIIe siècle de faire garder leurs demeures par ces magots difformes! La pierre s'effrite chaque jour, et c'est à peine si l'on peut reconnaître encore ce que pouvaient bien représenter ces nains contrefaits et bizarrement accoutrés. Puis le sentier devient champêtre. Le pavé fait place au gazon, tout fleuri de menthes à l'odeur forte. De magnifiques arbres, des pins, des cyprès jaillissent au-dessus des murs. On croise une route et l'on est à la Rotonde.

Hélas! on ne la visite plus. La *Signora madre* à qui elle appartenait est morte, me dit-on, il y a quelques mois, et son fils, le nouveau propriétaire, n'y laisse plus pénétrer. Pourtant on me permet d'entrer dans les jardins. Je ne pourrai pas revoir les appartemens; mais la peine est légère : ce n'est pas là l'important. Le chef-d'œuvre, c'est la construction elle-même et le site merveilleux où elle s'élève, le plus amène qu'on puisse imaginer, *amenissimo* comme le déclare lui-même Palladio. Ces maisons de la Renaissance étaient faites, en effet, surtout pour le plaisir des yeux. De tous temps, d'ailleurs, il en fut ainsi en Italie. Qu'on relise la lettre où Pline le Jeune décrit son cher Laurentin : on verra que la question d'un logement commode et spacieux était secondaire. Il ne s'agit pas de bâtir un château à la française ou l'une de ces grandes constructions confortables des pays du Nord, mais simplement une *villa*, suivant l'expression antique, c'est-à-dire un lieu de repos et d'agrément où la vie pourra s'écouler lumineuse et gaie. Paolo Almerico, qui commanda cette Rotonde, était un simple homme d'église, référendaire des papes Pie V et Pie VI. Le domaine passa ensuite aux marquis de Capra, dont le nom se lit encore au fronton de l'entrée principale.

L'édifice est un carré, dont chaque côté est précédé par un

péristyle à six colonnes ioniques soutenant un fronton triangulaire orné de statues. Dans ce carré s'inscrit une salle circulaire, où l'on pénètre de plain-pied, par quatre portes correspondant aux péristyles qui forment autant de petites terrasses d'où la vue s'étend dans toutes les directions. Et c'est là le charme incomparable de cette Rotonde : sur chaque face, les horizons qu'on découvre sont admirables. Au Nord, la plaine ondulée de Vicence avec, comme fond grandiose, la ligne des Alpes; à l'Ouest, les coteaux que domine la Madonna del Monte ; au Sud, les croupes vertes des monts Berici ; mais les plus beaux s'aperçoivent de la terrasse du levant que gardent trois vieux aigles et un cygne de pierre : toute la vallée de la Brenta jusqu'à Padoue et jusqu'aux collines Euganéennes que l'on distingue par les temps clairs. Au premier plan, tout autour de la Rotonde, des jardins, des champs, des prairies, des massifs de fleurs et des bosquets de lilas lui font, au printemps, une ceinture odorante.

Nulle part, plus qu'en Italie, aux années de la Renaissance, on n'eut l'idée mélancolique de la fuite des jours et de la fragilité des plaisirs. *Di doman non c'è certezza,* dit un vers de Laurent de Médicis. Aussi au milieu des pires catastrophes et des événemens les plus graves, les gens cultivés et riches n'ont-ils d'autres soucis que de jouir en paix. Ce matin, dans cette villa, je songe à ce Luigi Cornaro, qui avait pourtant vu les guerres les plus terribles et le sac de Padoue, et qui rédigea, dans son traité *Della vita sobria,* ce qu'on pourrait appeler le code du parfait dilettante. Avec quel amour il nous dépeint « sa belle maison de Padoue, si merveilleusement située, si habilement protégée contre les ardeurs de l'été et les rigueurs de l'hiver, avec ses jardins arrosés d'eaux courantes. » Au printemps et à l'automne, il ne connaît de plus grande volupté que de passer quelques semaines dans sa villa, sur une hauteur « d'où l'on a la plus belle vue sur les monts Euganéens. » Peu d'écrivains italiens, — sauf Dante et Leopardi dont les pessimismes, si différens d'ailleurs, s'expliquent par des raisons très particulières, — ne chantèrent pas la joie de vivre. L'appétit du plaisir devient souvent ici une sorte de délire, de frénésie qui faisait dire à Gœthe, un soir de mardi-gras : « Il me semble que j'ai passé la journée avec des fous. » En aucun pays les fêtes publiques ne furent une préoccupation aussi essentielle, et les plus grands artistes rivalisèrent d'ingéniosité. Palladio lui-même

construisit l'arc de triomphe élevé en 1574, à Venise, pour la réception de Henri III. Le carnaval, les retraites aux flambeaux, les feux d'artifice sont d'invention italienne. Ici même, à Vicence, dès le XIVe siècle, un vieux chroniqueur nous parle d'une fête donnée par le collège des notaires où « une composition ignée s'enflamma avec un tel fracas que la plupart des assistans frappés de terreur tombèrent à la renverse ; on vit en traits de feu le Saint-Esprit, les Prophètes et une colombe qui descendait sur l'autel. »

D'ailleurs, malgré la guerre et les pillages, ces provinces lombardo-vénitiennes furent toujours riches. Même aux dures années des XIVe et XVe siècles, on trouve des communes obligées de prendre des règlemens somptuaires. L'industrie des étoffes précieuses avait un tel développement que des villes comme Vicence envoyaient chaque année à Venise plus de cent pièces de brocart d'or ou d'argent. On comprend qu'une noblesse et une bourgeoisie si aisées aient demandé à Palladio de leur construire les palais de Vicence ou ces somptueuses maisons de campagne dont nous n'avons plus guère que les ruines glorieuses. Car hélas ! ici, tout se meurt. Les statues, les colonnes, les escaliers, les murs s'effritent. Entre les pierres ou les briques disjointes, l'herbe pousse. Jadis, je me souviens d'avoir fait le souhait qu'un riche propriétaire vînt restaurer cette Rotonde... Aujourd'hui, je n'ose plus émettre un tel vœu. Ce serait peut-être la pire des choses, la plus sûre mort de tant de beauté. Il vaut mieux que cette villa ne soit pas remise à neuf, réparée, modernisée, éclairée à l'électricité... Tout au plus faut-il désirer qu'on en empêche l'écroulement, qu'on prolonge le plus possible, en lui laissant tout son caractère, ce vestige d'une splendeur et d'une époque à jamais disparues.

Nul édifice ne présente plus de majesté et je conçois l'enthousiasme de Gœthe. « Je ne crois pas, dit-il, qu'il soit possible de pousser plus loin le luxe de l'architecture. Les quatre péristyles et les escaliers occupent plus de place que le palais lui-même ; chacune des façades ferait une grandiose entrée à un temple... Les proportions de la salle sont admirables. » Il vante aussi l'art avec lequel a été choisi l'emplacement. « De même que l'édifice se voit dans sa magnificence de tous les points de la contrée, la vue qu'on a de la Rotonde est infiniment agréable. On voit couler le Bacchiglione, emportant les barques vers la Brenta... »

Je crois bien que ce jour-là, 21 septembre 1786, le sentier qui mène à la Rotonde fut en quelque sorte pour Gœthe son chemin de Damas. Le conseiller intime et premier ministre du duc Charles-Auguste de Saxe-Weimar, voyageant sous le nom de Jean-Philippe Mœller, avait quitté l'Allemagne, sans en rien dire à ses amis, en proie à l'idée fixe, presque maladive, de voir l'Italie. « Pendant les derniers temps de Weimar, dit-il dans la première lettre qu'il envoie après avoir passé la frontière, je ne pouvais plus lire un auteur latin, plus regarder une gravure qui représentât un paysage italien. » Depuis dix ans, absorbé par ses occupations politiques et administratives, il n'a presque rien publié. A peine a-t-il écrit le plan de quelques grands ouvrages. Mais il sent que ces ébauches ne pourront prendre corps et vivre dans le milieu germanique où il étouffe, dans cette cour potinière qu'illumine seul le clair regard de Charlotte de Stein : il leur faut le soleil d'Italie. Il éprouve le besoin de voir les lieux où naquirent les chefs-d'œuvre classiques, de connaître la beauté antique, non plus en esprit et dans les livres, mais en elle-même, de se trouver face à face avec les monumens qu'elle inspira. Parmi les papiers qu'il emporte, il y a des fragmens de drames et de poèmes, quelques scènes du *Tasse* abandonné depuis des années. Mais la plus volumineuse liasse était celle d'*Iphigénie*... Elle surtout, la jeune Grecque qu'il appelait « l'enfant de ses douleurs, » ne devait trouver la vie que sur la terre antique. Et, en effet, trois mois plus tard, au début de janvier 1787, la pièce était terminée et il la lisait à ses amis de Rome. Déjà, sur le Brenner, — c'est lui qui nous le dit, — il l'avait retirée de ses paquets pour l'avoir toujours sous la main. Quelques jours après, elle s'éveillait d'elle-même, loin des brumes du Septentrion, dans les bosquets de magnolias du lac de Garde. « Sur ces rives, écrit-il, où je me suis senti aussi isolé que mon héroïne sur le rivage de la Tauride, j'ai posé les premiers jalons. » Mais c'est ici, à Vicence, où il eut la révélation du génie latin, où ses yeux émerveillés s'ouvrirent à la Beauté et à la Raison comme ceux de Faust à la jeunesse reconquise, qu'il eut la première vision, lumineuse et nette, de la tragédie qu'il voulait écrire : Palladio avait fait le miracle.

L'enthousiasme de Gœthe pour le grand architecte est tel qu'il tint à voir, chez le vieil architecte Ottavio Scamozzi, les planches originales sur bois des *Œuvres de Palladio* qu'il venait

de publier. Peu de temps après, à Padoue, il se procura une édition nouvelle de ces mêmes œuvres, gravées sur cuivre, que l'on devait aux soins pieux d'un consul anglais de Venise, nommé Smith qu'il déclare « homme d'un très grand mérite, mort trop tôt pour les amis des arts » et auquel il rendit ensuite un nouvel hommage dans le cimetière du Lido. Le bourgeois de Francfort est très étonné de voir le culte rendu par tous à Palladio. Lorsqu'il entra dans la boutique, il y avait cinq ou six personnes qui se mirent aussitôt à lui faire compliment sur son acquisition. « Me prenant, dit-il, pour un architecte, ils m'ont félicité de ce que je voulais étudier Palladio que, dans leur estime, ils plaçaient bien au-dessus de Vitruve, parce qu'il avait mieux approfondi l'antiquité et qu'il était parvenu à la rendre applicable aux besoins des temps modernes. »

Approfondir l'antiquité et la rendre applicable aux besoins des temps modernes, n'est-ce pas là d'abord le secret désir de Gœthe, puis son unique recherche ? Maintenir la tradition, élargir les lois de la sagesse antique par la science moderne, tels sont les buts identiques de Gœthe et de Palladio. Tous deux, comme d'ailleurs les véritables artistes et les véritables écrivains, tendent à résoudre l'éternel problème de concilier les règles immuables et la vie mouvante, à vaincre l'éternelle difficulté qui est, suivant la formule de Barrès, de « rester naturel et vrai en stylisant. » N'est-ce pas à lui-même que l'auteur de *Poésie et Vérité* pensait, quand il disait de Palladio : « Ses conceptions ont quelque chose de divin, comme la force créatrice d'un poète qui, de la vérité et du mensonge, tire une œuvre nouvelle dont l'existence empruntée nous ravit. »

Et c'est pourquoi *Iphigénie* devient le drame même de Gœthe, le drame d'un esprit en quête d'ordre et de beauté, d'abord obscurci par le chaos germanique, puis apaisé par le génie gréco-latin et son souverain équilibre. En face d'Oreste et de ses fureurs romantiques, il dresse la radieuse figure d'Iphigénie, symbolisant la Raison et la Sagesse antique. Aussi, quand il lit son œuvre à des artistes allemands, ceux-ci s'étonnent : « Ils s'attendaient, dit Gœthe, à quelque chose de semblable à *Gœtz de Berlichingen*, et ils eurent de la peine à se faire à la marche calme et régulière d'*Iphigénie*. »

Gœthe est venu en Italie pour se délivrer de Weimar ; en moins d'un an, l'évolution est accomplie. Commencée à Vicence,

elle se termine à Rome. « Il y a un an aujourd'hui, écrit-il, que j'ai quitté Carlsbad : quel jour mémorable! C'est l'anniversaire de ma naissance à une vie nouvelle. Je ne puis calculer tout ce que j'ai gagné pendant le cours de cette année; et cependant je ne fais que de commencer à comprendre... » Sa joie déborde à chaque instant dans ses lettres et dans ces élégies romaines où il mit tant de lui-même. « Que je suis heureux, s'écrie-t-il au début de la septième, lorsque je pense aux temps où, dans le Nord, un jour grisâtre m'enveloppait, où le ciel trouble et lourd s'appesantissait sur ma nuque! » Il a trouvé la joie et la paix intérieure. Les écailles, comme il dit, lui sont tombées des yeux. Il s'est trempé aux sources mêmes de la Beauté. Désormais, son œuvre prendra une signification plus haute; elle sera la seule œuvre allemande classique au dire de Nietzsche. N'est-il pas émouvant de penser qu'elle n'aurait peut-être pas vu le jour si Gœthe n'avait pas connu la lumière des cieux latins et les monumens de Palladio?

IV. — LE LAC D'ISEO

De même que l'attrait de Venise fait délaisser les cités qui s'échelonnent sur la route de Milan à l'Adriatique, de même l'attrait des grands lacs italiens fait négliger le délicieux lac d'Iseo qui est une sorte de résumé minuscule de tous les autres. Il a des coins de végétation aussi luxuriante que les lacs de Côme ou de Garde, des sites plus sauvages que celui de Lugano, et, comme le Majeur, un fond grandiose de montagnes avec les cimes neigeuses du massif de l'Adamello, le Pian di Nive et les glaciers de Salarno. Si petit qu'il soit, il s'offre même l'originalité d'une île, la plus vaste île lacustre de l'Italie, avec un pic de 500 mètres

En quittant Vicence, j'ai voulu revoir ce lac où flotte un peu de l'âme française. Sur ces rives « dont les abords, dit-elle, sont doux et frais comme une églogue de Virgile, » George Sand promena quelques jours ses rêves tumultueux et mit un peu d'elle-même, beaucoup peut-être, dans l'histoire des malheureuses amours du jeune prince Karol de Roswald et de la comédienne Lucrezia Floriani.

Mieux qu'au printemps, malgré la merveille des fleurs et des allées des jardins toutes chantantes des azalées épanouies, c'est

en septembre que je préfère venir au bord de ces lacs dont les noms seuls, aux journées tristes de Paris, me font battre le cœur. Lacs et jardins italiens, ah ! pourquoi ces simples mots, plus que tous autres, m'émeuvent-ils? Oh! je ne fais point, comme certains, le vœu de vivre toujours sur leurs terrasses parfumées, à Bellagio ou à Pallanza; mais il est doux de s'y arrêter une semaine, de savoir qu'on les a comme refuge, asile de paix ou asile d'amour...

Leur charme opère immédiatement. A peine les a-t-on vus luire sous le soleil qu'on est conquis. Tout de suite ils sont familiers. Et cette subite impression que donne un lac, une ville, une contrée ne saurait tromper; elle est presque définitive. Bonne ou mauvaise, il est rare qu'elle se modifie; en tout cas, elle ne s'efface jamais complètement. Comme entre gens qui s'abordent pour la première fois, de la simple rencontre naît la sympathie, l'indifférence ou l'hostilité. Il semble que nous prenions aussitôt contact avec l'âme de ce lac, de cette ville ou de cette contrée, cette âme faite de tant de choses, de l'air qu'on y respire, de la lumière qui l'éclaire, de la ligne du rivage ou des rues, des visages qu'on y rencontre, de la courbe des collines, de mille autres détails visibles ou invisibles.

Les lacs de Savoie, de Bavière ou de Suisse sont trop froids, trop sublimes ou trop austères; ils n'ont pas cette noblesse, cette justesse de proportions et aussi cette langueur qu'on ne trouve réunies qu'ici, sur ce versant des Alpes qui regarde la terre de lumière et de beauté. Taine, qui a vanté le lac de Côme, ne l'a pas vraiment aimé. Il n'y resta qu'un jour. Tout radieux de songer qu'il va enfin ne plus voir des tableaux, mais se retremper dans la nature, il s'embarque au matin, fait le tour du lac sans même descendre à terre, rentre à Côme dans l'après-midi et consacre deux pages à ce qu'il vient d'admirer. Le lendemain, il ne résiste pas à la tentation d'aller visiter la cathédrale qu'il a seulement aperçue la veille; il y passe de longues heures et emploie sa journée à disserter sur la fusion de l'italien et du gothique ! N'aurait-il pas mieux valu qu'il s'arrêtât à Bellagio pour savourer simplement la joie de vivre dans les jardins de la villa Serbelloni? On goûte mal un paysage quand on n'a d'autres préoccupations que d'en tirer quelques pages documentées. Le vieux Dumas déclare qu'au bord de ces lacs, dans le plus beau pays du monde, il fit les trois plus mauvais articles qu'il ait jamais écrits. Et je

crois bien que sur ces rives d'Iseo, George Sand y vint moins pour travailler que pour accorder les battemens de son cœur au murmure cadencé de l'eau.

Au lieu de prendre tout de suite le bateau en partance pour Lovere, j'ai voulu d'abord suivre, pendant quelques kilomètres, la nouvelle voie qui longe le bord oriental jusqu'à Pisogne. C'est un chemin merveilleux, le plus souvent taillé en corniche dans le rocher, qui peut rivaliser avec la route du Ponale ou la célèbre Axenstrasse du lac des Quatre-Cantons.

Sous la clarté ardente du plein midi éblouissant, l'eau étale ses plis harmonieux comme une souple étoffe de soie brillante et pailletée. Des vignes courent d'arbre en arbre, chargées de grappes aux grains dorés qui me rappellent un excellent vin de Predore au goût fruité. Quelques jardins s'étendent mollement entre la route et le lac. Sur les coteaux, d'abord des oliviers, puis, faisant ressortir leur gris mat, des chênes verts et des châtaigniers. Dans le fond, les hautes montagnes se dessinent nettement sur le ciel d'un azur si intense qu'il a des reflets de métal et rappelle ces bleus que les primitifs peignaient derrière la tête de leurs madones. Plus loin encore, une fine ligne blanche indique la crête des glaciers.

Mais l'eau m'attire. Je demande à un pêcheur de me faire traverser le lac. Comme en un songe, bercé par le mouvement monotone des rames, je vois s'éloigner la terre et les maisons claires qui étincellent au soleil, dans un poudroiement d'or. Quelques villages sur les collines s'accrochent autour d'un campanile, ainsi que des nids d'hirondelles au bord d'un toit. L'eau miroite tellement que l'on a l'impression de glisser sur une glace sans tain. Une brise chaude, alanguie des parfums de l'été finissant, souffle. Parfois, à certains coups de vent, les senteurs d'un jardin proche arrivent si denses que la barque paraît entourée d'un nuage d'encens. L'air est tellement pur que je perçois distinctement les bruits venus des deux rives et que lorsque, au loin, la sirène d'un bateau déchire l'air, je crois voir au-dessus de ma tête se propager les ondes sonores.

L'heure est exquise et il me semble que je comprends tout à coup le charme propre de ces lacs. C'est que l'horizon en est limité et que les yeux s'arrêtent à des choses précises et réelles. Tout au long des côtes méditerranéennes, sur la Riviera, à Naples, Palerme ou Corfou, d'aussi beaux jardins reposent, dans

la langueur de l'air, au bord d'une eau aussi bleue. On peut y goûter la volupté des choses devant d'aussi merveilleux panoramas. La mer en augmente même la majesté; mais justement, à cause de cette majesté, de son infini, de sa mobilité surtout, elle a une prise moins immédiate, moins physique en quelque sorte. Elle ne borne ni le rêve ni le regard; elle nous offre trop l'aventure; elle n'est pas comme le lac à la mesure de notre vue et de nos désirs. La mer est une femme qui danse au loin dans un mouvant décor; les lacs d'Italie sont de belles jeunes filles qui se pâment pour nous. Il n'y a qu'à tendre les mains pour les atteindre et les étreindre. Comme ces roses d'octobre qu'un simple heurt défeuille, elles sont prêtes à tomber dans nos bras. Il semble qu'elles s'offrent à nous, pareilles à la nymphe dont parle Politien dans une de ses *Stanze*, qui s'avance, chargée de fleurs, comme le *Printemps* de Botticelli, et dont il vante, d'un mot presque intraduisible, la démarche glissante et suave, *il dolce andar soave*.

Une vision moins riante me ramène à la réalité. La barque passe devant Tavernola, où je me rappelle avoir déjeuné un matin, sous une tonnelle de roses. Le délicieux village n'est plus qu'un amas de ruines, de maisons éventrées. Le 3 mars 1906, toute une partie du bourg a glissé et disparu sous l'eau... Mais à quoi bon s'attrister? Cela ne nous enseigne-t-il pas une fois de plus qu'il faut jouir de la vie pour les quelques jours qui nous restent, quelques jours déjà comptés?

V. — BRESCIA

Si Vicence est la ville de Palladio, Brescia est celle du Moretto. Certes, par bien d'autres côtés, Brescia offre un très haut intérêt. Mais, dans ces cités italiennes, si riches en merveilles de toutes sortes, il faut savoir se borner et, parmi tant de fleurs écloses dans un même massif, choisir les plus belles et les plus rares.

Jusqu'à nos jours, la ville intéressa peu les voyageurs. Stendhal, qui la vit en 1801, nous dit qu'elle est « assez jolie, d'une grandeur médiocre, située au pied d'une petite montagne et abritée du vent du Nord par son fort situé sur un mamelon de la montagne. » Voilà tout ce qui frappa l'auteur de la *Peinture en Italie* dans la patrie du Moretto. Taine ne s'arrêta pas entre

Vérone et Milan; à peine daigna-t-il, à Desenzano, jeter de son wagon un coup d'œil sur le lac de Garde. Théophile Gautier nous parle bien de Vicenza, mais c'est le nom d'une Vénitienne dont il fit un pastel; quant à Brescia, il y passa de nuit et n'y resta qu'une heure, le temps de changer de chevaux; il n'y remarqua que la hauteur des maisons et la fraîcheur de l'eau.

La situation de la ville est délicieuse, au pied des Alpes dont le massif brescian est traversé par le val Camonica, le val Trompia et le val Sabbia. L'Oglio, la Mella et la Chiese débouchent de ces trois vallées et répandent la fertilité dans la plaine. Peu d'horizons sont plus variés et verdoyans que ceux qu'on découvre de la promenade qui fait le tour de la citadelle. On comprend que les habitans aient le goût des paysages et des belles perspectives et l'on ne s'étonne plus de voir en si grand nombre les cours intérieures des maisons badigeonnées de fresques qui donnent l'illusion de la campagne et de la fraîcheur des bois.

Peu de cités ont une plus glorieuse histoire que

Brescia la forte, Brescia la ferrea,
Brescia leonessa d'Italia
beverata nel sangue nemico.

Ces vers de Carducci disent bien le côté guerrier de la ville qui tire encore aujourd'hui sa richesse des armes qu'elle forge et qui se proclame elle-même « la mère des héros. » La plaine de la Mella porte toujours le nom de *val du fer* et les tours della Pallata et del Popolo rappellent les sièges mémorables que Brescia subit, à cause de sa position stratégique, au débouché des vallées qui descendent du Tyrol. Il n'y a presque pas de siècle où elle n'ait eu à se défendre. Gaston de Foix la livra au pillage pendant une semaine. Bayard, qui commandait son avant-garde, s'y comporta noblement; il faut lire dans le *Loyal Serviteur* comment il agit avec les deux jeunes filles de la maison où on l'avait conduit, blessé : à la mère qui s'effrayait et lui offrait une rançon : « Madame, déclara-t-il, je ne sais si je pourrai échapper à la plaie que j'ai; mais tant que je vivrai, à vous ni à vos filles ne sera fait déplaisir non plus qu'à ma personne. » Loin de France, il est agréable de se rappeler les traits chevaleresques des nôtres. Les Brescianes elles-mêmes se battaient et ont laissé une réputation de mâle courage. On garde ici le souvenir de

Brigitte Avogrado qui, à la tête d'un bataillon féminin, repoussa un assaut de l'ennemi (1).

Ce passé belliqueux, qui commence aux luttes de la vieille Brixia des Celtes et va jusqu'à Solférino, met une auréole de gloire à la ville que semble garder l'admirable *Victoire* du temple d'Hercule élevé par Vespasien. C'est l'une des plus émouvantes statues que je connaisse. Tous les grands poètes italiens l'ont célébrée. D'Annunzio lui a consacré l'un de ses plus fiers sonnets :

Bella nel peplo dorico, la parma
poggiata contro la sinistra coscia,
la gran Nike incidea la sua parola.

« O Vergine, te sola amo, te sola! »
gridò l'anima mia nell'alta angoscia.
Ella rispose : « Chi mi vuole, s'arma! »

Mais oublions la ville guerrière ; accordons une heure au délicieux Municipio, où se retrouve, dans l'encadrement des fenêtres, la main de Palladio, et au Duomo vecchio, si noble, si austère, si poignant que l'âme même de la cité semble y palpiter encore. Et consacrons-nous au Moretto.

Alessandro Bonvicino, dit le Moretto : voilà bien un de ces peintres dont tout le monde sait le nom, mais dont très peu connaissent les œuvres. Quand on a parlé de son gris argenté et ajouté qu'il est un des maîtres les plus charmans de l'Italie septentrionale, on croit avoir tout dit. Certes, en dehors de Brescia, il est assez difficile de s'en faire une idée complète. Pourtant la Lombardie et la Vénétie ont gardé quelques-unes de ses toiles. J'en ai noté plusieurs à la Brera et une à San Giorgio in Braida de Vérone. Venise en possède à l'Académie et dans la collection Layard ; elle a de plus le *Christ chez le Pharisien* qui est à la Pieta, dans la tribune des religieuses : malheureusement, l'église est en réparation depuis plusieurs années, et l'on ne peut plus voir ce tableau, l'un des plus importans de l'artiste. Au Louvre, les deux volets que nous avons, représentant l'un *Saint Bernardin*

(1) Les Brescianes d'aujourd'hui ne se battent plus ; mais elles paraissent avoir gardé leur caractère belliqueux, si l'on en juge par les vers satiriques d'Alfieri :

Veggio Bresciane donne iniquo speglio
farsi de' ben forbiti pugnaletti,
cui prova o amante infido o sposo veglio.

de Sienne et *Saint Louis de Toulouse*, l'autre *Saint Bonaventure* et *Saint Antoine*, sont également bien insuffisans. A les regarder avec attention cependant, on est séduit par les physionomies calmes et largement rendues, les attitudes nobles et tranquilles, les draperies harmonieuses et sobres qui donnent à l'ensemble une simplicité et une unité d'aspect que l'on trouve assez rarement chez les peintres de l'époque.

A Brescia, au contraire, il est facile de suivre pas à pas l'artiste dans son développement. La ville est comme une galerie de ses peintures. Toutes les églises en renferment et l'une d'elles, Saint-Clément, est un véritable musée des œuvres du Maître qui y dort son dernier sommeil. Quant à la Pinacothèque Martinengo, le Moretto garnit presque à lui seul la salle principale; on peut compter jusqu'à quatorze de ses tableaux; et, cette année, le gardien m'en a montré un quinzième qui provient de l'Institut Sainte-Zitta.

L'exposition consacrée au Moretto, qui eut lieu à Brescia, en 1898, contribua à faire connaître son nom. On put établir un catalogue de 70 œuvres, provenant presque toutes de la ville même ou des environs immédiats. Beaucoup, faute de place, furent laissées de côté. C'est ainsi que n'y figurait par l'adorable tableau du sanctuaire de Paitone, la *Vierge apparaissant à un sourd-muet*.

Le coloris gris argenté, dont parlent tous les critiques d'art, est, en effet, l'une des caractéristiques du Maître, surtout à la fin de sa carrière. On s'en rend compte quand on peut le comparer à d'autres, par exemple à l'Académie de Venise ou même à San Giorgio in Braida de Vérone qui est un peu comme un musée des écoles du Nord-Est de l'Italie : sa très belle *Sainte Cécile* a une coloration tout à fait particulière. Pourtant, il ne faut rien exagérer, et on retrouve ce gris argenté chez Romanino, son maître et rival, et chez quelques peintres de la région. Cette année même, je l'ai remarqué chez Girolamo de Trévise, dans deux tableaux de la galerie qui précède la célèbre chapelle Malchiostro.

Du reste, le Moretto vaut par ailleurs. Après plusieurs heures passées à la Pinacothèque, je me suis efforcé de dégager quelques idées d'ensemble sur son œuvre. Deux qualités très nettes m'ont apparu.

Tout d'abord, le peintre possède au plus haut degré le talent

d'harmoniser et de graduer les couleurs. Son goût est délicat et sûr. Les tons s'opposent et se balancent avec l'art le plus savant. Des gris, des jaunes, des bleus pâles donnent à toutes ses compositions de la fraîcheur et de l'éclat. Il y a, dans certaines toiles, un peu de ce fondu qui a suffi pour immortaliser le Corrège et cette dégradation vaporeuse des teintes que les Italiens appellent *sfumato*. Tout est disposé pour la joie des yeux ; les personnages, les draperies, les ornemens, les motifs accessoires et aussi les paysages où il excelle. L'une des dernières acquisitions du Musée est la fresque du milieu de la salle, un *Jésus portant sa croix*, que l'on a enlevée de l'église Saint-Joseph où elle se détériorait : on peut y admirer un panorama de montagnes couronnées de châteaux forts qui permet également d'apprécier sa science de la perspective.

L'autre qualité du peintre, c'est l'équilibre parfait qu'il met toujours entre l'idée et sa réalisation, entre la conception de l'œuvre et son exécution matérielle. Traitant des sujets religieux, il donne à ses personnages la dignité et la noblesse qui conviennent. Une vie profondément spirituelle rayonne sur les visages. Dans son *Saint Antoine de Padoue*, la majesté tranquille et simple du saint élevant un lys d'un geste large, l'ardente vénération de saint Nicolas de Tolentino contemplant le thaumaturge, la sérénité bienveillante de saint Antoine l'abbé s'appuyant sur sa béquille, forment un trio que l'on ne peut oublier. Toutes ses Vierges ont une gravité pénétrante. Nous sommes loin de l'art compliqué des Florentins, de la *Madone de Saint-Barnabé* par exemple, sous laquelle Botticelli dut inscrire le vers de Dante,

Vergine madre, filia del tuo Figlio,

pour expliquer tout ce qui, dans les yeux de la Vierge, flotte d'énigmatique et de mystérieux ; et loin également des Vierges que peignait à la même époque le tendre Luini, avec leur chair savoureuse dont la *carnosità*, la *tondezza*, comme disent les Italiens, est plus proche de la beauté païenne que de l'idéal chrétien. Le Moretto a suivi en somme la tradition vénitienne qui est exempte des préoccupations littéraires, théologiques ou philosophiques des peintres de Rome et de Florence. Comme Titien ou Palma, auprès de qui il travailla, Bonvicino est tout à fait indemne de ces influences plus intellectuelles que picturales. Sa

Salomé elle-même a un visage si sérieux et si calme qu'on s'étonne qu'elle ait pu être, ainsi que l'indique l'inscription en bas du tableau, la farouche princesse qui « caput saltando obtinuit. » Cette constante sérénité a même été prise par certains pour de la tristesse et je ne sais plus quel écrivain cherche à l'expliquer par l'impression qu'auraient produite sur lui les malheurs qui frappèrent Brescia pendant ses jeunes années...

Ces qualités du Moretto se retrouvent dans l'abondante série des tableaux qui ornent les murs des sanctuaires de Brescia. Le chef-d'œuvre est le *Couronnement de la Vierge* de l'église de Saint-Nazaire-et-Saint-Celse. Mais c'est à Saint-Clément que l'on goûte le mieux, dans toute sa pureté, le doux génie du peintre. Là vraiment est, avec son corps périssable, l'âme même de Bonvicino. De quel éclat rayonne, au maître-autel, sa *Vierge entourée de Saints!* Comment oublier, quand on l'a vu, le saint Florian guerrier, si superbe d'allure dans son armure à reflets dorés! La toile attire dès le seuil de la petite église et, irrésistiblement, on y revient. Toute la nef en est comme illuminée. Nulle part on ne peut mieux apprécier les deux dons de l'artiste : le coloris et la composition.

Le Moretto fit aussi quelques portraits dont l'un est à la galerie Martinengo ; à ce point de vue cependant, sa gloire est éclipsée par le plus habile de ses élèves, Giambattista Moroni. Mais celui-ci, bien que pouvant se rattacher par son maître à l'école de Brescia, appartient surtout à Bergame. Et Brescia est assez riche pour ne rien emprunter à sa voisine.

Romanino, en revanche, bien qu'il se soit plus répandu au dehors et qu'il ait beaucoup voyagé, — jusqu'à Paris où il travailla au Louvre dans les appartemens de la Reine mère, — est vraiment brescian. Né treize ans avant son élève et rival Bonvicino, il lui survécut encore une dizaine d'années. Sa carrière fut longue et féconde. La province de Brescia est pleine de ses œuvres et il n'est pas une église du plus pauvre village du val Camonica qui ne puisse montrer un tableau ou une fresque de Romanino. Il est représenté dans la plupart des grandes galeries d'Italie, quelquefois par des chefs-d'œuvre, comme à Padoue par exemple où sa *Madone* est peut-être le plus beau tableau du Musée. Plusieurs églises s'enorgueillissent aussi de ses peintures, notamment San Giorgio in Braida de Vérone et surtout la cathédrale de Crémone qui possède d'admirables fresques que j'ai

voulu revoir, cette année, pour me faire une idée plus complète de l'artiste. Si l'on peut y relever quelques négligences et quelques lourdeurs, on ne saurait trop admirer la noblesse des attitudes et surtout le coloris où domine le beau jaune qu'il affectionnait et qui se fond si harmonieusement avec les dorures de la voûte et des piliers. A côté d'elles, les célèbres compositions de Pordenone paraissent noires et déclamatoires ; elles font l'effet de tableaux. Romanino au contraire possédait au plus haut point l'art de la fresque. On peut s'en rendre compte ici même, à Brescia, soit à la chapelle Corpus Domini de San Giovanni Evangelista où il rivalise sans désavantage avec le Moretto, soit au Musée où l'on a transporté deux fresques qui ornaient le réfectoire du monastère de Rodengo. Sauf l'attitude un peu disgracieuse de la Madeleine (que l'on retrouve d'ailleurs dans une peinture de l'église Saint-Jean et dans un Moretto de S. Maria Calchera), la composition est puissante; mais c'est vraiment par le coloris qu'elles triomphent et produisent cet « effet extraordinaire » dont parle Burckhardt. Près d'elles, les toiles de l'artiste pâlissent un peu; pourtant il faut mettre à part le tableau d'autel de San Francesco, page magistrale qu'il peignit assez jeune, à son retour de Venise. On y sent l'influence du Titien. Le cadre somptueux qui l'entoure ajoute encore à l'impression que donne cette œuvre où la beauté des formes rivalise avec l'éclat des couleurs.

A côté de ces deux maîtres, les autres peintres brescians me semblent bien inférieurs, et je m'étonne que l'on mette parfois Savoldo presque au même rang. C'est un artiste secondaire dont les paysages et les effets de lumière ont seuls quelque intérêt. D'ailleurs, sauf la naissance, rien ne le rattache particulièrement à Brescia où il est à peine représenté. Il ne se dégagea jamais de l'influence de Venise où il travailla longtemps; il n'a aucune personnalité. Il n'est pas plus à noter qu'un grand nombre d'élèves du Moretto et de Romanino qui créèrent un centre artistique assez important pour qu'un historien ait pu écrire : « Brescia, pour le milieu du XVIe siècle, est bien supérieure à Florence. »

Ce qui est curieux et regrettable, c'est que l'on connaisse si peu ces écoles du Nord de l'Italie. Le mal vient de ce que, pendant longtemps, la critique délaissa l'art vénitien et les écoles qui s'y rattachent au profit de Florence et de Rome. Elle sacri-

fiait les qualités vraiment picturales à l'idée ou à la pureté du dessin. Elle suivait en cela Vasari, qui parle très sommairement des peintres du Nord et s'étend au contraire avec complaisance sur les maîtres de l'Italie centrale qu'il avait connus en personne ou par une tradition immédiate. Ce n'est que plus tard, lorsqu'on fit à la couleur la place prépondérante qu'elle doit avoir en peinture, que l'on s'aperçut qu'en face de Florence et de Rome, les ignorant presque, Venise avait été aussi une capitale de l'art et, pendant un siècle, au moins leur égale. Et naturellement, comme on avait peu de documens et de renseignemens sur les écoles voisines moins importantes, on les rattacha à Venise et on fit de tous les peintres du Nord-Est de l'Italie des disciples du Titien dont le règne avait été le plus éclatant et le plus long. Aujourd'hui, les choses sont à peu près remises au point, et on a dégagé les caractéristiques de chaque groupe. On a tout d'abord mis à part celui de Padoue qui, quoique le plus proche de Venise, a le moins subi son influence; sa curiosité scientifique, sa recherche de l'expression, sa précision, qui va parfois jusqu'à la sécheresse, n'ont rien du charme voluptueux des vénitiens. Des autres écoles de Vérone, Trévise, Vicence, Brescia et Bergame, c'est certainement celle de Brescia qui eut le plus d'importance et d'originalité. Le Moretto est un très bon peintre de second ordre dont je crois n'avoir exagéré ni le talent, ni la place qu'il occupe.

VI. — BERGAME

« En traversant les plaines de la Lombardie, Oswald s'écriait: — Ah! que cela était beau, lorsque tous les ormeaux étaient couverts de feuilles et lorsque les pampres verts les unissaient entre eux! Lucile se disait en elle-même : — C'était beau quand Corinne était avec lui... » Il est vrai : nous nous projetons sur les paysages; mais n'est-elle pas délicieuse, cette route de Milan à Bergame, par une claire matinée de septembre? « Elle est superbe, » dit, dans son *Journal*, Stendhal qui déclare le pays « le plus beau lieu de la terre et le plus joli qu'il ait jamais vu. » Certes, lui aussi, le regardait avec ses yeux de dix-huit ans, et je sais bien que lorsqu'il est ému par les splendeurs de la nature, lorsqu'un panorama, suivant son expression, « joue sur son âme comme un archet, » c'est qu'il se met lui-même dans les choses;

qu'on se rappelle cette phrase si curieuse : « La ligne des rochers, en approchant d'Arbois, fut pour moi une image sensible de l'âme de Métilde. » Mais cette Lombardie fut toujours son séjour de prédilection, et il resta fidèle à sa tendresse et à son admiration, lui qui ne voulut d'autre titre sur sa tombe que : *milanese*. Dans son enthousiasme, il va jusqu'à prétendre qu'aucun peintre n'a su immortaliser dans ses œuvres la beauté lombarde ; en quoi il est souverainement injuste pour Léonard de Vinci et Luini, qui ont si bien rendu la riche carnation des femmes et la chaude lumière des campagnes. Rien qu'à marcher sur cette route, au soleil nouveau, on comprend le charme que dut éprouver Léonard, au sortir de la suave, mais un peu austère Toscane, en découvrant cette plaine où tout respire la joie de vivre et la volupté ; avec quel amour il étudia ces jeunes filles et ces adolescens aux grands yeux allongés, si profonds et parfois si énigmatiques dans l'ombre ardente des paupières ! Quant à Luini, n'a-t-il pas exprimé l'âme même de ce pays et cette beauté dont parle Manzoni, « molle a un tratto e maestosa che brillà nel sangue lombardo ? » Nul n'a mieux fixé cette race un peu lourde, à la fois douce et robuste, et surtout ces femmes aux chairs fraîches, aux narines frémissantes, aux joues opulentes, que l'on devine moelleuses au toucher comme la pulpe d'un fruit mûr.

Ah ! la grâce des matins italiens, par les chemins bordés de champs et de prairies ! L'air est pur et léger. Le soleil commence à peine à faire monter de la terre humide la fine brume si caractéristique de cette plaine, ce brouillard impalpable, mais partout présent où, selon le mot de Michelet, « flottent la fièvre et le rêve. » La lumière se joue dans l'atmosphère et se répand en ondes calmes sur la campagne d'automne. Les vignes courent d'arbre en arbre, d'un *pioppo* à l'autre, le long de la route, comme des guirlandes de fête. On comprend qu'elles aient toujours étonné et séduit les gens du Nord, habitués à voir les vignobles de France ou des bords du Rhin, avec leurs ceps revêches et rabougris. Gœthe déclare qu'elles lui ont appris « ce que c'est que des festons. » Quant au président de Brosses, il s'attarde à les décrire avec toute la tendresse d'un Bourguignon qui se déclare moins sensible au plaisir de voir les belles choses des villes qu'à celui de jouir des spectacles de la nature. Il célèbre la richesse de ces vignes « qui sont toutes montées sur des

arbres dont elles recouvrent toutes les branches, puis, en retombant, elles retrouvent d'autres jets de vigne qui descendent de l'arbre voisin avec lesquels on les rattache, ce qui forme, d'arbres en arbres, des festons chargés de feuilles et de fruits. Il n'y a point de décoration d'opéra plus belle, ni mieux ornée qu'une pareille campagne. Chaque arbre, couvert de feuilles de vigne, fait un dôme de pavillon duquel pendent quatre festons qui s'attachent aux arbres voisins. »

Mais voici Bergame qui paraît à un coude du chemin. La vieille cité se dresse dans la lumière blonde avec sa ceinture de remparts rappelant son passé guerrier, le temps de la ligue lombarde et des luttes contre Milan. Philippe-Marie Visconti la céda, en 1428, à Venise qui la garda sous sa domination jusqu'en 1797, sauf pendant les quelques années où elle appartint à Louis XII, après Agnadel. Durant près de quatre siècles, elle connut ainsi la paix et la prospérité. On s'étonne que, si près de Milan, elle soit restée si longtemps au pouvoir de Venise; mais on comprend aussi l'orgueil de François Foscari qui, du haut du campanile, par delà l'admirable panorama du grand canal, de la lagune et des îles reposant dans une poussière lumineuse, pouvait contempler, avec la joie du possesseur, les rives de la plaine immense où il devinait Trévise, Padoue, Vicence, Vérone déjà serves, et, plus loin, les nouvelles soumises dont il venait de doter la Sérénissime République, Bergame et Brescia. Qu'elle est émouvante la destinée de ce doge qui, après avoir épuisé les ivresses de la gloire et de la popularité, en connut toutes les amertumes, dut condamner et exiler lui-même son fils, puis abdiquer, et mourut, d'une congestion subite, en entendant sonner les cloches qui appelaient Venise au mariage de son successeur avec la mer!

La nouvelle ville s'étale dans la plaine, entre le Brembo et le Serio, affluens de l'Adda. Elle n'offre rien de particulier. L'ancienne foire de la Saint-Alexandre qui dure un mois, de la mi-août à la mi-septembre, et où, pendant des siècles, se vendirent les plus beaux draps d'Italie, est bien déchue de son ancienne splendeur. La *fiera* est terminée, et les marchands démolissent leurs mobiles étalages. Rien n'est plus amusant que de regarder vivre ce peuple exubérant que Bandello nargue déjà dans ses *Nouvelles*. Il est un peu grossier et vulgaire, comme leur danse bergamasque, comme la musique de leur Donizetti. Tous ces

commerçans, tous ces paysans ont une physionomie excessivement mobile et variée; avec leur bouche grimaçante, leurs yeux qui rient, leurs bras sans cesse en mouvement, ils mettent dans l'expression de leurs sentimens une exagération qui, quoique sincère, paraît plus près du théâtre que de la vie.

Mais j'ai hâte de revoir la vieille Bergame: au lieu de suivre la route qui serpente au flanc du coteau et longe les remparts comme si elle voulait brusquement entrer à l'improviste, je prends un trop moderne, mais agréable funiculaire qui me monte au milieu de la cité. Là, les rues sont calmes et vides. Rien n'y distrait de la contemplation du passé. Il n'est point pour le rêveur de villes plus chères que celles qui, presque mortes, ressemblent à de beaux sépulcres. Il n'y a pas à faire, comme à Rome ou à Florence, un constant effort pour se dégager du présent. Le silence des voies désertes, la paisible sérénité des monumens, le grand air d'abandon morne des palais et des maisons, tout ramène l'esprit vers une même époque et aucune préoccupation étrangère ne vient troubler la méditation. Plus évocatrice encore est la grand'place, si petite mais si poignante, où, pendant des siècles, battit le cœur de la commune. Tous les édifices civils ou religieux nécessaires à la vie publique sont réunis dans un ensemble majestueux. Aujourd'hui la solitude y règne. Par endroits, l'herbe pousse entre les pavés disjoints, et je songe aux vers de d'Annunzio :

Davanti la gran porta australe i sassi
deserti verzicavano d'erbetta
quasi a pascere i due vecchi leoni...

Mais entrons dans la chapelle Colleoni. C'est le chef-d'œuvre d'Amadeo de Pavie et l'une des plus belles productions de la sculpture lombarde. Celle-ci, en effet, n'a guère eu que d'habiles artisans, sans grande personnalité, qui s'occupèrent surtout à des besognes collectives, comme la décoration touffue du dôme de Milan et de la Chartreuse de Pavie. Amadeo prit lui-même une importante part à ces travaux dont il eut la direction pendant quelques années; mais il a laissé des œuvres plus marquantes, telles que les bas-reliefs des deux chaires de la cathédrale de Crémone et les monumens funèbres de Sainte-Marie-des-Grâces à Milan, dont on lui a dernièrement restitué la paternité avec assez de vraisemblance. La chapelle Colleoni

suffirait en tout cas à faire de lui le meilleur sculpteur lombard de la Renaissance.

La façade est plus une grande décoration qu'une œuvre architecturale, et il n'est pas douteux que les moulures du socle, la galerie sous le dôme et les sculptures soient de la main d'Amadeo : il n'y a qu'à se rappeler les détails de la façade de la Chartreuse de Pavie. C'est le même art gracieux, riche et varié, mais un peu surchargé et bigarré, je n'ose dire, comme Burckhardt, un peu enfantin. Les marbres blancs, rouges et verts, forment un ensemble chatoyant et, somme toute, assez harmonieux.

L'intérieur a malheureusement été restauré et les trois fresques de Tiepolo jurent dans ce décor : elles achèvent d'enlever à cette chapelle tout caractère funèbre et religieux. Outre les deux tombeaux qu'elle renferme, Amadeo a sculpté la délicieuse petite fontaine de la sacristie et les piliers de l'entrée du chœur qu'il orna de feuillages, de raisins et d'enfans foulant la vendange. La tombe de Medea, fille du Colleoni, fut élevée originairement à Basella, dans un cloître de l'église des Dominicains; ce n'est qu'au siècle dernier qu'elle a été transportée dans cette chapelle; tout en marbre de Carrare, elle est d'une élégance finie et d'une grâce légère ; j'aime surtout la statue de la gisante, portrait délicat et vivant. Le monument du condottière est plus imposant et plus riche ; il se compose de deux rangs superposés de bas-reliefs, surmontés d'une statue équestre en bois doré qui est l'œuvre d'un artiste allemand. L'ensemble est disparate et d'un aspect un peu trop théâtral. Les bas-reliefs inférieurs sont de beaucoup les plus importans et les meilleurs; ils sont sculptés dans un seul bloc de marbre qui repose sur quatre colonnes supportées par des lions; ils représentent des scènes de la Passion : une *Flagellation* qui est une véritable miniature, un *Portement de Croix* fort mouvementé, un *Crucifiement* où j'ai noté une très jolie attitude de la Vierge évanouie, une dramatique *Déposition* et une *Résurrection* qui est le moins bon morceau, un peu floue et mal composée. Ces bas-reliefs sont infiniment séduisans, mais ne dépassent guère, à les regarder avec attention, un excellent travail d'atelier. On ne sent chez l'artiste aucune flamme, dans l'œuvre aucune vie intérieure. C'est un art précieux et fouillé, mais qui reste de façade ; l'expression outrée et agitée a quelque chose de superficiel et d'un peu factice. Amadeo résume bien les caractères de la sculpture lom-

barde qui se borne presque toujours à n'être que de la belle et riche décoration.

Cette chapelle me paraît un peu mièvre pour abriter le sommeil de ce Bartolomeo Colleoni dont la haute et rude figure, telle qu'elle se dresse sur le campo S. Giovanni e Paolo de Venise, me poursuit au milieu de tant de grâce et de fadeur. Mais peut-être est-ce Verrocchio qui a exagéré et qui a voulu élever, plutôt qu'une effigie particulière, une statue aux condottieri dont celui-ci était le dernier représentant. C'est avec lui, en effet, que finit le règne des grands aventuriers et Colleoni mourut sans avoir su ou pu, ou peut-être même voulu se conquérir une principauté. Aux sénateurs que Venise envoya pour le saluer sur son lit de mort, il déclara : « Ne donnez jamais à un autre général le pouvoir que vous m'avez confié; *j'aurais pu en user plus mal que je n'ai fait.* » Il semble n'avoir eu d'autre ambition que d'acquérir de la fortune et d'en jouir, d'autre souci que sa gloire et le nom qu'il laisserait. De son vivant même, il commanda cette chapelle où il désirait reposer; mais il expira avant qu'elle ne fût terminée. Pendant ses derniers jours, il venait parfois lui-même surveiller les travaux; puis il allait contempler la plaine, où il s'était alternativement battu pour Venise et pour Milan, du haut des remparts que la paix faisait déjà inutiles.

Aujourd'hui, les fortifications n'ont plus rien de guerrier; mais elles donnent encore à la ville un aspect majestueux que celle-ci garde avec orgueil, comme ces princes déchus qui conservent jalousement l'appareil de leur ancienne splendeur. On les a transformées en une magnifique promenade, ombragée de beaux arbres, et si déserte, dès que le soir tombe, qu'Arlequin, sans crainte, peut y donner ses rendez-vous. Par une claire matinée de septembre, faire le tour de Bergame sur ces remparts est une chose exquise. Les vues que l'on a sont infiniment variées. Les paysages changent comme une gigantesque toile de fond. Au Nord, c'est un panorama de montagnes où se déploie toute la chaîne si pittoresque des Alpes bergamasques que domine le pic des Trois-Seigneurs. Le val Brembano, le val Imagna, le val Seriana ouvrent leurs gorges profondes et accidentées, tapissées de pâturages et de forêts. Au Sud, la merveilleuse plaine de l'Adda s'étend à perte de vue, verte et unie, comme une mer immense aux flots calmes et amis. Les champs

de céréales et de maïs, les prairies, les vignes, les rizières, les mûriers et les arbres fruitiers la couvrent avec une exubérance que l'on ne retrouve nulle part en Europe. Je ne connais pas de campagne donnant cette même impression de richesse, d'abondance et de fertilité. Je comprends qu'elle ait été le perpétuel champ clos des nations et l'enthousiasme qu'elle inspira à tous les conquérans qui la virent, depuis les hordes d'Alaric jusqu'aux soldats de Barberousse et de Napoléon. « Je ne suis pas surpris, dit également de Brosses, qu'un si beau pays ait excité de si fréquentes disputes pour savoir qui le posséderait. » La Lombardie est le jardin et le verger de l'Italie. Toutes les récoltes y sont doubles, et l'on y coupe le foin plusieurs fois par saison. Ce sont les Alpes qui renouvellent sans cesse le miracle avec la fonte de leurs neiges et le trop-plein de leurs lacs. Une féconde et constante humidité trempe la terre grasse. En cette saison surtout, après une journée de pluie, on songe instinctivement aux vers des *Géorgiques : Plenis rura natant fossis*... Véritablement, les champs nagent, les fossés regorgent. C'est dans la plaine pareille du Mincio, affluent du Pô comme l'Adda, que s'éveilla l'âme élégiaque de Virgile. Jamais je ne me suis senti si proche de lui. C'est la même atmosphère qui me baigne, la même atmosphère chargée d'allégresse et de bien-être. Au pied des remparts, sur les terrasses ensoleillées, des paysannes coupent les raisins et les recueillent dans de grandes corbeilles, chantant et bavardant, tout heureuses de vivre dans la tranquille joie du matin, comme il y a deux mille ans, le poète mantouan devait entendre chanter et bavarder les femmes qui vendangeaient sur la terre d'Énée, dans la même joie du matin sous un plus jeune soleil.

GABRIEL FAURE.

JAPONAIS ET AMÉRICAINS

LES VRAIES DIFFICULTÉS

Parmi les différens problèmes qui se posent aujourd'hui devant la grande démocratie des États-Unis, toujours mouvante et en transformation comme la vie elle-même, le plus grave n'est pas celui des relations entre le capital et le travail, qui se montrent souvent tumultueuses comme ailleurs, mais que préservent du socialisme l'amour, devenu instinctif, de l'initiative et l'habitude invétérée de la décentralisation. Ce n'est pas non plus, malgré la corruption municipale de beaucoup de grands centres, le problème politique : les pouvoirs publics, ayant peu d'attributions, ne sauraient beaucoup nuire, même s'ils n'étaient pas garantis, comme de fait ils le sont, contre leurs propres excès par la vigueur non énervée de la fonction présidentielle, et par la vigilance toute-puissante de la Cour suprême. Inutile d'ajouter que les rapports entre l'État et les institutions religieuses ne présentent pas le moindre embarras, la règle consistant, depuis longtemps déjà, dans le respect mutuel et l'indépendance. Le vrai, le grand problème, aux États-Unis, c'est le problème des races, c'est la nécessité de garantir, coûte que coûte, le caractère national contre l'extraordinaire variété de peuples qui affluent chaque année de tous les coins de l'univers. La difficulté de l'assimilation varie, comme il est naturel, selon l'origine des immigrans. Sans entrer dans le détail d'une question qui à elle seule demanderait de longs articles, on peut d'une façon générale affirmer que tous les Blancs, spécialement du Nord-Ouest de l'Europe, deviennent dès la seconde génération, quand ce n'est

pas au bout de quelques années seulement, des Américains accomplis, et qu'il ne ferait pas bon les traiter de nouveaux venus ou de fils d'étrangers. Mais il est jusqu'ici deux sortes d'hommes, les Noirs et les Jaunes, qui restent réfractaires à l'assimilation ; et de là, si j'ose le dire, deux nuages qui projettent leur menace, ou du moins leur ombre grandissante, sur le ciel, par ailleurs très brillant, de la grande République.

Ce n'est pas le problème noir qui fera l'objet de cette étude; il se présente toujours dans les mêmes termes où on l'a maintes fois exposé, et le danger en est limité, puisqu'en définitive nul n'empêchera les Américains de prendre contre lui, si cela devient nécessaire, les mesures qui leur conviendront. La question des Jaunes, au contraire, apparaît à la fois comme nouvelle et comme très urgente. Écartée depuis peu des cauchemars de l'Europe, elle a émigré vers l'autre hémisphère : vers l'Australie, qui y répond provisoirement par le boycottage; vers l'Amérique du Sud, qui n'en perçoit pas encore l'importance; vers l'Amérique du Nord et spécialement les États-Unis, où on la croyait résolue par la loi contre l'immigration chinoise, mais où elle se réveille plus ardue que jamais avec l'arrivée de Japonais nombreux, sobres, habiles, et qui se sentent protégés par une nation puissante. Le péril jaune, cette fois, n'est plus une hypothèse, ni une prophétie, mais un phénomène en voie de réalisation; ce n'est pas l'idée d'un sociologue, ni l'invention de quelques hommes politiques, c'est la rencontre effective et le conflit on peut dire matériel de groupemens humains fort simples et abandonnés aux forces de la nature; c'est le choc, déjà facile à percevoir, de l'ouvrier japonais et de l'ouvrier américain.

La question ainsi limitée est celle que je voudrais exposer ici, à l'aide du peu d'écrits qu'on commence à y consacrer; à l'aide de faits qui se succèdent maintenant et auxquels on ne prête pas toujours, parce qu'ils sont lointains, l'attention qu'ils méritent; mais à l'aide surtout des souvenirs et des impressions que m'a laissés un séjour dans les pays mêmes où le conflit des deux races est le plus douloureux, sur les rivages américains de l'Océan Pacifique, et spécialement en Californie.

Il est vrai qu'au temps de ce séjour, septembre 1907, la question ne traversait pas de phase aiguë. On n'en était plus aux excitations de l'année précédente, alors que beaucoup voulaient, malgré le président Roosevelt et au risque d'allumer une guerre

immédiate, interdire aux petits Japonais l'accès des écoles publiques fréquentées par les blancs; et d'autre part, l'on ne semblait point songer aux tentatives qui allaient se produire au commencement de 1909 pour refuser à tous les Asiatiques, non plus seulement l'entrée des écoles communes, mais les droits ordinaires de propriété. Quand, interrogé, comme tout voyageur, par les journalistes, je répondais qu'une guerre entre le Japon et l'Amérique serait une calamité pour les deux pays et un attentat contre le progrès humain, on reproduisait ces déclarations comme très naturelles et sans y opposer de contradiction. Quand, à mon tour, je posais des questions sur les Japonais, les réponses qui m'étaient faites respiraient, à défaut de sympathie, certaine impartialité. Si les Chinois étaient parqués dans leur quartier nouvellement reconstruit, nul ne pensait à les y inquiéter, et aucune voie ne semblait plus tranquille que la rue principale où se groupaient leurs petites boutiques, rue toute voisine de notre résidence pauliste et qui portait, comme un signe de banalité beaucoup plus que de menace, le nom peu exotique de *Dupont Street*. Et si les Japonais qui avaient quitté ces quartiers depuis le tremblement de terre, pour se répandre de divers côtés, continuaient toujours à se grouper entre eux, cependant on ne refusait nulle part de leur louer des maisons que, du reste, ils payaient fort cher; les Blancs que choquait leur voisinage se bornaient à porter tranquillement leurs pénates ailleurs. Mais ce n'était évidemment là qu'un calme apparent et provisoire. Les ouvriers et les petits marchands continuaient à ressentir et à déplorer les effets de la concurrence jaune. Le mouvement anti-japonais, qui alors battait son plein dans la Colombie britannique, éveillait en Californie de profondes sympathies, et la presse faisait chorus avec les journaux de Vancouver contre l'Asie envahissante. Bref, le feu ne faisait que couver sous la cendre, et à la différence du grand incendie allumé par le tremblement de terre, il n'était pas de ceux qui s'éteignent au bout de quelques jours. On n'était plus en face d'un cataclysme passager, mais d'une cause permanente de troubles, et l'on ne faisait, en réalité, qu'en percevoir les premiers symptômes.

I

Les Américains ont remarqué depuis peu le péril qui les menace. Jusqu'à ces dernières années, le Japon ne leur inspi-

rait qu'admiration et que sympathie. Ils en aimaient le courage, l'esprit d'entreprise, l'empressement à s'assimiler en toute espèce de domaine les derniers progrès. Ils se souvenaient d'avoir, les premiers, en 1854, rouvert au commerce international ce pays qui y était fermé depuis deux siècles, et ils étaient fiers du chemin qu'il avait parcouru depuis. Un peu avant qu'il n'entrât en guerre avec la Russie, en 1903, je les avais trouvés pleins de sympathie pour lui et indignés de l'obstination que mettait Pétersbourg à ne pas tenir son engagement d'évacuer la Mandchourie. Ils avaient applaudi aux victoires nippones et aux démarches efficaces de leur Président pour rétablir la paix. S'ils avaient commencé, au moment du traité de Portsmouth et en serrant les problèmes de plus près, à comprendre que les Japonais, libérés par la défaite russe de leur plus grand souci du côté asiatique, pourraient bien désormais diriger leurs efforts sur l'autre versant du Pacifique, ils n'en avaient pas moins continué d'entretenir avec eux les relations les plus amicales, et ils avaient, malgré l'importance de leur colonie à Séoul, retiré, les premiers de tous, pour complaire à Tokio, le représentant qu'ils entretenaient auprès de l'empereur de Corée. Des remerciemens officiels furent adressés, à ce propos, au gouvernement des États-Unis pour « les dispositions amicales dont il témoignait une fois de plus; » et, en retour, l'amitié nippone saisit avec empressement les occasions de se manifester que lui offrirent, un peu plus tard, les voyages de miss Roosevelt, des financiers américains qui avaient joué un rôle si important à l'époque de la guerre, et du secrétaire Taft, considéré déjà comme futur Président.

Chez ceux qui ne jugent encore de la marche des affaires humaines que par les attitudes des personnages officiels ou par les arrangemens, même sincères, qui se concluent dans les chancelleries, la surprise dut donc être grande lorsque, à la fin de 1906, il leur fut révélé soudain qu'entre le Japon et les États-Unis des difficultés telles venaient de surgir en Californie, qu'on se demandait si elles n'entraîneraient pas un appel immédiat aux armes. Qu'était-il donc survenu de si grave? Simplement un arrêté du Conseil de l'Éducation à San Francisco, ordonnant « d'envoyer tous les enfants chinois, japonais ou coréens à l'école orientale publique, » c'est-à-dire, au fond, prenant les mesures qu'il avait annoncées l'année précédente, pour « ne pas exposer les enfans américains au contact des élèves de race mongole. »

Et il est vrai que de justes réclamations avaient été faites contre l'inconvénient de laisser parmi les jeunes enfans de l'école primaire une quarantaine d'adolescens en retard qui étaient nés au Japon; mais, comme ceux-là ne formaient, réunis même à quarante autres Japonais au-dessous de quinze ans, qu'une très infime minorité, on conviendra que le péril n'était pas grand et qu'il y avait, en tout cas, pour le conjurer, d'autres moyens que de représenter par un acte général et aussi retentissant la race japonaise comme une race inférieure et de fréquentation moralement dangereuse. L'émotion, assez naturelle, que suscita pareille offense dans l'opinion nippone encore exaltée de ses victoires russes, fut sans aucun retard prise en sérieuse considération par le gouvernement de Washington. Fort du traité de 1894, qui assurait aux Américains et aux Japonais en résidence les uns chez les autres le traitement dû aux citoyens de la nation la plus favorisée, le pouvoir fédéral engagea contre les autorités de San Francisco un procès pour défendre ses propres prérogatives en matière de relations internationales et pour déterminer la limite de souveraineté laissée aux États particuliers. On touchait là à ce qui est devenu le point faible de l'admirable Constitution américaine, à cette nécessité nouvelle, dont il faudra bien quelque jour tenir compte, de préciser par quelque article additionnel l'autorité diplomatique du pouvoir fédéral et de lui donner le moyen d'imposer aux divers États de l'Union le respect de ses engagemens internationaux.

Comme il arrive entre gens pratiques, la question des écoles de San Francisco fut tranchée en fait sans être résolue en droit. Au bout de cinq mois de négociations, le Conseil de l'Éducation retira la mesure objet du litige. Les Californiens, du reste, avaient atteint le but qu'ils visaient principalement et qui était d'imposer au pays entier un nouvel examen du problème des Jaunes, de mettre pour ainsi dire à l'ordre du jour de l'opinion publique la question de savoir s'il n'était pas temps d'appliquer aux immigrans du Japon les mesures d'exclusion qui atteignaient les immigrans de Chine.

Quelques désordres, facilement arrêtés, mais déjà significatifs, avaient accompagné cette première phase du conflit. Du 3 au 24 octobre, les restaurans japonais de San Francisco avaient été boycottés par le syndicat des cuisiniers et des garçons; on empêchait les cliens d'entrer, on jetait des pierres dans les de-

vantures. Mais une offre opportune de 550 dollars avait déterminé le chef des boycotteurs à ramener le calme. Fait un peu plus grave, quelques agressions furent commises dans les rues contre de notables Japonais, par des gens sans aveu; elles provoquèrent un avertissement énergique de M. Roosevelt aux autorités de la ville, disant que, si elles ne savaient pas protéger les personnes et les biens des Japonais conformément au droit international, « l'entier pouvoir du gouvernement fédéral serait employé, dans les limites que prescrit la Constitution, à imposer promptement et énergiquement le respect des traités, loi suprême du pays, et à assurer au peuple d'une grande puissance amie le traitement qui convenait sur le territoire des États-Unis. »

Les deux années suivantes furent plus calmes, peut-être parce que les syndicats ouvriers de San Francisco, s'ils conservaient leur hostilité contre la main-d'œuvre japonaise, étaient un peu moins maîtres d'inspirer des actes vexatoires, n'ayant plus dans leur dépendance comme précédemment l'autorité municipale. Mais la ligue d'exclusion des Asiatiques n'en continua pas moins de se développer en Californie, parallèlement à celles de l'Orégon, du Washington et de la Colombie Britannique; et, dans une convention tenue à Seattle au mois de février 1908, elle fusionna avec elles toutes sous le nom de ligue d'exclusion nord-américaine. A l'instigation, sans doute, de cette puissante association, les premières semaines de 1909 devaient voir se reformer tout d'un coup l'orage, et cela, au moment où il semblait qu'on dût le moins s'y attendre : quand la grande flotte du périple mondial allait reprendre ses quartiers dans les eaux de l'Atlantique, et juste après que les gouvernemens de Washington et de Tokio avaient signé un accord pour supprimer entre eux toute cause de difficulté.

Il importe d'insister sur cette dernière coïncidence. Elle fait clairement ressortir, d'une part, la profondeur d'un conflit qui se manifeste ainsi entre les peuples dans le temps même où les gouvernemens concluent des ententes publiques, et d'autre part, à ne s'en tenir qu'à l'aspect américain de la question, la gravité intérieure d'une situation qui oppose si nettement le pouvoir fédéral et l'opinion publique de plusieurs États. S'il arrivait jamais, — on n'en est point là, — que Washington dût recourir à la force pour imposer aux États de l'Ouest le respect de ses traités, ou bien laisser le Japon sous le coup d'une de ces

offenses qui entraînent fatalement la guerre, quelle puissance au monde serait capable d'arrêter le cours des destins?

Le 30 novembre 1908, l'ambassadeur japonais, baron Takahira, et le secrétaire d'État, M. Root, échangent à Washington des notes ainsi conçues :

Du baron Takahira à M. Root.

Washington, 30 novembre 1908.

Monsieur,

L'échange de vues qui eut lieu entre nous, lors des récens entretiens que j'eus l'honneur d'avoir avec vous, a démontré que le Japon et les États-Unis ayant d'importantes possessions insulaires dans l'Océan Pacifique, les deux pays poursuivent un but, une politique et des intentions communs dans cette région. Croyant qu'un exposé loyal et réciproque de ce but, de ces intentions et de cette politique, non seulement tendrait à fortifier les relations d'amitié et de bon voisinage qui existèrent de tout temps entre le Japon et les États-Unis, mais encore contribuerait matériellement au maintien de la paix générale, le gouvernement impérial du Japon m'a autorisé à vous soumettre cet aperçu de son interprétation desdits but, politique et intentions communément poursuivis :

1° C'est le désir des deux gouvernemens d'encourager le libre et paisible développement de leur commerce sur l'Océan Pacifique.

2° La politique des deux gouvernemens, sans se laisser influencer par aucune tendance agressive, est dirigée vers le maintien du *statu quo* dans la région susmentionnée et vers la défense du principe des chances égales pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine.

3° Ils sont ensemble fermement résolus au respect réciproque des possessions territoriales qui appartiennent à chacun d'eux dans ladite région.

4° Ils sont aussi déterminés à garantir les intérêts communs de toutes les puissances en Chine en soutenant, par tous les moyens pacifiques à leur disposition, l'indépendance et l'intégrité de la Chine, ainsi que le principe des chances égales pour le commerce et l'industrie de toutes les nations dans cet Empire.

5° Si quelque événement vient à menacer le *statu quo* tel qu'il est défini ci-dessus, ou le principe des chances égales comme il est mentionné, il reste aux deux gouvernemens à se mettre en rapport afin de s'entendre sur les mesures qu'ils pourront juger utile de prendre.

Si ce plan concorde avec les vues du gouvernement des États-Unis, je serai heureux d'en recevoir de vous la confirmation.

De M. Root à M. Takahira.

Excellence,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note d'aujourd'hui indiquant le résultat des échanges de vues qui eurent lieu entre nous lors de nos récens entretiens et définissant l'entente des deux gouvernemens en ce qui concerne leur politique dans les régions de l'Océan Pacifique. C'est pour

moi un plaisir de vous informer que cette expression mutuelle est des plus agréables au gouvernement des États-Unis; car elle est la résultante des heureuses relations entre les deux pays et elle fournit l'occasion d'une affirmation concise et mutuelle de la politique commune que les deux gouvernemens ont si fréquemment déclaré poursuivre en Extrême-Orient.

Je suis heureux de pouvoir confirmer à Votre Excellence, de la part des États-Unis, la déclaration des deux gouvernemens.

Et le secrétaire d'État reprend ici à son compte, mot pour mot, les cinq propositions mentionnées par l'ambassadeur.

Ainsi les deux gouvernemens sont parfaitement d'accord en tout ce qui concerne le développement de leur politique et de leur commerce « dans la région de l'Océan Pacifique. » L'Europe applaudit à cet arrangement; il recueille l'approbation de la presse américaine, des journaux japonais. L'ambassadeur du Mikado déclare officiellement « que ce qui vient de s'accomplir est une transaction entre loyaux amis, qu'il a l'espoir sincère de voir les deux peuples partager la confiance mutuelle des gouvernemens, que le plus bel avenir s'ouvre donc aux relations d'affaires et aux rapports d'amitié. »

Et il en serait ainsi, en effet, si tout dépendait du commerce et de la politique; s'il n'existait pas aujourd'hui des aspirations sociales d'un ordre plus profond, plus irréductible; si, les diplomates et les négocians ayant mis d'accord leurs visées ou leurs intérêts, il ne restait pas à satisfaire aux besoins du monde qui travaille, du peuple en quête de pain suffisant et de meilleures conditions de vie. En réalité, depuis un an ou deux, le gouvernement de Tokio, pour complaire à celui de Washington, avait bien pu déclarer que l'émigration de ses nationaux serait détournée de l'Amérique et dirigée vers la Corée, Formose, la Mandchourie; cela n'avait guère ralenti leur mouvement vers les îles Hawaï ni vers la côte américaine. Et, de son côté, le gouvernement de Washington pouvait bien rappeler l'énergie de son attitude envers les menées anti-japonaises de San Francisco, ou même promettre pour l'avenir plus d'énergie encore; il restait à savoir jusqu'à quel point les habitans de l'Ouest consentiraient à en tenir compte.

Le doute, sur ce dernier point, ne dura pas longtemps. Dès le commencement de janvier 1909, six semaines après l'échange des notes amicales, on apprenait que des projets de loi étaient soumis aux Chambres de Californie pour interdire aux Asia-

tiques, Japonais compris, de posséder des immeubles, dans cet État, d'être *trustees* de *corporations*, c'est-à-dire membres de conseils d'administration, enfin, comme en 1906, d'envoyer leurs enfans aux mêmes écoles que les blancs La presse de Tokio, sans se départir d'un grand sang-froid, déclara que le vote de pareilles mesures n'irait évidemment pas sans beaucoup refroidir l'amitié dont témoignait le récent accord. M. Roosevelt télégraphia au gouverneur de Californie qu'il eût à user de tout son pouvoir pour empêcher le vote des projets et, s'il le fallait, à y opposer son *veto;* il insista sur le récent accord, qu'on allait compromettre, et dont l'un des avantages devait être, justement, d'empêcher l'immigration en masse des ouvriers japonais. La législature, très républicaine et fort attachée à M. Roosevelt, s'empressa de lui céder sur deux des bills en question, ceux qui interdisaient aux Japonais le droit de posséder des terrains et d'exercer les fonctions de *trustees*. Mais elle vota, au début de février, le bill sur les écoles séparées, qui était bien le plus blessant de tous pour l'orgueil nippon. Le gouverneur protesta et demanda qu'on revînt sur ce vote; le Président menaça de le faire annuler, comme anticonstitutionnel, par la Cour suprême des États-Unis. Enfin, après plus d'un mois d'agitation passionnée, M. Roosevelt l'emporta encore, et le 12 février, par 41 voix contre 37, la Chambre californienne, se déjugeant comme malgré elle, rejeta le bill provocateur. Mais on voit à quel petit nombre de suffrages avait tenu la victoire de l'intérêt national sur les passions particulières. Il est à noter, de plus, que l'émotion s'était répandue assez pour que les Chambres du Nevada eussent encouragé de leurs votes celles de Californie à demeurer intransigeantes, et pour que des propositions anti-japonaises fussent également soutenues dans les Chambres de l'Orégon, de l'Idaho, voire du Nébraska. C'était donc tout l'Ouest qui menaçait de prendre parti contre les Japonais et de leur refuser des droits accordés sans nulle distinction à n'importe quels émigrans de race blanche; cela, nous le répétons, au début de 1909, immédiatement après la conclusion d'un très important accord entre Tokio et Washington.

II

Il faut qu'un antagonisme aussi singulier et contre lequel se brisent impuissantes les plus amicales intentions, les plus for-

melles ententes des gouvernemens, tienne à des causes profondes. L'opinion européenne n'en connaît qu'une seule, la question des salaires, la différence des prix qu'exigent pour un même travail l'ouvrier japonais et l'américain ; et, si ce n'est point là, comme nous le verrons, que s'arrêtent les difficultés, c'est bien de là, en effet, qu'elles partent. Il faut tout d'abord nous en rendre nettement compte.

« Dans l'Ouest américain, écrit un excellent juge, M. Louis Aubert, c'est un heurt entre la main-d'œuvre la plus ambitieuse du monde, la plus exigeante par ses besoins, la plus aristocratique de manières, la plus gâtée de hauts salaires, et une main-d'œuvre humble, résistante, très capable, et pourtant moins exigeante que la plus basse main-d'œuvre d'Europe (1). » En comparant ce que gagnent au Japon les ouvriers du bâtiment, qui sont les mieux rétribués, avec le salaire des mêmes ouvriers à San Francisco, on s'aperçoit que le travail d'une heure est payé deux fois plus en Californie que celui d'une journée au pays du Soleil Levant : d'après des chiffres cités au Sénat de Washington, le 7 janvier 1907, les charpentiers gagnent 29 sous par jour au Japon contre 50 par heure à San Francisco ; les plâtriers, 30 contre 75 ; les tailleurs de pierre, 34 contre 56 et un quart ; les poseurs de briques, 37 contre 75 ; les forgerons, 26 contre 40 et un tiers. Et sans doute l'ouvrier japonais ne se contente point, en Amérique, de ce qu'il gagnait chez lui ; ce n'est pas pour cela qu'il a émigré. Mais, alors même qu'il triple et quadruple son salaire, il n'atteint pas encore celui des ouvriers blancs, et, par conséquent, il fait tort à ceux-ci. Arrivât-il, du reste, à se faire payer autant qu'eux, — et c'est la solution que suggère d'abord un examen superficiel du problème, — il ne leur serait pas pour cela un rival moins à craindre ; car, dépensant deux ou trois fois moins, il aurait vite fait, par ses économies, de s'élever au-dessus d'eux. En réalité, les Japonais gagnent toujours moins. Comme ils possèdent maintenant tous les métiers, ceux de leurs compatriotes qui ont su devenir patrons et qui les emploient, peuvent soumissionner des entreprises ou exercer le commerce à des conditions notablement plus douces que leurs concurrens américains. Et l'on s'explique par là, soit dit en passant, que les partisans de l'exclusion ne se recrutent plus seulement dans le

(1) *Américains et Japonais*, par Louis Aubert, 1 vol. in-16, A. Colin, p. 170.

monde ouvrier : en même temps que les salaires, c'est le négoce, c'est l'entreprise agricole, c'est la profession libérale elle-même, qui se trouvent menacés et qui cherchent à se défendre. Du reste, il arrive depuis une dizaine d'années, en Californie et en d'autres États de l'Ouest, une classe de Japonais capitalistes qui exploitent des fermes, des magasins, voire des usines ; et ils possèdent à San Francisco un club important.

Mais pourquoi le travailleur asiatique n'entrerait-il pas dans les syndicats, comme y entrent, au bout d'un certain temps et aussitôt qu'ils commencent à s'élever, les travailleurs arrivés d'Europe ?

Le fait est que jamais il n'y entre, qu'il n'en aurait même pas l'idée, et que les syndiqués ne songeraient pas davantage à l'admettre. Il a ses associations à lui, ses groupemens fermés, où les employeurs, même Américains, sont tout heureux de trouver en nombre suffisant et prête à leurs conditions une main-d'œuvre que la tyrannie syndicale très souvent les empêche de se procurer ailleurs ; mais de s'unir avec les ouvriers blancs, voilà qui constitue plus qu'une difficulté de rancune ou de jalousie : une impossibilité morale et psychologique. En dépit des erreurs, des passions, des abus, qui s'y trouvent mêlés, le syndicat n'est point une simple coalition d'intérêts matériels, un moyen seulement d'obtenir de plus forts salaires ; il est encore, il est surtout, même chez ceux qui ne le comprennent que confusément, un effort collectif pour améliorer la vie, une tendance généreuse et capable, au besoin, de très durs sacrifices, vers un avenir plus heureux, vers plus de bien-être, plus d'instruction, plus de développement moral. Élever le *standard of life*, le niveau de l'existence, voilà, dans le fond, le but que poursuivent les syndicats, surtout en Angleterre et en Amérique. C'est un idéal que ne peuvent pas comprendre, au moins présentement, les ouvriers asiatiques même de l'esprit le plus ouvert. Ils n'éprouvent pas les besoins, ils n'ont pas les aspirations, ils ne connaissent pas les exigences, les ambitions, des ouvriers européens, ni, à plus forte raison, des ouvriers qui ont laissé l'Europe pour vivre mieux en Amérique, laissé les États de l'Est pour chercher, par delà déserts et montagnes, les rivages, plus favorisés encore, du Grand Océan. Quoi que puisse réserver l'avenir, il existe là un écart formidable entre deux civilisations, entre deux humanités ; et, si les habiles, si les poli-

tiques, si les diplomates, si les philosophes réussissent momentanément à le faire oublier, les masses profondes et moins affinées du monde qui travaille en aperçoivent clairement et en proclament très haut la réalité, surtout lorsqu'elles en souffrent.

Mais qu'on ne s'y trompe point. Ce qui est menacé aux États-Unis par l'arrivée des Jaunes, ce n'est pas seulement l'idéal d'une classe, c'est l'idéal de la nation elle-même. La principale contribution des États-Unis au progrès humain est de former, avec les élémens les plus disparates, un peuple qui ait de l'unité et qui tout entier se gouverne lui-même, sans distinction de fortune, de métier, ni même d'origine. Comme les Américains élèvent souvent leurs édifices en matériaux artificiels, mais amalgamés de façon qu'ils égalent ou dépassent la pierre en solidité, ainsi construisent-ils leur nation de toutes sortes d'autres peuples fondus en un seul et qui rentrent invariablement dans la forme essentielle de la démocratie. Tout ce qui résiste à pareille unification et se montre inassimilable, compromet le bon fonctionnement de l'ensemble, la santé du corps social, et doit par conséquent être éliminé. Or l'expérience prouve que, si d'une part toutes les races blanches subissent en une ou deux générations les effets de la puissance assimilatrice dont se trouve douée, à un degré surprenant, la civilisation américaine, d'un autre côté les Noirs et les Jaunes demeurent impénétrables à cette influence et n'arrivent pas à fusionner avec les Blancs.

Et sans doute le problème se pose en termes différens pour les deux races récalcitrantes. En ce qui touche les Noirs, la question n'est plus entière. S'ils habitaient encore l'Afrique, une bonne loi d'exclusion trancherait vite la difficulté et, dût la république de Liberia en prendre quelque ombrage, on ne s'en tourmenterait guère. Mais il ne s'agit plus de leur défendre d'entrer; on les a importés jadis, et ils sont là une dizaine de millions qu'on ne peut ni renvoyer, ni détruire, ni traiter en esclaves, ni même, jusqu'à nouvel ordre au moins, priver de leurs droits civiques. Comment on se tirera de cette difficulté, nul ne le sait encore; ce qu'on sait bien, c'est que s'il vient un jour où elle compromette vraiment la paix nationale, alors on y avisera; et c'est aussi que, tout en traitant les nègres avec équité, tout en leur facilitant les moyens d'existence et de développement, jamais on ne les laissera, pas même où ils seraient la majorité, contrôler

en maîtres les affaires publiques et abaisser jusqu'à eux le niveau de la nation (1). Pour les Jaunes, il n'en va point de même. Ils ne sont encore qu'un petit nombre, deux cent mille peut-être; et il s'agit simplement de ne pas les laisser croître. Mieux vaut leur fermer la porte qu'avoir ensuite à les expulser. Les précautions qu'on a prises à temps contre les Chinois, il faut les prendre contre tous les Asiatiques et avec plus de soin contre ceux d'entre eux qui se montrent à la fois les plus empressés à venir et les plus dangereux par leurs capacités mêmes, c'est-à-dire contre les Japonais. Malgré de vaines apparences, ils ne s'assimilent pas mieux que le nègre. Ils s'assimilent moins bien, en un certain sens, car celui-ci, du moins, aime l'Amérique pour elle-même et la considère comme sa vraie patrie; eux ne la regardent jamais que comme un champ d'exploitation, un moyen de s'instruire ou de faire fortune. Campés sur ce versant du Pacifique, ils ont laissé leur âme sur l'autre bord, obstinément fidèles à leur premier pays et à ses institutions. Tandis que le Noir, malgré tout ce qui lui manque, est cependant un Américain, les Japonais, aussi bien que les Chinois, les Coréens, les Hindous, restent des Asiatiques. Et si jamais ils étaient installés à demeure et gagnaient en nombre, comme a fait la race nègre, l'embarras qu'ils créeraient serait autrement redoutable, puisqu'ils auraient pour eux, en plus de leur intelligence, la protection d'un puissant Empire qui les regarderait toujours comme ses nationaux.

Fût-il même possible de les dominer, que ce ne serait point encore pour les États-Unis une solution admissible. Le peuple Américain ne veut pas plus de sujets qu'il ne veut de maître; il considère comme essentiel à l'idée de démocratie, qui lui tient à cœur par-dessus tout le reste, non pas l'égalité des situations, qu'il sait chimérique, mais l'égalité des chances, la possibilité ouverte à chacun d'atteindre le meilleur sort et le plus haut rang; et le seul gouvernement qu'il lui plaise d'admettre est celui auquel tous participent, qui est contrôlé par tous, qui travaille pour tous. Qui n'est pas capable de *self government* ne peut pas être Américain. C'est de là, dans le fond, que vient toute la gravité de la question nègre. Ou, si l'on veut un autre

(1) Avec beaucoup d'éloquence, à son ordinaire, M. Henry van Dyke soutient ces mêmes idées dans son *Génie de l'Amérique*. Un vol. in-12; Calmann Lévy.

exemple, qu'on étudie aux Philippines les progrès accomplis depuis dix ans sous le régime des États-Unis, si admirablement organisé par le gouverneur Taft : on y trouvera la constante préoccupation de former les indigènes à se conduire eux-mêmes; on les verra appelés peu à peu à contrôler par leurs élus l'administration des villes, des provinces, et enfin de l'État lui-même. Au temps de mon séjour dans l'Ouest, il y a dix-huit mois, la presse américaine rendait compte avec sympathie des premières élections parlementaires des Philippines, et elle enregistrait sans colère que la majorité des votes était allée aux partisans d'une indépendance immédiate. Or, ce contrôle des affaires publiques n'intéresse pas les Japonais des États-Unis, si ce n'est dans la mesure où elles touchent à leurs affaires privées. Et si l'on suppose qu'un jour ils y veuillent prendre part, ce sera pire encore; ils y apporteront des idées, des préoccupations et des intérêts qui ne sont pas ceux des Américains. Devenus citoyens, par une hypothèse qui est encore loin de se réaliser puisque très peu d'entre eux semblent désirer ce titre et qu'on le leur refuse, devenus citoyens et fixés çà et là, comme ils y ont tendance, en des groupes compacts et fermés, ils constitueront, au cœur du pays, comme autant de forteresses d'un peuple étranger, odieuses en temps de paix, dangereuses en temps de guerre.

Et qu'on ne dise pas qu'en regard des 80 millions d'habitans que compte la République, leur nombre même, 140 000 peut-être, suffit pour qu'ils ne puissent nuire. Sans compter que cette petite colonie s'appuiera, dans ses difficultés, sur le grand Japon, elle ne laisse pas d'être en elle-même fort appréciable pour le peu d'années qu'elle a mis à se réunir; et, d'autre part, ce n'est pas à la population totale des États-Unis qu'il convient de la comparer, mais à la population encore si peu dense de la Californie, de l'Orégon, du Washington, où les Jaunes se concentrent, et où ils ont, en somme, plus facile accès par mer que les Yankees de l'Est par voie continentale. Est-ce qu'aux îles Hawaï, cette position avancée et indispensable des États-Unis dans le grand Océan, refuge et halte nécessaire de la flotte en cas de guerre, les Japonais, à eux seuls, n'étaient pas en 1905 dans la proportion inquiétante de 31 735 sur 48 229 habitans, alors que, dans ce total, ne figuraient pas plus de 1 006 Américains? N'est-il pas, en réalité, formidable que les citoyens de l'Union y représentent 2 pour 100 de la population, et les sujets

du Mikado 65 pour 100, c'est-à-dire trente fois plus (1)? La proportion, sans doute, dans l'ensemble des États-Unis, est en sens contraire, mais il ne faut pas se dissimuler que cette situation heureuse est déjà compromise, et que le pourcentage des Jaunes augmente rapidement, la population blanche croissant avec trop de lenteur, surtout en Californie. Exemple inquiétant, les Chinois, malgré les lois d'exclusion, augmentent d'année en année; ils passent par le Mexique, par le Canada, et trouvent, pour la plupart, quelque moyen de fournir la preuve, nécessaire à leur admission, qu'ils sont nés aux États-Unis; d'après le calcul d'un juge fédéral, le nombre de ces assertions supposerait, pour être conforme aux réalités, que chaque Chinoise, vivant en Amérique il y a vingt-cinq ans, y a mis au monde plus de 500 enfans! Que sera-ce des Japonais, s'il leur est loisible d'entrer sans aucun obstacle? Arrivés depuis très peu d'années, ils forment déjà, pour ne parler que des villes, des colonies qui atteignent le chiffre approximatif de 10000 à San Francisco, de 7000 à Seattle et à Los Angeles, de 4000 à Oakland; ou, si l'on veut une indication de leur activité, ils possédaient en Californie 224 magasins en 1904, 376 en 1905, 561 en 1906, et le nombre des restaurans exploités par eux était passé en deux ans de 98 à 198, celui des auberges, de 245 à 462.

C'est qu'on a beau ne pas les aimer, on a besoin d'eux! Devant les immenses possibilités du commerce, de l'industrie, et surtout de la culture, la main-d'œuvre manque; et ils en apportent. Tandis qu'en vertu même de sa rareté et appuyé sur son syndicat, l'ouvrier blanc impose des conditions vraiment draconiennes, ils offrent, eux, au capital un travail docile et peu exigeant, qui les fait accueillir. Écartés par le sentiment, ils se voient appelés par les intérêts; tandis que l'idée les combat, les faits sont pour eux. Et d'autant plus ample est le résultat de cette situation qu'elle correspond, chez les Japonais, à une impulsion dans le même sens. Ce n'est point par caprice qu'ils quittent la terre gracieuse et aimée qui est celle de leurs ancêtres, c'est par nécessité, parce qu'elle est trop petite pour les nourrir tous. Ce n'est point par plaisir qu'à Formose et à la Corée plus voisines, et où ils sont maîtres, ils préfèrent les lointains rivages d'Amérique où les attendent la malveillance et

(1) Encore faudrait-il déduire du chiffre américain de 1 006 quelques Européens, et rapprocher du chiffre japonais de 31 735 celui de 4 409 Chinois et de 4 683 Coréens.

l'humiliation; c'est parce qu'ils savent que là ils trouveront moins de concurrens de leur race et feront fortune plus vite; c'est aussi parce qu'ils s'y instruisent mieux, qu'ils y acquièrent une connaissance plus complète de tout ce qui assure la prospérité des individus et de la nation.

III

A ce double et grandissant conflit de l'idéal et des intérêts, à cet antagonisme qui est à la fois moral et économique, n'y a-t-il vraiment aucun remède, et, s'il en existe, où peut-on le chercher? Des nombreux problèmes qui agitent aujourd'hui le monde, il n'en est peut-être pas de plus grave, s'il est vrai que celui-là nous montre allant à l'encontre l'un de l'autre, et exposés par là même à un choc formidable, les deux peuples qui représentent, chacun de son côté, la portion la plus énergique et, à maints égards, la plus avancée des races jaune et blanche, des deux espèces d'humanité qui, après s'être jusqu'ici partagé la terre, commencent à se la disputer.

Un des héros de Wells, Japonais du XXIIe siècle, suggère une solution qui serait sûrement la plus douce et la plus élégante. « Enfin, dit-il, vous, Européens, vous avez fini par reconnaître que nous aussi, nous étions des Blancs! » De nier ainsi la difficulté est une attitude qui plaît aux philosophes, aux artistes, aux sociologues en chambre, et il se peut que dans deux cents ans elle se trouve, en effet, justifiée; pour le moment, la réalité est autre, et les deux races sont irréductibles. Du moins elles se croient telles, et par le fait même elles le sont, puisque cette conviction les empêche d'associer leur travail et leur vie de famille, puisqu'elles ne veulent ni loger ensemble, ni faire partie des mêmes groupemens, encore moins s'unir par mariage.

Des solutions plus précises et d'apparence pratique sont quelquefois proposées, mais qui ne résistent pas à un examen réfléchi. Telle est, par exemple, l'idée d'une conférence internationale qui soumettrait à des règles convenues les conditions de l'immigration, presque entièrement abandonnées jusqu'ici aux Compagnies de transport. Croire à l'efficacité de tels règlemens dans le conflit qui nous occupe, c'est oublier que les Japonais n'accepteront jamais d'autres conditions que celles qui seront faites aux Européens, et que, d'autre part, les États-Unis, s'ils

souhaitent de réduire au minimum l'immigration jaune, éprouvent le besoin, au contraire, d'une forte immigration de Blancs; en même temps que, pour une année, ils jugent excessif le chiffre de quinze ou vingt mille Japonais, ils absorbent sans peine, et même avec profit, plus d'un million d'Européens. Mais alors, va-t-on suggérer, qu'on n'emploie pas les Jaunes, et ils ne viendront plus; ou qu'on les paie comme les Blancs, et ceux-ci n'auront plus de raison de se plaindre! Nous avons montré que, dans l'extrême Ouest, ni le capital ne peut se passer d'eux, ni eux-mêmes ne peuvent se hausser aux exigences, d'ailleurs outrées, des syndicats d'ouvriers blancs. Les salaires n'obéissent pas dans leurs mouvemens de hausse ou de baisse à des lois factices; ce n'est pas arbitrairement qu'ils se règlent, c'est sur les conditions matérielles et morales d'une société donnée, principalement sur les besoins réellement sentis du monde ouvrier. Des travailleurs de formation et d'exigences totalement différentes ne se feront jamais payer de même.

Doit-on compter sur la guerre pour trancher le différend, et est-ce la force des armes, cette « raison suprême » ou jadis crue telle, qui fera à chacun sa place et mettra tout en ordre? C'est, au fond, l'idée la plus répandue, et dès que la difficulté traverse une phase plus menaçante, on commence à supputer, jusqu'en Europe, les chances des rivaux probables, l'état de leurs finances et de leur armée, principalement la puissance de leurs flottes, le nombre de leurs cuirassés et de leurs torpilleurs, la qualité de leur commandement et de leurs équipages. A vrai dire, même, on est étonné du sang-froid et de la sagesse que témoignent, au moment des crises, le gouvernement de deux peuples aussi fiers; on n'en revient pas de voir les précautions qu'ils prennent, les concessions qu'ils s'accordent; on se demande pourquoi tant d'égards, où l'on n'attendait que protestations, et pourquoi des ententes où l'on prévoyait des ultimatums.

Il faut le comprendre et s'en réjouir : à moins d'accidens qui restent toujours possibles, mais ne sont pas ici plus probables qu'ailleurs, la guerre n'est pas prochaine entre le Japon et les États-Unis, parce qu'elle n'est jugée opportune ni à Tokio, ni à Washington. Quoi que prétende une opinion superficielle, ou, en tout cas, localisée, les deux gouvernemens ont les raisons les plus décisives de s'opposer au conflit armé. Non seulement ils sont assez sages et assez humains pour n'aimer pas la guerre en

soi et pour comprendre les maux affreux qu'elle entraîne même pour le vainqueur ; mais, ce qui compte encore plus chez des esprits aussi réalistes, ils ne se sentent ni l'un ni l'autre en état de la faire avec avantage, ils ne sont pas prêts à l'entreprendre, ils ne peuvent sans péril abandonner pour elle les œuvres extrêmement urgentes qu'ils sont en train d'accomplir.

Le Japon a besoin de recueillement et d'une période de paix pour se relever complètement des sacrifices en hommes et en argent que lui a imposés la guerre russe ; pour faire fructifier la confiance qu'il a retirée de ses succès et bénéficier de l'élan acquis ; pour laisser aboutir les efforts encore bien nouveaux de son peuple vers l'instruction moderne, vers le perfectionnement de l'agriculture, vers le développement surtout du commerce et de l'industrie. Même en ne doutant pas de la victoire, qui cependant doit lui apparaître plus difficile à remporter que sur la Russie, quel avantage obtiendrait-il qui pût valoir ce qu'elle lui aurait coûté, balancer la perte de ses transactions présentes avec les États-Unis, compenser le retard apporté aux progrès de tout genre qu'il sent le besoin de réaliser soit au dedans, soit à l'extérieur?

Voudrait-il prendre pied sur le continent américain ? Rêve d'autant plus absurde que ce serait déjà très difficile d'y débarquer et presque impossible d'y maintenir un sérieux corps de troupes. S'emparer des îles Häwaï? Ce ne serait point trop malaisé, en effet, mais combien il est préférable d'en continuer la conquête pacifique, en les peuplant de nationaux fidèles! Annexer les îles Philippines? Pour plus tard, certes, on y compte bien; mais, actuellement, que de peine pour les mettre en valeur et comme il paraît plus sage de laisser ce gros travail aux Américains ! Pourrait-on, en outre, s'y maintenir après la conquête, devant l'hostilité certaine des populations et lorsqu'on a tant de mal déjà à dompter la Corée, cette terre convoitée depuis des siècles, enfin réoccupée, et où il importe à tout prix, cette fois, de s'installer pour n'en plus sortir? C'est là, non pas ailleurs, qu'est pour le Japon l'œuvre capitale, celle qui lui assurera, en même temps qu'un riche domaine de culture, un point d'attache et de défense, de pénétration et de conquête sur le grand continent. Or pour y réussir, étant donné l'hostilité profonde des habitans, ce n'est pas trop de tout son effort colonial, financier, militaire, politique, surtout si l'on pense à ce que déjà lui impose de souci

et de dépenses sa volonté bien arrêtée, malgré l'Europe, les États-Unis et la Chine elle-même, d'occuper le premier rang, comme influence, prestige et affaires, en Mandchourie et dans tout le Céleste-Empire. Il est possible que l'ambition nippone se complaise d'avance dans l'établissement d'une domination qui comprendrait du côté asiatique toutes les îles et peut-être même tous les rivages du Pacifique Nord, depuis les Philippines, ou, qui sait? depuis les îles de la Sonde, jusqu'aux Aléoutiennes et au détroit de Behring. Mais les hommes qui dirigent avec tant de sagesse les conseils du Mikado, savent bien que, pour réaliser une si vaste ambition, il ne suffirait pas de quelques victoires navales.

Le gouvernement des États-Unis n'est pas moins éloigné de vouloir aujourd'hui la guerre; et, si la fière impétuosité de M. Roosevelt a toujours su se contenir, témoigner même de constans égards, dans les rapports avec le Japon, ce n'est pas de son successeur que l'on peut redouter une attitude provocante. Prudent et pacifique par nature, M. Taft a, de plus, l'avantage de connaître à fond et directement tous les aspects du grand problème. Sans compter qu'il fut ministre de la Guerre, il a organisé les îles Philippines au nom des États-Unis, il a fait plusieurs séjours au Japon, il a visité la Chine, la Russie, l'Europe, et l'on peut dire que ce chef électif d'une démocratie a été préparé au gouvernement de son pays comme pas un successeur de monarque héréditaire. Enfin il est allé, quelques semaines avant de prendre les rênes du pouvoir, — ce qui n'est point, à la Maison Blanche, une vaine métaphore, — se rendre compte par lui-même de l'état des travaux dans l'isthme de Panama. Ce dernier soin est significatif. Là gît présentement le nœud de la question. Tant que les deux Océans ne communiqueront pas, tant que la flotte américaine restera coupée, les États-Unis tâcheront d'éviter la guerre. Leur marine, à tout prendre, équivaut, réunie, à celle du Japon, sur laquelle elle l'emporte même par le nombre des unités, quoique peut-être inférieure par les équipages; mais la plupart des navires de guerre stationnent dans l'Atlantique, et il leur faudrait de longs mois, en faisant le tour du cap Horn, pour arriver sur l'éventuel champ de bataille. Dans quelques années, ce sera, grâce au Canal, une affaire de trois semaines; et les chances, de ce chef, seront devenues égales. En réalité, on pense qu'elles auront fait mieux, et que les arsenaux américains

auront pris une grande avance... Jusque-là, la prudence ajoute ses conseils à ceux que prodiguent déjà un amour, d'ailleurs sincère, de la paix et la crainte, efficace chez un peuple pratique, d'arrêter les affaires. Un jour sans doute le développement commercial du Japon et des Etats-Unis créera entre eux une rivalité analogue à celle qui aujourd'hui mine sourdement les rapports de l'Angleterre et de l'Allemagne, et ce sera là une cause possible de guerre, le principe d'une hostilité, non plus localisée, mais vraiment nationale. Cette jalousie, pour le moment, est à peine indiquée; et, bien que la marine marchande des États-Unis souffre déjà de la concurrence que lui font les paquebots japonais grâce au moindre coût de leurs équipages, cependant, comme les besoins grandissent encore plus vite que les ressources sur les rivages infinis de l'Océan Pacifique, les moyens de transport, d'où qu'ils viennent, et les débouchés, où qu'ils s'offrent, font le profit de tout le monde. Chacun des deux peuples est pour l'autre le meilleur client, et tous deux sentent que ce n'est pas trop de leur commun effort pour mettre en valeur le champ incommensurable qui s'étend devant eux.

Ainsi, la guerre, à moins d'accidens, ne saurait avoir lieu avant plusieurs années, cinq, dix, peut-être beaucoup plus. Mais, pour les raisons ci-dessus exposées, à cause des élémens naturels et irréductibles qui sont à la base du conflit, il n'est malheureusement pas certain qu'elle puisse être toujours évitée. D'ailleurs on s'y prépare, ne serait-ce, conformément au dicton, qu'afin de maintenir la paix. Que les deux peuples travaillent à augmenter leurs flottes, nul ne l'ignore. On sait aussi que les Japonais travaillent à faire de Formose une base navale de premier rang, avec une station de torpilleurs et de puissantes batteries. Les Américains, de leur côté, agrandissent leurs chantiers, surtout sur le Pacifique, et fortifient, en même temps que les points stratégiques de leur littoral et des Philippines, la position si importante, mais si exposée, qu'ils occupent aux îles Hawaï (1). Leur budget de l'année en cours (1908-1909) a prévu un accroissement de dépenses de 180 millions pour la guerre et de 130 pour la marine. Comme puissance navale, ils viennent immédiatement après l'Angleterre, dépassant l'Allemagne même, et nous à plus forte raison, soit en effectif réel, soit en constructions projetées.

(1) Le Parlement de Washington décidait encore, au mois de janvier 1909, de fortifier le port de San Pedro, près de Los Angeles.

Si donc il fallait attendre des armes la solution du problème, ce pourrait n'être qu'une question de temps et de patience. Mais il est clair que, quelle que soit l'issue de la rencontre, elle n'aura rien de définitif. Aucune des deux puissances ne saurait anéantir l'autre ni la mettre complètement sous le joug. Le vaincu ne songera qu'à la revanche, et l'on n'imagine pas que sa précédente antipathie pour les adversaires deviendra de l'amour aussitôt qu'ils l'auront battu. Or, l'un des deux fût-il comme anéanti, le problème, au fond, resterait entier : il n'y a pas seulement en cause le Japon et les États-Unis, mais, au sens le plus large des mots, tout l'Est contre tout l'Ouest de l'Océan Pacifique. Après comme avant la guerre, il restera en présence deux races, le monde blanc contre le monde jaune, c'est-à-dire, ainsi que nous l'avons vu, deux humanités qui ne se comprennent pas et qui ne peuvent pas se fondre.

Le rapprochement qu'il n'y a pas lieu d'attendre de la guerre, pourrait-on l'espérer, dans un avenir plus ou moins éloigné, d'une conversion des Japonais au christianisme?

Il n'est certainement pas de plus profond obstacle à l'assimilation des Jaunes et des Blancs que la différence extrême de leurs âmes. Très opposée est leur nature physique, mais bien davantage leur nature morale, puisque plus ils vivent ensemble, plus ils se sentent divers, et qu'après les rapports faciles des débuts, rapports que, de bonne foi, on croyait intimes, on s'aperçoit très vite qu'une cloison de glace sépare les idées et les sentimens. C'est que, — dans la mesure où l'on peut essayer de comprendre et de résumer des questions aussi mystérieuses, — il y a, d'un côté, des siècles de christianisme, avec l'idée profonde, sinon claire, de la *personnalité* appliquée au concept de Dieu même, qu'elle rend plus accessible, et au concept de notre nature, à qui elle attache une telle dignité qu'une âme en arrive à valoir des mondes, bien plus encore, la mort même d'un Dieu. Et il y a, d'autre part, des siècles de boudhisme, avec le rêve de se fondre dans le grand Tout vague ; des siècles de confucianisme, avec un esprit de routine qui empêche le progrès intérieur ; mais principalement des siècles de shintoïsme, avec la pensée de ne vraiment compter qu'en fonction de l'être collectif, avec la volonté, d'ailleurs grande et noble, de ne se regarder, vivant ou mort, que comme un élément de la race qui dure, une

chose qui doit contribuer à la gloire de l'Empereur, fils du Ciel, incarnation visible de la divinité et de la nation (1).

De ces causes primordiales, intimement liées à la formation religieuse, on tirerait aisément d'autres différences par voie de déduction, et l'observation en montrerait aussi d'importantes quoique moins abstraites, comme la secrète irritation de ne pouvoir se comprendre et de constater, tout en se méprisant, qu'il faut tenir compte les uns des autres. Mais ce n'est pas ici le lieu de tant philosopher, et peut-être voudra-t-on reconnaître, sans qu'il soit besoin de creuser plus à fond, qu'un grand pas serait fait vers le rapprochement le jour où Blancs et Jaunes, pénétrés d'Évangile, se regarderaient comme les enfans d'un même Père céleste et des frères obligés de s'aimer. Ou, si l'on objectait que l'Évangile ne fait pas l'unité chez les chrétiens mêmes, je répondrais que leurs divergences n'ont pourtant rien de comparable à celle qui nous inquiète ici et qu'au surplus l'accord entre eux a toujours dépendu, pour une très grande part, de la fidélité qu'ils montraient à suivre l'idéal commun.

Mais, s'il est vrai que l'entrée des Japonais dans le christianisme contribuerait très efficacement à rendre possible leur fusion avec la race blanche, où en est aujourd'hui cette œuvre capitale, et l'Évangile est-il en voie de se faire accepter, au Japon, tout au moins d'une élite morale qui répandrait autour d'elle, par une sorte d'heureuse contagion, l'essentiel de nos idées et de nos sentimens? Il s'en faut qu'à pareille question la réponse des faits soit encourageante. Cent cinquante mille chrétiens peut-être sur cinquante millions d'habitans, voilà le bilan religieux du pays que saint François-Xavier évangélisa avec de si remarquables succès au XVIe siècle. Le catholicisme implanté par ce grand apôtre, et qui avait gagné un million d'adeptes, fut étouffé dans

(1) De ces trois doctrines, c'est le boudhisme qui répond le mieux à l'idée que nous nous faisons d'une religion. Introduit au Japon vers le VIe siècle de notre ère, il y a joui de la plus grande faveur jusqu'à la Révolution de 1868, qui a restauré le pouvoir impérial. Celui-ci a, depuis lors, beaucoup plus favorisé le shintoïsme, ou culte des ancêtres, qui s'adresse principalement à l'Empereur, mais sans exclure les héros, les hommes éminens, les soldats morts en combattant; il est le grand obstacle à la foi chrétienne, en tant qu'il paraît la reléguer, parce qu'incompatible avec le culte des Empereurs, au rang d'une religion antinationale. Quant au confucianisme, qui fut importé aussi vers le VIe siècle, il constitue, au Japon comme en Chine, un code de morale sociale plutôt qu'une religion; tout ce qu'il recommande peut se résumer dans la loyauté envers l'Empereur, la fidélité et l'obéissance des inférieurs à leurs supérieurs, des enfans aux parens, des serviteurs aux maîtres.

le sang par la persécution de 1614; quand, après deux cent cinquante ans d'exclusion absolue, nos missionnaires purent revenir au Japon (1860), ils trouvèrent 30 000 catholiques restés fidèles, dans le secret, à leur ancienne foi; et les conversions, depuis lors, c'est-à-dire en un demi-siècle, ont doublé ce modeste nombre. Les différentes sectes du protestantisme, avec des ressources huit fois plus grandes en hommes et en argent, mais sans s'appuyer sur un premier contingent de fidèles, sont parvenues dans le même intervalle à égaler à peu près les chiffres catholiques. Un évêque russe, nommé Nicolas, d'un zèle et d'une habileté hors ligne, en s'entourant de convertis qu'il a faits catéchistes et même prêtres sans obligation de célibat, a su conquérir, lui seul, environ 30 000 âmes à l'Église orthodoxe. Et voilà, toutes confessions chrétiennes réunies, l'état présent de l'évangélisation chez les Japonais: trois baptisés pour mille païens.

Si nous cherchons quelles causes pourraient expliquer la médiocrité ou du moins la lenteur de ces résultats, nous en trouvons une première et fondamentale dans ce fait que les Japonais regardent le christianisme comme une religion étrangère, la religion de ces Blancs dont ils ont bien voulu accepter les sciences et les industries, parce qu'elles l'emportaient trop clairement sur les leurs et qu'elles étaient indispensables à leur avancement matériel, mais dont les croyances, les mœurs, les inclinations ne leur paraissent en aucune façon préférables aux leurs. Et il est certain que, pour la dignité de vie, la pratique religieuse, les préoccupations morales de n'importe quel ordre, les voyageurs, négocians, marins, d'origine chrétienne qui fréquentent le Japon ne sont généralement pas faits pour y donner de notre foi une bien haute idée. Il en va autrement, par bonheur, des missionnaires de toute confession; mais l'impression plus favorable que ne manquerait point de produire leur vertu, est tristement contre-balancée par leur diversité même et par l'opposition de leurs enseignemens: pour des infidèles que l'Évangile commencerait d'ébranler, rien de troublant comme de le voir tiré en des sens contraires par ceux qui viennent le proposer.

Or les difficultés seraient déjà bien assez grandes sans cette contradiction. La masse est retenue loin du christianisme par les mœurs et les habitudes; et la chasteté durant la jeunesse ou dans le mariage monogamique suffirait, parmi les autres

exigences de la loi chrétienne, à la rendre peu engageante. D'un autre côté, l'élite savante ou soi-disant telle n'a guère lu, en fait d'ouvrages religieux, que les écrits de nos incroyans ou de nos hypercritiques, et son information, assez étendue, mais superficielle, suffit tout juste à lui faire connaître les objections, sans la rendre désireuse, ni capable, d'entendre les réponses. Et il est triste de constater que ces réponses mêmes ne leur seraient pas toujours faciles à trouver; les rares bons livres ne sont pas traduits, et ce ne sont pas tous les missionnaires qui peuvent expliquer l'histoire des religions, résoudre les problèmes d'exégèse biblique, discuter *l'Essence du Christianisme* ou *la Religion de l'Esprit*, détruire les insinuations de Renan et d'Anatole France, réfuter le positivisme anglais, le relativisme allemand, l'évolutionnisme et le monisme presque universels, abattre par le raisonnement, ou en touchant le cœur, ce dédain transcendant de la foi que les petits Japonais ont rapporté de Berlin ou de Paris et qu'ils tiennent pour inséparable de la vraie formation moderne.

Faudrait-il donc désespérer de la conversion des Japonais au christianisme? Nous constatons simplement, en essayant d'en comprendre les causes, qu'elle procède jusqu'ici avec grande lenteur; cela ne veut pas dire que nous la jugions impossible. Des trois principaux obstacles auxquels se heurte l'Évangile, dans l'ordre intellectuel, moral, national, il n'en est pas un seul qui ne soit lui-même battu en brèche par des influences contraires et destiné avec le temps à s'affaiblir. Les difficultés rationnelles, qui, du reste, n'atteignent que les classes cultivées, perdront de leur vigueur à mesure que des études plus approfondies guériront les savans de leur infatuation, et à mesure aussi que l'apologétique chrétienne se fera plus convaincante. En second lieu, s'il est vrai que la morale chrétienne, par sa valeur même et par sa pureté, rebute des natures accoutumées à se satisfaire sans beaucoup de scrupule, il est également certain que le besoin d'une loi qui s'impose et d'un frein contre les passions devient de plus en plus conscient chez ceux qui dirigent aujourd'hui le Japon et qui s'effraient, non pas sans motif, du désarroi jeté dans les mœurs par la rapidité des transformations de tout genre, par l'affaiblissement des croyances anciennes, par la disparition brusque d'une société féodale, où chacun se reposait sur tous et vivait de coutumes, par l'avène-

ment enfin d'une civilisation industrielle qui oblige les individus à trouver en eux-mêmes, dans des convictions personnelles, leur vrai, leur seul point d'appui. Et avec la même simplicité qu'il mettait naguère à demander partout des officiers ou des ingénieurs, voici que le gouvernement réclame maintenant des professeurs de morale, et qu'il convie ses fonctionnaires à en faire donner des leçons publiques par tous les maîtres qui en seront capables, quelle que soit leur philosophie ou leur religion. Que de cet appel significatif les partisans et les ministres de l'Évangile ne se trouvent pas exclus, mais qu'au contraire les dirigeans éclairés commencent, dans le fond d'eux-mêmes, à compter sur eux plus que sur les autres, c'est une preuve déjà que l'origine étrangère du christianisme n'inspire plus autant de préjugés. Ajoutons que ce qui en reste eût vite fait de disparaître, si les missionnaires venus du dehors pouvaient bientôt laisser la place à des catéchistes, à des prêtres, à des évêques indigènes. L'esprit de sacrifice, le zèle, la sobriété du peu de convertis qu'on a jusqu'ici associés au ministère religieux, témoignent de la confiance qu'il est juste de mettre dans l'avenir d'un clergé autochtone. Après tout, quelle nation, dans le passé, est devenue ou restée chrétienne en suivant d'autres méthodes? Du jour où l'on aurait clergé et épiscopat japonais, le Japon ne tarderait peut-être plus beaucoup à embrasser le christianisme et, converti lui-même, il évangéliserait, mieux que nous ne pouvons le faire, la Corée, la Chine, tout l'Extrême-Orient (1).

(1) Que personne n'aille soupçonner un reproche sous ces vœux. Il s'en faut tellement, qu'au contraire nous tenons à dire qu'ils commencent à se réaliser. A la fin de décembre 1906, les quatre diocèses catholiques du Japon comptaient pour 60 282 fidèles, 4 évêques et 119 missionnaires étrangers, mais aussi 32 prêtres indigènes; les sectes protestantes, qui sont au nombre d'une vingtaine, comptaient, pour 60 862 adeptes, 889 missionnaires étrangers et 1 379 ministres ou catéchistes japonais. Pour faibles qu'apparaissent de tels chiffres, lorsqu'on les compare à celui des populations, ils ne laissent pas d'entr'ouvrir quelque perspective sur un avenir plus favorable, et ils suffisent à prouver, tout au moins, qu'il n'y a rien de foncièrement incompatible entre la race jaune et l'accession au culte ou au sacerdoce chrétiens. — On se fera une idée exacte de l'état du catholicisme au Japon en feuilletant les *Missions Catholiques*, les *Annales de la Propagation de la foi*, les *Bulletins* des diverses sociétés de Missionnaires, comme l'*Apôtre de Marie*, ou en lisant l'excellente conférence de l'abbé Lebon (Paris, Beauchesne) sur l'*Apostolat par l'Éducation au Japon*. — Nous signalons, d'autre part, comme très instructif le livre de M. Raoul Allier sur le *Protestantisme au Japon* (Félix Alcan).

IV

En attendant que ce vaste, mais lointain espoir, devienne une réalité et que, depuis l'Orient jusqu'à l'Occident, confondus cette fois et rejoints de telle sorte qu'on ne sache plus à quels rivages en donner les noms, la lumière de l'Évangile se soit levée sur tous les peuples et les ait amenés à se comprendre, il reste à considérer une solution beaucoup plus modeste et uniquement locale, mais qui, à défaut d'autre, mérite pourtant qu'on y réfléchisse : je veux parler de l'atténuation qu'apporterait au conflit des deux races, sur la côte américaine du Pacifique, et spécialement en Californie, une prédominance plus marquée, un accroissement plus rapide, de la population blanche.

C'est le procédé même par où les États-Unis ont pu conjurer les menaces de la question noire, — le nombre des Blancs, grâce aux immigrans d'Europe, augmentant toujours en proportion très supérieure à celui des Nègres, bien que ceux-ci soient plus prolifiques. Il est vrai que, dans ce cas, l'on doit aussi tenir compte de l'infériorité intellectuelle, et qu'il n'en serait point de même pour les Japonais, aussi adroits, aussi laborieux, et moins dépensiers que les Américains; mais c'est une raison de plus pour ceux-ci de maintenir et de développer autant que faire se peut leur avance numérique, incomparablement plus forte à l'égard des Jaunes qu'à l'égard des Noirs. Qu'ils accélèrent, dans les territoires qui commencent à être menacés, l'arrivée d'habitans de race blanche, et qu'ils y attirent par tous les moyens leur compatriotes de l'Est ou les Européens. Arriveraient-ils seulement à maintenir par là les proportions actuelles, qui, sauf pour Hawaï, sont encore excellentes, les dangers de l'immigration jaune se trouveraient presque conjurés, ou du moins ils resteraient réduits à ces inconvéniens et à ces ennuis qui ne peuvent pas troubler à fond la vie d'un grand peuple.

Si abondante qu'on la suppose ou qu'on la provoque, l'affluence des blancs ne saurait avant longtemps dépasser les ressources de tout genre que possède la côte Pacifique (1). Les richesses du Washington et de l'Orégon sont encore presque neuves et apparaissent comme inépuisables; le chiffre de 2 mil-

(1) Cf. *Le développement des États du Pacifique*, par M. Pierre Leroy-Beaulieu, dans l'*Économiste français* du 26 juin 1909.

lions d'habitans que comptent ces États pourrait être décuplé sans les appauvrir, et c'est à peine s'il suffirait à en mettre en valeur tout le sol cultivable, toutes les forêts, toutes les eaux fécondes et navigables. Quant à la Californie, l'État le plus menacé par les Jaunes, elle n'offre pas, bien que fréquentée depuis plus longtemps, moins de chances que les deux autres aux travailleurs sérieux qui viendraient y gagner leur vie; et c'est ce que, en terminant, je voudrais montrer avec plus d'insistance, après m'en être convaincu moi-même par ce que j'ai pu voir ou entendre durant les quelques semaines de mon séjour et par les documens, de plus facile accès, que distribue fort généreusement le Comité de promotion de San Francisco.

Depuis sa découverte par Fernand Cortez en 1536, jusqu'à son annexion par les États-Unis en 1848, l'année même où John W. Marshall y trouva des gisemens aurifères, la Californie n'avait accompli que d'assez lents progrès. Elle fut alors, comme tous les pays de mines d'or, l'objet d'un engouement extraordinaire, mais incapable de survivre aux riches exploitations des premières années. Aujourd'hui, le précieux métal, qui a fourni, en tout, 8 ou 9 milliards, donne encore un nombre respectable de millions par an; mais il s'y est adjoint heureusement des ressources plus normales, et l'on s'est aperçu que la vraie richesse, en Californie comme dans le champ du fabuliste, consiste à cultiver le sol où sont signalés des trésors enfouis. Dans ce vaste État, large en moyenne de 200 milles et long de 800, il est vrai que 60 millions d'acres consistent en montagnes et déserts inaccessibles à la charrue, mais là même le bétail trouverait plus de pâturages qu'il n'en peut brouter; et il reste 40 millions d'acres propres à la culture. Les glaciers et les neiges de la Sierra-Nevada alimentent, sans danger d'épuisement, des cours d'eau et des réservoirs naturels qui assureront autant qu'on le voudra l'irrigation des contrées où la pluie est insuffisante; et il est juste de reconnaître que d'admirables travaux s'exécutent pour en profiter. Cependant, à tout prendre, et qu'il s'agisse des terres naturellement fertiles ou de celles qui peuvent le devenir, la proportion des parties cultivées demeure extrêmement faible; des millions et des millions d'acres continuent d'attendre l'arrivée du colon, et la population totale, qui n'est pas tout à fait de 2 millions et demi, pourrait doubler et quadrupler sans excéder en rien les possibilités, comme on dit là-bas, de ces riches territoires.

Ce n'est pas, il s'en faut, que l'on n'ait rien fait jusqu'ici pour les mettre en valeur. D'après les statistiques publiées l'année de mon séjour, en 1907, l'État comptait, — en dehors des noyers, figuiers, oliviers, considérés comme des productions spontanées, — 30 millions d'arbres à fruits: pommiers, abricotiers, cerisiers, pêchers, poiriers, orangers, citronniers. La vigne y donne d'excellent raisin de table, bien qu'on ne sache guère le favoriser, et des vins qui, déjà renommés, pourraient, avec des soins semblables à ceux de France, acquérir très probablement la valeur de nos crus. Même avec une culture assez primitive, vignobles et vergers rapportent en moyenne 250 dollars l'acre; avec une culture intensive, ils rapporteraient, et le font quelquefois, jusqu'à 1000 dollars. L'exploitation des forêts donne 8500000 dollars de bois pour la construction, et autant pour les autres usages. L'arbre rouge de Californie n'existe pas ailleurs, et les dimensions qu'il atteint en font une curiosité qui attire les touristes; il en est dans lesquels on a creusé un tunnel pour le passage des voitures. Et ils sont si nombreux qu'en continuant d'en abattre, comme on le fait, 400 millions par an, il faudrait, même s'ils ne reproduisaient pas, deux siècles et demi pour qu'ils disparussent. L'élevage, si on le voulait bien, réussirait aussi parfaitement en Californie; avec ce climat tempéré, qui presque partout reste le même en hiver et en été, — à tel point que les vêtemens de janvier servent au mois d'août, — on peut laisser les troupeaux au grand air et à une nourriture plus saine tout le long de l'année, économisant ainsi la dépense du foin et de l'étable. C'est un avantage, du reste, qui commence à être compris d'un nombre de colons déjà appréciable, mais qui devrait augmenter plus vite. Et que d'autres moyens de faire fortune attendent les trop rares fermiers! Ne suffit-il pas d'indiquer, par exemple, que la Californie envoie tous les ans au dehors une vingtaine de millions pour les œufs et les poulets qu'il serait si facile de produire sur son territoire? Mais, pour n'insister que sur les sources de richesse les plus importantes maintenant, constatons que l'industrie, magnifiquement favorisée par les gisemens de gaz naturel ainsi que par la force hydraulique dérivée en surabondance des torrens de la Sierra, donne déjà pour plus de 400 millions de dollars par an d'objets manufacturés; — ajoutons que l'exploitation minière n'est pas limitée à l'or, mais s'étend à quantité d'autres substances, comme le cuivre,

le pétrole, les glaises, pour atteindre une valeur totale qui était en 1906 de 54 millions de dollars; — enfin n'oublions pas que tous ces produits, aussi bien que ceux de la culture, trouvent un écoulement facile dans quatre lignes transcontinentales et dans les services de paquebots qui font communiquer avec l'Extrême-Orient, non seulement la rade admirable de San Francisco, mais les ports de San Diégo, San Pedro, Eureka, Santa Barbara, Monterey. Le commerce maritime de la Californie dépasse déjà 100 millions de dollars par an, et le canal de Panama lui sera bien plutôt un adjuvant qu'une concurrence, par le fait même de le mettre en relations directes avec les ports de l'Atlantique dans le Vieux et le Nouveau Monde.

Mais qu'il y ait place en Californie pour de nouveaux venus, c'est ce que montrerait, à elle seule, la densité de la population, n'y étant que de 9,5 par mille carré, alors qu'elle s'élève à 152 dans l'État de New York, à 140 en Pensylvanie, à 86,1 en Illinois, et, pour avancer vers l'Ouest, à 40,2 en Iowa, à 38 en Wisconsin, à 22,1 en Minnesota, à 18 encore dans le Kansas. Et que, d'autre part, il y ait avantage à prendre place parmi les 2 millions à peine d'habitans (1) qui se partagent les 156172 milles carrés de ce territoire, on n'en doutera plus lorsqu'on aura vu, dans les statistiques officielles, que par tête la fortune moyenne est de 751 dollars en Allemagne, de 1125 dans l'ensemble des États-Unis, de 1145 dans la Grande-Bretagne, de 1228 en France, de 1247 en Australie, de 2800 en Californie. Mais, pour que notre invite ne semble pas s'inspirer uniquement de motifs grossiers, ajoutons qu'il n'est peut-être pas au monde un meilleur climat, une terre plus fleurie, un ciel plus enchanteur, une aussi grande douceur de vivre; ou bien élevons-nous plus haut encore, dût l'efficacité de nos motifs s'abaisser d'autant, et rappelons l'idée dominante de cet article, à savoir qu'il s'agit, pour les Américains, de maintenir leur prépondérance et leur idéal en face de la menaçante invasion des Jaunes.

Ce ne sont ni les escadres en route sur l'Océan, ni les batteries protectrices des côtes qui constituent la vraie défense d'un peuple. Sa force est en lui-même, dans la valeur et le nombre de ses citoyens. Et c'est ce qui rend plus incertaine l'issue des

(1) Exactement 1 485 053, d'après le recensement décennal de 1900; 1 648 000 en 1906, d'après l'estimation du *Statesman's Yearbook* de 1909.

rivalités, ou des combats possibles, entre le Japon et les Etats Unis, les deux nations du monde, peut-être, aujourd'hui les plus énergiques et les plus sûres d'elles-mêmes.

Au point de vue matériel, les forces du Japon ne semblent pas inférieures à celles des États-Unis, puisque, s'il compte moins d'habitans, son armée régulière est la plus nombreuse; et puisque sa marine, si elle possède et si elle construit un peu moins d'unités navales, reste toujours maîtresse de les assembler, de les mobiliser en quelques jours seulement, tandis que la flotte américaine, pour un certain nombre d'années encore, voit ses escadres séparées par un long continent. Mais ce qui doit donner au Mikado le plus de confiance, c'est bien encore la qualité de ses soldats et de ses marins. Leur bravoure, dans la guerre contre la Russie, a étonné les plus valeureux. On eût dit que ni eux ni leurs chefs ne faisaient cas de la vie humaine. L'héroïsme régnait parmi eux à l'état normal, et dans tous les rangs. Des milliers de petits fantassins, sur les navires qui les transportaient, dans les fossés de Port-Arthur, sur les champs de Moukden, se faisaient tuer anonymement avec la noblesse d'un chevalier d'Assas; et leurs familles, quand elles l'apprenaient, ne s'y résignaient pas, elles s'en réjouissaient, elles fêtaient sincèrement cette entrée enviable dans la gloire commune des ancêtres. Mourir pour l'Empereur, qui représente en même temps la patrie, la religion, l'autorité divine et humaine, quoi de plus naturel, de plus désirable, quelle plus belle récompense pour ces soldats disciplinés, ces croyans fidèles, ces sujets loyaux? Bien forts sont les peuples qui ont gardé de tels principes!

Est-ce donc à dire que l'Amérique nous paraisse inférieure comme ressources et comme idéal? Si je l'écrivais, on saurait bien que je ne suis pas sincère. Elle prépare, dans le percement de Panama, une plus rapide conjonction de ses flottes; et, en attendant, elle consacre chaque année de plus larges crédits à la marine, tandis que les Japonais se voient obligés de diminuer les leurs. Son armée, en temps de paix, n'est pas comparable à celle des ennemis éventuels; mais on conviendra que l'Océan Pacifique lui donnerait quelque temps pour se préparer contre une invasion d'ailleurs presque invraisemblable; et d'autre part, elle possède assez de richesses en tout genre, mais surtout assez d'hommes, et d'hommes sincèrement dévoués, pour arrêter, user, détruire à la longue, n'importe quels ennemis. Moins

féodal, moins collectif, moins impersonnel, moins fanatique, si l'on veut, que le patriotisme japonais, celui des Américains, n'en est pas moins profond, moins prêt aux sacrifices. Il faut avoir vécu dans leur intimité et, j'ose le dire, vibré de leurs émotions, pour savoir ce que représente à leurs yeux le drapeau étoilé. Soit qu'ils se vantent de descendre des fondateurs de l'Indépendance, soit qu'ils aient trouvé aux États-Unis, directement ou dans la personne de leurs pères, la contrée de leur choix, celle qui a réalisé leurs rêves ambitieux ou qui les a reçus au temps de leur détresse et relevés des misères endurées ailleurs, ils aiment leur pays et leurs institutions avec une passion, avec un orgueil, où la raison, l'instinct, la volonté semblent avoir condensé leurs forces, et dont je ne sais si aucun nationalisme dans l'histoire a jamais égalé la farouche ardeur.

La veille de mon départ de San Francisco, un jeune Pauliste, né dans la ville même, me conduisit au Parc de la Porte d'Or, qui s'étend des dernières maisons jusqu'au rivage de l'Océan. A traverser ces prairies vertes, ces parterres, ces arbustes en fleurs, ces bois de pins et de cyprès, ces longues allées d'eucalyptus qui entourent des lacs transparens, on ne se serait guère douté qu'il y a trente et quelques années, cette péninsule n'était qu'un amas de sables dénudés. Mais si la nature condescend parfois à se laisser embellir par les hommes, les moyens ne lui manquent pas d'affirmer à nouveau, dès qu'il lui convient, sa supériorité. Quand il m'eut fait assez admirer les beautés du Parc, mon ami m'emmena au sommet d'une colline, Strawberry Hill, qui en occupe la partie centrale, et d'où la vue commande un immense horizon. Au Nord-Ouest, le Tamalpaïs dressait sa tête dans les cieux, tandis que ses pentes descendaient mollement sur les rivages de la grande baie. Les hauteurs de Berkeley lui faisaient au Nord-Est un pendant harmonieux, et tout au fond le mont Diablo dressait hardiment ses deux crêtes cornues. Mais plus bleu que ces bleues montagnes, et pareil à l'azur profond du zénith lui-même, l'Océan Pacifique écrasait de sa grandeur tout ce splendide panorama. Et sans doute l'imagination n'y était pas étrangère, mais il m'apparaissait réellement plus vaste que les autres mers. Pas n'est besoin de monter très haut pour voir s'amplifier beaucoup les étendues de plaine, à condition seulement qu'à des distances variées quelques points de repère viennent les déterminer. Tandis qu'au Sud et au Nord la mer,

pourtant sans limite, se perdait très vite dans l'indécision de flots tous semblables, au contraire devant nous, à l'Ouest, elle marquait très nettement son immensité soit par des alternances de lumière et d'ombre, soit par les silhouettes inégalement distantes de quatre ou cinq navires qui découpaient la perspective et la multipliaient. Mais, si loin que portât la vue, la pensée, plus libre et plus rapide encore, allait de flots en flots jusqu'aux îles Hawaï, aux Philippines, au Japon, en Chine, jusqu'à ces rivages de l'Extrême-Orient devenus pour nous ceux du couchant même, puisque aussi bien, le soleil, comme pour aviver notre sensation d'exotisme et de lointain, s'apprêtait, en dépit des noms, à descendre par là dans les flots. L'Asie alors, avec ses centaines de millions d'hommes jaunes, nous apparaissait comme une ombre gigantesque et pleine de mystère : énigme troublante pour toutes les nations de race blanche, et, pour les États-Unis particulièrement, réserve inépuisable d'ennemis à redouter. Mon jeune Pauliste, cependant, ne témoignait d'aucune inquiétude. Des horizons par trop vagues et lointains, il ramenait en souriant mes idées et mes regards sur les casernes toutes proches du Presidio, sur les canons des forts, sur les puissantes batteries qui, de chaque côté de la Porte d'Or, défendent l'entrée de l'Amérique. Mais ce n'était point de là, disait-il, que lui venait le réconfort vraiment efficace. Avec bien plus de confiance, il reposait ses yeux, du côté opposé à la mer, sur le grand dôme de l'Hôtel de Ville, où ses concitoyens, énergiques, optimistes et indépendans, réglaient eux-mêmes leurs destinées et conduisaient les affaires publiques. Symbole frappant de la nation entière, cet édifice hardi avait soutenu sans s'écrouler le choc effrayant du tremblement de terre; et, si quelques parties trop hâtivement construites en avaient été lézardées, les ouvriers de la cité travaillaient tranquillement à les raffermir.

FÉLIX KLEIN.

POÉSIES

LE ROSSIGNOL

A l'heure où la nuit calme emplit le ciel immense
Et que, par l'infini que son verbe ensemence,
Dieu guide les mondes en chœur,
Dans le sein parfumé de la forêt profonde,
Sans souci que l'écho se taise ou lui réponde,
Le rossignol chante à plein cœur!

La voix monte, d'abord lente ou vive, indécise ;
Bientôt l'artiste ailé de son rêve se grise,
Un trille part, d'autres suivi ;
La mélodie à flots s'épand, s'épand sans cesse,
Puis, insensiblement, la voix enchanteresse
Meurt dans le silence ravi.

Tandis que ses enfans reposent sous le chaume,
Le paysan, caché dans l'ombre qui l'embaume,
Écoute ce chant merveilleux :
C'est comme un cordial puissant qui le pénètre
Et rend avec l'espoir la vigueur à son être,
Le même qu'ont bu ses aïeux.

Dans le parc séculaire où se pâment les roses,
La vierge exhale enfin de ses lèvres mi-closes
L'aveu qu'on ne peut retenir,
Et de son chaste amour attestant les étoiles,
De ses yeux rayonnans cherche à lire en tes voiles,
O mystérieux avenir!

Et l'artiste en extase évoque des féeries
Au fond des bois où dort sur les mousses fleuries
Un rayon de lune argenté,
Et pendant que le chant éperdument s'élève,
Tout à l'œuvre qu'il crée, avec délice il rêve
De gloire et d'immortalité!

O Rossignol divin, voix de la Nuit muette
Qu'on entendra toujours, bienheureux le poète
Qui, comme toi, petit oiseau,
Puise d'un cœur ému ses chants dans la nature
Et peut, sans la troubler, charmer une âme pure
En y versant l'amour du Beau.

LA SOURCE

Cachée au fond des bois, loin des pas indiscrets,
Elle chante, ignorée, et son murmure frais
Seul au silence la révèle;
Des fleurs et de la mousse entourent son flot pur,
Et limpide, elle brille ainsi qu'un œil d'azur
Dès que vient la saison nouvelle.

Lorsqu'un soleil de feu courbe les épis lourds
Et que, dans l'air brûlant, vibrent les alentours,
Les oiseaux du Ciel y vont boire;
Son eau vivifiante est suave; on croirait
Qu'elle a pris tes vertus secrètes, ô forêt,
Quand Mai rayonne dans sa gloire.

Son tranquille miroir, par les matins d'été,
N'a jamais réfléchi dans sa limpidité
Que cette vision exquise :
La grâce et les traits purs d'une enfant de dix ans,
Lorsque, pour y puiser, de chez les paysans
Y vient la petite Denise...

. . . . . .

O cœur chaste, inconnu du monde, cœur charmant,
Ainsi toi, dans la lutte ou dans l'accablement,
Tu reposes mon âme lasse
De porter les soucis et le fardeau du jour,
Et, rafraîchi soudain par ton fidèle amour
Qui demeure alors que tout passe,

Je chante dans la paix du foyer, louant Dieu
D'avoir mis sur ma route un coin de son ciel bleu,
Une halte douce et choisie,
Et sous notre humble toit, d'avoir joint à ma part
Ces deux trésors divins : ton amour et mon art,
Cette source et la Poésie !

HÉLÈNE

Type transfiguré de la beauté plastique,
Hélène éclipse tout de son front radieux;
Elle pousse au combat les hommes et les dieux
Et son charme remplit la poésie antique.

Quiconque l'aperçoit, au cœur et dans les yeux
En garde, inconsolé, l'obsession magique,
Et désormais n'a plus que ce désir unique :
Mourir sous son regard toujours victorieux !

Ainsi, le cœur étreint d'une tristesse immense
Qui parfois se dissipe et toujours recommence,
Fier du martyre, ô gloire, auquel tu le soumets,

L'artiste génial, possédé par son rêve,
Épuisera ses jours à poursuivre sans trêve
L'idéal immortel qu'il n'atteindra jamais !

A FRÉDÉRIC MISTRAL

(pour le cinquantenaire de *Mireille*).

Cinquante ans de génie et cinquante ans d'honneur,
Où, comme des soleils, éclosent les chefs-d'œuvre
Déconcertant l'envie et ses basses manœuvres,
Tant ils sont, coup sur coup, rayonnans de splendeur!

Alliant sans effort la grâce et la puissance,
Avec ses flots d'azur, ses fleurs, son ciel charmant
Dont le cœur à jamais garde l'enchantement,
Comme dans un miroir y brille la Provence.

Créateur sans rival qui n'as rien imité,
Un idéal sublime a jailli de ton âme,
O Maître! et dans ce jour la France entière acclame
Mistral entré vivant dans l'immortalité!

Levant son front de reine à chevelure noire
Que ceint, en diadème, un ruban de velours,
Éternellement jeune en ses chastes amours,
Mireille à tes genoux te sourit dans la gloire!

GEORGES GOURDON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Notre nouveau ministère aura eu des vacances heureuses. Il annonce la bonne intention de faire de l'apaisement autour de nous; on en a fait généralement autour de lui. Bien peu de ses devanciers ont eu des débuts aussi tranquilles. Formé au moment même où la session parlementaire prenait fin, son seul acte politique jusqu'ici a consisté à lire le décret de clôture, après quoi il a pu se recueillir et préparer au milieu d'un grand calme ses projets pour la session prochaine. Alors viendra pour lui l'épreuve décisive.

En attendant, ceux de ses membres qui ont pris la parole en public ont dit de fort bonnes choses, et si nous ne connaissions pas par expérience la vanité des mots, nous serions pleinement rassurés sur l'avenir de la République. Ainsi M. Millerand a fait appel à tous les républicains, et même, a-t-il dit, à tous les bons Français, qu'il voudrait associer à une œuvre commune. Reste à connaître l'œuvre qu'il a en vue; alors seulement on pourra juger si tous les bons Français peuvent vraiment s'y associer. N'importe ; ce langage fait plaisir à entendre; il flatte l'oreille ; il nous change; il nous fait voir M. Combes, et même M. Clemenceau, dans un passé assez lointain. On pourrait relever d'autres symptômes du même genre, par exemple la réponse que M. le président du Conseil a faite au maire et à la municipalité de Toulon, qui s'opposaient, dans l'intérêt du commerce de la ville et plus particulièrement dans celui des marchands de vin, à certaines mesures militaires que M. le ministre de la Marine était soupçonné d'avoir l'intention de prendre : il s'agissait, croyons-nous, de déplacer quelques unités de l'escadre de la Méditerranée. Mesure toute naturelle : l'état actuel de nos amitiés et de nos alliances permet, en effet, de voir ailleurs le danger éventuel, ce qui peut amener quelques changemens

dans la distribution de nos forces. Mais Toulon proteste, parce qu'il s'est habitué à croire que l'escadre de la Méditerranée lui appartenait, au lieu d'appartenir à la France. Quel jour une réclamation de ce genre ouvre sur tout un état d'âme ! M. Briand a répondu à M. le maire de Toulon que le ministre de la Marine avait seul qualité pour résoudre des questions maritimes, mais que l'intérêt de la défense nationale ne pouvait être mis en balance avec aucun autre. Tout cela indique, dans notre gouvernement, des tendances excellentes ; mais les intentions ne sont rien sans les actes, et les mœurs administratives et politiques qui se sont implantées dans le pays opposeront tant d'obstacles à nos ministres qu'il leur faudra une grande force de caractère pour les vaincre. L'obstacle principal est dans la manière de plus en plus vicieuse dont le parlementarisme est pratiqué chez nous depuis dix ans. Le gouvernement parlementaire est devenu celui de la majorité du Parlement, et cette majorité a mis le pays en coupe réglée pour en tirer des avantages au profit de ses membres. Aujourd'hui, toute notre politique intérieure est là. Combien de fois ne l'avons-nous pas dit ! Et combien d'autres ne l'ont-ils pas dit avec nous !

M. Raymond Poincaré vient de le répéter à son tour dans une fête du travail organisée par la Fédération des syndicats patronaux de Belfort. Ces syndicats mériteraient une étude particulière ; ils fonctionnent au mieux, non seulement dans l'intérêt des patrons, mais dans celui des ouvriers qu'ils ont réussi à mettre d'accord ; M. Poincaré l'a assuré et nous aimons à le croire. Mais si la partie de son discours qu'il a consacrée aux syndicats patronaux de Belfort a été écoutée avec attention, celle où il a parlé de nos mœurs politiques et des remèdes à y appliquer a causé une impression encore plus forte. « Le Parlement depuis quelques années, a-t-il dit, se replie de plus en plus sur lui-même et ramène volontiers les frontières de France à l'espace compris entre le Palais-Bourbon, le Luxembourg et les antichambres ministérielles. Je vois à cet étrange phénomène deux causes principales. D'une part, pour un certain nombre d'hommes politiques, le mandat a cessé d'être une charge et un honneur, il est devenu une profession. Il y a des gens qui se font députés comme ils se feraient avocats ou médecins, j'allais presque dire comme ils se feraient cuisiniers et domestiques, pour avoir une bonne place et tâcher de la garder... D'autre part, les servitudes électorales se sont développées et alourdies au point de paralyser les plus libres esprits... Les hommes les plus éminens, les caractères les plus fermes sont contraints de subir, à certaines heures, le joug écrasant des inté

rêts locaux... Je crains fort qu'à la rentrée prochaine la discussion du budget de 1910 ne nous offre un nouvel exemple des fautes et des faiblesses auxquelles, par ses origines mêmes, la Chambre est condamnée... Souhaitons qu'elle ne soit pas troublée, dans sa tâche patriotique, par cette peur de l'électeur qui est si souvent pour un député le commencement de la folie. » On ne saurait mieux parler, ni plus sensément, ni plus énergiquement. M. Poincaré a mis le doigt sur la plaie dont nous mourrons un jour si on ne réussit pas à la guérir. Heureusement il la croit guérissable; à ses yeux le remède existe. « J'ai là-dessus, dit-il, une conviction profonde et déjà ancienne. Je suis sûr que nous continuerons à piétiner sur place, ou, plus exactement, hélas! à glisser tous les jours davantage, si nous ne nous décidons pas à remanier radicalement notre système électoral, à élargir le scrutin, à détruire l'iniquité changeante du régime majoritaire et à chercher loyalement dans la représentation proportionnelle une image fidèle de toutes les opinions françaises. Puissent ceux des républicains qui répugnent encore à ces solutions nécessaires, s'y rallier avant que la corruption électorale ait achevé son œuvre commençante et rendu peut-être des catastrophes inévitables! »

Nous ne répugnons nullement à la solution que M. Poincaré qualifie de nécessaire; nous nous demandons seulement si elle produira toutes les merveilles qu'on en attend. Mais quand elle ne guérirait qu'une partie du mal, quand elle ne ferait que l'atténuer, encore faudrait-il en faire l'expérience. Beaucoup de bons esprits s'y sont attachés, et l'adhésion formelle, solennelle, éclatante que M. Poincaré y donne sera sûrement pour eux une force de plus. On connaît la belle campagne qu'a faite M. Charles Benoist en faveur de la représentation proportionnelle. Ce n'est pas lui qui mérite le reproche d'avoir borné son horizon à l'étroit espace compris entre le Palais-Bourbon et le Luxembourg; il a porté ses regards et son action infiniment plus loin; sa propagande s'est étendue à la France entière; il s'est adressé directement au pays, sachant bien qu'il n'obtiendrait rien de l'égoïsme parlementaire si un mouvement d'opinion ne venait en troubler la quiétude. En cela son œuvre a été vraiment originale. La réforme électorale sera-t-elle votée par la Chambre actuelle? Non. Dans ce cas encore, dans ce cas surtout, la Chambre est condamnée « par ses origines mêmes » à maintenir la loi électorale d'où elle est sortie et d'où elle compte bien sortir de nouveau : ce phénix entend renaître de ses cendres. Alors, dira-t-on, c'est un éternel cercle vicieux : si la Chambre actuelle sort une fois de plus de la loi

électorale qu'elle aura maintenue, elle la maintiendra encore, toujours, indéfiniment, et les plus sombres pronostics de M. Poincaré se réaliseront. Cela est, en effet, fort à craindre, si la campagne de M. Charles Benoist ne produit pas les résultats qu'il espère. La réforme électorale ne peut venir que du pays; inutile de l'attendre d'une Chambre gangrenée. Les idées désintéressées s'oblitèrent de plus en plus dans un personnel parlementaire qui reste trop longtemps aux affaires et qui finit, suivant le mot de M. Poincaré, par y voir un métier : il s'applique même, on l'a vu, à rendre ce métier de plus en plus rémunérateur. L'exemple de la Révolution française est, à ce point de vue, très instructif. L'Assemblée constituante de 1789 décida qu'aucun de ses membres ne serait rééligible aux élections pour l'Assemblée Législative, ce qui a été d'ailleurs une faute. La Convention ne suivit pas cet exemple : tout au contraire, elle prescrivit que les deux tiers de ses membres seraient obligatoirement réélus, et qu'ils le seraient par elle-même s'ils ne l'étaient pas par les électeurs. Cette décision amena immédiatement une insurrection qui, le 13 vendémiaire, fut réprimée par le général Bonaparte au profit du personnel politique d'alors, et quatre ans après, le 18 brumaire, où il opéra pour son propre compte. On le voit, le premier mouvement des assemblées jeunes et encore généreuses est, une fois leur tâche accomplie, de se démettre de leur mandat et de se fondre dans le pays; et le dernier mouvement des assemblées vieillies et déconsidérées est de se perpétuer à tout prix.

Que fera le gouvernement lorsque, à la rentrée d'octobre, il sera mis en demeure de se prononcer sur cette question angoissante? Émanation de la Chambre, on ne peut pas attendre de lui plus que de la Chambre elle-même : il serait renversé tout de suite si, pour faire prévaloir une haute pensée politique, il menaçait l'Assemblée dans sa survivance. M. Briand, à la fin de la session dernière, a promis d'avoir une idée sur la représentation proportionnelle dès l'ouverture de la session prochaine : il n'est pas nécessaire d'être grand prophète pour deviner ce que sera cette idée. Ce sera celle de M. Clemenceau qui, dans une interview récente, s'est prononcé nettement pour le maintien du *statu quo* électoral, et cela dans l'intérêt de la majorité dont un gouvernement créé à son image a pour premier devoir d'assurer le retour. M. Clemenceau et M. Briand défendent la loi électorale actuelle par le même argument qu'employait M. Guizot pour défendre, en 1847, la loi électorale de cette époque contre ceux qui en demandaient alors la réforme. « Messieurs, disait-il, si notre

système électoral était un être vivant, une personne qui pût sentir et parler et qui eût la parole dans cette enceinte, il aurait grandement le droit de s'étonner et de se plaindre. » Et l'illustre orateur énumérait tous les bienfaits qu'avait produits le système électoral de 1830, comme M. Clemenceau, dans son dernier grand discours, énumérait les bienfaits dont la Chambre actuelle avait littéralement comblé le pays, ce qui faisait, assurait-il, de la législature en cours la plus belle page de l'histoire de France. Nous n'avons pas besoin de dire que M. Guizot, qui était historien, n'allait pas aussi loin. Jusqu'où ira M. Briand dans l'éloge qu'il ne manquera pas de faire de la majorité d'aujourd'hui et de son œuvre ? Nous le saurons bientôt, mais on peut dès maintenant en prévoir quelque chose. Nous rappellerons seulement que M. Guizot prononçait son très éloquent discours contre la réforme électorale au mois de mars 1847, et qu'un an plus tard il était en exil et la monarchie par terre. La République n'est sans doute pas exposée aux mêmes risques. Les choses, dans l'histoire, se reproduisent rarement sous une forme identique. Mais les mêmes fautes ne sauraient manquer d'amener avec le temps des conséquences analogues, et les gouvernemens qui ne savent pas se transformer et se rajeunir sont sujets à de brusques secousses dont leur inertie et leur vieillesse finissent par se mal trouver.

Les radicaux plus ou moins socialistes qui forment aujourd'hui la majorité du Parlement, n'ayant d'autre préoccupation que celle d'y revenir, acceptent bien une partie de la réforme électorale proposée, mais ils repoussent l'autre ; ils acceptent le scrutin de liste, mais ils repoussent la représentation proportionnelle ; puis ils se tournent vers les partisans de la réforme intégrale et leur conseillent de n'être pas follement intransigeans, de se contenter pour commencer d'une demi-satisfaction et de remettre à l'avenir une satisfaction plus complète. C'est ainsi, disent-ils, que toutes choses se font en politique, par à peu près, grâce à des transactions mutuelles, au moyen d'approximations successives ; le mieux est ennemi du bien ; c'est quelque chose que de réaliser du premier coup la moitié de son idéal, et ce serait faire preuve d'un esprit singulièrement étroit que de refuser la partie parce qu'on ne peut pas avoir le tout. Sancho ne parlait pas mieux. Il est pourtant à craindre que les partisans sérieux de la réforme électorale ne se laissent pas prendre à des insinuations de ce genre. Le scrutin de liste pur et simple est le pire de tous les modes électoraux : s'il n'est pas tempéré par la représentation proportionnelle, il expose un pays et un gouvernement à une révolution

chaque fois que se produit un renouvellement électoral. C'est pour cela qu'il n'a jamais pu se maintenir en France. Le sentiment du danger couru a été si vif à chaque nouvel essai qu'on s'en est tenu là, ou plutôt qu'on est revenu à la hâte en arrière : il n'y a pas d'exemple de deux élections consécutives qui se soient faites par ce système de scrutin. En 1885, où on y a eu recours pour la dernière fois, la majorité républicaine est sans doute restée très forte, mais elle a été pourtant diminuée, et pendant la législature qui a suivi, en plein développement du boulangisme, on s'est demandé avec inquiétude ce qui arriverait si le hasard faisait tomber à ce moment l'échéance électorale, et si l'imprévoyance du législateur obligeait à faire les élections au scrutin de liste pur et simple. Aussi s'est-on empressé de revenir au scrutin uninominal : l'instinct de conservation a été le plus fort.

Le scrutin de liste sans représentation proportionnelle est le scrutin révolutionnaire par excellence. Nous en serions fort partisans, si nous étions les adversaires de la République. En effet, à un moment donné, il peut faire table rase de tout ce qui existe, renverser sans transition un gouvernement et en ériger un nouveau. A force de jeter en l'air les dés du destin, — et on les y jetterait tous les quatre ans, — la combinaison espérée se produirait immanquablement un jour ou l'autre. Que les oppositions intransigeantes le demandent, rien même n'est plus naturel; mais qu'un parti au pouvoir le propose, après des expériences dont la plus récente ne date pas d'un quart de siècle, c'est ce qui étonne et ne peut s'expliquer que par des raisons utilitaires de l'ordre le plus bas. De même que la plupart de nos parlementaires ont leur horizon borné dans l'espace par le Palais-Bourbon, le Luxembourg et les antichambres ministérielles, leurs vues le sont dans le temps par la prochaine échéance électorale : ils ne regardent pas, et beaucoup d'entre eux sont incapables de voir plus loin. Comme, au moment actuel, la majorité se croit encore forte dans le pays, et qu'elle n'a d'ailleurs aucune appréhension pour la solidité immédiate de la République, ses membres, ne songeant qu'à eux-mêmes, n'ont d'autre souci que de se faire réélire avec le plus de sécurité et avec le moins de frais possible. A ce dernier égard, le scrutin de liste leur plaît parce qu'il coûte moins cher. Au premier, il leur plaît aussi, parce que les députés en possession augmentent leurs chances en les mettant en commun et en s'appuyant les uns sur les autres. Tel d'entre eux, qui a perdu du terrain dans son arrondissement parce qu'on l'y a vu de trop près, met son espoir dans les arrondissemens

voisins ou éloignés parce qu'on l'y a vu de plus loin et que *major a longinquo reverentia :* la distance aide au prestige. La force générale du parti qui dispose de la majorité dans un département agit en bloc pour chacun des siens, et ils forment ensemble le trust électoral, machine à la fois économique et puissante sur laquelle ils continuent de compter lorsqu'ils ont cessé de compter sur eux-mêmes. Voilà pourquoi nos radicaux socialistes sont actuellement partisans du scrutin de liste. Quand ce mode de scrutin aura accompli son œuvre, on verra, on avisera, on fera autre chose, si les circonstances l'exigent. Pour aujourd'hui les avantages du scrutin de liste sans représentation proportionnelle sont évidens aux yeux des radicaux, tandis que ses inconvéniens sont obscurs et lointains. Les voilà donc partis en campagne, et ils espèrent endoctriner les réformateurs naïfs, plus doctrinaires que pratiques, en leur disant que chaque chose viendra en son temps, le scrutin de liste aujourd'hui, la représentation proportionnelle demain, de sorte que tout le monde sera content après-demain. Mais la séduction est d'une espèce trop grossière pour être tentante, et ni M. Charles Benoist, ni M. Poincaré ne s'y laisseront prendre. C'est pourquoi il est très probable qu'aucune réforme ne sera votée et que les élections prochaines, comme les précédentes, auront lieu au scrutin d'arrondissement. Nous continuerons de piétiner sur place. Nous resterons menacés de glisser plus bas. Il faudrait, pour qu'il en fût autrement, un héroïsme dont ni la Chambre, ni le gouvernement, ne sont capables. Mieux vaut compter, avec M. Benoist, sur la désillusion et l'irritation grandissante du pays.

Tels sont les pronostics qu'on peut faire à la veille de la session d'automne : ils ne sont pas d'un caractère encourageant. Au reste, cette session doit être avant tout consacrée au budget. Pendant que la Chambre le discutera, le Sénat discutera le projet de loi sur les retraites ouvrières, nouvelle source de dépenses et de dépenses que, en dépit des prévisions les mieux établies, il est impossible de chiffrer avec certitude. Nous allons en matière fiscale du connu, qui est déjà effrayant, à un inconnu qui le sera plus encore. On nous dit qu'il en est de même dans d'autres pays, qui sont comme nous à la tête de la civilisation, l'Allemagne, l'Angleterre; mais cela ne nous console pas. Au surplus, en Allemagne, on a demandé le demi-milliard dont on avait besoin à un système d'impôts assez baroque, mais non pas très dangereux. A la vérité, il en est autrement en Angleterre.

Nous avons déjà parlé du budget de M. Lloyd George: il mérite à

coup sûr toute notre attention. S'il est voté, les vieilles mœurs anglaises s'en ressentiront profondément, non pas tout de suite sans doute, mais dans un temps peut-être plus court qu'on ne l'imagine. La grande propriété foncière, qui est la base politique et sociale de l'aristocratie britannique, ira en s'amoindrissant et en s'émiettant: au bout de quelques générations, il n'y en aura plus que des débris. Les successions seront, là aussi, le laminoir à travers lequel tout ira en s'amincissant. Après un certain temps, la structure morale du pays en sera sensiblement modifiée. Les uns, en Angleterre, en ont une conscience très nette, d'autres une conscience plus confuse; les uns s'en inquiètent et s'en affligent, d'autres s'en réjouissent; mais tous se passionnent pour ou contre le budget avec une énergie batailleuse dont nous avons perdu l'habitude en France. Chez nous, l'usure des caractères, le scepticisme, le fatalisme qui vient du découragement et du sentiment qu'on a de l'inutilité de l'effort, nous ont réduits à un état passif qui permet au gouvernement et aux Chambres de tout oser. Ce peuple autrefois si vif, si impatient, si prompt aux révolutions, accepte tout, subit tout, se résigne à tout. L'Angleterre n'en est pas là. Nous ignorons quel sera le résultat de la grande épreuve qu'elle traverse; mais chez elle, du moins, on s'agite, on agit, on lutte, on sent courir dans le pays tout entier une flamme ardente qui tâche d'éclairer les esprits et qui, en tout cas, échauffe puissamment les cœurs. Il faut remonter aux grandes agitations fomentées autrefois par Cobden pour trouver un exemple analogue. Malheureusement, ce n'est pas Cobden qui remue les foules aujourd'hui, c'est M. Lloyd George, et ce n'est pas la même chose.

On sait déjà combien la situation est embarrassante pour la Chambre des lords: on commence toutefois à distinguer le dénouement probable, — dénouement du premier acte, bien entendu: qui pourrait dire quel sera le second? La question était, elle est toujours de savoir ce que fera la Chambre des lords lorsque le gouvernement lui apportera le budget que la Chambre des communes aura voté. Le votera-t-elle à son tour? L'amendera-t-elle? Le rejettera-t-elle en bloc? Entre ces trois solutions il était bien difficile, il y a quelques jours, de dire quelle était celle qui l'emporterait; mais c'est la dernière qui, depuis lors, a gagné le plus de terrain. Tout peut changer encore dans un pays où l'opinion a parfois des sursauts très imprévus. Il semble bien, toutefois, qu'on marche vers le rejet du budget par la Chambre haute, la dissolution de la Chambre des communes, et des élections prochaines. Les orateurs du gouvernement et ceux de l'op-

position se sont également donné rendez-vous devant les électeurs; et peut-être, en effet, n'y a-t-il rien de mieux à faire que d'y aller.

Sur le point particulier de savoir ce que doit faire la Chambre des lords, l'orateur le plus discret a été lord Rosebery à Glascow. Lord Rosebery a attaqué le projet de budget avec une grande véhémence, une grande hauteur de vues, une grande force de pensée. Son discours est certainement un des plus éloquens de sa longue carrière oratoire; il a dénoncé le caractère révolutionnaire du budget; il en a montré les conséquences néfastes non seulement pour les riches, mais pour les pauvres, et rien de tout cela n'a étonné dans sa bouche; — mais il n'a pas donné de conseil à la Chambre des lords. Sans doute ce n'était pas à lui de le faire. Après avoir été le chef du parti libéral, son humeur indépendante l'a mis en marge de tous les partis; il serait difficile de dire s'il appartient maintenant à celui-ci ou à celui-là; à la veille de prononcer son discours, il a donné sa démission du club libéral dont il était membre, afin de reprendre toute sa liberté et de n'engager que lui par sa parole. Il ne pouvait donc pas donner un conseil qui aurait eu l'allure d'un mot d'ordre dans une question aussi délicate que celle de savoir ce que devait faire la Chambre des lords. Son discours a eu le caractère d'une grande consultation politique, mais voilà tout : il est lui-même en dehors de l'action. On attendait, non pas avec plus de curiosité, mais avec plus d'impatience, ce que diraient M. Asquith et M. Balfour, l'un, le chef du gouvernement, l'autre, le chef de l'opposition à la Chambre des communes. M. Asquith a pris la parole à Birmingham, ville manufacturière qui est toujours restée fidèle à la politique, ou plutôt, peut-être, à la personne de M. Chamberlain. M. Chamberlain, qui a été certainement un des hommes les plus actifs, les plus entreprenans, les plus féconds en idées, les plus agités, les plus agitateurs de l'Angleterre, est aujourd'hui hors de combat; la vie intense l'a surmené, et sa santé a fléchi. M. Asquith ne devait pas le voir se dresser devant lui à Birmingham. Il s'y est rendu avec tous les ministres et une longue suite d'amis des deux sexes; d'après les journaux, la manifestation a été très pittoresque ; elle a été d'ailleurs très éloquente. M. Asquith est un grand avocat et un orateur politique très exercé : ses adversaires disent toutefois qu'à travers l'orateur politique on retrouve toujours en lui l'avocat. Il a parlé à Birmingham avec beaucoup de force; il a donné, en faveur du projet de budget, des argumens qui ne pouvaient plus être nouveaux, mais qu'il a présentés avec adresse; enfin il a fait preuve de mesure et de goût, au moins par comparaison, en s'abstenant des exagérations de

langage et des formules démagogiques dont quelques-uns de ses collègues n'avaient pas craint de faire usage. Mais son discours n'était pas fait pour la Chambre des lords; il n'avait évidemment pas pour objet de la convaincre par insinuation de l'opportunité qu'il y aurait pour elle à voter le budget. C'est à l'opinion qu'il s'adressait et il a recouru aux argumens les plus propres à faire effet sur elle, c'est-à-dire à des argumens un peu gros. Sans aller jusqu'à provoquer la Chambre des lords comme d'autres l'avaient fait, il a paru manifester, lui aussi, le désir qu'elle repoussât le budget, afin de pouvoir la traduire comme un grand coupable devant le pays. Toute l'argumentation gouvernementale, jusque dans la bouche relativement modérée de M. Asquith, a eu effectivement pour objet d'intimider la Chambre haute en lui faisant sentir que son opposition, si elle restait intransigeante, mettrait en cause ses privilèges et son existence même, au moins sous la forme actuelle, toutes choses sur lesquelles le pays aurait à se prononcer quand elle se serait prononcée elle-même sur le budget. Avons-nous besoin de dire combien ce langage est hardi, imprudent même, quand c'est un premier ministre qui le tient? A plusieurs reprises, M. Asquith a paru souhaiter que la Chambre des lords commît un acte qui permît d'intenter contre elle une sorte de revendication révolutionnaire : nous nous demandons si cette attitude est, dans un cas quelconque, celle qui convient à un gouvernement.

Il fallait répondre au discours de M. Asquith et l'homme naturellement désigné pour remplir cette tâche était M. Balfour, puisqu'il est le chef du parti conservateur ou unioniste, et que d'ailleurs M. Chamberlain est condamné au silence. Cependant M. Chamberlain n'a pas voulu se taire tout à fait; le vieux lutteur s'est senti ranimé lorsqu'il a su que M. Asquith avait pris la parole dans sa ville de Birmingham, et à l'ouverture de la réunion où M. Balfour devait la prendre à son tour, M. Austen Chamberlain a lu une lettre de son père où l'on trouve la phrase suivante: « J'espère que la Chambre des lords réussira à provoquer des élections générales. » S'il en est ainsi, comme c'est à croire désormais, M. Chamberlain manquera singulièrement à la bataille; il ne pourra y assister que de loin. M. Balfour a confirmé, sur le but que devait se proposer la Chambre haute, l'opinion de son ancien collègue. « Ce n'est pas la Chambre des lords, a-t-il dit, ni la Chambre des communes qui ont le droit de trancher des questions aussi importantes que celles qui sont comprises dans le budget. Le seul tribunal, la seule Cour d'appel qui puisse prononcer entre les deux politiques en présence, c'est le peuple de ce pays. » Ce langage est à la fois loyal et

habile. Si la Chambre des lords rejette le budget, ce ne sera pas pour se mettre en opposition contre la volonté nationale, mais pour la connaître et en provoquer l'expression. Si le pays donne raison à M. Lloyd George et à M. Asquith, il va de soi que la Chambre des lords s'inclinera; dans le cas contraire, le pouvoir passera en des mains nouvelles et la politique générale sera changée; dans un cas comme dans l'autre, le pays, appelé à se prononcer par une sorte de referendum, aura le dernier mot. Mais s'il se prononce dans le sens de M. Balfour, s'il repousse la politique de M. Asquith, quelle est donc celle qu'il adoptera? M. Balfour ne s'est pas borné à combattre la politique de M. Lloyd George, il a très nettement exposé la sienne, et on y a retrouvé, non sans quelque inquiétude, tous les traits de celle que M. Chamberlain avait essayé de faire prévaloir aux élections dernières. Comment oublier que le pays l'a repoussée alors à une majorité écrasante? La politique du gouvernement, a dit M. Balfour, c'est le socialisme; la nôtre, c'est la protection douanière; entre les deux, le pays choisira. Certes, l'alternative est nettement posée, mais elle est cruelle.

Nous avons fort apprécié la partie de son discours où M. Balfour a critiqué et condamné le budget de M. Lloyd George. Il s'est demandé si c'était vraiment là, comme on l'a dit, le budget du « pauvre homme, » le budget qui, en surchargeant le riche, dégrèvera réellement le pauvre et le rendra plus heureux. Non, s'est-il écrié, car lorsqu'on détruit la richesse, lorsqu'on porte atteinte au capital, on tarit les sources auxquelles les pauvres viennent puiser. Il faut qu'il y ait quelque part, dans un pays, des richesses accumulées qui ne sont pas seulement le bien de ceux qui les détiennent, mais aussi de tous ceux qui en profitent. Le socialisme seul a une conception contraire, parce qu'il rêve d'un changement complet, d'une refonte intégrale de la société elle-même. Tous, riches ou pauvres, souffriront d'une réforme fiscale qui est appelée, en réalité, à devenir une révolution sociale. Tout cela est bien, mais que propose M. Balfour à la place? Il propose, au moyen de la réforme douanière, de faire payer par l'étranger les 400 millions nécessaires à l'équilibre du budget, et il a l'air de dire : — Comme c'est simple ! Comment n'y a-t-on pas songé plus tôt? Voilà le vrai budget du « pauvre homme, » puisque les étrangers seuls, notamment les Américains et les Allemands, verseront entre les mains des douaniers les 400 millions indispensables. — M. Balfour est-il bien sûr que les choses se passeront ainsi ? Est-il bien sûr que les droits de douane soient payés seulement, ou même soient payés surtout par l'étranger?

Dans un pays dont la production ne suffit pas à sa consommation, les droits de douane n'augmentent-ils pas la valeur des objets importés et le poids n'en retombe-t-il pas, au moins pour une part sensible, sur les maigres épaules du « pauvre homme? » Nous connaissons les arguments prestigieux dont s'est servi autrefois M. Chamberlain pour faire accepter sa réforme douanière : fortifier l'unité de l'Empire à travers les mers, se défendre contre le protectionnisme des autres pays qui ferment leurs marchés aux produits anglais. Soit, mais est-ce bien le « pauvre homme » qui profite le plus de ces mesures politiques ou économiques? Il est regrettable pour l'Angleterre d'avoir à choisir entre le socialisme et le protectionnisme, car le libre-échange a fait sa fortune, et elle est peut-être le pays du monde auquel le protectionnisme convient le moins. Mais si l'alternative est bien celle que pose M. Balfour, entre deux maux il faut choisir le moindre, et le moindre est sans doute le protectionnisme parce qu'on peut plus facilement en revenir ou le modérer, tandis qu'on ne revient guère du socialisme : il va toujours en s'aggravant jusqu'à ce qu'il ait conduit aux catastrophes.

Les choses sont en suspens. La Chambre des communes poursuit activement la discussion du budget, qui bientôt sera terminée. Les questions que l'opinion agite se poseront alors pratiquement et impérieusement à la Chambre des lords. Après le discours de M. Balfour, on peut prévoir que le budget ne sera pas voté par elle. Alors les élections seront prochaines. Quant à prévoir ce que dira le pays, nul sans doute, malgré la confiance égale que montrent les deux partis, ne peut le faire avec certitude : et c'est pourquoi l'heure est si grave pour l'Angleterre, et si intéressante, si préoccupante pour ses amis.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.